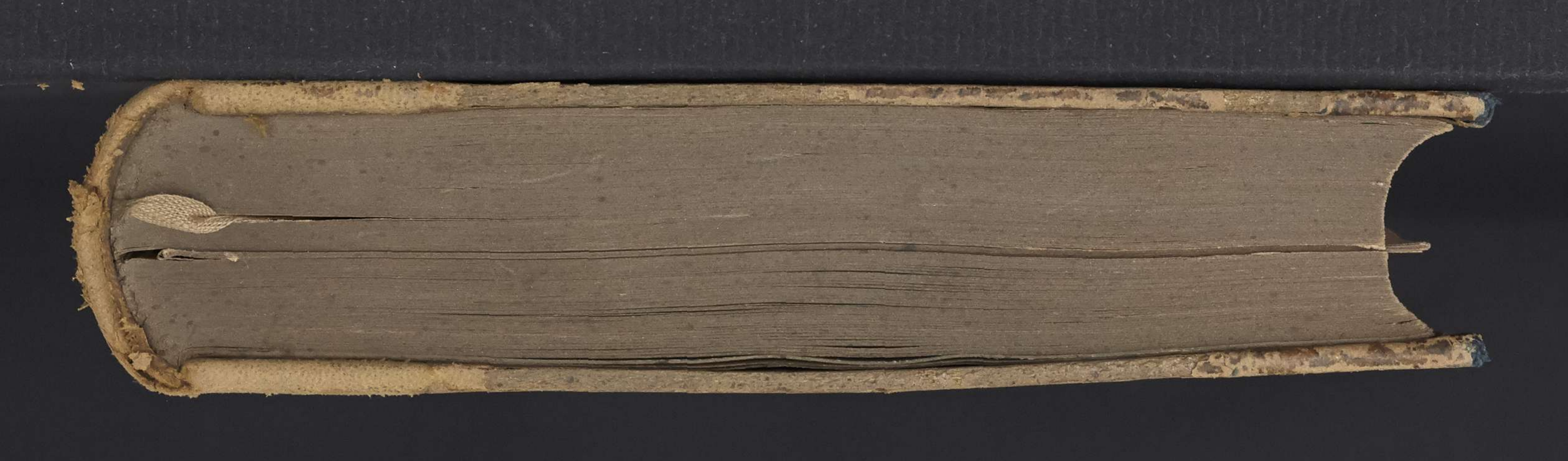


LE COMTE
RACZYNSKI
ET
DONOSO CORTÈS



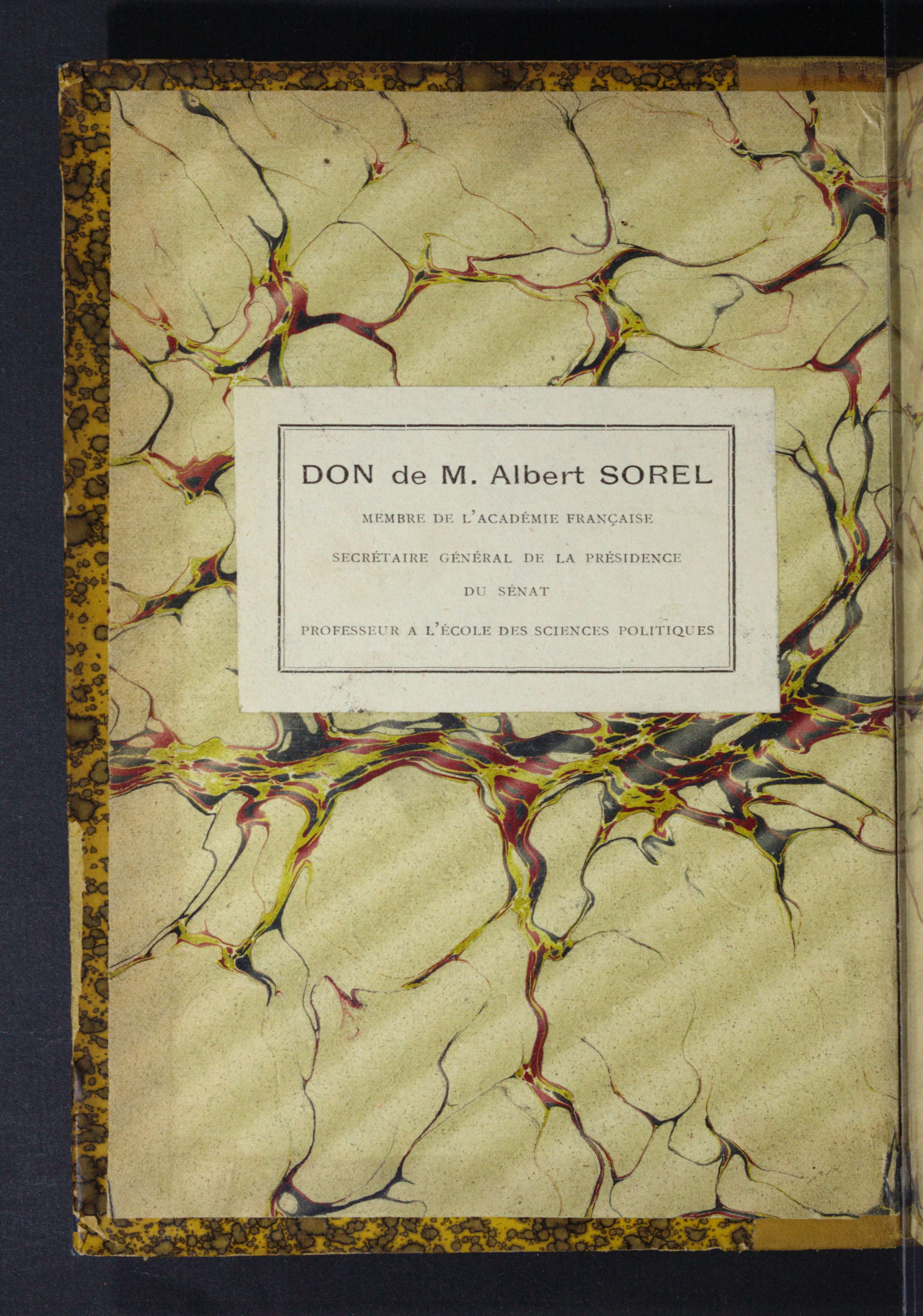


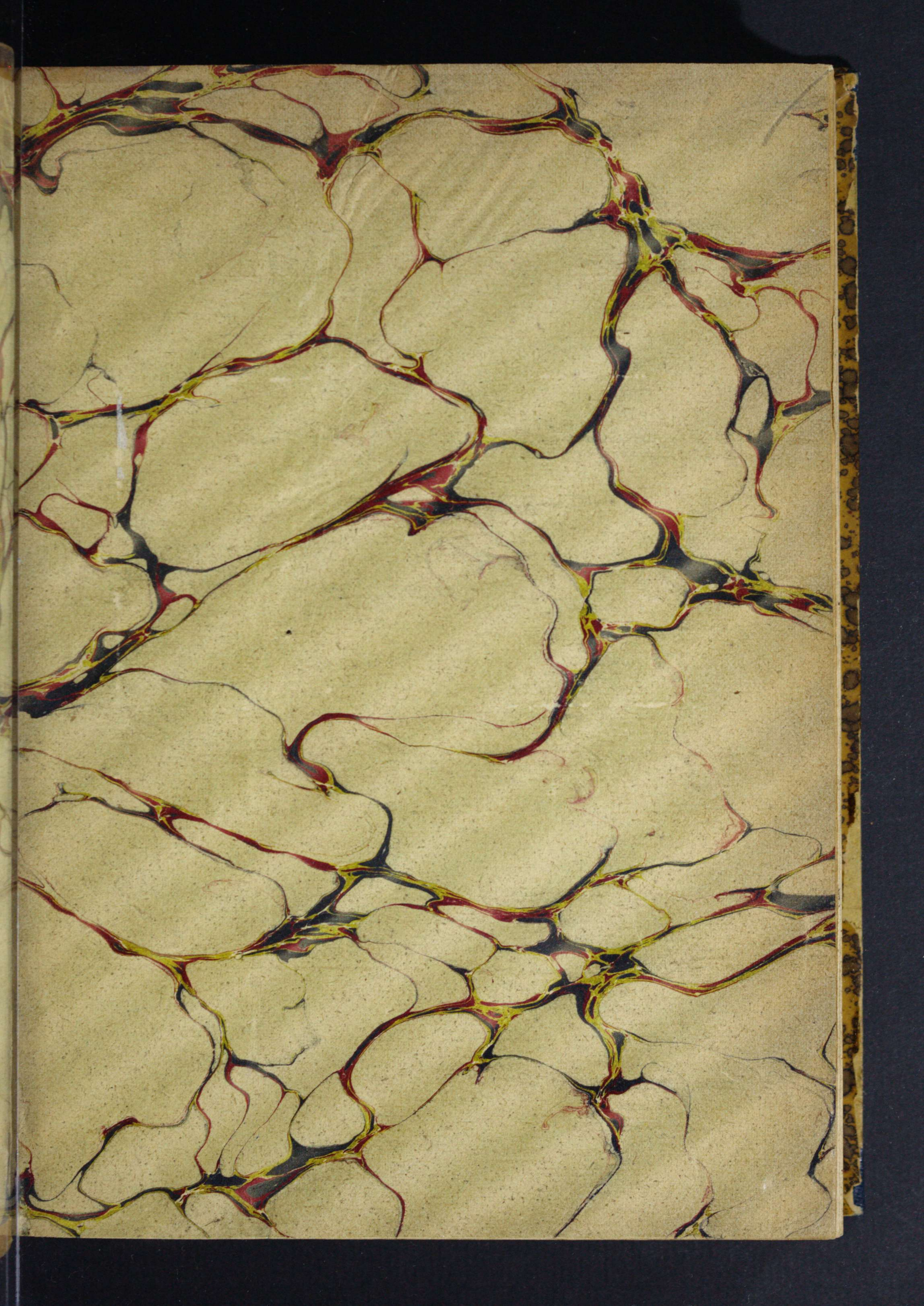





LOC-
ARCHIVES


BIBLIOTHEQUE FNSP
1 298 358


DON de M. Albert SOREL
MEMBRE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA PRÉSIDENCE
DU SÉNAT
PROFESSEUR A L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES





DEUX DIPLOMATES

LE COMTE RACZYNSKI

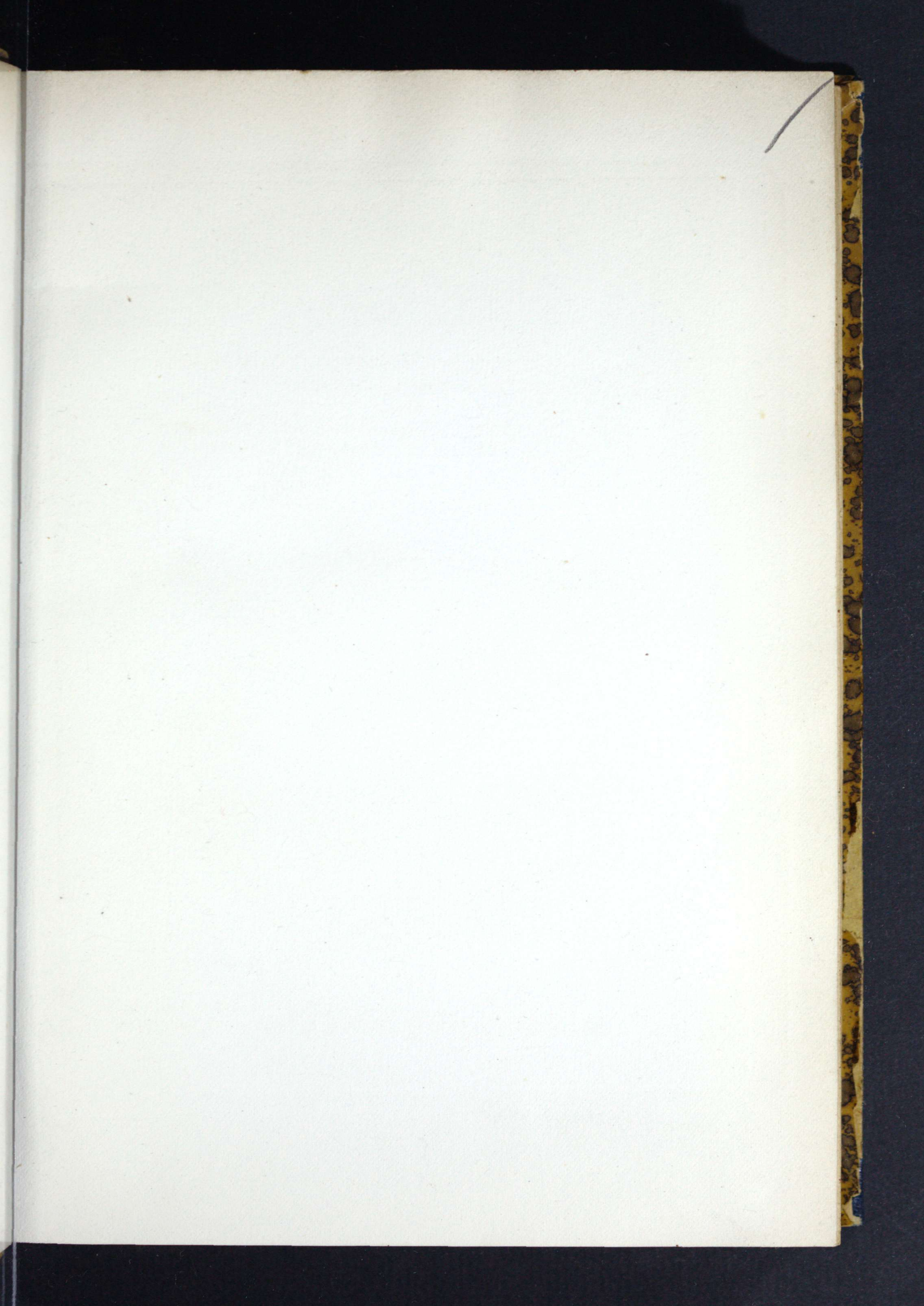
ET

DONOSO CORTÈS

MARQUIS DE VALDEGAMAS

Cet ouvrage a été déposé au ministère de l'intérieur (section de la librairie) en décembre 1879.

PARIS. TYPOGRAPHIE DE E. PLON ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE.




Athanase Nałęcz
Comte Raczynski
VITAM IMPENDERE VERO
d'après un portrait de Madrazzo. Madrid. 1850.
F. Madrazzo pinx.
C. Becker sc.

DEUX DIPLOMATES

LE COMTE RACZYNSKI

ET

DONOSO CORTÈS

MARQUIS DE VALDEGAMAS

DÉPÊCHES ET CORRESPONDANCE POLITIQUE

1848-1853

PUBLIÉES ET MISES EN ORDRE

PAR

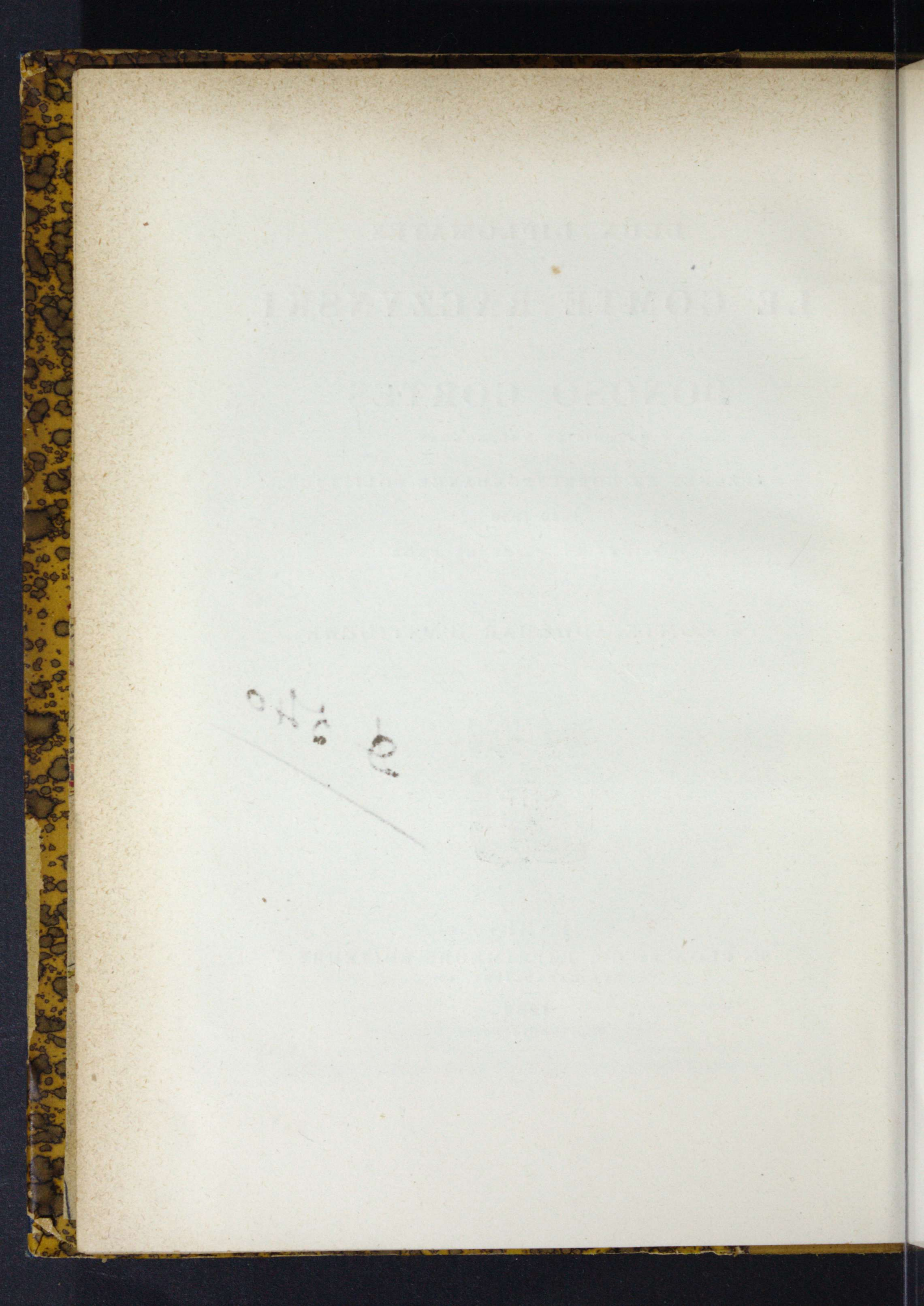
LE COMTE ADHÉMAR D'ANTIOCHE

Vitam impendere vero.



PARIS
E. PLON ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
RUE GARANCIÈRE, 10

1880



AU COMTE CHARLES RACZYNSKI.

La publication de ce travail, mon cher comte, est un hommage à la mémoire du meilleur ami de mon père, et son collègue dans les fonctions diplomatiques qu'ils remplissaient à la même époque près la cour d'Espagne.

Cet hommage, dans ma pensée, laisserait trop à désirer, si vous n'acceptiez la dédicace de ce livre.

Je vous l'offre comme un témoignage du fidèle souvenir que nous gardons à l'éminent comte Raczynski, dont votre cœur filial peut être fier à tant de titres, certain que votre amitié agréera ce gage de mon sincère et profond attachement.

COMTE ADHÉMAR D'ANTIOCHE.

Paris, le 25 décembre 1879.

INTRODUCTION

C'est le privilége des hommes dont les travaux ont déjà obtenu la faveur d'un public lettré et choisi de pouvoir, au début d'un ouvrage, s'écrier : « C'est moi, je suis déjà votre ami ! »

Aujourd'hui, c'est une voix inconnue dont les accents frappent pour la première fois les échos dans le domaine envié de la république des lettres. Ici cependant la crainte est apaisée par la certitude que dans cette république les chefs ne font appel aux bonnes volontés que pour les accueillir. Ils ont, les anciens, eux aussi, connu les anxiétés d'un début, et le souvenir de leurs premières joutes préside sans cesse à leurs arrêts.

Cette conviction et la confiance dans les appréciations bienveillantes des maîtres ont vaincu les hésitations dans lesquelles nous laissait notre inexpérience, et nous avons eu la témérité d'entreprendre un travail que nous considérions comme difficile et délicat.

Mais avant d'aborder notre sujet, le lecteur nous permettra de lui apporter quelques développements qui l'intéresseront, en lui faisant tout d'abord connaître les deux personnages dont la correspondance politique a fourni tous les éléments de ce livre : le comte Raczynski et Donoso Cortès, marquis de Valdegamas.

L'un et l'autre eurent, dans leur pays, une situation considérable, un crédit puissant, une part importante dans les affaires. Comme il arrivait alors, ces avantages se justifiaient par leurs talents, leur profonde connaissance des hommes et des choses, les services qu'ils avaient rendus, leur patriotisme, leur désintéressement, la droiture et l'élévation de leur caractère, et enfin leurs éminentes aptitudes pour les hautes fonctions qu'ils remplissaient.

Les hasards de la vie publique réunirent heureusement deux hommes si bien faits pour se comprendre, et une affectueuse intimité ne tarda pas à s'établir entre eux. Pendant les

années qui virent naître et grandir cette amitié, de graves et décisifs événements éclatèrent en Europe. Nous montrerons comment ils furent prévus et jugés par ces deux esprits si préoccupés du bien, du droit et de la justice. Ils comprirent avec une étonnante sûreté de coup d'œil que la situation qu'ils avaient sous les yeux devait fatalement engendrer les faits dont nous avons été plus tard les témoins, et qu'on s'acheminait inconsciemment vers un état de choses qu'un bien petit nombre assurément entrevoyait alors.

I

Le comte Athanase Raczynski appartenait à une très-ancienne et illustre famille du grand-duché de Posen, dont beaucoup de membres furent officiers généraux, prince-archevêque de Gnesen, castellans, maréchaux de la couronne, starostes[1], commandeurs de Malte, et occupèrent

[1] Les starostes étaient des dignitaires polonais qui possédaient au nom du Roi un fort, une terre, ou toute autre partie du domaine royal. Ils y faisaient la police et percevaient les revenus pour eux-mêmes, à la charge d'en payer le quart au Roi.

toutes les grandes charges de leur pays ; il était le second fils du comte Philippe Raczynski, général-major, chef d'un régiment d'infanterie, et de la comtesse Michalina Raczynska, fille du comte Casimir Raczynski, maréchal de la couronne, général de la Grande-Pologne, etc.

Il naquit le 2 mai 1788, à Posen, chef-lieu de la Grande-Pologne, devenue alors province prussienne. Ayant perdu sa mère à l'âge de deux ans, les premières années de son enfance s'écoulèrent d'abord chez sa grand'mère, veuve du palatin de Posen, puis au château de Rogalin, chez son père. Tous les souvenirs de ce séjour, tous les détails relatifs à l'existence et aux habitudes de sa famille, à sa première éducation, sont fidèlement rapportés dans les manuscrits du comte ; ils forment un tableau curieux des mœurs des grands seigneurs polonais à la fin du dix-huitième siècle, et de l'état de ce grand pays au lendemain du partage de ses provinces entre ses puissants voisins. Après avoir terminé et complété ses études à Francfort, puis à Berlin, il entreprit quelques voyages jusqu'au moment où il fit comme officier la campagne de 1806, puis celle de 1809. En juin 1811, il fut nommé chambellan du roi de Saxe, et deux ans après, en 1813, conseiller à la légation de Saxe à Paris,

où il assista aux événements de 1814 et 1815. Rentré en Pologne, il épousait en 1816 la princesse Anna Radziwill, fille du prince Dominique Radziwill, palatin de Wilna.

Les premières années de cette union s'écoulèrent d'abord en Pologne; le comte visita ensuite l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie et la France, étudiant dans ces différents pays leur langue, leurs coutumes, leur situation politique, s'y liant avec ce tout qu'ils contenaient d'hommes éminents ou importants, nouant dans la haute société des relations qui se continuèrent plus tard et le préparèrent à la politique active.

En 1826, à son retour de ce long voyage, le comte se fixa à Berlin; il obtenait alors l'érection en majorat de terres considérables. Peu après, au mois de janvier 1830, il était nommé ministre de Prusse à Copenhague, où il resta jusqu'en mars 1834. En quittant le Danemark, il entreprit ses grands travaux sur les arts, dont nous parlerons tout à l'heure, en même temps que la formation d'une galerie de tableaux qui devint plus tard une des plus belles et des plus intéressantes de l'Allemagne.

Sur sa demande, le roi Frédéric-Guillaume IV, dont il était l'ami personnel, le nomma en 1842 son ministre à Lisbonne, poste qu'il échangea en

avril 1848 contre celui de Madrid, lorsque le cabinet de Berlin se décida à reconnaître le trône de la reine Isabelle. Il abandonna volontairement ses fonctions diplomatiques en Espagne, à la fin de l'année 1852, pour rentrer en Allemagne. S'il cesse, à dater de ce moment, de jouer dans la politique un rôle actif, il conserve néanmoins une influence considérable ; souvent consulté par le Roi, jouissant d'un crédit puissant, entouré de la considération générale, il partageait son temps entre la politique, les arts, les lettres et l'administration de sa grande fortune. A diverses reprises, le Roi lui offrit les plus grandes charges de la Cour; mais le comte déclina ces propositions et persista à conserver son indépendance[1].

Essayons, après avoir tracé cette rapide esquisse de sa vie, de faire connaître l'homme, le politique et l'artiste.

[1] Le comte Raczynski était membre héréditaire de la Chambre des seigneurs de Prusse depuis sa formation, conseiller intime actuel du Roi de Prusse, grand-croix de l'Aigle rouge, etc., etc.

II

Il l'avouait sans peine, ce n'est que plus tard, et arrivé à l'âge d'homme, que le comte Raczynski trouva du charme dans l'étude. Nature indépendante, le travail ne lui avait pas souri quand on le contraignait d'apprendre et de gravir les degrés souvent pénibles de l'éducation classique; livré à lui-même, il comprit bien vite que tout se fait en ce monde par l'effort et le labeur, que dans un pays bien organisé il ne peut y avoir de place honorable pour un homme oisif, et que ses espérances d'avenir ne se réaliseraient jamais, si chaque jour n'amenait un progrès capable de le rapprocher peu à peu du but qu'il s'était proposé.

Ce but se présentait à son esprit sous les formes les plus précises : gentilhomme, il voulait contribuer à la prospérité de sa famille, augmenter son éclat, lui assurer une grande existence; profondément dévoué à son pays et à son souverain, il était résolu à conquérir par son zèle, par ses services, par ses aptitudes, une place distinguée

dans l'État. Au début de la vie, il se traça donc tout un programme; il marqua par avance toutes les étapes qu'il entendait franchir; il prévit les moyens par lesquels il saurait passer de l'une à l'autre, et, la route une fois tracée, il la parcourut aussitôt avec une persévérance et une énergie qui ne se démentirent jamais.

Mais un homme capable de se prescrire une pareille tâche et d'en comprendre la grandeur ne pouvait être un esprit ordinaire.

D'un caractère froid et observateur, susceptible cependant d'enthousiasme, quelquefois timide, d'une imagination ardente, jaloux de la vérité, constamment préoccupé de la justice, respectueux du droit, ennemi de l'équivoque et du mensonge, il saisissait avec une prodigieuse sûreté de coup d'œil le point faible ou délicat dans chaque question; dès qu'elle se présentait, il savait la creuser, l'analyser, la fouiller jusque dans ses moindres détails, puis la résumer dans une formule claire et limpide. L'ostentation, les manifestations d'orgueil et de vanité lui étaient insupportables et excitaient chez lui la plus vive indignation; la franchise, la simplicité le charmaient, et nul commerce ne lui était agréable, s'il n'y rencontrait tout d'abord ces qualités sans lesquelles on n'obtenait ni son estime, ni sa con-

fiance. S'il savait pénétrer les autres, il ne conservait sur lui-même aucune illusion, et il se jugeait avec une impitoyable sévérité.

Intelligence sans cesse tourmentée du besoin et du désir de connaître et d'apprendre, esprit prompt et fin, quelquefois même malin, apte aux grandes affaires, d'une indomptable force de volonté, il ne cessa, durant sa longue vie, d'étudier les grands problèmes de la politique contemporaine, d'en suivre, souvent comme acteur, les phases diverses, d'en prévoir de loin les péripéties et les conséquences. Ce dernier trait était sans contredit un des plus saillants de son caractère, comme on en pourra d'ailleurs juger par ses dépêches et sa correspondance. Son étonnante clairvoyance était à la fois le résultat d'un don naturel et d'une irrésistible logique dont rien n'arrêtait l'élan; avide de découvrir la vérité, aucun voile ne pouvait la dérober à sa vue; ni les préoccupations d'intérêt, ni la crainte de déplaire n'étaient pour lui des obstacles; il jugeait d'après la connaissance qu'il avait des hommes, des faits, et des lois fatales de l'histoire.

Prévoir et prévenir les événements, voilà toute la science du diplomate, et celui qui possède la première est bien près d'atteindre la seconde de ces qualités; celle-ci peut s'acquérir par l'ex-

périence, car on peut devenir habile; celle-là ne saurait être, comme le tact, qu'instinctive et innée. A ces dons, les diplomates des anciennes écoles joignaient des formes gracieuses, un grand usage du monde, une surprenante souplesse d'esprit, un art infini des nuances; ils étaient considérés comme les représentants non d'un parti, mais de leur pays et de leur souverain; on les regardait comme l'expression achevée du génie de leur nation, les continuateurs de ses traditions; aidés de ce prestige, ils pouvaient alors traiter avec autorité de la paix et de la guerre, et assurer à la puissance au nom de laquelle ils parlaient, une situation digne d'elle.

Le comte Raczynski appartenait réellement à cette école dont les types ne sont plus autour de nous. Grand seigneur par la naissance, par l'esprit, par les goûts, par l'exemple, par l'influence, il inspira partout où il représenta son souverain une haute estime de son caractère et de ses talents, en même temps qu'une juste idée de l'importance de sa mission; partout il laissa de son passage des traces durables.

Nous avons déjà dit un mot des connaissances étendues qu'il sut acquérir; l'étude des langues, ce don naturel aux Slaves, lui était facile; il parlait et écrivait avec une égale correction non-

seulement l'allemand, le russe et le polonais, mais encore le français, l'anglais, le danois, l'espagnol et le portugais ; il possédait à fond la littérature de ces différents pays, aussi bien que leur histoire, leurs coutumes et leurs mœurs.

Nous venons d'essayer de tracer un portrait de cet homme si remarquable; le moment est venu, après avoir dit dans quelle école diplomatique il faut le classer, de faire connaître à quel parti politique il appartenait.

Né à la veille des grandes catastrophes qui bouleversèrent et ensanglantèrent l'Europe à la fin du siècle dernier, il avait grandi au milieu des événements les plus inouïs dont l'histoire ait eu à s'occuper. Sa mémoire avait gardé un profond souvenir des scènes de violences auxquelles il avait assisté, et son esprit était fermement convaincu que les progrès solides, les réformes utiles et honnêtes ne naissent pas des secousses violentes et ne sauraient produire de fruits quand elles ont été imposées par la brutalité. Ennemi des abus, il pensait que le meilleur moyen de les combattre et de les détruire ne peut se trouver ailleurs que dans la démonstration de leurs conséquences, et non dans la satisfaction d'ambitions insatiables, de désirs inassouvis, d'envies furieuses et passionnées. Il était convaincu que le mépris

de l'autorité, la proscription du passé, les haines de convention, alimentées par des discours et des écrits d'où la bonne foi est bannie, ne peuvent servir la cause de la justice et de la civilisation. Il souhaitait l'introduction de réformes sages, lentes, sincères; mais, en même temps, il voulait que le désordre dans la vie sociale, dans l'organisation, l'existence et la politique des États, n'en fût pas la conséquence.

L'étude des questions d'affaires et d'administration, les efforts persévérants en faveur du développement de la prospérité agricole, commerciale et industrielle, lui paraissaient le dérivatif le plus utile à l'activité humaine, le plus propre à rétablir la paix et l'harmonie entre les différentes classes de la société; en associant et confondant leurs intérêts, il espérait vaincre les préjugés, supprimer les principales causes de division, faire naître le dégoût des discussions irritantes, et enfin une plus juste appréciation des maux qui affligent l'humanité et des remèdes qui pourraient la guérir. Catholique convaincu, il faisait des vœux pour la prospérité de la religion, et considérait qu'un gouvernement, en la combattant, travaillait à sa propre ruine.

Il résumait en un mot toute sa foi politique : « Vouloir le bien, être fidèle à son souverain. »

C'était dire qu'il ne comprenait ni les évolutions de l'ambition, ni les abandons dictés par un froid calcul d'intérêt.

Les souvenirs du passé le rattachèrent donc au parti de la *Croix*, ainsi appelé du nom du journal qui est son organe. Ce groupe nombreux, soutenu par les plus hautes influences de cour, représentait, dans son acception la plus énergique, l'opinion conservatrice ou féodale; après une lutte ardemment soutenue contre le grand ministre pour le maintien du droit public en Allemagne, il a été vaincu, les liens qui unissaient la Confédération brisés et les souverainetés multiples absorbées par la Prusse : politique couronnée par la fortune, mais dont le comte Raczynski n'avait pas souhaité le triomphe!

Tel était l'homme politique; voyons maintenant l'artiste.

III

L'étude des arts fut, comme nous l'avons déjà dit, durant toute sa vie, une des plus constantes préoccupations du comte Raczynski.

Entraîné vers ce culte par un irrésistible attrait, il y trouvait comme un repos aux luttes politiques, et les résultats de ses recherches l'aidaient à oublier, pour un instant, les déceptions et les fatigues d'un travail quotidien.

Artiste lui-même, il maniait avec une grande facilité le crayon et le pinceau; il aimait à se rapprocher des artistes, à les protéger, à suivre et à encourager leurs efforts. Ce penchant était, comme toutes choses en lui, raisonné et étudié; il trouvait sa source, non pas seulement dans un instinct naturel, mais dans des idées mûrement réfléchies. Profondément attaché aux principes véritablement classiques de l'art, il était l'ennemi de l'exagération, de la présomption, de ce qu'il appelait encore la débauche de l'esprit. Il pensait que, là comme ailleurs, la révolte contre la vérité ne saurait donner une utile indépendance, qu'elle ne conduit qu'au désordre et à l'erreur. La reproduction du vrai et du beau, tel doit être, selon lui, le but exclusif et constant de l'artiste. Mais, en s'élevant, il lui est plus facile de dépasser les limites du vrai que d'y atteindre et de s'y maintenir; c'est donc à connaître ces limites qu'il doit sans cesse s'appliquer afin de demeurer toujours éloigné d'imprudentes tentatives. Il ajoutait que les œuvres les plus considérables ne

frappent pas par leur grande hardiesse, et que telle n'est pas l'impression provoquée par la vue de l'Apollon du Belvédère, la Vénus de Médicis, et tant d'autres ouvrages classiques, dont le mérite n'exclut pas celui des Paul Véronèse, Rembrandt, Rubens, Lawrence, etc. C'est chez ces maîtres qu'il aurait voulu voir les artistes modernes puiser des inspirations dont ils ne sauraient s'écarter sans danger.

Il ne doutait pas que le sublime dans les arts n'appartienne exclusivement à deux directions : l'une plus particulièrement appropriée à la sculpture, où se trouve le reflet de l'épopée des anciens ; elle retrace des formes et des expressions en harmonie avec l'esprit du paganisme ; l'autre, moins empreinte de vigueur, mais également majestueuse, porte le cachet de la religion chrétienne dont elle est émanée et dont elle exprime les sentiments purs et tendres. La première a reproduit la beauté des formes unie à la force primitive ; la seconde, la foi et l'amour. Il ne craignait pas de dire que dans ces deux époques et dans ces deux directions normales, l'exécution, lors même qu'elle est hardie, n'est jamais entachée de négligence et de présomption. Il ne cessait de recommander ces exemples aux artistes et aux critiques de notre époque, trop souvent

dominés par l'orgueil, l'impatience, l'horreur de toute gêne et de tout frein, entraînés par la succession rapide des idées et l'absence de tout esprit de suite et de persévérance.

Cette doctrine, tout opposée à celles qui ont donné naissance à plusieurs écoles modernes, demeure assurément la plus conforme à la vérité. Quoi qu'on en ait pu dire, le beau ne peut exister s'il ne remplit le but et les intentions du Créateur. Celui-là seul est grand dans les arts dont les œuvres réfléchissent ce qu'il y a de plus noble dans l'âme de l'homme.

Mais, pour connaître et apprécier le beau, il faut que l'homme ait ce degré de culture qui éveille le besoin de l'admiration, le sentiment de ses propres facultés, et, en les exerçant, amène chez lui le développement complet du goût, sur lequel l'éducation, des impressions diverses, notre propre organisation et enfin la mode exercent en même temps une grande influence.

Les arts sont nés de l'admiration, et une nature grossière ou vicieuse peut seule échapper à leur empire ; de même, les sentiments mauvais éloignent de leur culte, qui a pour principe le souvenir des bienfaits mêmes de la création.

Quant aux ouvrages qu'engendre le caprice, et dont le seul but est de le satisfaire, leur durée

est limitée à celle de la fantaisie qui les a fait naître; ils ne suivent aucune règle et ne sauraient s'y assujettir.

Le comte Raczynski jugeait que la renaissance des arts procédait en Allemagne d'après ces éternels principes, et il en augurait pour l'avenir de grands résultats. Il attachait donc une importance capitale à la direction qui était donnée dans son pays aux études artistiques, et il ne doutait pas que, si leurs progrès pouvaient par là être favorisés, une impulsion fausse hâterait leur décadence. L'histoire de la peinture en Grèce et en Italie lui en offrait d'ailleurs des exemples dont il était frappé. A mesure, en effet, que les artistes étaient parvenus à la facilité de l'exécution, qu'ils avaient fait des progrès dans les théories et dans la partie mécanique, le génie s'obscurcissait, et avec lui on voyait disparaître le sentiment et l'expression.

De 1836 à 1841, le comte Raczynski publia un ouvrage important intitulé : *l'Art moderne en Allemagne*. Avant d'aborder le vaste sujet qu'il avait entrepris de traiter, il développa dans une longue et intéressante préface comment il entendait les arts, sur quels principes ils reposent, où ils doivent chercher des inspirations et des exemples, les lois et les préceptes auxquels ils

sont assujettis, les droits et les règles de la critique, en un mot toutes les sages théories sur lesquelles nous venons de nous arrêter un instant.

Le but de cette œuvre considérable était d'attirer l'attention générale sur les artistes allemands, et d'éclairer sur leurs progrès, sur le degré de leur avancement, le public destiné à les juger. Dans son opinion, la plupart des hommes qui ont reçu une éducation moyenne et quelque culture sont sensibles aux beautés artistiques; ils sont en droit et en état de se prononcer, et ce sont eux qui inspirent les jugements de ce public éclairé qu'ils ont eux-mêmes constitué.

De même que les comédiens ne sont pas seuls juges du jeu des acteurs, disait-il, de même que les poésies ont pour juge un public qui n'est pas toujours versificateur, que pour juger un livre il n'est pas nécessaire de savoir écrire; de même, pour juger des tableaux, il suffit de posséder par don naturel l'amour des arts et un goût qui se soit exercé à l'ombre d'influences bienfaisantes. Mais pour juger sainement, il faut tout d'abord s'abandonner à ses émotions les plus intimes, se dégager des liens de l'amour-propre jusqu'à s'ignorer ou s'oublier soi-même, car s'admirer comme juge, c'est déjà être en proie à la plus

détestable préoccupation et s'exposer à toutes les erreurs.

Il résumait enfin sa pensée dans cette admirable formule qu'il empruntait à Lamartine :

« La beauté est dans les arts ce que la vérité est en religion et en morale, ou plutôt ce sont deux vérités identiques. Dieu possède seul la vérité comme vérité; nous ne la possédons que comme foi; et plus on réfléchit, plus on reconnaît que l'homme ne possède rien de beau et de grand qui lui appartienne, mais que tout ce qu'il y a de souverainement beau nous vient de Dieu et de la nature. »

Si nous avons longuement expliqué quels étaient les principes du comte Raczynski en matière d'art, c'est qu'il nous a paru que rien ne ferait davantage connaître et comprendre quelle était l'élévation des idées et la hauteur de vues de cet esprit si distingué; ne pouvant donner qu'une analyse rapide de l'œuvre capitale à laquelle il attacha son nom, nous avons voulu du moins esquisser les traits principaux de la pensée générale qui présidait à ses appréciations et à ses jugements. Le but qu'il poursuivait, ainsi que nous l'avons déjà indiqué, était de fournir comme un état général des différentes écoles de l'Allemagne, de réunir tous les renseignements capables

de donner une idée vraie de leur degré de prospérité, des résultats qu'on pouvait espérer dans l'avenir, et d'apporter ainsi, en leur donnant le sentiment de leur force, des encouragements puissants aux nombreux artistes dont les travaux honoraient le pays.

Nous dirons que jamais auteur n'atteignit plus complétement son but. Mais que de recherches consciencieuses, que d'études et de comparaisons, que de travaux, que de voyages, que de patientes réflexions! Le succès couronna ce long effort, et l'ouvrage eut dans le monde artistique un profond retentissement. C'est qu'on se trouvait en présence du tableau le plus complet qui se pût imaginer, où aucun détail de nature à intéresser ne se trouvait omis.

Le premier volume parut à Paris en 1836 [1]. Précédé de la remarquable introduction dont nous avons déjà entretenu le lecteur, d'un aperçu de l'histoire de la peinture, d'une intéressante discussion des circonstances qui avaient amené en Allemagne une véritable révolution dans les arts et dans le goût du public, il comprenait l'é-

[1] L'ouvrage eut deux éditions, l'une en français, l'autre en langue allemande. Il était accompagné d'un grand album où se trouvaient gravées les œuvres les plus considérables et que leurs dimensions ne permettaient pas d'intercaler dans le texte.

tude de l'école de Dusseldorf et des pays des bords du Rhin. Il était dédié à M. Schadow, peintre éminent dont le talent puissant et l'heureuse direction ont été les véritables causes de la prospérité et de l'éclat de cette école célèbre. L'histoire des arts, les causes de leur développement, la carrière des principaux maîtres tant anciens que modernes, leurs œuvres dans les différents genres, la discussion de leurs méthodes et de leurs principes, la critique des tableaux qu'ils ont laissés ou produits, toutes ces choses sont expliquées ou racontées dans ce premier volume, véritable monument à la gloire de Schadow, restaurateur de l'école de Dusseldorf, autour duquel viennent se grouper Lessing, Bendeman, Hubner, Rethel, etc., comme peintres d'histoire; Hildebrandt, Steinbruck, Schrodter, etc., peintres de genre ; Schirmer, peintre de paysage, et une foule d'autres encore.

Tous les peintres de cette école sont cités, les gravures de leurs œuvres principales, finement exécutées, sont placées en regard du texte où elles sont discutées. Enfin l'histoire des arts à Cologne, les renseignements relatifs aux monuments et à l'histoire de l'architecture dans cette ville, le récit d'une excursion à Paris, en 1836, et un parallèle entre la situation des arts en

France et en Allemagne, terminent la première partie de ce long travail.

Trois ans après, en 1839, paraissait le second volume dédié à Kaulbach. Il était consacré plus spécialement à l'école de Munich, dont le maître était le célèbre Cornelius. « La grandeur de ses conceptions m'a stupéfait », écrivait Donoso Cortès, après avoir visité son atelier. « Son génie plane sur les arts », disait le comte Raczynski.

Se conformant à la méthode et aux classifications qu'il avait déjà adoptées, l'auteur passait successivement en revue les œuvres et la carrière de chacun des artistes à la tête desquels brillait, avec Cornelius, le peintre Kaulbach, qui eut une si grande part dans le succès de l'école de Munich. Cette pléiade d'hommes considérables avait été formée et encouragée par le roi Louis de Bavière, prince distingué sous tant de rapports et dont le règne fut particulièrement bienfaisant aux arts. Il fit de Munich cette ville si riche en monuments vantés de tous les voyageurs ; profondément blessé dans son patriotisme par les souvenirs des défaites allemandes au temps de la République et du premier Empire, et comme pour en effacer la trace, il éleva, sous la dénomination toute germanique de *Walhala,* un Panthéon à la gloire nationale. Par ses soins, l'école

établie dans la capitale de son royaume acquit une importance et une renommée qu'elle n'avait pas encore connues. Tous les genres sans exception y furent cultivés avec succès, et on vint chercher à Munich des enseignements et des exemples.

Des travaux semblables sur les écoles de Stuttgard, Nuremberg, Augsbourg, Ratisbonne, Carlsruhe, Prague, Vienne, et le récit d'un voyage artistique en Italie, forment la dernière partie de ce second volume.

Enfin, en 1841, un troisième volume vint couronner cet édifice. Il comprenait l'école de Berlin, illustrée par les peintres Begas, Henning, Dœge, Kruger, Kraus, l'architecte Schinkel, le sculpteur Rauch, et un grand nombre d'autres artistes distingués. Des études sur les écoles de Dresde, Hambourg, Mecklembourg, Weimar, Halberstadt, Gœttingue; le récit d'excursions en Hollande, Belgique, Angleterre, Suisse, Pologne, Russie, Suède et Danemark; un exposé de la situation des arts aux États-Unis complètent cette œuvre vraiment gigantesque, qui est comme une sorte de *Walhala* élevé à la gloire de l'art allemand, et où Munich, Dusseldorf et Berlin sont indiqués comme les principaux centres artistiques, Munich pour ses fresques, Dusseldorf pour la pein-

ture, Berlin pour l'architecture et la sculpture.

La publication dont nous venons de donner au lecteur une idée succincte fut accueillie dans le monde des arts avec le plus vif intérêt. Ce fut comme la révélation d'un état de choses qu'on connaissait très-imparfaitement en Allemagne et qu'on soupçonnait à peine ailleurs. On ne fut pas moins frappé de la finesse des aperçus, de la sûreté des doctrines, de la justesse des appréciations que de l'élévation des idées et des sentiments exprimés dans un langage toujours élégant et sous une forme souvent piquante.

Un grand nombre d'hommes éminents dans les arts voulurent donner à l'auteur un témoignage de leur sympathie et de leur admiration, et le remercier des services qu'il avait rendus à leur cause. Nous avons sous les yeux les lettres les plus intéressantes que le comte Raczynski reçut à cette occasion, parmi lesquelles nous n'en mentionnerons qu'une seule, celle que lui adressait de Rome, en août 1837, M. Ingres, pour lui exprimer la curiosité attentive et le vif intérêt avec lesquels il avait lu son ouvrage, et l'assurer qu'il partageait entièrement sa manière de voir et de juger.

Pendant sa mission à Lisbonne, le comte fit

paraître encore deux autres volumes dont l'objet était de faire connaître l'état des arts en Portugal. C'était le premier travail de ce genre qui voyait le jour, et les Portugais ne possédaient jusque-là aucun ouvrage sur ce sujet. Il se composait de vingt-neuf lettres adressées à l'Académie de Berlin, où l'auteur rendait compte de ses voyages et de ses explorations artistiques dans les différentes provinces du Portugal qu'il fouilla avec une rare sagacité. Grâce à lui, les Portugais connurent des richesses que la plupart d'entre eux ignoraient auparavant, et firent ainsi dans leur propre pays de véritables découvertes. Aujourd'hui encore, ce savant travail est sans cesse consulté, comme une sorte de code; il est en quelque sorte l'inventaire des richesses que possède le Portugal; on y trouve classés et réunis des documents précieux, des indications alors toutes nouvelles, au moyen desquels un ordre régulier fut mis dans cette matière jusqu'alors inexplorée.

Citons encore, parmi ses ouvrages, un nobiliaire polonais, fruit de laborieuses recherches, œuvre consciencieuse, où l'histoire et l'origine des familles sont racontées d'après les documents les plus certains. Toujours préoccupé de s'attacher à la vérité, il se fit un devoir de lui demeurer

strictement fidèle, et il a laissé à cet égard d'excellents exemples trop dédaignés par les généalogistes modernes.

IV

Mais les travaux du comte Raczynski ne se bornèrent pas aux publications que nous venons d'étudier. Chaque jour il confia à son journal particulier, non pas seulement les faits de sa vie intime et tout ce qui la concernait, mais des études intéressantes sur les grandes questions politiques et les événements qui se déroulaient sous ses yeux : incidents, anecdotes, documents de toutes sortes s'y trouvent consignés.

Il légua en mourant ses manuscrits, ses correspondances, tous ses papiers enfin, à son ancien collègue le ministre de Sardaigne à Madrid, son ami, le comte d'Antioche. C'est de cette mine précieuse que nous avons extrait les lettres et les dépêches que nous offrons aujourd'hui au lecteur. Comme tous les fils, curieux des cartons paternels, nous ambitionnions depuis longtemps la bonne fortune de tenir entre nos mains ces cahiers et de les dépouiller. Le jour où ce vœu

se réalisa, l'intérêt des documents dépassa de beaucoup notre attente. Mais quel parti tirer de tous ces fragments qu'aucun lien n'unissait entre eux? sous quelle forme les présenter? dans quel coin se cantonner pour façonner un travail dont les citations pussent intéresser en laissant cependant de côté ce qui ne saurait être publié sans inconvénient? Telles étaient les questions qui se pressaient à notre esprit en présence de ces nombreux volumes dont le premier fut commencé en 1808, et dont le dernier s'arrête à 1871, trois ans avant la mort du comte Raczynski, touchant à toutes les questions qui se traitèrent, à tous les événements dont l'Europe fut le théâtre durant cette longue période de temps.

L'examen et la réflexion nous décidèrent à choisir l'époque de la mission du comte en Espagne, de 1848 à 1852, espace fertile en faits mémorables; à de nombreux fragments de ses dépêches, nous avons ajouté la correspondance que le diplomate prussien échangea alors avec le célèbre Donoso Cortès.

Pour imprimer à ce travail un aspect d'ensemble et d'unité, nous avons adopté la forme du récit, nous bornant à prendre la parole pour relier entre eux les documents.

Nous l'avons, en même temps, divisé en deux

parties : la première consacrée au ministère Narvaez que le comte Raczynski trouva aux affaires en arrivant en Espagne ; elle part du 2 juin 1848 pour finir au 14 janvier 1851. La seconde partie comprend le cabinet Bravo Murillo dont la chute coïncida à peu près avec le départ du diplomate prussien ; elle commence le 14 janvier 1851 et se termine à la fin de l'année 1852.

Nous avons appliqué à la politique générale la même division, et après chacune des deux parties que nous venons d'indiquer, nous avons traité dans un chapitre spécial des événements qui se produisirent en Europe pendant la durée de chacun des deux ministères Narvaez et Bravo Murillo.

Mais avant d'aborder notre sujet, il nous reste encore à dire quelques mots de Donoso Cortès, dont nous allons citer la correspondance.

On connaît l'homme politique ; nous n'insisterons donc pas sur ce point, et nous nous bornerons, après quelques détails biographiques, à donner du caractère de cet homme d'État un portrait fidèle.

V

Né en 1809, pendant que son pays était envahi par les armées françaises, Donoso Cortès était le petit-fils du conquérant du Mexique. Sa jeunesse fut tout entière consacrée à ses études, qui furent rapides et brillantes. Il dut son entrée dans la carrière politique à un Mémoire qu'il écrivit pour exposer au roi Ferdinand VII les raisons qui militaient, selon lui, pour l'abolition de la loi salique; ce Mémoire fut suivi de plusieurs publications, toutes inspirées par un esprit de philosophie profondément catholique. Tour à tour professeur à l'Athénée de Madrid, journaliste ou polémiste, il entra enfin en 1848 au Parlement; il ne tardait pas à y prononcer les magnifiques discours qui l'ont classé parmi les plus grands et les plus puissants orateurs : la force et l'éclat de sa parole, la vigueur de sa logique firent aussitôt de lui un des hommes les plus considérables de l'Espagne, et sa gloire grandit rapidement à l'égal des plus hautes renommées. Le gouvernement de la Reine lui confia successivement deux missions diplomatiques : l'une à Berlin, auprès du roi Frédéric-

Guillaume IV; l'autre en France, auprès du Prince Président; c'est en occupant ces hautes fonctions qu'il mourut à Paris, peu après la proclamation de l'Empire.

Contrairement aux exemples que nous connaissons, il obtint sur ce terrain si nouveau pour lui tous les succès qui n'avaient cessé de le suivre ailleurs. Il est vrai de dire qu'il n'avait pas fait lui-même valoir ses aptitudes, et qu'il ne devait pas à des coquetteries d'ambition ou à des complaisances politiques la faveur d'une place si disputée.

Les lettres du marquis de Valdegamas que nous allons placer sous les yeux du lecteur furent écrites pendant le séjour qu'il fit à Berlin, puis à Paris; elles ont trait soit aux affaires de France et d'Allemagne, soit à celles d'Espagne. En les lisant, on demeure frappé de cette sorte de vue prophétique qui lui faisait entrevoir distinctement l'avenir. « J'élève les yeux vers Dieu, écrivait-il, et en lui je vois ce que je cherche vainement ailleurs. » Son esprit avait avec celui du comte Joseph de Maistre plus d'un côté semblable. Tourmenté de la passion du bien, de l'amour de la vérité et de la justice, la tristesse et la mélancolie le dominaient; âme douce et généreuse, nature ardente, il restait toujours maître

de lui, et savait commander à ses impressions et à sa volonté.

Mais si le marquis de Valdegamas avait avec le comte Raczynski beaucoup de vues communes en politique, il différait de lui sous plus d'un rapport : chez le premier, on retrouve toujours l'imagination, la poésie, je ne sais quel accent plein de douceur, de sentiment et de charme. J'oserai dire que la nature du comte Raczynski est tout opposée : la netteté et la vigueur en sont les traits les plus caractéristiques ; on découvre en lui beaucoup de qualités françaises qui ne frappent pas chez Donoso Cortès : finesse, vivacité du style, précision de la pensée, originalité de l'expression, art du raisonnement. Chez le premier, on rencontre une association de dons séduisants, tandis que l'habileté, la science, la force sont l'apanage du second ; l'un attire et entraîne ; l'autre inspire l'idée de la supériorité ; il exerce l'ascendant du talent. Tous deux sont sincères et désintéressés, et commandent également le respect.

Pour terminer, et sans insister sur la constante conformité de doctrines, de langage et d'appréciation que le lecteur remarquera dans les dépêches officielles comme dans la correspondance intime, il n'est peut-être pas sans intérêt d'ap-

peler l'attention sur les prévisions que les deux diplomates émirent au sujet de l'avenir, prévisions trop justifiées par les événements. Ils ne différaient que sur l'issue définitive. Donoso Cortès pensait que le monde continuerait à vivre dans la lutte, sans que nous voyions jamais ni sa chute, ni sa délivrance. Le comte Raczynski, au contraire, ne craignait pas d'affirmer qu'une ère de paix et de concorde succéderait à la période de dissensions, qu'un jour les hommes seraient fatigués de se haïr et de combattre les uns contre les autres, que l'accord s'établirait entre eux, qu'ils repousseraient le mensonge, et qu'ils se lasseraient d'être joués ou trompés.

Rattachons-nous à cette espérance et travaillons à la réaliser ; profitons des leçons et des exemples du passé, ne bannissons que l'égoïsme, et les jours heureux luiront encore sur notre pays.

DEUX DIPLOMATES

LE COMTE RACZYNSKI

ET

DONOSO CORTÈS, MARQUIS DE VALDEGAMAS

CHAPITRE PREMIER

I

AFFAIRES D'ESPAGNE (1848-1851)

1848. — Lettre du roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV à M. le comte Raczynski, son ministre à Lisbonne, pour lui offrir le poste de Madrid, 22 avril. — Lettre du baron d'Arnim, ministre des affaires étrangères de Prusse, sur le même sujet, 26 avril. — Arrivée du nouveau ministre de Prusse à Madrid ; son discours en présentant à la reine d'Espagne ses lettres de créance ; empressement avec lequel le comte est accueilli, pour quels motifs. — Première dépêche du comte à son gouvernement, 28 juin : L'esprit du cabinet espagnol. — Comment il dépeint les incertitudes et les variations de l'opinion publique. — Le maréchal Narvaez, son caractère, quelques exemples de sa vivacité. — Refus du comte de prendre part à de nouvelles négociations au sujet du comte de Montemolin. — Dépêche du comte Raczynski à son gouvernement, 30 sep-

tembre : Impressions causées à Madrid, à la nouvelle de la constitution d'un nouveau ministère prussien.

1849. — Dépêche du comte Raczynski à son gouvernement, 19 mai : La situation, l'esprit et les intentions du cabinet Narvaez. — Le comte Raczynski au marquis de Valdegamas, 22 août : MM. Mon et Pidal, intrigues ministérielles, projets de Narvaez. — Le marquis de Valdegamas au comte Raczynski, 17 septembre : Ce qui le sépare de Narvaez. — Le comte Raczynski au marquis de Valdegamas : Utilité de la reconnaissance de la reine d'Espagne par la Russie. — Le comte Raczynski au marquis de Valdegamas, 26 décembre : L'orgueil qui caractérise notre époque, l'amour-propre, la vanité; ce qu'est l'instinct.

1850. — Dépêche du comte à son gouvernement, 13 octobre : Le cabinet Narvaez a perdu sa force et son influence; la crise; les Cortès; haines contre le duc de Valence; les chances des diverses combinaisons ministérielles. — Dépêche du comte à son gouvernement, 21 octobre : La crise retardée; les généraux Cordoba, Pavia, Prim; M. Mon, le marquis Pidal; le parti modéré; M. Isturitz, le marquis de Miraflores; Donoso Cortès, marquis de Valdegamas; dispositions de la Reine, du Roi, de la Reine mère à l'égard de Narvaez; espérances de l'entourage de la Reine mère; M. Sartorius; Narvaez a perdu son influence sur la troupe.

Depuis six ans le comte Raczynski remplissait les fonctions de ministre du roi de Prusse auprès de la cour de Portugal lorsqu'éclatèrent, en Allemagne et en Pologne, des événements qui lui inspirèrent le désir d'abandonner ses fonctions diplomatiques. Il répugnait, en effet, à sa délicatesse et à son honneur de rester au service pendant qu'une agitation grave se manifestait dans les provinces polonaises ; il jugeait plus honorable de s'éloigner afin de n'éveiller ni les défiances de son souverain, ni les soupçons de ses compatriotes. D'ailleurs, le contre-coup produit en

Allemagne à la suite de la révolution qui avait renversé en France le trône du roi Louis-Philippe lui paraissait avoir pour conséquence un changement considérable dans la politique tant intérieure qu'extérieure de son gouvernement, et il regardait cette évolution vers de nouvelles destinées comme funeste à la prospérité et à l'avenir de la Prusse.

Ces graves motifs le décidèrent donc à adresser au Roi sa démission ; mais ce prince, tout en appréciant les raisons du diplomate et en rendant justice à l'élévation de ses sentiments, à la générosité de ses scrupules, ne put se résoudre à se priver des services d'un homme aussi éminent ; il lui écrivit donc de sa main pour chercher à le dissuader de son dessein et lui offrir la mission d'aller renouer les relations diplomatiques interrompues entre la Prusse et l'Espagne depuis la mort de Ferdinand VII :

« Potsdam, 22 avril 1848.

« Je vous crois le plus distingué de mes ministres à l'étranger. Vous perdre me ferait de la peine. Je comprends que l'état actuel de l'Allemagne et du grand-duché vous pèse. Un honorable éloignement

d'un état de choses qui vous répugne me paraît justement ce qu'il y aurait pour vous de plus honorable. Je vous offre la place de Madrid, où vous serez reçu à bras ouverts et où le nom prussien sera entouré d'un certain éclat après la longue cessation de nos relations diplomatiques. M. d'Arnim a l'ordre de vous dépêcher d'abord vos lettres de créance pour le cas bien désiré par moi que vous acceptiez.

« Mais, que vous acceptiez ou non, croyez-moi toujours de vos amis.

« Frédéric-Guillaume, R. »

En transmettant au comte Raczynski la lettre autographe du Roi, le baron d'Arnim, ministre des affaires étrangères, lui exprimait en ces termes le prix qu'il attachait à ses services :

« *A Son Excellence le comte Raczynski, ministre de Sa Majesté à Lisbonne.*

« Berlin, le 26 avril 1848.

« J'ai reçu exactement le 22 de ce mois votre dépêche du 2 et la lettre particulière du 8 qui l'accompagnait. J'ai respectueusement exposé à Sa Majesté

votre désir d'obtenir son agrément à vos intentions de retraite. Votre résolution a péniblement impressionné Sa Majesté ; loin de la désapprouver et tout en appréciant les motifs qui vous la dictent, Elle ne peut néanmoins se décider à souscrire à vos désirs. C'est particulièrement dans les temps difficiles que nous traversons que Sa Majesté attache le plus de prix à vos services. Aussi a-t-Elle le plus vif désir que vous continuiez à vous dévouer pour la patrie et à lui prêter vos services dans une nouvelle situation aussi honorable qu'importante.

« Sa Majesté a résolu de renouer des relations diplomatiques avec la cour de Madrid ; Elle est décidée à y accréditer un ministre et Elle vous a appelé à ce poste. Vos éminentes qualités personnelles vous ont désigné au choix de Sa Majesté. Personne n'est plus capable que vous de reprendre et de développer fortement les rapports politiques de la Prusse avec l'Espagne ; Sa Majesté a, en même temps, eu égard au souhait que vous avez exprimé déjà de remplir cette mission.

« Sa Majesté m'a donné l'ordre de vous envoyer les lettres de rappel qui mettent fin à la mission que vous remplissez en ce moment, mais en y joignant celles qui vous accréditent comme envoyé de Sa Majesté auprès de la reine d'Espagne. Vous trouverez sous ce pli les copies des deux lettres.

« J'ai également l'honneur de vous adresser la lettre autographe de Sa Majesté.

« Elle désire que vous veuilliez bien vous rendre le plus tôt possible à votre nouveau poste. Pour occuper provisoirement la légation du Roi à Lisbonne, nous enverrons aussitôt un chargé d'affaires ; mais je ne puis encore vous dire qui sera désigné.

« J'attends avec un vif intérêt la réponse que vous aurez décidé de donner à ces propositions.....

« ARNIM. »

Il était difficile de résister à de si pressantes instances et au témoignage flatteur de l'amitié royale ; le diplomate obéit donc, et, le 2 juin 1848, en présentant à la reine d'Espagne les lettres qui l'accréditaient auprès d'elle, il prononça le discours suivant :

« Madame,

« Le Roi, mon auguste maître, attache le plus haut prix aux rapports d'amitié qui ont toujours existé entre la Prusse et l'Espagne. Son désir le plus vif est de leur voir prendre un nouveau développe-

ment, et il ne cessera de faire des vœux pour que le trône de Votre Majesté soit entouré de gloire, que son peuple soit heureux et que l'Espagne croisse en prospérité, sous l'égide de son indépendance politique, de l'ordre et de la stabilité.

« J'ai toujours considéré, Madame, l'honneur d'être accrédité auprès de Votre Majesté comme une des faveurs les plus grandes par lesquelles le Roi pourrait récompenser mon dévouement à sa personne. Cet honneur, il a daigné me l'accorder, et je désire m'en rendre digne en cherchant à mériter la confiance du gouvernement de Votre Majesté. »

La mission que M. le comte Raczynski remplit à Madrid prit fin en 1852. Pendant ce temps, fidèle à ses habitudes, il consigna dans son journal particulier tous les faits considérables dont il fut témoin, les conversations qu'il eut avec différents personnages politiques et les lettres qu'il recevait d'eux. L'Europe entière subissait alors le contre-coup de la révolution qui venait d'éclater en France; elle traversait une crise qui fut le point de départ d'une transformation générale.

Il sera donc intéressant de suivre les variations qui se succédèrent dans le monde politique et d'étudier en même temps le développement des événements, tant en Espagne que dans les autres pays.

La justesse des appréciations, des prévisions, ne sera pas un des côtés les moins attachants dans les différents documents qui suivent; la forme originale de la pensée, l'élégance et le bonheur de l'expression seront aussi appréciés du lecteur.

Le cabinet espagnol attachait un grand prix à la reconnaissance du trône d'Isabelle par le roi de Prusse, dont le représentant fut, à son arrivée, entouré de mille égards; le 16 juin, le maréchal Narvaez, duc de Valence et président du conseil des ministres, donnait au ministre de Prusse, et en son honneur, un splendide banquet auquel assistèrent le duc de Rianzarès, le duc de Sotomayor, tous les ministres, le général Pezuela, capitaine général de la Castille, et un grand nombre de personnages importants. L'empressement était d'autant plus grand que l'arrivée d'un représentant prussien avait augmenté l'espoir, chez les membres du gouvernement, d'obtenir du czar Nicolas la reconnaissance de l'état de choses existant. On se flattait que les liens de parenté et d'intime amitié qui unissaient les souverains de Prusse et de Russie détermineraient ce dernier à suivre l'exemple de son beau-frère; on croyait voir un présage d'un événement si ardemment souhaité dans la résolution qu'avait prise le roi Frédéric-Guillaume IV de renouer avec la cour d'Espagne des relations depuis si longtemps interrompues. L'avenir

ne devait pas tarder à prouver que l'empereur Nicolas n'était pas près de satisfaire au désir du gouvernement espagnol, et qu'à Saint-Pétersbourg on était plutôt tenté de croire que le mouvement général qui se produisait en Europe était le premier pas dans une voie de réaction, et non le gage de nouveaux triomphes pour les idées libérales.

Le 28 juin, le comte Raczynski dépeignait à son gouvernement la situation politique de l'Espagne et l'état de l'opinion publique dans une dépêche dont nous extrayons les passages suivants :

« J'ose affirmer que le gouvernement actuel, — lui-même enfant de la Révolution, — ne considère cette notion que comme une chimère ; mais telle est la force des habitudes contractées que, tandis que dans l'intimité tous les hommes du pouvoir se moquent ici des mots de *garanties* et de *liberté,* ils ne cessent d'en proclamer la sainteté dans leurs discours et dans leurs manifestations officielles.

« J'ai entendu dire hier à un personnage politique haut placé qu'il n'y a pour l'Allemagne de chances de salut que dans son alliance avec la Russie, et qu'aussi longtemps que, sous ce rapport, les divagations de l'opinion publique paralyseront l'action des gouvernements de l'Allemagne ou même les pousseront irrésistiblement vers une politique contraire, la désorganisation sociale ne ferait que s'accroître. Le

remède à tous ces maux ne peut venir que d'un ou de plusieurs hommes, du hasard ou de la guerre, mais non des délibérations parlementaires ou des constitutions écrites. Cependant il y a trente-six ans que l'Espagne cherche à faire son éducation libérale, et voilà les idées qui s'y font jour.

« Il est vrai qu'ici les idées sont renfermées dans un cercle vicieux, et qu'elles y tournent sans pouvoir en sortir. De fait, personne n'avoue le désir d'un retour au pouvoir absolu. Il est vrai toutefois que le sabre du duc de Valence en tient lieu jusqu'à un certain point; mais ce sabre n'est point paternel, au moins il n'en fait l'effet à personne. Je n'entends pas faire la critique du duc de Valence, car l'ordre qui coûte cher vaut encore mieux que le désordre, et cet ordre, — je l'entends dire à tout le monde, — c'est à lui seul qu'il est dû; aussi chacun ajoute : Que Dieu nous le conserve..... »

Les incertitudes et les fluctuations de l'opinion publique frappaient l'esprit du comte Raczynski ; ses variations incessantes lui ôtaient la confiance qu'elle inspire à un grand nombre. Aussi, après avoir transcrit le texte de la dépêche dans laquelle il rend compte au Roi des impressions qu'il a recueillies à son arrivée, ne peut-il s'empêcher de se laisser aller à de piquantes observations :

« L'opinion publique, dit-il, est semblable à la

mer : calme dans son état naturel, agitée et se couvrant d'écume quand les vents en soulèvent les vagues. Elle change ses teintes selon que la lumière céleste l'éclaire ou lui retire ses rayons. Elle se compose de myriades de gouttes, qui n'ont d'autre couleur que celle qu'elles empruntent aux reflets de la lumière. Elle est brillante ou suave dans le repos, trouble et noire pendant les tourmentes. Abîme sans fond que remplit un fluide divisible à l'infini ; incompréhensible, insaisissable, dont les gouttes ou les fractions se séparent, se modifient, se confondent, deviennent vapeur, pluie bienfaisante ou averse, ruisseau limpide ou mare, séve ou pourriture, sang, sueur, rosée ou glace. Finalement, tout rentre par mille artères dans le réservoir commun et s'y perd : les gouttes dans la mer, les opinions dans l'immensité du mouvement intellectuel du genre humain.

« Vous dites : C'est l'opinion du peuple. Mais aujourd'hui une opinion s'empare de beaucoup de têtes, demain elle en sort. Les mulets et les ânes ont des idées fixes, quoique bêtes ; la plupart des hommes ont des idées bêtes, qui ne sont pas même fixes. Notez que les majorités se composent toujours de *simpletons*. Faites la part des passions, de l'entraînement, de l'immoralité, de la peur, de l'imagination, de la fougue, de l'hypocrisie, de l'inexpérience, de la jeunesse ; et après cela, dites encore que l'opinion

publique est telle ou telle ! Il y a dans les peuples des caractères dominants : les Anglais, par exemple, sont, sous ce rapport, peut-être les mieux partagés ; mais, quant à ce qu'on est convenu d'appeler l'opinion publique, elle est partout indéfinissable, insaisissable. Les gens éclairés ne sont pas déjà très-communs, mais j'en connais encore bien moins d'indépendants. »

Le comte Raczynski trouvait le maréchal Narvaez tout puissant en Espagne. On a pu voir déjà dans la première dépêche qu'il adressait à son gouvernement quel était le caractère de cette domination. Narvaez était brave, énergique ; mais ses qualités de soldat se traduisaient souvent en rudesse dans le langage, et sa pensée revêtait dans l'expression une forme vive et brusque. Un jour qu'il se trouvait au milieu du Comité hollandais de la dette espagnole, un des membres de la réunion dit, en s'adressant au maréchal :

« L'Espagne est grande, puissante ; elle compte tant de grands hommes : si Christophe Colomb a pu découvrir l'Amérique, pourquoi ne trouverait-on pas le moyen de remplir des obligations sacrées ? »

Narvaez répliqua sans hésiter :

« Christophe Colomb a découvert l'Amérique parce qu'il y avait une Amérique, mais nous ne pouvons pas découvrir l'argent parce qu'il n'y en a pas ! »

Le duc de Valence savait difficilement contenir son

impatience ; il croyait que, pour frapper juste, il faut toujours frapper fort ; or, peu de jours après avoir reçu la nouvelle de l'expédition de Lopez à Cuba, il rencontra chez le prince Carini, ministre de Naples, M. Baringer, ministre des États-Unis d'Amérique. Le général Narvaez, dont M. Baringer s'approcha, voulut que M. O'Schea[1] lui servît d'interprète, car l'un ne parlait pas anglais, et l'autre ne savait ni le français ni l'espagnol. Les expressions du général étaient vives, mais le traducteur les modifia sagement. Le bruit de cet incident ne tarda pas à se propager et à être envenimé par les journaux. M. Baringer, suivant le conseil du comte Raczynski, porta l'article du journal *le Galignani* au marquis Pidal et lui exprima combien il était peiné de cet incident ; mais en même temps, il se garda bien de demander une explication ou une rétractation pour rendre l'une et l'autre plus faciles au duc de Valence. Les choses se passèrent en effet comme l'avait prévu le ministre de Prusse, et cette affaire, qui risquait de devenir fort grave, se termina à la satisfaction des deux parties.

La considération que l'on accorda au comte croissait chaque jour, et avec elle l'importance que l'opi-

[1] M. O'Schea, riche Irlandais marié à une Espagnole, ayant de grands intérêts industriels en Espagne, recevait dans ses salons la haute société de Madrid.

nion attribuait à son crédit et à ses démarches. On le pria avec instance d'engager Narvaez à renouveler au comte de Montemolin les propositions qu'il avait déjà faites à ce prince :

« J'ai refusé de m'y prêter, écrit-il, pour deux raisons : d'abord parce que je ne veux pas me mêler des choses qui ne me regardent pas, ensuite parce que je ne crois pas à la possibilité du succès. La moitié du ministère est dévouée à la Reine mère, dont les projets relatifs à la succession de la duchesse de Montpensier se trouveraient par là déjoués. Narvaez ne demanderait probablement pas mieux, mais il ne pourrait non-seulement pas vaincre de pareilles difficultés, mais même tenter de le faire. »

Le comte Raczynski n'hésitait pas à exprimer nettement sa manière de voir au sujet des affaires d'Allemagne ; comme il avait été sondé à cet égard dans une réunion d'hommes politiques, il rendait compte, le 30 septembre 1848, à son gouvernement de la manière dont il s'était prononcé :

« C'est hier que nous avons appris à Madrid la composition du nouveau ministère auquel sont confiées les destinées de la Prusse. Je dînais le même jour chez le duc de Valence, où se trouvaient réunis les ministres des affaires étrangères et de l'intérieur, ainsi que la plupart des ministres étrangers. Pour la première fois depuis quatre mois, on a cru pouvoir,

— sans crainte de commettre une indiscrétion, — m'adresser des questions précises. On m'a demandé ce que j'augurais de cette phase de notre révolution ; on m'a interrogé sur les antécédents des membres du nouveau cabinet. Il serait superflu de dire quelles opinions j'ai exprimées au sujet du général Pfuel, de MM. de Bonin, Eichmann et du comte Dönhoff. Le général Wrangel a parlé, et je n'ai pas besoin d'être son traducteur, car ses paroles ont été répétées par les journaux. Je n'ai pas exprimé de crainte au sujet des efforts désespérés que les démagogues pourront faire pour rendre impossible le retour à l'ordre ; car, loin de craindre ces efforts, je les trouve désirables. Je n'ai jamais rien espéré des discussions et tout de la lutte ; rien de la presse et de la tribune, fort peu des associations conservatrices, et tout de l'armée, sauvegardant le peuple et le trône, sous un ministère digne de notre Roi. Je ne me dissimule pas que ces lignes pourront tomber en d'autres mains que celles auxquelles elles sont destinées ; mais si tel est leur sort, qu'on sache bien que le gouvernement espagnol et le corps diplomatique sans aucune exception ont salué ce changement comme l'aurore d'un avenir plus heureux, et que c'est moi qui le leur ai dépeint sous de telles couleurs. »

Pour obéir à une obligation de haute convenance, nous sommes obligé de passer sous silence tout ce

que le comte Raczynski écrivit pendant près de six mois sur les affaires espagnoles ; trop de détails intimes sur la vie, la conduite, le passé de personnages considérables sont mêlés aux faits que le diplomate prussien confia durant cet espace de temps à son journal pour qu'il nous soit possible de toucher à des sujets si délicats. Quelle que soit donc la lacune qui en résulte dans notre récit, le lecteur ne nous saura pas trop mauvais gré de ne pas satisfaire sur ce point une curiosité naturelle et de rester fidèle à une discrète réserve.

Les différentes lettres et dépêches que nous venons de faire passer sous ses yeux donnent une idée très-exacte de la situation dans laquelle se trouvait l'Espagne, des dispositions du gouvernement de la Reine à la suite des grands événements dont l'Europe était alors le théâtre. Les faits qui se succédèrent pendant la fin de l'année 1848 et le commencement de 1849 ne pouvaient que raffermir ses convictions et faire pénétrer davantage encore dans l'esprit des membres du cabinet la nécessité de pratiquer une politique énergique et de coopérer efficacement à la défense de l'ordre.

Le 19 mai 1849, le ministre de Prusse, dans une dépêche au ministre des affaires étrangères, définissait ainsi les sentiments qui prévalaient dans les conseils de la reine d'Espagne :

« On ne saurait rencontrer nulle part ailleurs plus qu'ici même une volonté plus arrêtée de lutter contre les tendances révolutionnaires et une appréciation plus juste des résultats auxquels entraînent les concessions à ce courant fatal.

« Le gouvernement actuel porte encore la peine de son origine démagogique ; mais il n'en existe pas de moins libéral à la tête d'une nation plus fortement désillusionnée. C'est à dessein que j'ai rapproché ces deux mots démagogique et libéral ; car ce que les libéraux de bonne foi sont par faiblesse, les démagogues le sont par la force de leurs passions mauvaises. Le gouvernement espagnol sait par sa propre expérience ce que coûte la prépondérance des assemblées, et les exemples qu'il a eus récemment sous ses yeux en France, en Allemagne et en Italie l'ont éclairé davantage encore.

« Deux partis se dessinent nettement : celui de la révolution et celui de la résistance : le gouvernement espagnol est aujourd'hui un auxiliaire résolu de la résistance et un champion décidé de l'ordre. Tandis que l'Allemagne a été entraînée presque sans lutte dans le mouvement démagogique de Paris, tandis qu'à Francfort et à Rome de semblables efforts se sont produits sans presque rencontrer d'obstacles, l'Espagne a su s'isoler et se mettre à l'abri de cette funeste contagion. Je ne sais si l'exemple du général Narvaez a influé sur la

conduite des généraux et des troupes qui ont dompté la révolution à Prague, à Francfort et à Vienne ; mais il est certain qu'il a été le premier à déclarer que les armées sont la plus solide garantie de l'ordre. Avant que nulle part ailleurs on ait su dompter la révolte par la force, en Espagne la révolution s'est brisé la tête contre celle beaucoup plus dure du général Narvaez. Aussi, dans tous les événements qui ont surgi depuis un an, nul gouvernement n'a-t-il fait preuve de tendances plus salutaires et d'un jugement plus sain dans l'appréciation des faits.

« ... Je ne sépare jamais de ma pensée l'action réciproque des trois grandes puissances du Nord, car je crois fermement que de longtemps cette alliance sera utile à toutes les trois, et, en général, à la société menacée par les folies françaises et souvent par la politique anglaise, si persévérante dans ses efforts pour favoriser partout les éléments dissolvants. Dans tous les autres rapports internationaux on ne peut faire que de la politique froide et réservée, tandis qu'entre les trois cours du Nord et dans leurs rapports respectifs chacune d'elles doit avant tout être généreuse, loyale et dévouée : de cette conduite il en reviendra à toutes une part égale de profits et d'avantages [1]. »

[1] En octobre 1849, le ministère présidé par le maréchal Narvaez fut remplacé par un cabinet surnommé *relampago*, c'est-à-dire *éclair*, et dont le chef fut le comte de Cléonar. Ce ministère tomba aussitôt et fut remplacé par un cabinet ainsi composé :

Mais, en dépit de ses résolutions et de ses efforts, le maréchal Narvaez ne devait pas résister longtemps encore aux attaques de ses adversaires dont les intrigues habilement conduites pendant les dix-huit mois qui suivirent causèrent sa chute. La menace d'un événement d'une si grande portée était l'objet des préoccupations générales. Donoso Cortès mandait à ce sujet au comte Raczynski :

« Dresde [1], le 22 août 1849.

« Mon cher comte, je suis toujours à Dresde, et j'y resterai encore tant que le choléra continuera ses ravages à Berlin.

Guerre et Présidence du conseil : le maréchal Narvaez. — *Etats :* M. Pidal. — *Finances :* M. Bravo Murillo. — *Grâce et Justice :* M. Figueras. — *Commerce :* le marquis de la Constance. — *Instruction et Travaux publics :* M. Manuel Seyas Lozano. — *Marine :* le marquis de Molins. — *Intérieur :* M. Sartorius, comte de San Luis.

[1] Donoso Cortès, marquis de Valdegamas, était à ce moment ministre d'Espagne à Berlin. Le choléra qui sévissait dans cette ville l'avait obligé à s'éloigner, et il était allé attendre à Dresde que les conditions sanitaires de la capitale prussienne lui permissent de rentrer sans danger au lieu de sa résidence officielle.

Bien que la lettre que nous citons n'ait pas entièrement trait aux affaires espagnoles, nous avons jugé utile de la donner intégralement, et de ne pas reporter au chapitre suivant les passages qui concernent la politique allemande. Nous classerons de même, soit aux chapitres

« J'ai reçu avant-hier votre lettre et les renseignements qu'elle contenait au sujet de la crise ministérielle. Je crois en connaître aujourd'hui le résultat, bien qu'il n'y ait encore rien de certain.

« Si Mon et Pidal sortent, — et je ne suis pas l'ami du premier, — vous pouvez être assuré que c'est une défaite. Le parti dominant se divisera entièrement, et personne ne pourra prévoir comment tourneront les affaires et qui les dirigera. Vous, cher comte, qui êtes doué de si éminentes qualités, vous savez qu'au fond, et malgré les apparences, il n'est pas homme de principes. Personne ne peut dire s'il nous sauvera ou nous perdra; mais je puis affirmer qu'il est également capable de nous sauver et de nous perdre, et lorsque deux éventualités ont des chances semblables de réalisation, le diable les dispose toujours de telle sorte que l'événement profite au mal.

« Fiez-vous à ce que je vous ai dit de certaine personne : c'est une merveille ; il est ce qu'il a toujours été et ce qu'il sera toujours : un intrigant déguisé; mais ceci est plus que suffisant pour réussir quand on veut, en Espagne et dans le monde.

relatifs aux affaires d'Espagne, soit à ceux qui ont trait à la politique générale, les lettres du marquis de Valdegamas, suivant qu'elles auront pour objet principal l'un ou l'autre de ces deux sujets.

Donoso Cortès adressait ses lettres au comte Raczynski en langue espagnole; le texte que nous présentons au lecteur n'est donc qu'une traduction.

« Vous êtes déjà au courant des dernières nouvelles de Hongrie ; il me semble que cette fois tout est fini, et il en était temps. L'automne approche, et, une fois l'automne arrivé, la solution est définitive.

« Si lord Palmerston venait à se mêler de cette affaire, tout serait perdu ; il paraît que Lamoricière[1] a déjà parlé de transaction. L'empereur Nicolas est un grand monarque ; il a vu clair dans cette situation, et aussitôt il a agi sans tâtonner, sans hésiter et sans fléchir ; mais ce succès cache encore un mystère, et je me figure, pour ma part, que Gorgei a été acheté. Ceci prouve d'ailleurs la résolution que l'Empereur a prise dès le principe d'en finir promptement et n'importe de quelle manière.

« Lorsque la campagne de Hongrie sera terminée, — et je veux dire non pas qu'on en aura fini avec les Hongrois, mais seulement qu'on les aura vaincus matériellement, — alors commencera la guerre en Allemagne. Il ne restera à la Russie qu'à intervenir entre l'Autriche et la Prusse dont les rapports s'aigrissent malheureusement chaque jour. Les deux cabinets sont aveuglés. L'exemple de Charles-Albert ne leur sert de rien, et cependant un roi ambitieux est

[1] Le général de Lamoricière était à ce moment ministre de France à Saint-Pétersbourg.

un roi destiné à perdre sa couronne; la révolution devient son héritière, et c'est elle que les princes devraient prendre à tâche de combattre pour conserver ce qu'ils possèdent.

« Pour le moment, nous allons assister à un grand et émouvant spectacle : nous verrons la révolution vaincue matériellement partout : à Naples, à Milan, à Florence, à Rome, à Paris, dans le Palatinat, dans le grand-duché de Bade, en Hongrie, et nous la verrons après sa défaite triompher à son tour des vainqueurs. Ceci arrivera inévitablement.

« Vous pourrez alors vous convaincre que la force n'est rien, que les intérêts matériels ne sont rien, et que les batailles ne décident de rien.

« Quand un malade respire du poison, il ne tarde pas à mourir. Or le mal dont nous souffrons est tout moral, il est dans les âmes; il consiste dans le relachement de toutes les idées de devoir, dans le déchaînement de tous les mauvais instincts, de toutes les mauvaises passions. Si on ne guérit pas ce mal, on travaille en vain. Et alors, dès qu'on aura bouché un trou , il s'en ouvrira mille autres; par toutes ces ouvertures la vie s'échappera. L'espérance fondée sur le danger que courent les intérêts n'est qu'une dangereuse illusion; se placer à ce point de vue, c'est marcher à sa perte, car c'est oublier que l'immense majorité du genre humain est pauvre et déshéritée. Si je

crois donc que la société est destinée à périr d'une manière certaine, c'est parce que je vois qu'on se préoccupe visiblement de ce point de vue. »

« Le 23 août.

« Je viens de recevoir votre lettre du 13 en même temps qu'une autre écrite le 14 par un ami intime de Mon et de Pidal. Il en résulte que leur retraite est probable. On a offert à Mon la légation de Vienne qu'il n'a pas acceptée. Mon croit qu'il tombe dans d'excellentes conditions, c'est-à-dire qu'il ne pourra tarder de rentrer triomphalement aux affaires. Sartorius passera au ministère d'État, et Quinto entrera dans le cabinet.

« Je puis vous raconter comment est né chez Narvaez le dessein de présider lui-même à la réforme des affaires de l'État. Ce projet est ancien, et il ne l'a pas conçu seul. Quand l'été dernier on résolut de faire appel à Orlando et à Mon, Narvaez voulut consulter sur la situation de l'État un de mes amis fort capable de se prononcer à cet égard. Cet ami, voulant le flatter, lui dit : « Pourquoi ne seriez-vous pas ministre d'État?
« Il faut un homme de grande résolution et de grande
« autorité pour mettre fin aux abus, et vous possédez
« ces deux qualités. » Narvaez demeura immobile

comme s'il avait été subitement frappé par une pensée nouvelle; mais la crise était forte, il était urgent de la faire cesser, et il n'osa pas tenter lui-même l'entreprise. Il appela Mon, mais cette idée resta gravée dans son esprit. Elle s'y est insensiblement développée, et il paraît qu'elle est déjà arrivée à maturité. Il a l'instinct des grandes choses; il lui sourit d'être un grand administrateur, comme il est un grand guerrier. Mais Narvaez se perdra par son mauvais entourage; si avec sa volonté de fer et ses talents transcendants il se mettait à la tête du gouvernement avec le dessein arrêté de s'entourer du petit nombre d'hommes à la fois honorables et aptes aux affaires qui se trouvent en Espagne, on pourrait dire sans présomption qu'il sauverait l'État pour le profit de la nation et pour sa propre gloire. Mais si Narvaez continue pour son malheur à s'associer aux Pastores, aux Bermudez et à d'autres parasites semblables, il se perdra et avec lui le pays. C'est parce qu'il est évident que telle sera sa conduite que, dès à présent, je vous affirme que nous sommes perdus.

« J'ai toujours eu cette conviction. Jamais je n'ai été trompé par les apparences de tranquillité et de calme en Espagne. La nation corrompue jusqu'à la moelle des os, en bas comme en haut, doit fatalement succomber quelque jour d'une manière ou de l'autre. On croit généralement que le socialisme n'a pas pénétré

en Espagne : erreur, erreur profonde. Le jour où les digues seront rompues, vous verrez ici plus de socialistes qu'à Paris, et vous me demanderez avec épouvante d'où sont sortis ces monstres. Je ne saurais vous le dire. En Espagne, toute nouveauté est admise à l'instant, et tout ce qui y pénètre arrive aussitôt à l'exagération. Le caractère historique des Espagnols est en toutes choses l'exagération : nous exagérons les vices et les vertus, les grandes et les petites choses; nous avons exagéré la persévérance jusqu'à lutter pendant sept siècles contre les Arabes; nous avons exagéré la haine des races jusqu'à exterminer les Juifs; nous avons exagéré le sentiment religieux jusqu'à inventer l'inquisition; il ne nous manquait plus que d'exagérer le socialisme, et nous l'exagérerons certainement. Vous verrez alors ce que sont les Espagnols quand ils sont épris d'une idée bonne ou mauvaise. »

« Le 25 août.

« Je viens de recevoir une lettre de l'intime ami de Mon et de Pidal ; la crise est terminée, Mon sort, Pidal reste; Santillan remplace Mon. Sans doute Narvaez n'aura pas osé réaliser le projet dont je vous ai parlé. Santillan est sans talents, mais il est homme de bien.

« Mais voici une grave nouvelle : la Prusse entre en négociation avec le vicaire de l'Empire parce qu'il est convenu que le vicaire abdique et que le pouvoir provisoire passe aux mains de quatre commissaires, dont deux sont désignés par l'Autriche et deux par la Prusse. Ces deux puissances se concerteront ensuite sur l'organisation définitive du pouvoir central. C'est un changement absolu de système que nous devons sans doute à la gravité des affaires de Hongrie. Si l'Autriche et la Prusse parviennent à s'entendre, tout peut encore être conjuré. Cette nouvelle m'a été donnée par le ministre de France ; il la tenait du ministre d'État que je ne vois pas, parce que je garde ici le plus strict incognito. Je vous remercie encore un million de fois, mon cher comte, de la bonté que vous avez de m'écrire ce que vous pensez devoir m'intéresser. »

Tout en admettant les grandes qualités du duc de Valence, Donoso Cortès redoutait qu'il ne sût pas les faire servir toujours au bien ; il percevait nettement les causes qui devaient constamment le séparer du maréchal, et il disait à ce sujet au comte Raczynski dans une lettre datée du 17 septembre :

« Vous avez raison de le dire : la vie de Narvaez est malheureusement menacée. Je crains une prompte catastrophe. Vous savez qu'entre Narvaez et moi il ne peut y avoir ni amitié, ni sympathie ; par nos ca-

ractères, nos goûts, notre manière de voir et d'apprécier toutes choses, nous sommes les deux pôles opposés. Malgré cela, je suis juste et impartial : il est la colonne qui soutient l'édifice, et le jour où cette colonne tombera, l'édifice entier croulera avec elle. C'est à cause de cela qu'en toute circonstance j'ai prêté à Narvaez un concours sincère et désintéres s.

Nous savons déjà combien le comte Raczynski désirait vivement que la Russie reconnût le trône de la reine Isabelle. Il pensait que cet événement devait influer d'une manière heureuse sur les affaires d'Espagne.

« Je vous ai toujours dit, écrivait-il le 20 octobre au marquis de Valdegamas, que je considère la reconnaissance de la reine d'Espagne par la Russie comme utile dans les circonstances présentes. C'est encore aujourd'hui ma conviction. J'ai longuement développé cette pensée dans deux dépêches à mon gouvernement ; j'aurais désiré qu'elles fussent communiquées au cabinet de Saint-Pétersbourg ; je ne sais si cela a été fait, je sais encore bien moins si j'aurais pu convaincre le comte Nesselrode, mais il est certain que je ne souhaite cette reconnaissance que parce que je la juge opportune et utile. »

L'année 1849 s'acheva à travers les agitations incessantes que les luttes des partis créaient en Espa-

gne ; les incertitudes de l'avenir trouvaient donc presque chaque jour leur justification dans le développement rapide du mal moral dont se mourait la société. Le comte Raczynski faisait remonter la cause de cette triste situation à l'orgueil qui, à divers degrés et sous différentes formes, exaltait toutes les têtes.

Il écrivait le 26 décembre au marquis de Valdegamas :

« Ce qui caractérise surtout l'époque dans laquelle nous vivons, c'est de ne jamais avouer le but qu'on se propose, de ne jamais appeler les choses par leur nom. On vit dans le mensonge parce qu'on se laisse conduire par l'orgueil. Quels rapports peuvent exister entre les hommes, dès lors que de pareilles préoccupations les dominent?

« L'orgueil, en effet, est toujours accompagné de dédain ; il est hostile, blessant, violent : qui en est atteint en est toujours plein. Cependant, s'il laisse encore le cœur libre, il rend l'esprit obtus et lourd.

« D'autres fois, nous nous heurtons contre l'amour-propre ; celui-ci est meilleur enfant, mais il est plus incommode. Il s'agite beaucoup plus que l'autre ; il est toujours sur le qui-vive ; il est hargneux, soupçonneux ; il a des caresses toutes prêtes pour ceux qui le flattent, mais il dégaîne aussitôt que son sensible

épiderme reçoit la moindre atteinte. L'amour-propre n'exclut pas l'esprit, mais il le fausse. Les plus classiques modèles en ce genre se recontrent en France, les plus bêtes en Portugal.

« La vanité se trouve au dernier et au plus bas degré de cette échelle. Elle se pare sans cesse de fleurs et d'oripeaux que l'imagination fournit et crée en abondance. Elle est heureuse, sémillante, inoffensive, au point d'en devenir presque une vertu : mais une vertu inutile, ridicule et niaise.

« En un mot, la vanité consiste à vouloir paraître, l'ambition à vouloir être, l'amour-propre à croire que l'on est, la fierté à savoir ce que l'on vaut.

« Et cependant, bien que nous vivions ainsi dans le faux, mon instinct me dit que la Providence sauvera, une fois encore, l'Europe.

« L'instinct, me répondez-vous, mais qu'est-ce cela? L'instinct n'est rien autre, je crois, qu'un sens plus subtil que l'odorat, l'ouïe et la vue. De même que ceux-ci s'éveillent au contact des rayons, des fluides qui traversent l'espace avec rapidité, de même l'instinct me paraît être l'avis que portent à un sens plus subtil que tous les autres des émanations lancées en tous sens, comme les rayons qui blessent ou flattent les organes qu'elles rencontrent et les prédisposent ainsi à nous faire éprouver la joie, la douleur, la crainte, selon l'organisme de l'être qui est touché :

ainsi, la présence d'un chat pourrait, je crois, éloigner une souris à temps, si elle se fiait moins à sa vue; l'homme pressentirait tous les maux, si ses sens et surtout son raisonnement ne le trompaient sans cesse. Enfin, l'instinct s'entretient par des messages infinis et continuels dont la plupart se perdent, ou, s'ils rencontrent le sens de l'homme, en sont repoussés. »

Ce ne fut qu'à la fin de l'année 1850 que les intrigues et les efforts des partis purent ébranler gravement la situation du maréchal Narvaez; à force de manœuvres habilement combinées, les adversaires nombreux du président du conseil suscitèrent des difficultés qui devaient le placer dans la nécessité d'abandonner le pouvoir aux hommes avides qui attendaient si impatiemment le moment de s'en emparer. Mais si les exemples de coalition d'hommes différents par les prinripes et par les vues sont fréquents lorsqu'il s'agit de provoquer la chute de l'ennemi dont on envie la place, nous savons également que le mécontentement est inévitable quand vient le jour de partager les dépouilles; qu'à ce moment chacun réclame la plus grosse part, et qu'il est impossible d'assouvir des ambitions dont chacune s'estime justifiée à l'exclusion de toutes les autres. La chute du duc de Valence se trouva donc retardée par les rivalités dont le comte

Raczynski traçait, le 13 octobre 1850, le tableau suivant[1] :

« La partie est engagée entre des hommes que les révolutions ont fait monter rapidement. Leurs antécédents ressemblent trop à ceux des notabilités révolutionnaires dans tous les pays pour qu'il soit nécessaire de descendre dans ce détail. Les hommes honorables ont peu de chances d'arriver aux affaires ; d'ailleurs, ils ont, pour la plupart, cessé d'y aspirer, car ils prévoient que le choc violent des partis les écraserait et que le bien est devenu impossible à faire par les moyens honnêtes. De plus, ils n'ont d'adhérents que parmi les hommes les plus paisibles, les moins capables de lutter contre ce groupe de personnalités ambitieuses et avides de richesses qui assiégent les abords du pouvoir. Il y a crise, cela est incontestable ; mais cette crise pourrait bien ne pas recevoir une solution immédiate. D'une part, en effet, le ministère ne paraît pas disposé à se retirer, et, de l'autre, la Reine semble souhaiter le maintien du général Narvaez, ne fût-ce que parce qu'il en impose au Roi ; mais elle ne le redoute pas comme par le passé. La

[1] Bien que le manuscrit du comte n'indique pas d'une manière précise et formelle que les pages suivantes sont extraites de ses dépêches à son gouvernement, cela résulte cependant de quelques phrases que le lecteur ne manquera sans doute pas de remarquer.

Reine mère s'efface. En résumé, il règne un grand malaise, et il se produit des tiraillements fâcheux; le courage et l'esprit du duc de Valence faiblissent; beaucoup qui se résignaient et ne soufflaient mot laissent voir des velléités d'indépendance.

« En présence d'une semblable situation, la prochaine réunion des Cortès, qui aura lieu dans une quinzaine de jours, est impatiemment attendue; mais quels sont les cabinets dont l'existence ait ici dépendu des Cortès?... Les cabinets font les Cortès, mais les Cortès ne font pas de cabinets. Les nouveaux députés pourraient bien convenir à un ministère nouveau aussi bien qu'à celui qui prolonge si péniblement sa durée.

« Les haines contre le général Narvaez se sont accumulées et menacent de le renverser. Le ministre s'en rend compte et le dit. Il voudrait se retirer des affaires pour vivre tranquille en Espagne.

« La crise a éclaté cette fois à propos de l'incident le plus frivole. La Reine a accordé, contrairement à une ancienne ordonnance, à toute une catégorie d'employés le droit de porter à leurs chapeaux des plumes blanches; en même temps, le Roi a eu la fantaisie d'ajouter à son uniforme des épaulettes. La colère du duc pour une cause si futile ne saurait être qu'un prétexte. Au fond, il sent qu'il serait victime de la fureur de ses ennemis, s'il tombait à la suite d'une

secousse violente, et il ne se croit pas sûr de la prévenir. Souvent néanmoins il se fait des illusions; il se flatte de conjurer l'orage et de triompher une fois encore des obstacles qu'il a tant de fois vaincus. Mais certains symptômes donnent à penser qu'il n'est plus indifférent au danger; le nombre de ceux qui le croient et le répètent augmente chaque jour, car il en est qui n'attendent pour montrer du courage que le moment où il en manquerait.

« Un personnage influent, et qui pourrait l'être bien davantage encore, me disait : « Narvaez n'a plus de « force, il est mort. » La même chose m'a été affirmée déjà dans plusieurs occasions. Mon interlocuteur ajoutait encore : « Ce régime n'est ni celui du « pouvoir absolu, ni celui du gouvernement constitu- « tionnel; cela n'est rien du tout. En Allemagne, « des catastrophes nouvelles pourront être évitées; « elles ne sauraient l'être ni en France, ni ici. En « Allemagne, l'édifice social n'est pas encore ébranlé « jusque dans ses fondements, le passé conserve un « reste de vie, la moralité règne encore parmi les « employés, bien que chez ceux-ci les idées aient été « gâtées par les utopistes. Là encore on pourra re- « naître au calme; en France et en Espagne, la paix ne « s'établira qu'après de nouveaux bouleversements. »

« A la cour on paraît croire que le marquis Pidal pourrait former un ministère modéré et continuer

l'état de choses actuel sans le duc de Valence. M. Mon entrerait tout naturellement dans cette combinaison ; d'autres pensent, au contraire, qu'il faudrait appeler au pouvoir un homme en état de lutter énergiquement contre le duc de Valence. De ces deux hypothèses, la première me paraît plus probable et moins dangereuse que la seconde. J'espère cependant que Narvaez restera quelque temps encore au pouvoir, et que les modifications considérables dont il s'agit ne se réaliseront pas aussi prochainement qu'on l'affirme. »

Ainsi donc, un petit incident provoque un gros orage ; toutes les complications paraissent prêtes à surgir, lorsque soudain, et sans qu'on puisse expliquer un revirement si subit, tout paraît conjuré. Le ministre de Prusse écrivait en effet le 21 octobre :

« La crise qui a commencé à propos du général Serrano, des enfants de don François de Paule, des épaulettes que le Roi a ajoutées à son uniforme contrairement à l'ordonnance, cette crise que la question des plumes blanches a rendue presque aiguë s'est évanouie comme de la fumée ; mais la flamme couve encore sous la cendre, et elle est prête à se faire jour.

« A la dernière fête de la cour, le jour même où le général Narvaez eut avec la Reine un long entretien qui mit fin à leur brouille, les deux reines eurent les attentions les plus délicates pour Narvaez, tandis que

celui-ci, tout en conservant son air rude, gardait l'attitude de quelqu'un qui se résigne par dévouement à rester le maître. Le Roi ne lui a témoigné qu'une politesse froide. Le danger paraît éloigné, mais il subsiste pendant que les haines, chaque jour moins contenues par la peur, grandissent rapidement. Une nouvelle crise me paraît inévitable pour le moment où les questions relatives au budget seront débattues au sein du conseil des ministres. Les finances sont dans un indicible désarroi ; le déficit est de deux cents millions de réaux ; au lieu de douze cents millions, le ministère est donc contraint de demander aux Cortès quatorze cents millions d'impôts.

« De tous les généraux il n'y avait, depuis plus de deux ans, que le général Pavia qui osât faire de l'opposition à Narvaez; aujourd'hui il existe tout un groupe de généraux en évidence, hardis et redoutés, qui ont déclaré la guerre à outrance à leur frère d'armes, à leur émule en politique modérée, mais ambitieuse : ce sont les généraux Lersundi, Oribe, Ros de Olano, Serrano, et principalement Cordoba, Pavia et Prim ; de ces derniers deux sont sénateurs, Prim est député. Lequel de ces trois officiers est le plus redoutable? je ne saurais le dire, car ils le sont tous : Prim est le plus téméraire des hommes ; Pavia, celui dont la haine est la plus profonde. Ils se livreront dans les Chambres à des attaques également vio-

lentes. De tous les généraux que je viens de nommer, il n'y a que Cordoba et Lersundi qui seraient peut-être en état d'influer par leurs exemples sur des déterminations extrêmes chez la troupe, principalement sur les régiments qui n'ont pas obtenu à leur retour d'Italie toutes les récompenses que Cordoba a demandées pour eux. Mais le mécontentement s'étend encore plus loin, car l'agitation règne parmi les officiers, auxquels il a fallu interdire toute conversation politique dans les cafés.

« Parmi les personnages sur lesquels se porte l'attention publique en raison de la situation incertaine où se trouve le cabinet, il faut tout d'abord citer MM. Mon et Pidal, dont la conduite, s'ils étaient appelés à agir, ne serait ni violente, ni extrême. Cela serait en quelque sorte la continuation de l'état de choses actuel, ce serait le corps moins l'âme. Une pareille combinaison me paraît offrir plus de chances qu'aucune autre. Jusqu'à présent il régnait peu d'accord entre le marquis Pidal et M. Sartorius. J'aurais cru à une réconciliation entre eux sous l'influence de la Reine mère ; cette réconciliation paraissait même indispensable, car M. Sartorius, perfectionnant une ingénieuse invention de l'abbé Sieyès, a été le grand électeur des nouvelles Chambres, et on ne pourrait concevoir qu'on se passât de lui, si on veut conserver cette assemblée. Mais tout ceci ne

serait qu'un replâtrage incapable de prévenir les complications; aussi m'assure-t-on que le ministère entier tombera, que tout rapprochement entre Sartorius et MM. Pidal et Mon est impossible, et que la majorité dans les Cortès est composée de manière à convenir à tous les ministères modérés qui pourraient naître des complications actuelles.

« Quant aux généraux dont il est question plus haut, ils seraient, même pour MM. Mon et Pidal, un embarras considérable; et d'ailleurs, il convient de dire que les généraux sont ici un embarras pour tous les cabinets, et que personne n'a su jusqu'à présent les dominer comme le duc de Valence.

« Les chefs du parti modéré ou puritain, ayant été écartés des Chambres à la suite des dernières élections, sont les adversaires acharnés du général Narvaez et ne le seraient pas moins d'un cabinet Mon et Pidal. Quarante-quatre modérés, qui forment le groupe des modérés dissidents, n'ont pas été réélus. Les principaux d'entre eux sont MM. Benavidez, Gonzalès Bravo, Pacheco, Escosura, Salamanca, son ami Llorente, et le plus opiniâtre, le plus acharné, le plus turbulent, le plus audacieux de tous, Rios Rosas.

« M. Isturitz est encore un candidat à la présidence du conseil des ministres. Personne ne songe au marquis de Miraflorès, bien qu'il soit toujours disposé,

quand une crise éclate, à se charger du plus lourd de tous les fardeaux.

« Le ministère Narvaez a également perdu l'appui du marquis de Valdegamas, qui me paraît, malgré son immense talent et la fermeté de ses principes politiques, tout à fait hors de cause. Il n'a aucune vue commune avec le parti libéral. Le sort l'a lié aux modérés, mais sa conscience lui interdit de servir leur cause ; sa conscience et son honorabilité le sépareront également toujours des partisans du pouvoir absolu, parce que ceux-ci sont les ennemis de la Reine. Ces derniers, qui appartiennent au parti carliste, sont nombreux en Espagne, mais ils ne sont représentés ni dans les Cortès, ni dans le gouvernement; l'heure où ils apparaîtront sur la scène politique n'a pas encore sonné : ils n'entreront pas en lice avant que l'anarchie ait accumulé les meurtres et les ruines.

« Tel est aujourd'hui l'état des choses. Rien n'est certain, et tout est possible. »

A ce tableau si complet de la situation des partis et des embarras du gouvernement espagnol, le comte Raczynski ajoutait encore les détails qui suivent :

« Le général Narvaez a dit à quelqu'un qui me l'a rapporté : « Je briserais facilement l'opposition des « généraux qui se sont ligués contre moi, mais il « m'est impossible de lutter plus longtemps contre « la cour et la Reine mère. »

« La même personne m'a dit que le général se plaint d'une fatigue insurmontable. Mais ce n'est pas seulement de la fatigue ; le découragement joint à une extrême agitation nerveuse le mine et excite ses inquiétudes arrivées à leur paroxysme. La jeune Reine, à qui on a demandé où en sont les choses, a répondu par un geste d'impatience pour exprimer le mécontentement qu'elle éprouve et la gravité de la situation. Le Roi a dit, de son côté, que les affaires sont dans une voie détestable. L'aversion de ce prince pour Narvaez n'a pas augmenté, parce que cela ne serait pas possible ; mais ce profond éloignement ne semble plus accompagné de la crainte que n'avait cessé de lui inspirer le ministre. La Reine, du moins, ne le hait point, parce qu'elle est peu capable de haïr, et que ses impressions sont mobiles ; mais elle ne le soutiendra pas seule contre tous. L'appui de la Reine mère échappe également à Narvaez, bien qu'elle ait dissuadé le général de persister dans ses projets de retraite lors de la dernière crise. L'entourage de la Reine mère se flatte de la pensée que le groupe de factieux que j'ai cités dans ma dépêche ne sépare pas ses projets ambitieux de l'espoir d'être soutenus par elle, et qu'ils ne manqueront pas de la ménager en tout état de cause. On parle même de démarches qui auraient été faites dans ce sens et dans ce but. Je crois qu'on se berce d'illusions,

et que la Reine mère peut compter beaucoup plus sur Narvaez que sur les personnages dont la haine contre le ministre ne garde plus de mesure.

« Tous les ministres sans exception sont fatigués du joug du duc de Valence. Sartorius lui-même a cessé de se considérer comme indissolublement lié à la fortune de celui qui a fait la sienne. Il fait mieux encore, m'assure-t-on ; il conspire, il espère remplacer Narvaez immédiatement, il songe à se retirer pour laisser le général faire naufrage sans lui afin de revenir ensuite au ministère, mais il s'abuse. La Reine mère, sur l'appui de laquelle il croit pouvoir compter, ne veut plus de lui, elle le joue, il ne fera partie d'aucune combinaison ministérielle, et, une fois sorti, il ne rentrera plus. Il n'est pas jusqu'au commissaire de la Crusada, naguère si dévoué à Narvaez, qui ne déclare qu'il est maintenant impossible de vivre avec lui.

« Il y a tout à craindre, en un mot, de la fureur de ceux qui se sont ligués contre le général ; il y a tout à craindre également de la fureur et du désespoir de ce dernier. Mais serait-il soutenu par l'armée ou par une fraction de l'armée s'il voulait tenter un grand coup?... On ne le croit pas, et un personnage influent m'a dit à ce sujet : « L'armée sera passive, elle exé-
» cutera les ordres de la Reine : un caporal et quatre
« hommes suffiraient pour arrêter le duc de Va-
« lence. »

« Je tiens tous ces détails des sources les plus autorisées. »

Telle était la coalition dont les efforts allaient faire crouler le pouvoir, si fort en apparence, du maréchal Narvaez auquel succéda, le 14 janvier 1851, le cabinet Bravo Murillo.

II

POLITIQUE GÉNÉRALE

(15 février 1848. — 14 janvier 1851.)

1848. — Le comte Raczynski au comte N*, 15 février : La situation politique intérieure des différents États de l'Europe. — Dépêche du comte de Saint-Marsan, ministre des affaires étrangères de Sardaigne, au sujet du *Statut*. — Le comte Raczynski au comte N*, 26 juin : La Révolution. — Le comte Raczynski au comte Esterhazy, ministre d'Autriche à Madrid, 24 décembre : Projets de restauration de l'Empire d'Allemagne au profit de la Prusse.

1849. — Le comte Raczynski, 10 février : La Prusse vis-à-vis de l'Allemagne. — Le marquis de Valdegamas au comte Raczynski, 12 février : Le but que se propose le nouveau président de la République française. — Le prince Jérôme Napoléon, ambassadeur de France à Madrid. — Le marquis de Valdegamas au comte Raczynski, 1er mars : La question qui se traite à Berlin et celle qui se décide à Francfort; — 15 mars : Conversation avec le roi de Prusse, l'unité démagogique en Allemagne, la constitution autrichienne; — 30 mars : La constitution impériale; — 3 avril : Le roi de Prusse ne veut pas accepter la couronne impériale; — 22 avril : Dissolution de l'Assemblée de Francfort; la guerre en Hongrie; — 3 mai : L'alliance des trois cours du Nord; — 9 juin : Les rapports de la Prusse avec l'Autriche et la Russie, la guerre en Hongrie. — Le comte Raczynski au marquis de Valdegamas, 30 juin : Les hommes qui empêchent les Français de s'entendre. — Le marquis de Valdegamas au comte Raczynski, 8 juillet : Rivalités austro-prussiennes, la question du Danemark, l'affaire de Neuchâtel, la Russie; — 21 juillet : Le baron de Steinitz, ministre de l'intérieur. — Le comte Raczynski au marquis de Valdegamas, 2 août : La confusion des idées en Allemagne, la guerre en Hongrie. — Le marquis de Valdegamas au

comte Raczynski, 13 août : Succès de l'armée hongroise. — Le comte Raczynski au marquis de Valdegamas, 26 août : Du partage de l'influence allemande entre la Prusse et l'Autriche. — Le marquis de Valdegamas au comte Raczynski, 3 septembre : La Prusse et l'Autriche ne peuvent s'entendre sur les conditions d'un arrangement; — 9 septembre : Entrevue à Tœplitz entre l'empereur d'Autriche et les rois de Prusse et de Saxe; — 17 septembre : Les négociations austro-prussiennes n'aboutissent pas; — 30 septembre ; Le libéralisme et la barbarie; — 14 octobre : Motifs de la nomination du comte Bulow comme ministre à Hanovre; — 25 octobre : Le constitutionalisme.

1850. — Le comte Raczynski au marquis de Valdegamas, 4 janvier: Les phases futures de la Révolution française, les institutions anglaises. — Le comte Raczynski au roi Frédéric-Guillaume IV, 10 mars 1850 : La solution ne sera obtenue que par l'alliance étroite entre les trois cours du Nord. — Le comte Raczynski au comte N*, 6 mai : La terreur s'achemine en France, la lutte, l'alliance septentrionale; — 18 mai : La constitution future qu'il souhaite à l'Allemagne; — 26 août : Mort du roi Louis-Philippe, son portrait.

Pendant que l'Espagne était en proie aux luttes des partis, l'agitation révolutionnaire régnait presque partout en Europe; la France et l'Allemagne allaient devenir le théâtre d'événements considérables dont l'attente et les conséquences préoccupaient vivement le monde politique.

Le comte Raczynski écrivait le 15 février 1848 :

« Je me rappelle, quoique vaguement, l'impression de terreur et d'indignation que causa dans ma famille la nouvelle du supplice de Marie-Antoinette. Je me souviens aussi de la révolution de Varsovie, fille de la Révolution française, et qui fut suivie du partage de la Pologne. Ma première jeunesse s'est écoulée sous le

règne de Bonaparte domptant les passions révolutionnaires de son pays et assujettissant le monde. J'avais vingt-six ans quand Louis XVIII rendit la vie aux principes libéraux qui renversèrent la monarchie en 1830.

« L'année 1848 paraît devoir être remplie par de grands événements; cependant des soulèvements pareils s'étaient produits de 1820 à 1823 en Italie et en Espagne, et ils semblaient devoir embraser le monde. La révolution de 1830 et celles qui l'ont suivie en Allemagne, en Belgique, en Grèce et en Pologne étaient envisagées comme les signes précurseurs de la dissolution sociale. Or, ces craintes ne se sont pas réalisées, le calme a été rétabli en Europe, la paix générale a été maintenue, la voie du progrès a été suivie sans de trop grandes secousses; mais est-il sage d'espérer que l'habileté des gouvernements triomphera de la folie des opinions et des efforts des faux prophètes et des docteurs malfaisants?

« Un rapide examen de la situation où se trouve le monde ne laisse guère de place à un pareil espoir.

« Quoi de plus anormal que l'état de la Péninsule? Ce n'est ni l'ordre, ni l'anarchie : c'est la centième transition d'un état anarchique à un autre état également anarchique, sans qu'on puisse concevoir encore l'espérance d'un avenir meilleur.

« En France, la période de temps que l'expérience

nous permet de regarder comme l'intervalle extrême entre deux révolutions s'est déjà achevée sans bouleversements : dix-sept ans se sont passés sans secousses violentes. Si cet argument peut ne pas paraître concluant, il n'en manque malheureusement pas d'autres meilleurs. Comment le gouvernement serait-il assez fort pour lutter contre la confusion des idées et la mutinerie que Thiers, Lamartine et autres entretiennent dans les masses par leurs bavardages et leurs écrits? Chaque jour, d'ailleurs, le gouvernement perd du terrain. M. Guizot, pour se faire pardonner le soin qu'il prend de protéger l'ordre ailleurs et de le maintenir en France, croit devoir descendre à des concessions incompatibles avec l'ordre. Les partisans du gouvernement semblent le soutenir par intérêt personnel, et non par patriotisme. La corruption, les places, l'argent sont devenus des moyens de gouvernement. Cette opinion pénètre dans le public. Bref, le ministère Guizot me paraît aussi usé que la machine constitutionnelle elle-même. Louis-Philippe cherche encore un appui chez l'armée et chez la bourgeoisie organisée en garde nationale ; mais au jour du danger, et lorsque l'opinion publique sera égarée, il est douteux que l'armée et la garde nationale se conduisent comme au temps où le Roi conservait encore son prestige libéral. D'ailleurs, quand dans un pays l'opposition a pour chef un homme comme Thiers, il y a

peu de sécurité à avoir sur son avenir. Les Français croient que la période de calme pourra durer autant que la vie du Roi ; je crois, quant à moi, que nous verrons la révolution éclater avant la mort de Louis-Philippe [1].

« En Prusse, mon Roi n'a consulté que son cœur et son imagination lorsqu'il a résolu les premières mesures qui ont signalé son avénement au trône. Vrai, généreux, spirituel et bon, il croyait à la loyauté de tous et à l'effet des nobles paroles qu'il prononçait en toute occasion. Les rêves les plus riants lui apparaissaient comme des réalités certaines. Illusions de popularité, amour et désir ardent du bien, telles étaient les préoccupations de son esprit et les erreurs de son cœur au début de son règne. S'attacher seulement au perfectionnement et à l'amélioration de ce qui existait, ne pas appeler d'hommes nouveaux aux affaires n'était plus possible, selon un grand nombre de gens sensés et bien intentionnés ; des promesses avaient été faites, il fallait les remplir. Cependant il faut reconnaître qu'on n'a pas tout abandonné, et qu'en dehors du cas de nouveaux emprunts ou de nouveaux impôts les Chambres n'ont encore que des attributions consultatives. Or, on doit pouvoir se passer d'impôts nouveaux, et, d'ailleurs, je considère comme probable qu'a-

[1] Dix jours après que ces lignes eurent été écrites, la révolution emportait les institutions qu'elle avait elle-même fondées en 1830.

vant tout nouveau conflit le théâtre de la lutte sera transporté de la presse périodique, de la tribune, des salons, des cafés et des rues sur un véritable champ de bataille où le canon décidera.

« En Suisse, la démagogie a triomphé. La démagogie n'a d'ailleurs pas d'autres ennemis plus actifs que ses propres folies ; mais la folie vaincue peut-elle devenir de la sagesse ?

« Enfin le roi de Danemark, prince d'une extrême faiblesse [1], vient de promettre à son peuple une constitution pendant qu'à une autre extrémité de l'Europe le roi de Naples prenait le même engagement. »

De son côté, le roi de Sardaigne avait résolu de semblables réformes. Voici en quels termes le ministère annonça cette nouvelle à ses agents diplomatiques à l'étranger :

« Turin, le 9 février 1848.

« Par ma dépêche en date d'hier, vous avez reçu communication de la proclamation du Roi qui contient les bases d'un *Statut* que Sa Majesté a promis d'oc-

[1] Le comte Raczynski avait été pendant plusieurs années ministre de Prusse à Copenhague.

troyer à ses sujets. Je ne veux pas tarder à vous informer des circonstances qui ont précédé cet important événement qui, du reste, n'est, pour ainsi dire, que le complément des différentes réformes administratives et judiciaires que le Roi a déjà réalisées.

« La nouvelle loi sur la presse et celle qui ordonne la formation des conseils provinciaux et communaux, conçues dans une pensée large et libérale, devaient avoir pour conséquence la liberté de la presse elle-même et l'institution d'un Corps législatif destiné à couronner et à compléter le système représentatif. Cette conséquence, qui était à prévoir pour un temps plus ou moins éloigné, ne paraissait cependant pas devoir être et n'aurait effectivement pas été le résultat immédiat du mouvement italien sans la brusque solution que cette question vient de recevoir à la suite des événements de Naples. Sa Majesté Sicilienne n'avait pas compris la gravité des circonstances, et elle avait cru de l'intérêt du royaume d'opposer une résistance dont elle n'a pas su calculer les chances. Ces chances étaient d'autant plus défavorables au roi de Naples qu'il avait à lutter non-seulement contre le principe des réformes, mais encore contre le mécontentement général causé en deçà du Phare par la plus mauvaise administration, et en Sicile par la haine du joug napolitain. Cette résistance inconsidérée a amené le Roi à l'octroi d'une constitution dont l'inauguration

a été malheureusement précédée de scènes sanglantes, et qui, étant le résultat de la victoire, présage au vaincu le plus dur avenir.

« Cette solution, imprévue il y a un mois environ, modifia profondément le développement de la question générale, et il devint évident que des progrès considérables avaient été accomplis en peu de jours. Des démonstrations en faveur de la forme nouvelle de gouvernement adoptée à Naples se multiplièrent dans les différentes parties de la Péninsule. Ce que l'on osait à peine énoncer peu de jours auparavant fut dès lors l'objet des vœux de la presque généralité des habitants des pays voisins. Du reste, aucune manifestation séditieuse ne s'est produite ; il ne s'est rien passé qui ait pu montrer la moindre intention de porter atteinte aux droits de la couronne ou d'enfreindre le respect qui est dû au souverain et au Roi ; il n'a pas été proféré un mot qui ne fût, comme toujours, l'expression de la reconnaissance et de l'attachement le plus respectueux pour l'auguste personne de Sa Majesté.

« Cependant le Roi, — en raison de la gravité des circonstances et dans la pensée de prévenir les difficultés qui pourraient surgir plus tard lorsque l'élément démocratique, contenu aujourd'hui, aura pris un développement qui ne permettrait peut-être plus alors de donner aux institutions politiques de son royaume

cette force que leur assure maintenant le principe monarchique qui est dans le sentiment de la grande majorité du pays, — le Roi, dis-je, s'est occupé avec sollicitude des moyens d'aviser aux circonstances. Il a, dans sa haute sagesse, résolu de réunir un conseil extraordinaire auquel ont été appelés, avec les membres actuels du cabinet, d'anciens ministres et les chefs principaux de la magistrature.

« Le résultat de cette délibération, dans laquelle Sa Majesté a voulu s'entourer des lumières et des conseils que lui faisait souhaiter l'importance de la question, a été la publication de la proclamation dont je vous ai déjà donné connaissance. Dans cette proclamation sont indiqués les principes qui doivent servir de bases fondamentales au nouveau *Statut* et qui seront la règle des travaux de la commission composée des hommes sages et éclairés auxquels le Roi confiera le soin de cet important travail.

« En attendant que le moment soit venu où Sa Majesté pourra faire jouir le pays de ses nouvelles institutions, je suis heureux de pouvoir vous annoncer que cette marque de la paternelle sollicitude et de la confiance du Roi pour ses sujets a provoqué la joie et la reconnaissance des habitants de la capitale dont la satisfaction ne manquera pas d'être vivement partagée dans les différentes provinces : nous ne saurions douter que, les populations faisant succéder à de lé-

gitimes et ardentes manifestations la modération et la tranquillité dont le Roi témoigne dans sa proclamation le désir, on pourra s'occuper, avec le calme et la maturité qu'exigent de si graves intérêts, de réaliser les bienfaits que Sa Majesté vient d'accorder à ses peuples.

« *Signé :* DE SAINT-MARSAN. »

Si nous avons reproduit en entier le curieux document qui précède, c'est parce qu'il marque le point de départ d'une époque où se sont produits dans la péninsule italienne les faits les plus considérables, et qu'il est le témoignage de l'esprit et de la politique qui prévalaient à ce moment dans les conseils de Charles-Albert. On n'aura sans doute pas de peine à découvrir à sa lecture quelles influences entraînaient le Roi, quels projets, quelles inquiétudes l'occupaient, et on saura gré au comte de Saint-Marsan de n'avoir pas déguisé davantage des indications aussi précieuses pour l'histoire.

Les conséquences de la révolution qui venait d'éclater en France avaient eu un écho profond en Allemagne ; on connaît l'histoire des insurrections triomphantes à Berlin, à la suite desquelles le Roi fut contraint de venir saluer les corps des insurgés tués dans la lutte ; on sait que ces événements furent sui-

vis de la diminution de l'autorité royale, de l'octroi d'une nouvelle constitution, et enfin de la convocation de la diète.

« A la liberté de l'enseignement, écrit le 26 juin 1848 le comte Raczynski, va succéder désormais l'enseignement de la liberté. On dit que l'Allemagne se régénère, qu'elle se réorganise; pour moi, je pense, au contraire, qu'elle se désorganise, qu'elle se dissout, que les contemplations creuses absorbent les intelligences allemandes. La révolution n'a jamais reculé devant l'illégalité pour nous combattre, tandis que ce scrupule nous tourmente toujours s'il s'agit de lui résister. Elle tire sur nous à boulets rouges : nous lui renvoyons des meringues à la crème ou aux confitures. Elle déclare les gouvernements responsables, mais elle affirme qu'elle ne saurait l'être; elle proclame qu'ils doivent s'assujettir à des règles, à des limites, à des formalités, et celles-ci n'existent pas pour elle. En guise de raisonnements elle nous oppose des phrases; elle chasse les hommes d'affaires pour les remplacer par des hommes affairés; elle déclame contre les tyrans, mais le peuple déchaîné a-t-il jamais été doux? Elle invoque la logique, et la logique des factieux ne se compose que d'hyperboles calomnieuses; pour paraître honnête, elle se contente de s'indigner de ce qui ne l'est pas; elle sait user habilement du sarcasme et de l'ironie, qui sont les doux sourires du diable; ses

adeptes détestent les richesses, mais celles-là seulement qu'ils voient aux autres, et ils s'écrient avec un accent de patriotisme ému : Soyons unis ! et cela veut dire : Soyez de mon avis. Ils dirigent contre les supériorités la fureur du nivellement, tandis que celui-ci ne peut aboutir qu'au prix du sang et du bien-être du peuple : c'est le peuple qui paye les révolutions ; c'est l'industrie et le commerce qui payent le désordre, ce sont surtout les paysans qui tombent dans les batailles. Ils sont violents, et ils ne cessent de prêcher la modération à la puissance qu'ils attaquent : quand la révolution se présente au combat, elle demande avant tout au pouvoir de lui rendre ses armes ; leur ambition a toujours un but, mais jamais de terme. L'intolérance des gouvernements leur paraît un crime, tandis qu'ils jugent la leur fondée ; aussi y a-t-il aujourd'hui plus de courage à témoigner de l'horreur pour les révolutionnaires qu'à former une conspiration contre tous les trônes.

« La révolution proclame la démocratie pacifique, et elle a allumé la guerre en Italie, à Posen, en Sicile, en Suisse et en Danemark ; les combats ont ensanglanté les rues de Paris, de Cracovie, de Naples, de Marseille, de Berlin, de Vienne, de Prague, de Milan, de Madrid.

« Elle annonce l'organisation du travail, et nous ne voyons partout que banqueroute, cessation du tra-

vail, ruine du commerce et de l'industrie, dépréciation de toutes les valeurs.

« Elle fait appel à la fraternité, et elle n'a su provoquer que le carnage.

« Elle décrète l'égalité : impuissante prétention, ils ne feront pas que ceux mêmes d'entre ses adeptes qui sont les enfants d'un gros marchand ne se croient d'une catégorie supérieure à ceux d'un colporteur, ceux d'un entrepreneur à ceux d'un manœuvre. »

Et comme le calme semblait se rétablir et l'ordre reprendre quelque force, le comte écrivait le 2 juillet :

« Partout l'ordre a triomphé du désordre; mais cela n'a été nulle part par la presse, par les représentations, par les garanties, par la liberté, mais par la force brutale. Quand l'émeute a triomphé, où la multitude a-t-elle fait preuve de ce bon sens, de cette modération tant vantés? Les hommes ne peuvent être gouvernés que d'autorité, et toutes les théories contraires jetées dans la circulation n'ont été inventées que pour créer des embarras aux gouvernements, aux armées et aux populations. Voyez, du reste, à quoi la force des choses contraint les hommes auxquels la révolution livre le pouvoir : pour se maintenir, tous sont obligés ou d'abjurer ou de violer les engagements qu'ils ont pris afin de s'emparer de l'autorité. »

Cependant, et à mesure que l'année 1848 s'avançait, l'apaisement se faisait peu à peu, les luttes violentes tendaient à s'éteindre, mais les difficultés restaient à résoudre et se dressaient menaçantes; un parti puissant multipliait ses efforts pour réaliser le rêve de l'unité de l'Allemagne. A ce sujet le comte Raczynski mandait à son ami le comte Georges Esterhazy, ministre d'Autriche à Madrid, en ce moment en congé :

« Madrid, le 24 décembre 1848.

« Il paraît qu'il est sérieusement question à Francfort d'offrir la couronne impériale à mon Roi. J'en frémis.

« Serions-nous destinés à réaliser les caprices de Bunsen et les rêveries d'Arnim? Mon Roi pourrait-il être l'instrument d'une Assemblée révolutionnaire et désorganisatrice? J'espère que les bruits mis en circulation sont faux, et je présume qu'aux propositions qui lui ont été faites le Roi aura répondu qu'il accepterait dans le cas où tous les princes d'Allemagne seraient d'accord ; or ils ne peuvent l'être là-dessus. Ce serait gagner du temps pour laisser s'épuiser l'Assemblée de Francfort. Au fond du cœur, le Roi n'attend que l'occasion favorable pour rompre avec la déma-

gogie et se rallier à la politique de résistance de l'Autriche et de la Russie. Il sent qu'il faudra bientôt lutter contre la France devenue un foyer de calamités. J'ai confiance dans les vues sages et loyales du cabinet autrichien.

« Je ne tiens, du reste, pas compte de tout ce qui se dit et se répète au sujet de la restauration au profit de la Prusse de l'Empire d'Allemagne et de tous les projets auxquels le nom de mon Roi se trouve mêlé. Je puis le faire en conscience, car le Roi connaît mes principes, et n'ayant reçu aucune instruction à cet égard, je suis non-seulement libre, mais en devoir de lui rester fidèle. J'ai agi indirectement ici dans le même sens, et je crois au succès de mes démarches.

« Je me réjouis instinctivement de l'élection de L. N. Bonaparte, sans que je voie clairement où cela nous mène; s'il a obtenu un si grand nombre de voix, il est incontestable que son élection signifie haine de la république.

« Dieu veuille qu'on vienne bientôt à bout de Kossuth, et que l'on donne aux Dalmates, aux Croates, aux Slaves, à la Transylvanie, l'existence provinciale et séparée que réclament les diverses nationalités. Les habitants de ces contrées s'attachent, en les demandant, beaucoup plus à des préoccupations qu'à des motifs d'une application pratique; mais enfin ils con-

tribuent, — et je leur en sais gré, — à rendre plus facile la réorganisation de votre vaste empire. »

Néanmoins les difficultés ne cessaient d'augmenter en Prusse, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Le 10 février 1849, le diplomate prussien les appréciait en ces termes :

« Nous nous trouvons engagés dans des embarras inextricables. Le Roi est brouillé avec l'empereur Nicolas, l'Allemagne occupée de manifestations accompagnées d'un étalage ridicule de drapeaux et de bannières.

« Nous avons fait la guerre au Danemark, ce qui a été une bassesse, une lâcheté et une injustice. Nous témoignons de velléités impériales et nous ne nous refusons aucune coquetterie libérale. Notre configuration géographique ressemble à un pantalon déchiré.

« Dans notre diplomatie, brille au sommet ce même Bunsen, au sujet duquel le feu Roi disait jadis au prince de Metternich : « Je voudrais que vous « pussiez tuer dans le cœur de mon fils son attache- « ment pour Bunsen. » A Bunsen il faut joindre le baron d'Arnim et Usedom. Nos hommes politiques dirigeants sont les Vincke, le comte Arnim-Boitzenburg et autres partisans d'idées telles que l'unité de l'Allemagne, le développement de l'esprit allemand, l'exploitation du sentiment national, l'acharnement à considérer la Prusse uniquement comme État protes-

tant; et cependant, malgré les calculs que nous faisions sur les embarras de l'Autriche pour fonder sur ses ruines notre grandeur, l'Autriche a résisté aux assauts qu'elle a subis de toutes parts, et nous plions déjà sous les efforts révolutionnaires! »

Des liens d'amitié et de mutuelle confiance unissaient le célèbre Donoso Cortès, marquis de Valdegamas, et le ministre du roi de Prusse à Madrid. A ce moment, le marquis de Valdegamas se rendait à Berlin, où il était envoyé comme ministre d'Espagne; en traversant Paris, il rendait compte à son ami des impressions qu'il avait recueillies et des prévisions que l'aspect de la situation politique de la France lui faisait entrevoir :

« Paris, le 12 février 1849.

« Mon cher comte, tout le monde attend avec impatience la solution définitive de cette situation indéfinissable : la réunion de la Chambre législative, qui sera sans aucun doute réactionnaire. Tous les partis se font des illusions comme ils s'en faisaient quand ils attendaient tour à tour une solution de cette Assemblée décrépite, puis de la Commission exécutive, puis de la dictature de Cavaignac, et, en der-

nier lieu, de la nomination du président. On peut dire de la *solution* ce que Béranger dit du bonheur : « Tous la voient venir, et jamais elle ne vient ; tous « courent après, et personne ne l'atteint. »

« La solution, si elle vient, viendra de l'insurrection, et la première solution sera l'Empire. Le jour où le président triomphera d'une insurrection formidable, il se fera proclamer empereur au milieu d'applaudissements frénétiques. Je ne sais si Louis-Napoléon a du talent, je ne sais s'il a du caractère ; mais ce que je sais, c'est qu'il est fataliste comme un Turc. Il croit au destin. Il est fortement convaincu et intimement persuadé qu'il est destiné à être empereur des Français. Jamais il n'a abandonné un seul instant cette idée ; c'est la seule pensée qui l'absorbe, et sa récente élection à la présidence n'a pas peu contribué, comme bien vous pouvez penser, à fortifier chez lui cette superstition musulmane. Toutes ses paroles, dont il est du reste fort avare, son silence, qui est calculé, tendent exclusivement vers ce seul but : être proclamé empereur par les impérialistes, être accepté par tous les ennemis de la République. Il ne veut absolument pas être président d'une république ; cette pensée le dirige constamment. Je suis très-porté à croire que, s'il acquérait la certitude de ne pouvoir être autre chose, il renoncerait au pouvoir. La force de sa volonté sur ce point est telle qu'il

a rompu avec tous ses parents. Ceux-ci étaient étroitement liés à la république rouge ; ils lui ont offert l'appui de la Montagne, à la condition qu'il se défît de son ministère modéré. La Montagne, de son côté, avait soin de séparer sa propre cause de celle du président. Tous ces efforts ont été vains ; il tient à ses ministres par la seule raison qu'ils ne veulent pas de la République.

« Le 29 du mois dernier, quand on croyait l'insurrection imminente, il paraissait plus radieux que de coutume ; ce fut lui qui poussa ses ministres dans la voie de la rigueur, ce fut lui qui conseilla d'employer la force.

« Quand la Chambre prit en considération l'enquête sur la conduite des ministres, ceux-ci se troublèrent et parlèrent de se retirer. Lui, au contraire, les engagea à résister et à demeurer à leurs postes. Il emploie tout son traitement en actes de bienfaisance et en secours aux prolétaires ; on m'a également affirmé que la correspondance de ses agents secrets avec le peuple des campagnes est plus active que jamais.

« Soyez assuré qu'il dispose tout pour être proclamé empereur le jour où il y aurait une insurrection armée. Tous les généraux lui font la cour et l'entourent, recueillant avec avidité chaque parole qu'il laisse tomber.

« Le parti modéré, qui se compose de légitimistes et d'orléanistes, se résigne à l'Empire pour échapper à la République, et il ajourne à un temps plus éloigné le soin de s'occuper de ses intérêts.

« La Chambre future sera en grande majorité réactionnaire. Cependant, elle tentera peu de chose, parce que ses chefs, Thiers, Barrot, Molé, etc., seront les premiers à calmer son ardeur et à se résigner à la forme républicaine, pourvu que le pouvoir reste entre leurs mains. Ma conviction la plus intime est que les chefs du parti modéré sont sceptiques ; toutes les formes de gouvernement leur sont indifférentes, et ils n'aspirent à rien autre qu'au pouvoir. Dans mon opinion, l'ardeur réactionnaire se briserait contre cette force d'inertie, et les masses pourraient se voir forcées à subir la République, si je n'avais confiance dans Louis Bonaparte et si je ne le croyais capable de porter en temps opportun le coup décisif. Je n'ai confiance qu'en lui et dans l'insurrection. »

Qui ne sera frappé de la justesse étonnante des appréciations et des prévisions émises par Donoso Cortès à une époque où les chances de l'avenir paraissaient si incertaines et la possibilité de l'Empire presque improbable à tant d'esprits éclairés ?

De ce nombre, nous citerons le général de Lamo-

ricière[1], qui, bien des mois après que cette lettre eut été écrite, et alors par conséquent que l'avenir pouvait être moins impénétrable, disait à Berlin, en juillet 1849, en s'adressant à un diplomate étranger : « L'Empire ! c'est un canard ! »

Cette opinion pouvait s'appuyer d'ailleurs sur le peu de considération que les cours étrangères accordaient aux Bonaparte, et dont le fait suivant est un exemple frappant : Louis-Napoléon eut la singulière pensée d'envoyer son cousin, le prince Jérôme, comme ambassadeur de la République française à Madrid.

« Il ne pouvait y recevoir qu'un bien médiocre accueil, dit le comte Raczynski ; trois de ses oncles ont laissé en Espagne des souvenirs qui ne seront pas facilement effacés : Lucien Bonaparte a été le premier ambassadeur de la République française en Espagne, et on l'accuse d'avoir extorqué de l'argent et des tableaux aux autorités de ce pays par des moyens peu honorables. Le nom de Joseph, roi imposé par les armes françaises, réveille de patriotiques douleurs ;

[1] Le général de Lamoricière, député à l'Assemblée nationale, se rendait à Saint-Pétersbourg pour y représenter la France en qualité de ministre plénipotentiaire. Il parlait, à Berlin, avec dédain du prince L. N. Bonaparte ; il se plaisait à raconter qu'en prenant congé du chef du pouvoir exécutif, il lui avait déclaré avec hauteur qu'il ne serait point l'organe de sa politique, mais bien de celle de M. Odilon Barrot et du cabinet présidé par celui-ci.

on évite même de prononcer son nom ; enfin Napoléon a, pendant plusieurs années, couvert l'Espagne de ruines et de sang. C'est sans doute sous l'influence de ces tristes souvenirs que la Reine a témoigné au nouvel ambassadeur une répugnance visible lorsque celui-ci lui présenta ses lettres de créance ; en guise de réponse à son discours, elle murmura des sons inarticulés auxquels se mêlaient des jurons espagnols faiblement prononcés. L'ambassadeur s'est retiré, non sans s'être aperçu de quelque chose, car il a dit en sortant de l'audience : « Elle ne m'a marqué aucun « égard. »

Nous venons de voir comment le marquis de Valdegamas jugeait la force, les intentions et les chances du parti qui représentait en France l'opinion libérale, et particulièrement les hommes qui avaient servi le dernier régime.

Peu de jours après, il arrivait à Berlin pour y représenter le gouvernement de la Reine en qualité de ministre plénipotentiaire. La Prusse était à ce moment en proie aux plus dangereuses agitations, qui menaçaient sa paix intérieure, pendant que l'Assemblée de Francfort tentait d'entraîner le roi Frédéric-Guillaume IV à accepter la dignité d'empereur d'un nouvel empire d'Allemagne. Le diplomate espagnol avait à peine pris possession de ses nouvelles fonctions que, d'un coup d'œil sûr et rapide, il

analysait aussitôt la situation politique qu'il avait sous les yeux :

« Berlin, le 1er mars 1849.

« Mon cher comte, je suis arrivé heureusement ici le 22 février. Depuis lors, M. de Bulow a quitté le ministère, et le comte d'Arnim l'a remplacé. Cet incident m'a empêché de présenter au Roi mes lettres de créance. Un second obstacle est survenu : l'ouverture des Chambres ; puis un troisième ; le deuil du prince Waldemar, dont la mort prématurée a jeté la famille royale et la cour entière dans la désolation. Je ne crois donc pas que je puisse présenter mes lettres de créance à Sa Majesté avant deux ou trois jours. Comme il ne me paraît pas convenable de faire des visites à tout le monde avant d'avoir vu le Roi, je n'ai pas encore fait usage des lettres de recommandation que vous avez eu la bonté de me donner. J'ai cependant remis celles que vous avez écrites à M. Peters et au ministre de Suède [1]. L'un et l'autre m'ont reçu avec la plus parfaite affabilité et en me prodiguant les assurances de leur vif désir de m'être agréable. Je vous sais un gré infini de m'avoir recommandé à des hommes si parfaitement aimables. Dès que j'aurai

[1] M. d'Osson, ministre de Suède.

été reçu par le Roi, je ferai parvenir les autres lettres à leur destination.

« Le docteur Peters m'a envoyé de votre part votre magnifique ouvrage sur l'*Art moderne en Allemagne*. Bien que je n'en sois pas digne, n'étant pas connaisseur, je le garderai éternellement et je le lirai soigneusement afin d'apprendre et de me rappeler l'auteur dont le souvenir est toujours présent à ma mémoire.

« J'ai reçu, il y a deux jours, la lettre que vous avez eu la bonté de m'écrire de Madrid, le 17 février, en réponse à ce que je vous ai mandé de Paris. Mes informations confirment pleinement celles que contenait ma dernière missive : en France, les chefs du parti modéré, tout entiers à la satisfaction de gouverner et aussi d'intriguer à leur guise, s'efforcent de faire vivre la République, si détestée de la France et de son Président. Voilà comment s'expliquent et la situation et les événements. Aussi, j'espère que la victoire ne restera pas à ces hommes, tous et sans exception sceptiques et égoïstes ; ils règnent, et cela leur suffit pour se croire sous le meilleur des régimes.

« Mais j'en viens aux affaires d'Allemagne et, plus spécialement, à ce qui concerne la Prusse. Ne vous étonnez pas que j'en parle avec défiance de moi-même ; c'est un pays nouveau pour moi, je ne m'y trouve que depuis quelques jours seulement, et je n'ai vu encore qu'un petit nombre de personnes.

Ne sont-ce pas des motifs suffisants pour être timide et réservé dans mes appréciations ? Néanmoins, je vous dirai toute ma pensée avec ma franchise ordinaire.

« Nous nous trouvons en présence de deux questions considérables : celle des affaires intérieures de la Prusse et celle qui se traite à Francfort ; leur solution à toutes deux dépend uniquement du roi de Prusse. En ce qui concerne la question prussienne proprement dite, voici comment on peut décomposer et définir les deux partis qui divisent la nation : ce sont d'abord les démagogues, parmi lesquels se trouvent beaucoup de riches étudiants, un grand nombre de Polonais, la jeunesse des universités trompée par les sophismes de la philosophie allemande, et enfin les prolétaires, qui se refusent à admettre l'existence de Dieu, afin de ne pas reconnaître l'autorité du Roi. En face de ceux-ci, le parti monarchique, qui compte toute l'aristocratie, et celle-ci n'est pas corrompue comme ailleurs ; la grande masse de la population, toujours amie de l'ordre, et enfin l'armée, qui est la mieux disciplinée et la plus brillante de l'Europe. Au sein du gouvernement, le parti monarchique a pour adhérents résolus la Chambre haute tout entière et plus de la moitié des membres de la seconde Chambre ; mais il ne faut pas se faire illusion, le parti démocratique finira par dominer les

royalistes dans la Chambre des députés, si le gouvernement n'y porte remède. La majorité monarchique est en effet trop faible pour résister aux attaques et aux violences d'une minorité factieuse et turbulente. Seul, le gouvernement pourrait soutenir et encourager les royalistes dans la lutte ; sans son appui, ces derniers sont perdus ; j'en vois une preuve dans le morcellement probable de cette majorité qui se compose, d'après une opinion générale, de gens honorables sans doute, mais sans opinions arrêtées ; les groupes de la minorité travaillent à se les attacher parce que le ministère n'a pas su s'assurer de leur fidélité. S'ils arrivaient à leurs fins, ce que je redoute fort, la Prusse est perdue, car, en fait de révolution, rien n'égale l'inexpérience de votre gouvernement, et on ne paye rien aussi cher, en temps de révolution, que le manque d'expérience.

« En outre, la constitution donnée par le Roi est une cause de graves complications. Dans le dessein de se montrer généreux même envers les ingrats, il leur a accordé des franchises et des priviléges qui sont autant d'armes contre le trône. Soyez certain qu'il est impossible de gouverner avec la constitution établie, et que telle est la conviction de la majorité de la Chambre haute. Celle-ci tentera d'abord de modifier la constitution, mais elle rencontrera une résistance furieuse parmi les députés si, comme je le crains, les

démagogues dominent dans le sein de cette assemblée, et puisque l'accord des deux Chambres est légalement nécessaire pour modifier une loi, aucune modification ne sera apportée à la constitution. La situation qui en résultera respectivement pour les deux Chambres sera des plus étranges. La première, pour avoir voulu modifier la constitution, sera regardée comme plus royaliste que le Roi ; la seconde, au contraire, bien qu'hostile au Roi, sera considérée comme son défenseur. Vous comprendrez, sans que j'aie besoin d'insister davantage, la gravité de cette équivoque inévitable. Il n'y a donc plus qu'un seul remède : convaincre le Roi que sa générosité le trompe et que, s'il veut sauver la monarchie, il faut retourner en arrière ; mais rencontrera-t-il des conseillers assez francs, assez dévoués et loyaux pour exprimer cet avis? Sera-t-il possible de persuader le Roi et de vaincre ses scrupules? Je l'ignore, mais je sais du moins ce qui arrivera si on n'obtient pas ce succès.

« Quant aux insurrections, il n'en éclatera pas de sitôt, et, si elles éclataient, elles ne pourraient manquer d'être écrasées, parce que l'esprit de l'armée est intact et que le gouvernement est résolu à employer la force contre tout soulèvement. Mais l'anarchie morale, l'anarchie des idées ira croissant et se développera, grâce à la propa-

gande révolutionnaire, jusqu'au jour fatal de son triomphe.

« A Francfort, l'Assemblée, pour servir ses vues libérales, veut l'unité à tout prix. Son empereur, c'est le roi de Prusse ; son but, c'est de réduire la monarchie à une seule tête pour pouvoir la couper plus facilement ensuite. Cette catastrophe ne sera évitée que dans le cas où le Roi refuserait de recevoir la couronne impériale offerte par la démocratie. S'il prend cette résolution, s'il s'allie à l'Autriche et aux autres États de la Confédération, il sauvera l'Allemagne et le monde. Si, au contraire, il succombe à la tentation, avant deux ans il n'y aura plus de monarchies en Allemagne, ni peut-être dans le monde entier

« Vous jugerez sans doute que mes prévisions sont tristes et décourageantes, mais je n'y puis remédier ; mon devoir est de vous parler en toute franchise. Je vous en prie, faites de même avec moi lorsqu'il se passera quelque chose d'important en Espagne. Vous aviez mille fois raison quand vous m'écriviez : L'opinion publique n'existe pas, si on n'en excepte toutefois quelques rares occasions. L'homme d'État doit avoir pour guide invariable et constant les principes éternels du droit et de la justice, et non les impressions capricieuses et mobiles de la multitude : malheur à ceux qui gouvernent autrement ; ils préparent pour

les peuples de grandes catastrophes, et pour eux-mêmes de terribles et tardifs remords.

« Adieu, mon cher comte ; vous savez avec quelle sincérité je vous aime et je vous estime.

« Votre ami dévoué,

« E. M. VALDEGAMAS. »

A ces premières impressions recueillies après son arrivée, le ministre d'Espagne ajoutait quelques jours plus tard de plus complets développements [1] :

« Berlin, le 15 mars 1849.

« Mon cher comte, je vous dois un million de remercîments pour votre empressement à me tenir au courant des événements. D'autres m'écrivent, mais aucun de mes correspondants ne possède les éminentes qualités qui vous distinguent : la sûreté du coup d'œil et l'impartialité dans le jugement. Aujour-

[1] Il nous manque quelques-unes des lettres adressées par le comte Raczynski au marquis de Valdegamas. Nous n'avons retranché de la correspondance de Donoso Cortès que ce qui touche à des choses trop personnelles ou trop intimes pour être publié sans inconvénient, et nous avons jugé utile de leur laisser, pour le reste, leur physionomie aussi intacte que possible, afin de mieux faire connaître la nature des rapports qui existaient entre les deux éminents correspondants, en même temps que leur esprit et leur caractère.

d'hui encore je veux vous parler de l'état des affaires en Prusse et en Allemagne, et vous exprimer en toute sincérité mon avis sur ce grave sujet.

« J'ai eu l'honneur d'être reçu par le Roi, qui m'a accueilli avec la plus extrême bienveillance. Je lui ai parlé de certain serviteur loyal et dévoué qu'il a à Madrid ; il a naturellement tout de suite compris de qui je voulais parler. Sa Majesté m'a témoigné à votre égard une affection dont vous avez le droit d'être fier. Bien que la conversation ait duré une demi-heure, elle n'a roulé que sur des choses générales. J'ai cependant trouvé une occasion favorable pour faire au Roi l'éloge des sentiments monarchiques des populations rurales, et je me suis permis de lui dire : « Bien que ce soit là un fait certain, je prends « cependant la liberté de faire observer à Votre Ma- « jesté qu'il serait dangereux pour elle de s'aban- « donner à une trop grande confiance. Les popula- « tions rurales ne peuvent seules sauver le trône ; il « faut que le trône se sauve lui-même en arrêtant « les excès des démagogues et en châtiant énergi- « quement les traîtres.

« — Vous avez raison, vous avez raison », m'a répondu le Roi.

« J'ai lieu de croire que ma hardiesse ne lui a pas déplu.

« Le corps diplomatique m'a fait l'accueil le plus fla-

teur. J'ai vu également M. Nothomb[1] et M. de Meyendorff[2]; je suis fort lié avec ce dernier, que je regarde comme l'homme de plus de valeur qui soit ici. J'ai remis aussi votre lettre pour M. de Savigny; la lettre de recommandation que vous avez écrite au prince Guillaume est la seule dont je n'ai pas encore fait usage; il n'est pas à Berlin en ce moment. J'aborde maintenant le terrain de la politique; je serai très-bref, mais en même temps très-clair et très-explicite.

« Je ne pense pas que la situation de Louis XVI au début de la Révolution française fût plus grave que ne l'est en ce moment celle du Roi et de la monarchie prussienne. La démocratie allemande, qui a eu pour instruments la Chambre constituante de Kremsier[3], celle de Berlin et aujourd'hui celle de Francfort, a choisi pour victime le roi de Prusse. Elle rêve de proclamer et d'établir l'unité démagogique en Allemagne. Elle veut le faire servir à ses desseins, l'aveugler d'abord pour le perdre ensuite; dans ce but, elle s'efforce de paraître humble et modeste, et d'affecter

[1] Le baron Nothomb, aujourd'hui encore ministre de Belgique à Berlin.

[2] Le baron de Meyendorff, ministre de Russie et beau-frère du comte de Buol, ministre des affaires étrangères d'Autriche. Les deux beaux-frères étaient brouillés, ce qui donna lieu plus tard à beaucoup de difficultés lorsque M. de Meyendorff devint ministre de Russie à Vienne.

[3] Kremsier, petite ville de la Moravie, où siégea en 1848 et en 1849 la Diète autrichienne.

des sentiments monarchiques. Elle dissimule son propre drapeau sous l'étendard impérial. Mais, à dater du jour où le Roi aura accepté la couronne impériale, ses alliées l'Autriche et la Russie l'abandonneront; la démagogie le précipitera du trône et lui tranchera la tête pour proclamer la République, qui est le but secret de ses efforts. Tel a toujours été le plan de la démocratie allemande. Mais un fait considérable vient de se produire, qui va précipiter la marche des événements.

« Je veux parler du magnifique coup d'État accompli par l'empereur d'Autriche, qui a le rare bonheur d'être servi par de véritables hommes politiques. Examinez la Constitution autrichienne; elle vous paraîtra au premier abord au moins aussi libérale que toutes les autres; étudiez-la de près, et vous comprendrez qu'elle contient le principe de l'absolutisme pur et simple.

« En premier lieu, cette constitution est définitive, c'est-à-dire qu'il n'est pas nécessaire qu'elle soit revue par le pouvoir législatif et qu'elle possède dès à présent tous les caractères d'une loi parfaite et permanente. On ne peut proclamer plus explicitement la souveraineté indépendante de l'Empereur, et rejeter en même temps en termes moins équivoques la souveraineté populaire.

« Voyez ce qui est plus grave encore : aux termes

mêmes de la Constitution, ses différentes dispositions ne sont pas exécutoires avant la promulgation de certaines lois organiques des diètes provinciales; la promulgation de ces lois appartient au monarque seul, et tant qu'elle n'a pas eu lieu, le souverain est investi de l'autorité absolue. Cela signifie expressément que l'Empereur est le maître de demeurer absolu aussi longtemps qu'il le voudra. Il ne s'est jamais produit en Europe de coup d'État plus habile dans la forme et plus radical dans ses conséquences.

« Mais voici qui n'est pas moins important : la Constituante de Francfort a déclaré en principe que le souverain dont les États se composent de provinces les unes allemandes, les autres d'une nationalité différente, ne pourra modifier leur situation pour établir entre elles d'autres liens et d'autre union que ceux qui résultent du fait d'être gouvernées par le même prince. Elle a décidé, en outre, qu'on ne pourra abolir les douanes entre les provinces.

« La Constitution de l'Empereur, au contraire, proclame l'union politique de tous les peuples de l'empire et supprime toutes les douanes intérieures.

« J'estime donc que cette Constitution est une citadelle qui défie les assauts des démagogues et des unitaires allemands.

« C'est ainsi, du reste, que l'a compris l'Assemblée

de Francfort qui, pour prévenir la ruine de ses espérances, s'est vue dans la nécessité de hâter le dénoûment. Alors fut aussitôt rédigée la fameuse proposition qui a été tout de suite communiquée au gouvernement par télégraphe : il ne s'agit de rien moins que d'accepter immédiatement la constitution impériale qui confère au roi de Prusse la dignité d'empereur héréditaire.

« Jamais l'Europe n'a traversé une plus redoutable crise. J'espère cependant encore que l'Assemblée de Francfort n'osera pas faire le pas décisif; mais si elle en a la hardiesse, je me plais à croire que le roi de Prusse repoussera avec horreur la funeste couronne qu'on veut lui offrir.

« Son acceptation rendrait inévitable la guerre générale : ni l'Autriche, ni la Russie, ni la France, ni l'Angleterre ne consentiront jamais à l'établissement du nouvel empire; et, si ces puissances n'ont pas encore protesté, c'est qu'elles croient le projet irréalisable. L'empire proclamé, elles protesteraient et feraient la guerre. Le roi de Prusse serait donc alors en guerre avec le monde entier, heureux, mille fois heureux s'il ne devait combattre que les ennemis du dehors. Vous verrez alors les démagogues allemands, pour continuer le drame, traîner dans la boue le trône impérial qu'ils avaient auparavant eux-mêmes édifié.

« Aujourd'hui donc la sincérité de l'union intime

et cordiale avec l'Autriche et la Russie est plus impérieusement nécessaire que jamais : c'est la seule politique qui puisse sauver le Roi. Mais se rencontrera-t-il quelqu'un d'assez dévoué pour le lui dire? Vous voyez, cher ami, que les circonstances sont d'une gravité extrême.

« Que Dieu préserve le monde et le Roi!

« Je suis toujours votre ami dévoué,

« E. M. VALDEGAMAS. »

Cependant les chances de la proclamation de l'empire d'Allemagne semblaient prendre une consistance sérieuse, et le diplomate espagnol mandait aussitôt à son ami que le danger paraissait désormais presque inévitable :

« Berlin, le 30 mars 1849.

« Mon cher comte, j'ai tardé à répondre à votre lettre du 10, afin d'attendre la conclusion de l'affaire de Francfort. Le dénoûment n'est autre que l'établissement de l'empire et la proclamation du roi de Prusse comme empereur; mais tout ceci n'est qu'artifice et mensonge : un tel empire n'a de l'empire que le nom, il n'est qu'une véritable république. D'après

la constitution, en effet, l'Empereur n'aura que le *veto* suspensif, et l'Assemblée sera élue par le suffrage universel et direct. Pour être à la fois électeur et éligible, il suffit de naître Allemand. Je sais, de source certaine, que le même motif arrête le gouvernement prussien pour accepter ou refuser. Il redoute que son acceptation ne lui cause des embarras avec les démocrates, et que son refus ne provoque des difficultés politiques. Dans cette extrémité et sous prétexte d'assurer des garanties aux intérêts commerciaux, il allègue la nécessité d'obtenir l'assentiment des princes allemands. Mais le cas est prévu par les démagogues, qui comptent déterminer le consentement des princes par la pression des assemblées respectives de leurs États. Et ce qui est de la plus haute gravité, c'est que l'ébranlement général de l'Allemagne ne rende très-possible la réalisation de ces espérances.

« Nous avons vu, mon cher ami, représenter au théâtre la comédie de Molière, *le Médecin malgré lui* : je crois que nous sommes exposés à voir jouer, en Allemagne, une tragédie dont le titre sera : « *l'Empereur malgré lui.* » On annonce d'ailleurs qu'aujourd'hui ou demain surgira dans les Chambres une proposition destinée à contraindre le gouvernement prussien à accepter cette couronne d'épines.

« Je sais, d'autre part, et vous comprendrez quelle est l'importance de ce renseignement, que la Russie ne

juge pas qu'il soit pour elle à propos d'intervenir. Elle pense qu'une intervention de sa part compliquerait la situation, et qu'elle n'a rien de mieux à faire que de laisser l'Allemagne agir et se tirer seule de cette extrémité; l'Autriche, il est vrai, après avoir heureusement résolu la question italienne et étant à la veille de régler le différend hongrois, pourrait disposer d'une armée considérable. Mais il faut croire qu'elle s'entendra avec la Russie, et qu'elle se contentera de menacer et de rester pour le moment dans l'expectative. Tout ceci est fort sérieux et triste.

« Je prévois pour l'Allemagne et pour l'Europe de grandes catastrophes ; aussi les affaires publiques m'inspirent une telle répugnance que je suis résolu à me retirer sous peu dans quelque coin pour y vivre avec ma famille, mes amis et mes livres.

« Je vous suis fort reconnaissant des renseignements que vous avez bien voulu me mander sur la situation de la malheureuse Espagne, où la tranquillité est presque un miracle; mais quelle en sera la durée? Les miracles malheureusement ne durent pas longtemps.

« Adieu, mon cher comte; vous savez combien je vous suis dévoué et je vous apprécie.

« Votre ami,

« E. M. VALDEGAMAS. »

Quelques jours plus tard, la situation se modifiait sensiblement, et le roi de Prusse prenait une attitude nettement hostile aux projets de l'Assemblée de Francfort : Donoso Cortès faisait connaître tout de suite au comte le revirement favorable dont il désespérait peu auparavant :

« Berlin, le 3 avril 1849.

« Mon cher comte, je reçois à l'instant votre aimable lettre du 24 mars, et je m'empresse d'y répondre pour vous dire combien je vous suis reconnaissant, en ma qualité d'Espagnol, des informations que vous avez bien voulu m'adresser.

« L'alliance avec la Russie pourrait arracher mon pays des griffes de l'Angleterre, cette éternelle instigatrice des révolutions. Quant à l'intervention de Rome, il ne me déplaît pas que le gouvernement espagnol ait un motif plausible de ne pas y songer ; je pense, comme vous, qu'il n'aurait pu en venir à la réalisation de son dessein réel, et qu'il en eût été dès lors pour son échec.

« Je suis à même de vous assurer que le roi de Prusse a compris très-nettement que la couronne impériale ne sera pour lui qu'une couronne d'épines. A cet égard, je sais pertinemment une chose que je

n'ai pas dite à mon gouvernement, mais que je vous confierai :

« Le Roi, en recevant le nouveau ministre d'Autriche[1], lui dit :

« Votre souverain aurait mille fois raison de me « déclarer la guerre si je me rabaissais jusqu'à accep- « ter la couronne impériale de telles mains. »

« Le diplomate autrichien répondit :

« Mon souverain ne déclarerait pas pour cela la « guerre à Votre Majesté, qui ne réunirait dans ce « cas deux couronnes que pour les perdre ensemble « toutes les deux ; mais, en fidèle ami de Votre « Majesté, l'Empereur viendrait pour poser sur sa « tête la couronne de ses pères. »

« Je sais que cette conversation est parfaitement authentique. Cependant la Constituante de Francfort n'abandonne pas son plan qui consiste à forcer l'adhésion des princes allemands par l'action des assemblées. Déjà la Chambre prussienne a voté hier un message au Roi pour le décider à accepter la couronne.

« Brandebourg[2], dont vous connaissez l'honorabilité, répondit que Sa Majesté n'accepterait pas avant de s'être concertée avec les princes allemands, et

[1] Le général Prockesch-Osten.

[2] Le comte de Brandebourg, ministre des affaires étrangères, était oncle du Roi.

aujourd'hui même, le Roi a répondu dans les mêmes termes à une députation arrivée hier de Francfort.

« Néanmoins, je le répète, la Constituante ne se décourage pas pour autant, et elle persiste à imposer aux souverains la domination de la Prusse en soulevant contre eux les assemblées.

« La nécessité de l'alliance entre l'Autriche, la Prusse et la Russie se fait sentir davantage chaque jour, et cependant elle ne paraît pas encore à la veille de devenir une réalité. Les principaux obstacles viennent du gouvernement prussien, quels que soient d'ailleurs ses propres aspirations à cet égard ; s'il se tait, en effet, c'est parce qu'il redoute les démagogues. Il ne songe pas que les démagogues ne lui en garderont aucune reconnaissance, et qu'ils le renverseront tôt ou tard, s'il se fie uniquement à ses forces. Ne se trouvera-t-il personne pour persuader au Roi et aux ministres que cette alliance est l'unique salut de l'État?

« Tous les éloges que vous me faites de M. d'Osson et de M. Nothomb sont certainement très-fondés. Tous les deux m'honorent d'une amitié que je leur rends sincèrement. Cependant, je vous dirai que je place Meyendorff fort au-dessus d'eux.

« Tout à vous.

« E. M. Valdegamas. »

En dépit d'un échec qui paraissait bien définitif, la diète de Francfort persistait à imposer au roi de Prusse la couronne qu'il repoussait; l'agitation se continuait donc à travers toute l'Allemagne, et la situation demeurait fort critique. Le marquis de Valdegamas exposait au ministre de Prusse à Madrid cet état de choses dans la lettre qui suit :

« Berlin, le 22 avril 1849.

« Mon cher comte, je me réjouis de la rupture des négociations avec lord Palmerston : un ambassadeur anglais à Madrid, ce serait certainement l'explosion de la Révolution en Espagne. Mieux vaut donc que les choses restent en l'état, tant que gouverne en Angleterre cet homme si funeste à l'Espagne et à l'Europe. D'ailleurs, je suis persuadé qu'une telle situation ne saurait durer. Je vous ai dit la véritable cause qui m'a décidé à accepter le poste que j'occupe à Berlin : j'ai vu dans cet éloignement un motif honorable pour quitter l'Espagne, où je croyais un bouleversement inévitable. Si une catastrophe devait avoir lieu, — et aujourd'hui encore je la regarde comme certaine, — je souhaitais n'y pas assister en témoin impuissant. Dieu sait quand et comment cela arrivera !

La lassitude, l'irritation ou la mort de Narvaez pourraient également en être la cause ; l'explosion peut survenir demain ou dans quelques années seulement, mais l'issue est fatale.

« Je crois aux propositions faites au comte de Montemolin, d'autant mieux qu'elles ne sont pas nouvelles. L'année dernière, et à la même époque, elles ont été formulées dans des termes semblables, mais elles ont été aussitôt repoussées. Je regarde, du reste, ce refus comme un malheur pour nous. Peut-être aujourd'hui, après les insuccès de ses armes, le prince se montrera-t-il plus traitable ? Dieu le veuille ! mais, pour dire la vérité, je doute que les complications intérieures modifient, d'un côté, la manière de voir du prétendant, et aident, de l'autre, à la pacification de la Catalogne. Peut-être jugera-t-on Narvaez moins nécessaire? Si la négociation doit reposer sur d'autres bases, alors comme à présent, rien n'aboutira.

« J'arrive maintenant à une grave nouvelle, qui vous allégera d'un lourd souci, sans toutefois dissiper toutes vos craintes pour l'avenir.

« Le Roi a définitivement refusé l'Empire et rejeté sa constitution. Telle a été, d'ailleurs, sa constante résolution, comme cela résulte de sa conversation avec le ministre d'Autriche. Ce qui vous inquiétait, c'était moins les sentiments que le langage faible, équivoque et souvent douteux du gouvernement.

Aujourd'hui enfin, le comte de Brandebourg et le comte d'Arnim se sont conduits comme des hommes de tête et de caractère.

« La déclaration prussienne entraîne la dissolution de l'Assemblée de Francfort. L'Autriche, en effet, a ordonné à ses députés de se retirer. Quatre-vingt-dix-sept sur cent dix ont obéi. La Prusse va donner à ses députés les mêmes instructions, et son exemple sera suivi par la Bavière. Il en résultera que l'Assemblée de Francfort, diminuée des députés autrichiens, prussiens et bavarois, ne sera plus, d'après son propre règlement, en nombre suffisant pour délibérer et décider validement. Elle se trouvera donc dissoute en fait et en droit. Malgré cela, cher ami, ne vous laissez pas encore aller à des espérances qui pourraient n'être que des illusions, — car c'est par les illusions qu'on se perd, — et ne croyons pas encore à la guérison d'un malade qui n'est pas à l'heure présente hors de danger.

« La colère démagogique anime aujourd'hui toutes les assemblées allemandes. Pour n'en citer qu'un exemple, la seconde Chambre prussienne a voté hier même que la constitution de Francfort est la loi politique fondamentale de toute l'Allemagne.

« Mais les agitations des assemblées me préoccuperaient peu si je savais que l'Autriche et la Prusse se soutiennent mutuellement. L'Autriche veut le *statu*

quo ou le directoire que vous savez, avec la présidence alternative. La Prusse, de son côté, en dépit de sa renonciation à l'Empire et à sa constitution, veut s'entendre avec les princes pour l'établissement d'un État fédéral qui ne s'appellera pas *Empire*, mais qu'on désignera sous un autre nom, et auquel on donnera pour chef le Roi, avec un titre qui ne sera pas celui d'*Empereur*, mais n'en sera au fond que l'équivalent. Les prétentions de la Prusse et de l'Autriche étant incompatibles, il est possible cependant que l'imminence du danger les amène à abandonner leurs vues réciproques pour se donner la main ; pour l'instant, elles sont aussi éloignées de se faire la guerre que de concerter leurs résolutions. Mais les symptômes de l'avenir n'en sont pas plus rassurants.

« La guerre en Hongrie est très-inquiétante, à tel point que je crois qu'elle occupera l'Autriche pendant quelques années. Dans les derniers temps, l'insurrection a pris un caractère tellement national que je ne pense pas que le carlisme ait jamais été plus populaire dans les provinces basques que le *magnarisme* en Hongrie, et cela dure depuis sept années déjà. L'armée hongroise, nombreuse, aguerrie, commandée par de bons généraux, est l'armée de la démagogie européenne. Une bataille perdue sur la Theiss nous coûtera plus que ne pourraient nous rapporter dix victoires en Italie. Si l'armée hongroise remporte un suc-

cès décisif sur l'armée impériale, — ce qui est aujourd'hui plus probable que sa défaite, — nous aurons alors lieu de trembler, car, dans un clin d'œil, éclateront des soulèvements en Pologne, en Allemagne et dans l'Europe entière. La Russie pourra seule éviter d'en souffrir. Mais, pour éloigner d'elle la contagion, il ne suffit pas qu'elle occupe deux ou trois villes avec dix ou douze mille hommes; des mesures plus énergiques seront nécessaires. Osera-t-elle s'y résoudre, tandis que lord Palmerston est aux affaires? Voilà la question.

« Comme vous le voyez, en dépit de la dispersion de l'Assemblée de Francfort, de la renonciation de la Prusse à l'Empire, de la défaite de la démagogie en Italie, la situation de l'Europe est encore fort critique. Ne nous abandonnons donc pas à de grandes espérances, sans toutefois nous laisser abattre par des craintes excessives, mais confions-nous dans la Providence, dont les mains tiennent si visiblement les rênes du gouvernement du monde. Jamais les hommes ne m'ont semblé plus petits qu'à présent, et, quand je veux les regarder, je les distingue à peine avec le microscope.

« Toujours tout à vous.

« VALDEGAMAS. »

Le développement des rapports d'entente et d'ami-

tié, la consolidation de l'alliance qui unissaient les trois grandes puissances du Nord étaient, dans l'opinion du diplomate espagnol, le seul remède aux difficultés qui divisaient l'Allemagne; il saluait donc comme une délivrance tout ce qui pouvait conduire à ce but constant de ses désirs; aussi s'empressait-il de mander au comte Raczynski les bonnes nouvelles qu'il apprenait des négociations qui se poursuivaient activement à cet égard :

« Berlin, le 3 mai 1849.

« Mon cher comte, les derniers événements de Hongrie vous auront prouvé combien j'avais raison de tourner de ce côté mes préoccupations. Il est évident que l'Autriche est impuissante à résoudre seule cette question, qui est cependant une véritable question européenne. Survienne, en effet, le triomphe de l'armée magyare et polonaise, et le monde est perdu sans retour. Nous n'en viendrons pas là, heureusement, grâce aux cent mille Russes qui doivent être, à l'heure où je vous écris, déjà entrés en Hongrie et en Transylvanie, laissant en réserve aux frontières plus de cinquante mille hommes.

« En vous écrivant aujourd'hui, mon unique but

est de vous réjouir le cœur par une bonne nouvelle, la meilleure possible à vos yeux.

« La Russie, la Prusse et l'Autriche sont unies dans une étroite alliance, qui vient enfin d'être scellée. La Russie est résolue à associer son action à celle des deux autres puissances, et ses armées sont à leur disposition. Si la Prusse a besoin de cent mille hommes pour occuper le grand-duché de Posen et pour être en état de faire agir ses propres forces, ce secours lui est assuré. L'empereur Nicolas sent parfaitement qu'en soutenant la Prusse et l'Autriche, il sert ses propres intérêts ; les gouvernements autrichien et prussien savent d'autre part qu'une intime union peut seule les préserver d'être dévorés par la Révolution. La Révolution n'est pas ici à la surface, elle est au cœur même de la société, et nulle force ne suffira pour la chasser.

« Reste à savoir maintenant comment l'Europe appréciera cette nouvelle alliance des puissances du Nord et principalement l'intervention directe de la Russie dans les affaires d'Allemagne. Une guerre générale est possible, si ce n'est probable ; mais, dans ce cas, le bien résulterait du mal.

« Vous ne m'accuserez pas, mon cher comte, de ne pas m'empresser à vous donner les bonnes nouvelles. Gardez à ce sujet le silence que comporte une prudente réserve.

« Le départ du comte d'Arnim, qui vient de quitter le ministère, est vivement regretté par le corps diplomatique tout entier et par moi en particulier. Cet événement, au point de vue politique, est sans importance, puisque la conduite demeure toujours la même. La retraite du comte sera suivie de celle de quelques-uns de ses collègues.

« Toujours tout à vous.

« VALDEGAMAS. »

On n'était certes pas dans un temps où il convînt de discuter sur des questions de vanité ; les préoccupations devaient porter plus haut, s'inspirer de ce qui était juste, utile et pratique ; c'est ce que Donoso Cortès s'efforçait de développer et de préciser au point de vue des intérêts véritables de la puissance auprès de laquelle il était accrédité :

« Berlin, le 9 juin 1849.

« Mon bien-aimé comte,

« Il y a longtemps que je ne vous ai écrit ; aujourd'hui encore, je ne prends la plume que pour vous assurer que mon silence ne signifie pas oubli, mais manque d'affaires. Et ceci ne veut pas dire qu'il n'y

en ait pas, mais que les affaires sont de telle sorte que les journaux les font connaître aux quatre coins du monde avant que les lettres aient eu le temps de parvenir. Je veux vous mander, pour le moment du moins, ce que les journaux taisent parce qu'ils l'ignorent; depuis quelque temps, il n'y a, d'ailleurs, rien de saillant dans les affaires publiques.

« Vous connaissez déjà la situation de la Prusse, entre les mains de laquelle les circonstances ont décidément placé la dictature de l'Allemagne ; celle-ci lui est certainement assurée dans l'Allemagne septentrionale et protestante, tandis que la Prusse voudrait l'établir encore dans le Midi, ce qui est une faute évidente : jamais, en effet, le Midi ne sera prussien ; il demeurera toujours autrichien, si du moins l'Autriche se relève ; si elle succombait, le Midi s'unira naturellement et moralement à la France républicaine. Quel art difficile que de savoir limiter son ambition et se servir sagement de ses forces ! Ces considérations n'empêchent pas la Prusse d'étouffer rapidement la Révolution et d'occuper les provinces méridionales où elle a éclaté. Mais je vous prédis que cela ne saurait avoir de durée, et qu'il pourra sortir de cette situation de graves complications. Que la Prusse se montre généreuse ; qu'elle dompte la révolte dans le Palatinat et à Carlsruhe, sans exiger du roi de Bavière et du grand-duc de Bade l'adhésion au

nouvel empire. Manquer de générosité, c'est toujours commettre une faute politique.

« Vous avez pu voir que l'Autriche n'a pas tardé à se laisser gagner par le découragement; bien qu'il n'y ait pas là un motif assez fort pour amener la rupture de la triple alliance, celle-ci s'altère cependant; plus tard, elle sera peut-être brisée. La résistance imprévue de l'archiduc Jean à abandonner le pouvoir s'explique par les instigations secrètes de l'Autriche, qui veut gagner du temps, et, une fois ses embarras intérieurs terminés, chercher à recouvrer son influence en Allemagne. Ne vaudrait-il pas mieux, pour l'une et l'autre des deux puissances, partager la prépondérance dans le Nord et dans le Midi? Vivons-nous dans des temps où il convienne de batailler pour de pareilles vanités? Mais ce ne sont là, si je puis dire, que des toiles d'araignée, et l'alliance subsiste néanmoins.

« Entre la Prusse et la Russie, il y a aussi un autre petit nuage, la question des duchés. La Russie veut la paix immédiatement; la Prusse ne se presse pas trop; mais elle finira par céder, et le petit nuage se dissipera.

« L'affaire la plus considérable est toujours la question hongroise; mais il importe de ne pas oublier que la Russie ne se fait pas d'illusions, elle sent toute la difficulté de son entreprise, et c'est pour ce motif qu'elle n'a pas encore pris d'initiative. Ce moment

viendra quand deux cent mille hommes auront été réunis. Le signal du combat sera le départ de Varsovie du prince Paskewicz. En dépit des inquiétudes, la Russie n'a jamais envoyé au delà de ses frontières plus de deux cent mille hommes, comme vous avez raison de le remarquer. Je sais qu'elle s'efforce de réunir maintenant des forces plus considérables, car elle vient d'appeler encore cent cinquante mille soldats destinés à opérer en Hongrie. Elle connaît le péril qui la menace, et, pour l'écarter, elle est résolue à faire un nouvel effort.

« Je ne crois pas qu'on songe, pour le moment, à nommer un ministre des affaires étrangères, et il me semble qu'on ne peut mieux faire. Il est très-naturel que le comte de Brandebourg suive le comte d'Arnim dans sa retraite.

« Vous ne saviez pas être si bon prophète quand vous m'avez écrit que la vie de l'empereur Nicolas est exposée, comme le prouve la récente conspiration découverte à Saint-Pétersbourg ; j'ai lieu de croire que l'Empereur est sur ses gardes.

« Je me réjouis beaucoup que vous ayez visité Tolède ; pour un artiste tel que vous, Tolède est une mine d'or. Ne manquez pas de voir également Burgos, Léon et Séville : celui qui veut se former une idée de la grandeur espagnole doit la chercher et l'étudier dans ses ruines.

« Je suis toujours, mon bien-aimé comte, votre ami dévoué.

« VALDEGAMAS. »

Pendant que ces graves questions se débattaient en Allemagne, les destinées de la France demeuraient également incertaines ; les hommes restés fidèles au système du *juste milieu* poursuivaient avec une persévérante confiance une campagne dont l'issue ne devait pas leur être favorable ; le 30 juin, le comte Raczynski jugeait ainsi le résultat de leurs efforts :

« Ce sont les habiles de l'époque de Louis-Philippe qui, après avoir une fois déjà si complétement échoué, malgré les plus savantes finesses, empêchent les honnêtes gens de s'orienter et de s'entendre, brouillent les idées, précipitent la France vers de nouvelles aventures, et, avec la France, le reste du monde. Ce sont toujours les mêmes hommes néfastes : Thiers, Dufaure, Passy, Émile de Girardin et Guizot lui-même, tout usé que soit ce dernier, qui aident à la confusion des idées et empêchent le triomphe de la raison. Un grand nombre des organes de la presse s'associent à ces brouillons, comme autrefois toujours bouffis d'orgueil ; ils n'ont rien appris et rien oublié ; ils parlent bien, écrivent mieux encore, mais ce n'est jamais pour servir la cause du vrai et du bien.

« M. Bastide, ministre des affaires étrangères sous

Cavaignac, a du reste rendu au plus illustre des chefs de cette école, à Guizot, un témoignage qui n'a pas dû le combler de satisfaction. Ce diplomate improvisé a eu la bonne foi de dire qu'en lisant les dépêches de M. Guizot le rouge lui montait au visage, tant il se sentait honteux au souvenir des attaques injustes et violentes qu'il avait dirigées contre ce ministre lorsque lui-même il était rédacteur du *National* : « Aucun « des nôtres n'eût pratiqué avec plus d'habileté une « politique plus favorable à notre cause ! » s'écriait M. Bastide.

« Le découragement est grand dans les rangs des doctrinaires : il y a deux mois, le duc de Glücksberg [1] a été en Angleterre pour voir Louis-Philippe, et s'est hasardé à lui reprocher la perte de sa cause et celle de ses adhérents : « Mon cher enfant, lui a répondu le « Roi, si je n'ai pas pu me tirer d'affaire, c'est que « personne ne s'en serait tiré à ma place, et vous « pouvez tenir pour certain qu'après moi personne « ne s'en tirera. Cette pensée me console. »

Mais les préoccupations principales des deux éminents correspondants se portaient de préférence sur le sort des gouvernements auprès desquels ils étaient respectivement accrédités ; l'alliance entre les trois

[1] Le duc de Glüksberg, plus tard le duc Decazes, récemment encore ministre des affaires étrangères en France.

cours du Nord était à leurs yeux la plus solide garantie du maintien de l'ordre et le seul obstacle qui pût arrêter les progrès de la Révolution ; ils ramenaient donc toute chose à cette idée capitale.

Le marquis de Valdegamas revenait sur cette question, après avoir exprimé son avis sur les derniers événements en Espagne et félicité son ami au sujet de sa magnifique galerie de tableaux à Berlin, qu'il venait de visiter :

« Berlin, le 8 juillet 1849.

« Mon cher comte, j'ai vu votre belle galerie de tableaux. Bien qu'étranger aux appréciations artistiques, cette visite m'a fait éprouver un vif plaisir. J'ai remarqué particulièrement les tableaux de famille et votre portrait parmi eux. Les portraits de famille témoignent des sentiments affectueux et des qualités de cœur de ceux qui conservent ces souvenirs. Après le culte de Dieu, il n'y a rien de plus beau que le culte de nos ancêtres. J'ai vu le même jour les cartons de Cornelius, et j'ai été stupéfait de la grandeur de ses conceptions.

« Je ne suis pas étonné de ce que vous me dites au sujet de l'amnistie ; en définitive, je suis tenté de croire

qu'elle n'aura ni bonnes, ni mauvaises conséquences. Elle ne serait une calamité que dans le cas où elle deviendrait le principe d'une nouvelle guerre et où elle amènerait des transactions coupables. L'unanimité même du congrès qui l'a votée prouve contre l'amnistie : en règle générale, ce qu'une assemblée acclame à l'unanimité est toujours une absurdité. Souvenez-vous de cet aphorisme.

« La loi douanière me satisfait pleinement, mais je ne suis pas enthousiasmé de Mon, *il s'en faut de beaucoup*. Je lui reconnais toutefois dans le choix des questions qu'il soulève une grande habileté pour en tirer parti à son profit et se faire valoir. C'est là son véritable mérite.

« Les rivalités de la Prusse et de l'Autriche persistent malheureusement; malgré tout, je ne crois pas que *l'entente cordiale* dans la grande question soit rompue, et d'ailleurs on fait ici pour le triomphe des armes impériales en Hongrie des vœux tout aussi ardents qu'à Vienne même.

« Cette grande question, capitale entre toutes, marche vers son dénoûment dans les meilleures conditions, et nous en pourrons voir la solution avant deux mois. Nous pourrons alors respirer pendant quelques années. Pour l'avenir, je le regarde toujours comme chargé des menaces les plus funestes : il ne s'agit que de savoir lesquels, de nous ou de nos en-

fants. assisteront à la grande catastrophe. Une affreuse anxiété m'oppresse le cœur quand je considère quelle a été dans tout le cours de l'histoire la force toute-puissante du mal. Dire que la vérité finit toujours par triompher, que le bien est plus fort que le mal, c'est faire sonner des phrases et caresser des illusions. Vous ne sauriez croire dans quelle tristesse me jette cette pensée!

« La lenteur avec laquelle marche la question du Danemark a pour cause l'absence de garanties que la Prusse présente à cette puissance qui ne prévoit pas si la Prusse ne sera pas finalement en possession du pouvoir central en Allemagne ; d'un autre côté, le cabinet de Berlin redoute ce qu'on appelle l'opinion, et celle-ci semble se prononcer pour la guerre.

« Une nouvelle difficulté considérable vient de surgir : le canton de Neuchâtel est à la veille de proclamer, de nouveau, les droits de la Prusse, d'où il pourrait y avoir conflit entre la Prusse et la Suisse. La nature de cette affaire met en cause les traités de l'Europe entière ; cette circonstance peut compliquer l'incident et le transformer en une affaire très-grave. D'ailleurs, l'essentiel est que la question hongroise se dénoue heureusement ; tout le reste est moins important.

« Le tableau que vous faites de la Russie est par-

fait ; il est impossible de mieux penser, de mieux écrire et avec plus de grâce. Deux lignes vous ont suffi pour tracer un portrait complet. Cependant c'est aujourd'hui un peu plus qu'un empire défendu par ses remparts de neige. Les dernières années de paix ont provoqué des progrès surprenants. L'armée est nombreuse et brillante, l'artillerie est la meilleure du continent, et des personnes bien informées m'ont assuré que la Russie pourra maintenant lancer quatre cent mille hommes en Occident.

« Je viens de vous dire pourquoi la paix ne se conclut pas avec le Danemark ; en Italie elle rencontre des obstacles à cause des projets déplorables du gouvernement piémontais auquel l'Autriche eût tout pardonné en échange d'une alliance contre la France. Mais le parti modéré en Sardaigne a des tendances aussi anarchiques et aussi folles que les démagogues eux-mêmes, et il préfère l'alliance française à l'alliance autrichienne. L'Autriche ne néglige aucuns préparatifs en vue de cette éventualité, et en cela elle agit sagement : si du même coup elle écrasait les modérés et les exaltés, elle rendrait au monde entier un service immense.

« Adieu, mon bien-aimé comte ; vous êtes la seule personne qui marchez sur un terrain ferme, la seule qui voit clair. C'est une bonne et grande fortune de

rencontrer un homme sensé dans ce monde de fous.

« VALDEGAMAS.

« *P. S.* Et notre commissaire français près du triumvirat? Auriez-vous jamais cru de lui ce que nous avons vu? Lesseps travaillant pour le compte de la Montagne! C'est ce qu'il me manquait de voir pour désirer être aveugle. »

Quelques jours plus tard les modifications ministé rielles amenées par la retraite du comte de Brandebourg et de plusieurs de ses collègues se complétaient par la nomination d'un nouveau ministre de l'intérieur. Le ministre d'Espagne, en l'annonçant au comte Raczynski, lui demandait son opinion sur le personnage politique auquel le Roi venait de confier ces importantes fonctions dans des termes qui témoignent du prix et de la confiance qu'il attachait aux appréciations de son ami :

« Berlin, le 21 juillet 1849.

« Mon cher comte, la nomination du baron de Steinitz comme ministre de l'intérieur est signée. On

dit ici beaucoup de bien de l'intelligence et de la droiture de vues de ce personnage; mais je suspends mon jugement jusqu'à ce que vous m'ayez dit ce que je dois en penser. Il est fort peu de personnes qui m'inspirent assez de confiance pour que je puisse me fier à ce qu'elles disent.

« Les élections sont bonnes à cause de l'abstention des démocrates; mais je présume que les nouveaux élus sont favorables à l'union et à la guerre du Danemark; cette dernière difficulté paraît cependant écartée.

« La guerre en Hongrie ne cause plus d'inquiétudes; toutefois il reste à traiter une grave question : comment ces provinces seront-elles à l'avenir gouvernées et administrées? Voilà le problème qu'il faudra résoudre après la victoire.

« Je dois vous prévenir que Pidal vient d'envoyer au journal *el Païs* des écrits qui paraîtront, de temps à autre, sous le titre de *Correspondance de Berlin*. Vous pourrez donc savoir par *el Païs* ce qui se passe. Chaque fois cependant qu'il se produira quelque chose de considérable, je vous le manderai directement.

« Votre ami dévoué,

« VALDEGAMAS. »

Mais en dépit des efforts qui se manifestaient pour mettre un terme aux incertitudes et aux angoisses de

l'Europe, la situation ne paraissait pas faire de grands progrès; on disputait encore sur le but vers lequel il fallait marcher, et le diplomate prussien, déplorant des tiraillements si néfastes, indiquait à Donoso Cortès, dans la lettre suivante, à qui appartenait la lourde responsabilité de ces retards :

« Madrid, le 2 août 1849.

« Je crains en France les Thiers, etc., beaucoup plus que les Ledru-Rollin et les Proudhon; car ce sont les premiers qui empêchent les Français de s'entendre et de rentrer dans le vrai. En Allemagne, les Thiers sont plus nombreux encore qu'en France : le règne des Gagern, Vincke, Bunsen, je dirai même des Radowitz, n'est pas fini. Mais je ne désespère de rien, car lorsque je compare l'état présent de la société à celui où elle se trouvait il y a un an, je reprends confiance dans l'avenir.

« On m'écrit de Berlin : Les rivalités entre la Prusse et l'Autriche continuent malheureusement; mais ne croyez pas qu'elles empêchent entre ces deux puissances une cordiale et complète entente dans la question de conservation sociale.

« Les forces réunies pour combattre les Hongrois

ne me paraissent pas trop considérables pour lutter, je ne dirai pas contre l'enthousiasme, mais contre la terreur que Kossuth a su inspirer à ses partisans. Jamais, en effet, on ne fait la part assez large à la peur qui a une si considérable influence dans la marche des révolutions. C'est là ce qu'un petit nombre seulement consent à reconnaître; car la plupart de ceux qui nient la peur n'ont d'autre but que d'essayer de persuader que ce sentiment leur est étranger. »

Mais un événement inattendu allait exciter davantage encore les inquiétudes de Donoso Cortès et du comte Raczynski : les insurgés hongrois remportaient sur les troupes autrichiennes des succès dont l'effet moral était considérable.

Le diplomate espagnol en augurait les plus tristes conséquences, et il écrivait aussitôt au ministre du roi de Prusse à Madrid :

« Dresde, le 13 août 1849.

« Mon cher comte, ce que vous me dites du nouveau ministère est très-conforme à mes propres informations. Je pense comme vous en ce qui touche les Chambres

modérées : sans les modérés la révolution n'existerait nulle part. Les modérés ont perdu le monde ; que Dieu leur pardonne le mal qu'ils ont fait!

« Vous voyez que la situation se complique singulièrement en Hongrie ; il est impossible de nier les avantages importants que les rebelles viennent de remporter ; mais ce qui me surprend davantage, c'est qu'ils ont eu pour cause l'ignorance des généraux russes. Bien que je n'aie pas à ce sujet de renseignements très-complets, ceci me semble être l'exacte vérité. Mais ce n'est pas là ce que je redoute le plus ; car je crains par-dessus toutes choses l'influence considérable de lord Palmerston et de l'Angleterre dans cette affaire, si la lutte doit durer longtemps comme tout porte à le croire. Vous verrez que lord Palmerston trouvera le moyen d'intervenir, et, s'il s'en mêle, nous sommes perdus.

« Je voudrais, comme vous, entrevoir le salut du monde ; mais je n'ai malheureusement plus d'espoir : nous sommes nés à une époque de calamités, et nous sommes destinés à expier avec nos propres fautes celles de nos pères et de nos aïeux.

« Toujours votre tout dévoué ami.

« VALDEGAMAS. »

L'émotion causée par un échec si imprévu ne tarda pas à se calmer et à permettre d'examiner avec plus

de sang-froid la situation que les événements avaient créée en Allemagne, où la question principale était toujours le projet d'unité. Tous les États intéressés à la solution d'un aussi grave problème étaient profondément agités par les promoteurs de cette idée aussi dangereuse que grandiose. Mais en dépit des difficultés qui faisaient obstacle, le comte Raczynski avait confiance dans la sagesse et le bon sens de son souverain, et il exposait ainsi au ministre de la Reine à Berlin ses vues et ses désirs sur cette redoutable entreprise :

« Madrid, le 29 août 1849.

« Malgré notre brouille avec l'Autriche sur laquelle il est impossible de se faire illusion, je crois que la bonne entente ne peut tarder à être rétablie par la force même des choses. Quant au protectorat prussien en Allemagne, je désire vivement qu'il ne s'étende ni à la Bavière, ni au Wurtemberg, ni au grand-duché de Bade, qui devront être abandonnés à l'influence autrichienne. Notre part dans ce partage sera, du reste, encore considérable, et cette combinaison aura l'inappréciable résultat d'écarter les causes de conflit et de rivalité. Cette solution me paraît avoir l'avan-

tage d'intéresser l'Autriche en même temps que le Midi de l'Allemagne à la défense des frontières du Rhin. L'Allemagne entière, sans l'Autriche, ne serait pas de force à lutter contre la France, si cette puissance devenait démagogique ou conquérante, aujourd'hui surtout que nous tendons à nous isoler de la Russie et à favoriser la politique polonaise. Pour le moment, nous exploitons avec art les aspirations libérales et unitaires ; l'Autriche, de son côté, tente de les faire tourner à son profit ; aussi peut-on dire que, si nous côtoyons l'abîme, c'est pour obliger notre rival à s'en approcher dans l'espoir qu'il y tombera. Mais cette manœuvre ne peut pas durer; aussi j'espère que nous en viendrons à la division dont j'ai parlé plus haut et que commandent également les antipathies réciproques et les questions religieuses.

« Il faut donc se garder de vouloir accaparer les petits États de l'Allemagne, mais nous unir à eux par des traités politiques et commerciaux qui sont la véritable et la plus solide base des rapports internationaux : par conséquent, point de pouvoir central, point de fédération, point de diète. Jetez un coup d'œil sur la carte, et vous verrez quel profit illusoire la Prusse en pourrait retirer. C'est ainsi que se cimentera la véritable unité et que seront prévenues les défections : celles-ci ne pourront se produire que si nous étions battus, et, dans ce cas, certainement les diètes ne nous sauveraient pas.

« Partout, en attendant, tout est en question ; mais du moins les pires ennemis du peuple ont-ils prouvé partout leur folie et leur incapacité ; et si les ambitieux et les brouillons n'ont pas perdu leur influence sur les destinées du monde, les brigands, les voleurs et les assassins ont subi une défaite complète. La partie n'est certainement pas gagnée, mais je ne perds pas l'espoir qu'elle le soit un jour. »

Les compétitions entre les deux grandes puissances de l'Allemagne ne devaient, hélas ! pas se résoudre par un arrangement fondé sur de mutuelles et durables concessions ; leur conduite politique devait être pendant longtemps rivale et opposée.

La lettre suivante du marquis de Valdegamas apportait à son ami une nouvelle preuve de la difficulté qu'il y avait à mettre fin au différend austro-prussien :

« Dresde, le 3 septembre 1849.

« La nouvelle que je vous ai donnée d'un arrangement entre la Prusse et l'Autriche est certaine ; mais il paraît qu'au moment d'en rédiger les conditions, on n'a pas pu s'entendre. Le fait est que l'attitude du gouvernement prussien dans les Chambres et les dis-

cours de ses commissaires donnent à croire que la Prusse poursuit toujours l'exécution de son projet; mais soyez persuadé néanmoins que cette exécution est impossible. L'Autriche préférera la guerre, et, dans ce cas, j'espère que la Russie s'interposera entre les deux puissances. L'Europe ne peut considérer la constitution d'une Confédération comme équivalent à l'unité de l'Allemagne, parce qu'en réalité elle n'y équivaut pas, et qu'elle n'entraîne que l'agrandissement de la Prusse. Mais ceci est déjà d'une extrême gravité, parce que c'est toucher à l'équilibre allemand et par conséquent à celui de l'Europe : tout ce qui tend à autre chose qu'à diviser l'Allemagne en Allemagne septentrionale et Allemagne méridionale, en catholique et protestante, en autrichienne et prussienne, conduit directement à de terribles révolutions et à de gigantesques catastrophes.

« Vous comptez venir ici au printemps, et je me propose de retourner en Espagne cet hiver : en novembre votre affectionné ami vous embrassera.

« Valdegamas.

« Les choses vont très-mal et empirent chaque jour : d'ici six mois tout s'écroulera. »

Les désirs de conciliation que les deux souverains d'Autriche et de Prusse saisissaient fréquemment

l'occasion d'affirmer rencontraient leur principal obstacle dans la mauvaise volonté opiniâtre de leurs ministres.

L'incident raconté par Donoso Cortès au diplomate prussien dans la lettre suivante en est une preuve frappante :

« Dresde, le 9 septembre 1849.

« Mon cher comte, je veux vous rapporter les détails d'une auguste entrevue qui a eu lieu ces jours derniers.

« Les négociations avec la Prusse ayant été rompues, l'empereur d'Autriche a proposé au roi de Prusse, dans la ville qui paraîtrait la plus convenable, une entrevue à laquelle le roi de Saxe prendrait également part ; les trois souverains devaient venir accompagnés de leurs ministres respectifs. Le roi de Prusse accepta, et on convint que l'entrevue aurait lieu à Tœplitz. Mais, à la dernière heure, le ministère prussien refusa de s'associer à cette visite, et ne voulut pas qu'aucun de ses membres assistât à la conférence royale. On fut obligé de communiquer par le télégraphe cette nouvelle à l'Empereur, afin qu'il fît comme le roi de Prusse et qu'il n'emmenât aucun de ses mi-

nistres. L'avis arriva à temps, et le lendemain matin le roi et la reine de Prusse, le roi et la reine de Saxe arrivaient à Tœplitz où l'Empereur se trouva dans la soirée; aucun ministre n'avait accompagné les princes. A son arrivée, l'Empereur alla visiter ses tantes, et il fut reconduit à son habitation par les deux rois. Le 8, c'est-à-dire hier, tous ces augustes personnages se rendirent à Pilnitz; aujourd'hui chacun doit repartir de son côté. Rien n'a encore transpiré du résultat de leurs conférences, et, nul profane n'y ayant assisté, il est difficile qu'il en transpire quelque chose. Je crois que l'absence des ministres dépouille cette entrevue d'une grande partie de son importance : tous se sont fait des protestations d'amitié en exprimant le désir d'aplanir les difficultés; mais celles-ci subsisteront après comme avant les conférences.

« Vous aurez vu par les journaux de Berlin que les membres des Chambres (sauf ceux de l'extrême droite) sont des adeptes décidés de la suzeraineté prussienne. Le ministère est résolu à poursuivre sa route; mais les obstacles sont immenses, et, à mon sens, insurmontables. Le Hanovre et la Saxe même font de telles réserves que cette suzeraineté pourrait bien n'être qu'un mirage, comme jadis l'autorité de la fameuse Constituante. Toute politique qui ne tient pas compte des faits accomplis est à la fois fausse et désastreuse. En réalité, il y a au moins deux ou trois Allemagnes,

et, par conséquent, il faudra au moins un nombre égal de suzerains; l'état de choses présent prendra donc fin dans un délai fatalement prochain.

« Au revoir, cher comte.

« VALDEGAMAS.

« Je demande aujourd'hui à mon gouvernement l'autorisation de me rendre en Espagne. »

Une situation semblable était de nature à inspirer les plus sérieuses inquiétudes; aussi l'avenir apparaissait-il gros de nuages au diplomate espagnol :

« Dresde, le 17 septembre 1849.

« Mon cher comte, j'ai l'esprit tourmenté de vous avoir attristé par mes fâcheux pronostics. Cette pensée me décide à vous prévenir contre moi-même et à vous avertir que je commence à soupçonner que je suis atteint d'une véritable maladie morale, dont l'effet est de me faire envisager les affaires publiques sous les plus sombres couleurs. Vous savez que tout semble triste à celui que domine la tristesse. Ceci posé, vous ne devez pas attacher une trop grande

importance à mes noires prophéties, et cependant j'ai été obligé de m'y laisser aller avec vous, car notre amitié m'impose l'obligation de vous dire ce que je sens.

« Les négociations entre la Prusse et l'Autriche ont fort mauvaise tournure ; celles-ci ne peuvent s'entendre, et c'est l'Autriche qui gagne du terrain. D'un autre côté, le Hanovre et la Saxe font de telles réserves quant à leur alliance avec la Prusse qu'il est facile de voir leur intention de ne pas arriver à la conclusion. Je le prévoyais pour ma part, dès le principe. Je vous ai toujours dit que la Prusse s'est engagée dans une voie mauvaise et qui ne conduit à rien ; aujourd'hui plus que jamais je puis vous affirmer qu'elle ne saurait arriver à ses fins. Il n'y a qu'une combinaison : que la Prusse et l'Autriche se partagent comme des frères l'influence allemande. Je vois que mon opinion est la vôtre, ce qui m'est fort agréable, car personne n'est mieux que vous au fait de ce qui est possible ou non en Allemagne. Je pense encore, comme vous, que la Russie n'aura qu'à intervenir pour obliger les deux enfants boudeurs à se donner les mains. Cependant, les Chambres prussiennes gâtent tout ; elles poussent le gouvernement dans une voie détestable, et elles surexcitent l'opinion publique déjà trop exaltée. Que dites-vous de notre Radowitz qui s'est fait constitutionnel à la fin de ses jours?

Mon voyage donnera lieu à une conférence entre nous sur ce sujet : je me propose de lui démontrer que ses opinions d'autrefois étaient des erreurs, et que ses convictions d'aujourd'hui ne se rapprochent pas davantage de la vérité. Il ne faut pas désespérer d'un homme de talent; jamais celui-ci ne se trompe à moitié.

« Croyez bien que le plus grand plaisir qui m'attende en Espagne sera de vous voir souvent et de m'entretenir avec vous des affaires publiques; en arrivant au mois de novembre, je ne passerai à Madrid que peu de jours; j'irai ensuite voir mes parents afin de consoler leurs vieux jours par ma tendresse.

« Je ne puis répondre à ce que vous me demandez relativement à Schleinitz et à Bulow; j'ai quitté Berlin huit jours avant que le premier ait pris possession du ministère, et depuis ce moment, je n'ai d'autres informations relativement à ce qui passe à Berlin que la correspondance de mes secrétaires qui sont de jeunes gens qui n'entendent rien à ces choses. Mais, avant mon départ, je vous ai déjà donné comme certaine la nomination du comte de Bulow au poste de ministre plénipotentiaire à Hanovre. De toute manière, je m'occuperai de cette affaire à mon retour à Berlin, et je vous manderai tout ce qu'il y aura de particulier à ce sujet.

« Vous connaissez déjà la lettre du président de la République française sur les affaires de Rome; après une telle lettre, qu'y a-t-il a espérer de ce président aventurier? C'est l'Angleterre qui triomphe avec cette politique. L'Angleterre, c'est le mal, c'est vous qui l'avez dit, et vous avez mille fois raison.

« Toujours à vous.

« VALDEGAMAS. »

Nous ne possédons malheureusement pas quelques-unes des lettres adressées à cette époque par le comte Raczynski à son ami, et auxquelles il est fait allusion dans celles de Donoso Cortès, que nous allons citer. L'orgueil est la plaie de notre siècle, disait le marquis de Valdegamas; c'est à cette source très-profonde qu'il faisait remonter le mal dont souffrait alors comme aujourd'hui la société.

« Dresde, le 30 septembre 1849.

« Mon cher comte, j'ai sous les yeux vos lettres du 12 et du 20; nos appréciations s'accordent de la manière la plus complète : oui, le libéralisme et le constitutionalisme sont la forme du mal en ce siècle; le mal n'est autre que l'orgueil dont dérivent toutes les catastrophes et toutes les révolutions; oui, mille fois

oui, le doigt de Dieu est visible dans les événements de l'Europe entière, et c'est Dieu même qui condamne le *libéralisme, c'est-à-dire l'orgueil, à l'impuissance* honteuse à laquelle nous sommes réduits. Mais, ne nous y trompons pas, cette impuissance pour le bien, cette incapacité de rien organiser, est une force et une puissance désorganisatrice ; voyez plutôt l'état de Rome, la ville coupable par excellence ; voyez l'état de la France où tout gouvernement est devenu impossible ; voyez l'Allemagne où l'armée prussienne empêche seule le chaos de régner, l'Allemagne qui malgré cette armée n'est certainement pas le paradis ; regardez l'Espagne où l'ordre semble un miracle !... Je crois, comme vous, qu'il n'est qu'un seul moyen pour retarder l'avénement de la barbarie à laquelle nous retournons : ce moyen est la guerre, mais je crois beaucoup plus à la barbarie qu'à la guerre que la politique anglaise empêchera d'éclater. Sans l'appui de l'Angleterre, la Russie ne se décidera jamais à la guerre, et la Russie ne saurait compter sur son aide dans une pareille éventualité, du moins tant que Palmerston sera à la tête des affaires.

« Cet édifice babylonien de notre Radowitz, vous pouvez le regarder comme détruit avant même que sa construction soit achevée. La retraite du ministère est certaine, et celui-ci s'y résoudra pour laisser au Roi une porte de sortie ; mais ne nous égarons pas

sur les conséquences de cet événement : si le Roi ne se croit pas personnellement lié à l'œuvre de Radowitz, il se croit lié à d'autres combinaisons qui ne valent malheureusement pas beaucoup plus. C'est à cause de cela que je me réjouis extrêmement de votre prochain voyage à Berlin : ami du Roi, vous avez vos entrées libres au palais ; vous pouvez donc contribuer à lui faire perdre des scrupules qui le conduiraient fatalement à la ruine. J'aurais agi dans ce sens, si j'avais eu accès auprès de sa personne ; mais vous savez qu'à Berlin les diplomates ne voient jamais le Roi.

« Je retournerai à Berlin dans huit ou dix jours pour faire mes préparatifs de départ : croyez que j'aurai un grand plaisir à vous embrasser, vous la seule personne vers laquelle m'entraîne une irrésistible sympathie. »

L'épidémie qui régnait à Berlin ayant cessé, le marquis de Valdegamas vint y passer quelques semaines avant de partir pour l'Espagne ; il apprenait en arrivant que le départ du comte de Bulow, loin d'être une disgrâce comme on l'avait cru au premier abord, avait été résolu pour prévenir des difficultés de personnes, et il en faisait aussitôt connaître la véritable signification au comte Raczynski :

« Berlin, le 14 octobre 1849.

« Mon cher comte, la première chose que j'ai faite en arrivant ici, a été de m'informer des causes qui ont amené la nomination à Hanovre du comte Bulow, et voici l'explication qu'on m'en a donnée : le comte est ultra-Allemand ; s'il était demeuré ici, il aurait signé à la Chambre les propositions les plus avancées, ce que, d'un autre côté, sa situation lui rendait cependant difficile. Une certaine rivalité entre lui et le baron de Steinitz, en ce moment son chef après avoir été toujours son compagnon, a également contribué à son éloignement. Bien qu'il ne se soit jamais rien passé entre eux, ni l'un ni l'autre n'était à son aise : le départ de Bulow mettait naturellement fin à toutes ces difficultés.

« A la mi-novembre, j'aurai le plaisir de vous embrasser. »

En se rapprochant du théâtre de la lutte active, Donoso Cortès ne modifiait pas ce qu'il se plaisait à appeler ses impressions couleur de rose, comme en témoigne la lettre suivante :

« Berlin, le 25 octobre 1849.

« Mon cher comte, je suis content que vous soyez satisfait de votre voyage dans mes provinces d'Asturies, et je me réjouis que vous les ayez examinées en artiste. Nous gagnons à être connus et étudiés par des hommes de valeur comme vous.

« Si tous les ennemis du constitutionalisme combattaient ce dangereux principe, sa chute serait générale; mais leur inaction favorise son développement, et nous le verrons s'établir partout. J'ai la vanité de croire que je juge bien la situation de l'Europe en affirmant qu'il n'y a pas de remède, et il n'en existe pas en effet. La Révolution triomphera partout, et en Allemagne plus complétement qu'ailleurs encore. Tout cela est triste, mais pourquoi se bercer d'illusions? Que voulez-vous espérer, quand on voit Radowitz se faire le champion du constitutionalisme? En dépit de sa prodigieuse mémoire, je le regarde comme un homme superficiel, contrairement, il est vrai, à l'opinion que je m'étais formée de lui. Je crois qu'il s'est aperçu que je ne fais pas grand cas de sa personne.

« L'histoire que vous tracez de vous-même avec une candeur admirable est l'histoire de chacun, comme elle est aussi la mienne propre.

« Je ne compte pas me porter aux prochaines élections législatives, qui seront d'ailleurs détestables. Je pars dans cinq ou six jours, et avant d'avoir vu l'*aigle*[1]. Nous nous verrons au 20 novembre.

« VALDEGAMAS. »

L'année 1850 se levait donc sur un horizon rempli de menaces ; nulle part encore, une solution définitive n'avait été obtenue pour mettre fin aux difficultés au milieu desquelles on se débattait ; la France surtout était le champ de bataille où les partis se disputaient avec le plus de violence le succès final.

Le sort de l'Europe était, aux yeux du comte Raczynski, lié à celui de la France ; mais les destinées de ce pays l'intéressaient plus particulièrement encore, à cause de la sympathie que lui inspiraient la générosité et la noblesse du caractère de notre nation : « Si vous voulez avoir des amis, écrivait-il, c'est en France qu'il faut les chercher. » Le 4 janvier il mandait au marquis de Valdegamas :

« Les phases futures de la Révolution française se présentent à mon esprit sous différentes formes. Les unes peuvent affecter un caractère agressif qui forceront les puissances à prendre les armes et à se ruer

[1] C'est-à-dire l'Empire.

sur ce foyer éternel de folie, de désordre et de contagion.

« Trois hypothèses principales peuvent se présenter :

« 1° L'Empire avec un empereur sans tête, sans prestige, flanqué de cousins malencontreux ;

« 2° L'anarchie sous diverses formes ;

« 3° Henri V avec une charte et les princes d'Orléans.

« Je ne sais dans quel ordre ces phases se succéderont, mais il est probable que ce sera dans celui que je viens d'indiquer.

« L'Empire et l'anarchie amèneront la guerre, après laquelle Henri V rendra la paix à la France.

« Il est possible encore que la République traîne son existence jusqu'à une nouvelle élection ; alors l'Empire deviendrait impossible, l'anarchie serait certaine, et la guerre probable.

« La guerre contre la France sauverait la France et la société. Si le czar Nicolas venait à mourir, j'attendrais moins de cette crise, mais j'en attendrais encore beaucoup. Puisse la France avoir un pouvoir unique, puisse son avenir cesser d'être une énigme ! car, à moins qu'elle ne devienne conquérante, l'attitude de l'Europe entière lui deviendrait sympathique.

« Si la France était capable de penser, de parler et

d'agir, on pourrait dire : La France veut telle chose, et on pourrait s'entendre avec elle ; mais, comme elle ne pense, ne parle, ni n'agit, il faut attendre qu'il y ait quelqu'un qui le fasse pour elle, et qu'il soit démontré que ce quelqu'un ne puisse être remplacé du jour au lendemain par un autre qui penserait, dirait et ferait le contraire.

« Mes sympathies sont pour Henri V et la légitimité ; ma raison pour Louis Bonaparte et l'Empire, car celui-ci est un adversaire militant de la Révolution. Je fais donc, en attendant et faute de mieux, des vœux pour Louis Bonaparte... sans toutefois y comprendre ses cousins.

« S'obstiner à acclimater dans les différents pays de l'Europe le régime politique de l'Angleterre, c'est faire acte de folie. Sur le continent, en effet, ce régime est corrupteur, ruineux, précaire, ami de l'agitation ; il remplace l'action par les phrases, il gaspille le temps, les forces et les ressources publiques.

« Je dis que nous ne devons pas copier l'Angleterre : personne n'ignore que les Anglais se sont déchirés pendant des siècles avant que leur constitution ait pu asseoir un état de choses régulier. Jouer le même jeu nous coûterait donc trop cher. L'Angleterre, isolée et entourée d'eau, pouvait d'ailleurs se divertir de la sorte sans que ses voisins aient pu intervenir et profiter de ses discordes intestines.

« Il est évident que les institutions anglaises sont le développement successif des mœurs, des usages, des lois indigènes : elles ne sont pas des improvisations, des traductions ou des importations de contrebande. Et cependant, où est chez les Anglais le pouvoir prépondérant, si ce n'est aux mains de l'aristocratie? Or, une aristocratie semblable à celle de l'Angleterre ne se trouve nulle part et ne saurait être improvisée.

« Quant à sa conduite extérieure, l'Angleterre se voit forcée, pour soutenir son éclat et maintenir sa puissance, de pratiquer une politique qui trouble l'ordre partout, qui ruine les autres nations et tous les gouvernements : elle empoisonne, brutalise amis et ennemis ; une pareille conduite ne saurait être tentée impunément et surtout d'une manière profitable par les puissances les plus fortes, les plus homogènes, comme la Russie et la France.

« L'Angleterre est incontestablement riche, puissante ; mais y a-t-il un pays au monde où règnent tant de misères?

« Nous n'avons donc pas à chercher un exemple de l'autre côté de la Manche.

« Si vous voulez agir sur les masses, le raisonnement et la discussion ne peuvent rien. La confusion dans les idées est, en effet, bien plus grande que dans les choses. Qui peut encore à l'heure présente

être sûr de comprendre le droit et le devoir, de séparer le juste de l'injuste? Le tourbillon emporte tout : entre l'autorité et la liberté, il n'y a plus de milieu; entre l'ordre et le désordre, il n'existe plus de transaction possible. La force seule peut maintenir l'ordre. On peut rencontrer des exemples du contraire dans quelques cas particuliers, mais l'ensemble des événements prouve, je crois, cette vérité d'une manière irréfragable. Par la force, j'entends le régime militaire établi à côté des institutions libérales, mais dominant et réprimant les excès de celles-ci.

« Le régime de modération, de légalité, de morale, de justice, de progrès, d'indulgence, de douceur auquel les peuples de l'Autriche, de la Prusse, de la Toscane, de la Sardaigne doivent leur prospérité et leur grandeur, ce régime ne pourra être rétabli que lorsque le régime militaire aura réduit les passions mauvaises à l'impuissance. Les peuples recouvreront leur paix, leur tranquillité passée, lorsque les mutins auront été réprimés par des gouvernements qui ne sont pas brutaux et dont les traditions et les instincts sont même tout le contraire. Les tendances de désordre n'auront, il est vrai, pas disparu du monde, mais elles ne seront plus à l'état de système universel, de code, et, en quelque sorte, de catéchisme. »

Au milieu de ses préoccupations politiques, le ministre de Prusse consacrait beaucoup de temps aux

arts dont il était, nous l'avons déjà dit, un ami éclairé. Le roi de Prusse s'adressait fréquemment à lui pour obtenir des renseignements, ou faire exécuter des travaux. Les lettres que ce prince lui écrivait à ce sujet témoignent, en même temps que de la confiance qu'il avait dans son goût et dans ses appréciations, de l'amitié profonde qu'il lui portait. Suivant le désir du Roi, le comte fit réunir dans un album les vues des principaux monuments de l'Espagne, et il y joignit d'intéressants développements sur l'état de l'école espagnole, les études des différents peintres, leurs travaux, leurs mérites. Dans cet échange de correspondance, le diplomate trouvait de nombreuses occasions d'aborder directement avec le Roi les sujets politiques qu'il traitait avec la franchise naturelle à son caractère et la fermeté que lui inspirait son dévouement. Nous savons déjà les alarmes de son patriotisme à l'égard de la situation de son pays.

« Les sentiments et les opinions que Votre Majesté a bien voulu m'exprimer, écrivait-il au Roi, le 10 mars 1850, m'ont fait un bien profond, parce qu'ils étaient de nature à diminuer les tiraillements d'esprit et les angoisses auxquels je suis en proie, et auxquels nul ne saurait échapper dans les circonstances actuelles, pour peu qu'il dépende de sa conscience. Votre Majesté a bien souffert depuis deux ans : si vous

croyez, Sire, que je vous suis respectueusement dévoué, Votre Majesté devinera si j'en ai éprouvé de la douleur. Je n'ai caché dans mes lettres ou mes dépêches aucune de mes convictions, et si Votre Majesté veut encore que je continue à la servir, j'agirai toujours de même. Je crois que l'état présent des choses ne saurait subsister, et que cette rude transition, dont les phases ne peuvent manquer d'être terribles, aboutira, avec le secours de l'alliance des trois cours du Nord, à une solution heureuse. La lutte avec la France, amenée par cette dernière, sauvera l'Europe et la France elle-même. Tel est mon espoir, tels sont surtout mes vœux. »

Les événements semblaient prendre en France une tournure qui indiquait une crise prochaine ; aussi le comte se persuadait-il que le moment redoutable approchait :

« L'élection d'Eugène Sue nous a prouvé que la force numérique, à Paris, est du côté du socialisme, écrivait-il le 6 mai ; le nouveau représentant a obtenu 118,000 voix contre 110,000 ; dans la garnison il a eu 6,000 suffrages contre un peu plus de ce nombre. L'avantage n'a donc pas été grand ; mais lors même qu'on ne l'eût pas remporté, cela n'aurait rien changé à mon appréciation de la situation où se trouvent Paris et la France. La terreur s'achemine : puisse-t-elle enfanter un homme : c'est l'oncle qu'il faudrait, et non le

neveu ; un homme d'action et d'affaires, et non des ambitieux, des incapables et des bavards.

« D'un autre côté, les armées russes s'approchent de la frontière de Posen et de la Silésie ; les troupes autrichiennes, formidables et aguerries, n'attendent que l'ordre de se mettre en marche. Cependant, rien n'annonce que mon gouvernement se défie de ces armements. Le plan est donc bien arrêté entre les trois puissances du Nord. Je ne m'embarrasse ni d'Erfurt, ni de Francfort, ni des diètes qui s'agitent partout en Allemagne, ni de Radovitz, ni de Bunsen, et je ne puis croire qu'on s'aveugle sur la grandeur du danger dont la démagogie menace la société.

« Sans lutte, le monde ne peut être sauvé.

« Les trois cours du Nord doivent faire vis-à-vis les unes des autres de la politique généreuse et loyale ; entre honnêtes gens, je ne connais rien de plus habile. »

Mais l'obstacle à cette entente qu'appelaient les désirs du comte Raczynski était toujours les rivalités de la Prusse et de l'Autriche. Pour y mettre fin et éviter les complications de l'avenir, il persistait à ne voir d'autre moyen que de partager entre ces deux grandes puissances l'influence en Allemagne d'une manière conforme à leurs intérêts respectifs et à leurs propres traditions :

« On a observé avec raison, écrivait-il le 18 mai,

que la présidence de la diète de Francfort, avant le cataclysme de l'année 1848, appartenait à l'Autriche, et qu'il faut, ou accepter tous les changements qui se sont opérés depuis, ou revenir au passé et le considérer comme existant en droit.

« Mais le passé était une forme, un vain nom, une courtoisie à l'adresse de l'Empereur, et le retour à ce passé serait l'assimilation de la Prusse aux États secondaires de l'Allemagne. La Prusse cesserait alors d'être une puissance politiquement indépendante.

« La guerre de Trente ans, celle de Sept ans ont prouvé que l'Empire était un fantôme. Les guerres contre Napoléon n'ont jamais vu l'Allemagne obéir aux ordres de l'Empereur et se réunir pour résister à l'ennemi commun. Quand, en 1813, tous les princes allemands se sont ligués pour le combattre, c'était après que l'Empire d'Allemagne avait cessé d'exister et que l'empereur d'Autriche n'avait plus d'ordres à donner à personne.

« Je n'ai jamais été d'avis que la Prusse accaparât tous les petits États et qu'on cherchât à priver l'Autriche de sa part d'influence en Allemagne; mais j'ai toujours désiré que chaque petit État se plaçât sous la protection de celle des deux grandes puissances à laquelle il se trouve lié par ses intérêts ou par sa position géographique. Cette division une fois

établie, non-seulement l'alliance des deux grandes puissances serait plus facile, mais elle serait plus désirable pour chacune d'elles.

« Je souhaite à l'Autriche l'alliance de la Bavière, du Wurtemberg et surtout de Bade, afin que la garde du Rhin soit aussi à la charge du midi de l'Allemagne ; mais il est à désirer que tous les autres petits États, et surtout le Hanovre, fassent partie de l'alliance du Nord, à la tête de laquelle, par la force des choses, se trouverait la Prusse. Je voudrais même que le Danemark se joignît à nous : alors seulement le rêve d'une flotte allemande serait réalisable. »

Quelques mois plus tard, le roi Louis-Philippe mourait à Claremont (26 août). Cet événement ne devait pas, il est vrai, influer sur la solution vers laquelle marchait la France sans s'en apercevoir. Il est rare, en effet, dans notre pays, que les hommes, souverains ou premiers ministres, remontent au pouvoir quand ils en sont descendus; chez nous, la politique use rapidement ceux qui la dirigent ; et le jour où elle retire ses faveurs à ceux qu'elle paraissait devoir servir fidèlement pendant longtemps encore, elle les rejette loin d'elle ; puis elle demeure sourde à leurs appels, insensible à leurs efforts, quelles que soient les évolutions désespérées auxquelles les pousse une ambition déçue ; l'ingrate ! elle les a frappés d'impuissance et de stérilité ! Le prince que la révo-

lution avait renversé en 1848 avait du moins parfaitement compris que désormais son rôle était fini. Il envisageait le passé qui lui avait appartenu, et l'avenir, qui lui avait échappé, avec une philosophie orgueilleuse et sceptique, à laquelle se mêlait plus d'un regret.

« Il aurait fait durer la monarchie constitutionnelle en France, si la chose était possible, écrivait le comte Raczynski le 30 août. Il a cru comprendre son époque mieux que Louis XVIII et Charles X ; il a tenté de discréditer les règnes qui précédèrent le sien ; comme prince, il s'est montré sinon conspirateur, comme le lui reprochent ses ennemis, du moins serviteur indécis et tiède de la Restauration. Mais, parvenu au trône, il a su, pendant dix-huit ans, surmonter des difficultés qu'aucun autre n'aurait dominées pendant si longtemps. S'il est tombé, je n'accuse ni son courage, ni son intelligence. Il a tiré tout le parti possible d'un système qui a sombré par le vice même de son origine.

« Il a donc retardé le triomphe de la démagogie, mais il n'a maintenu l'ordre et la paix qu'à force d'habiletés.

« Tel qui est grand dans le revers devient petit dans le succès ; d'autres ne sont grands que dans la prospérité ; mais ceux qui sont petits dans le bonheur comme dans le malheur sont les plus nombreux : Louis-Philippe, dans ses jours de triomphe

comme au temps de son adversité, ne m'a jamais paru inspiré par une politique de grandeur.

« Il comptait sur la reconnaissance du peuple, dont il prétendait avoir servi les intérêts. Mais les masses sont l'exagération de l'individu. Plus que lui, elles sont susceptibles d'enthousiasme et de reconnaissance ; mais, plus vite aussi, elles s'en lassent et haïssent le bienfaiteur pour toute la fatigue qu'il leur a causée.

« Pour ma part, je serais tenté de comparer nos monarchies républicaines à un fleuve qui charrie des glaçons, et la position d'un roi constitutionnel à celle d'un homme qui passerait sa vie à sauter d'un glaçon sur un autre : s'il tombe à l'eau, chacun déclare qu'il est maladroit.

« L'expérience ne nous démontre-t-elle pas tous les jours combien les principes philanthropiques qui semblent le plus appuyés sur la raison sont faux en pratique ? L'indulgence devrait provoquer le repentir, elle ne fait qu'augmenter la mutinerie ; et si, même dans le premier instant, elle fait naître un sentiment généreux, ce sentiment cède toujours à la longue au désir de tenter une nouvelle révolte : les enfants, après un jour de congé, travaillent toujours moins bien qu'après un jour d'école ; soyez caressant et familier avec vos gens, et vous verrez le mécontentement éclater parmi eux. Être constamment juste,

sérieux, conséquent et fort, c'est le secret et l'art de gouverner les grands et les petits enfants [1]. »

Bien que la France parût traverser une période de calme et d'apaisement, on n'envisageait cependant pas sans anxiété son avenir le plus prochain. Indépendamment des circonstances politiques si propres à exciter les craintes et à propager l'agitation, on se préoccupait encore des modifications profondes que l'esprit public avait subies et des transformations inquiétantes auxquelles les derniers événements l'avaient entraîné.

[1] Le marquis de Valdegamas avait quitté son poste diplomatique de Berlin au mois de janvier de l'année 1850. Il ne devait recevoir une nouvelle destination qu'au commencement de l'année 1851, époque à laquelle il fut envoyé à Paris. Pendant tout le cours de l'année 1850 sa correspondance avec le comte Raczynski se trouva donc forcément interrompue; cette circonstance explique la lacune que le lecteur aura peut-être déjà remarquée avec quelque regret.

On observera également sans doute qu'après avoir cité de nombreuses lettres ou dépêches touchant les importantes questions qui se traitaient à cette mémorable époque, il nous arrive quelquefois de ne rien fournir relativement à leur conclusion. Il importe de ne pas perdre de vue que nous nous sommes imposé comme règle de ne nous servir dans notre récit que des documents laissés par le comte Raczynski; or, nous n'y trouvons pas toujours les éléments nécessaires pour achever de traiter chaque question et de la poursuivre jusqu'à son parfait développement; d'autres fois, — et c'est le plus souvent, — les égards dus aux personnes, l'obligation de ne pas divulguer des particularités qui ne sauraient être sans inconvénients abandonnées à la publicité, nous contraignent à garder un silence que nous prescrit un véritable devoir d'honneur.

Si les événements qui se passèrent pendant la fin de l'année 1850 peuvent paraître trop rapidement indiqués, le lecteur nous le pardonnera en faveur des motifs sérieux que nous venons de lui rappeler.

Le comte Raczynski, écrivant à un diplomate français le 12 octobre 1850, appréciait avec beaucoup de finesse la situation à ce point de vue :

« On ne veut plus aujourd'hui, en France, servir la personne d'un roi, mais le pays, la nation, la patrie. On voudrait faire envisager comme une bassesse de servir le souverain.

« Trouver humiliant de servir le souverain comme homme est aussi sage que de décider qu'on ne saurait obéir à son père comme homme : l'homme n'est pas plus séparable de la personne du souverain que de celle du père.

« Le fin mot de toutes ces subtilités, c'est qu'on veut pouvoir interpréter ses devoirs à sa guise, juger par soi-même des intérêts de l'État, ou plutôt les faire s'accorder avec les siens propres. Mais on aura beau faire, il n'est pas facile d'éviter dans ce monde la sujétion : sur la ruine des trônes des rois s'élève celui d'un tyran sans pitié et commence le règne de l'opinion publique, dont les conseillers sont : l'inconstance, les préoccupations, l'enthousiasme, la fatigue, toutes les faiblesses humaines.

« On conviendra, je crois, sans peine, que parmi ceux qui grossissent l'opinion, il y en a qui le font par peur, d'autres par entraînement, quelques-uns même par bêtise : au moins cette fraction du souverain est-elle peu respectable. Un monarque peut

acquérir de l'expérience, le choix qu'il fait de ses conseillers peut être heureux ; l'opinion publique n'a pas les mêmes chances : ses éléments, ses organes, ses coryphées changent sans cesse.

« Qu'appelle-t-on l'opinion des gens sages ? Demandez à M. de Broglie [1], demandez à M. Thiers, demandez à M. Proudhon, tous trois gens d'esprit. L'opinion des gens sensés..... pour chacun, c'est la sienne propre.

« Voyez en outre avec quelle désinvolture tous vantent leurs propres mérites ! Les vertus qu'on proclame effacent celles qu'on a. C'est pourquoi les grands orateurs font rarement de grandes choses, et ceux qui sont à la tête des révolutions ne parviennent jamais à rien établir ; ils le peuvent d'autant moins, que dès qu'ils cessent de parler et qu'ils commencent à agir, il se trouve aussitôt un orateur qui sait tout mieux que ceux-ci et démontre avec clarté que les autres ne savent rien.

« Les Français s'attachent à prouver l'excellence du vote universel ; je ne partagerai leur opinion qu'à dater du jour où la multitude aura un avis arrêté, quand elle ne pourra pas être persuadée d'agir contre ses propres intérêts, quand elle ne pourra être ni

[1] Le duc de Broglie, ancien président du conseil des ministres sous Louis-Philippe à diverses époques.

gagnée, ni achetée, ni effrayée, ni dominée. Nous ne sommes certainement pas maintenant arrivés à ce moment, et, dans l'état actuel des choses, je ne suis jamais surpris de voir le peuple acclamer à la fois les propositions les plus contradictoires.

« Les républiques ne peuvent pas exister là où la « vertu est bannie de la société », a dit Montesquieu. J'estime, pour ma part, qu'il leur faut aujourd'hui un autre appui : l'indépendance et le courage personnel. La peur, ce grand mobile de l'espèce humaine, exerce surtout dans les corps libéralement constitués une influence décisive : que de votes arrachés par la peur! que de principes adoptés, que de colères contre les autorités, que de conduites suivies... uniquement par peur ! Si vous attaquez les gouvernements, vous ne courrez aucun risque; mais attaquer la révolte, c'est s'exposer à toutes les représailles.

« Fuyez le bruit, remplissez paisiblement vos devoirs, soyez modeste, ne prenez pas pour principe et pour système de présumer toujours la mauvaise foi du gouvernement, et vous vivrez heureux et prospère. Se sentir obscur parce que les rayons du pouvoir ou ceux d'une notabilité élégante ne vous éclairent pas, c'est chose non-seulement pitoyable, mais dangereuse; car c'est déjà prêter l'oreille aux plus funestes conseils, aux plus détestables inspirations : quelques-uns ont été par là conduits à de grands crimes, un

grand nombre à des vilenies seulement, parce que celles-ci sont à la portée de tout le monde.

« Mais comment espérer du peuple le plus spirituel de l'univers une conduite si sage et si mesurée? Comment compter en toutes circonstances sur la prudence, sur la sagacité du gouvernement français pour prévenir tout ce qui pourrait troubler l'ordre et compromettre l'avenir? Puisse-t-il ne pas perdre de vue qu'en administration toutes les sottises sont mères!

« Quant à nous, diplomates dont le devoir est de seconder nos gouvernements, jugeons, observons et n'oublions pas que nous devons éviter avec un soin extrême trois choses : être trompé, trompeur ou trompette. »

CHAPITRE II

I

AFFAIRES D'ESPAGNE

(14 janvier 1851. — 24 décembre 1852.)

1851. — 20 janvier : Joie des provinces à la nouvelle de la retraite du ministère Narvaez ; le nouveau cabinet ; questions financières ; le *concordat* ; les *Polacos* ; les *généraux* ; le chemin de fer de Madrid à Aranjuez. — Narvaez provoqué en duel par M. Diaz Martinez ; discrédit où le jette sa conduite. — Le duc de Valence prépare son retour ; M. Isturitz et la Reine mère. — Embarras contre lesquels lutte Bravo Murillo ; changements diplomatiques ; influence de la Calle de las Rejas. — 20 mars : Le comte Rzewuski envoyé secret du Czar ; son séjour à Madrid. — Bravo Murillo obligé de dissoudre les Cortès. — Le ministre de Prusse obtient un congé, 12 avril. — Interruption. — Le comte Raczynski au roi de Prusse à son retour en Espagne, 19 août : La situation politique en Espagne. — Le comte Raczynski au marquis de Valdegamas, 29 septembre : Divisions et luttes des partis ; — 20 novembre : La session, MM. Bertran de Lis, Narvaez ; — 7 décembre : Lord Howden, ses agissements ; attitude d'observation du comte Raczynski.

1852. — Le comte Raczynski au marquis de Valdegamas, 10 janvier : Éloignement de l'opinion publique pour le gouvernement parlementaire ; les hommes politiques de l'Espagne, tendances de Bravo Murillo, la Reine, la Reine mère, le duc de Rianzarès ; — 3 février : Tentative d'assassinat sur la personne de la Reine commise par le

prêtre Merino, jugement et exécution du coupable. — Le marquis de Valdegamas au comte Raczynski, 10 février : Émotion générale à la nouvelle du crime. — Le comte Raczynski au marquis de Valdegamas, 22 février : Frayeur de l'opinion après l'attentat; l'influence anglaise; — 27 février : Intrigues de M. Isturitz; la discipline de l'armée; — 21 mars : La loi sur la presse; la situation de Bravo Murillo devient solide; ses projets de réformes; — 18 avril : Les entreprises de chemin de fer, les avidités d'argent. — Le comte Raczynski à M. d'Ayllon, ministre d'Espagne à Vienne, 24 avril : Démarches du ministre de Prusse pour le faire envoyer à Berlin; pour quels motifs; échec de la négociation Fould. — Le comte Raczynski au marquis de Valdegamas, 3 mai : Circonstances dans lesquelles le ministre de Prusse s'est trouvé blessé; son désir de se retirer; bruits de modifications ministérielles; — 9 mai : Conflit entre le ministère et le conseil royal; la politique de Bravo Murillo. — Dépêche du comte à son gouvernement, 14 mai : Bravo Murillo vivement combattu par la Reine mère; destitutions; intrigues des généraux; Espartero. — Le comte Raczynski au marquis de Valdegamas, 1er juin : Affaiblissement de la situation de Bravo Murillo; le comte sollicite son rappel. — Fierté patriotique. — Le marquis de Valdegamas au comte Raczynski, 10 juin : Ses instances pour détourner son ami de son projet de quitter l'Espagne; le libéralisme de la Reine mère. — Dépêche du comte à son gouvernement : M. Mon se déclare l'auteur de tous les progrès réalisés en Espagne; le général O'Donnell; l'attitude des partis en face du ministère. — Modifications ministérielles. — Le comte Raczynski au roi de Prusse, 16 juin : Le prince Louis Napoléon a demandé une infante en mariage; démarche de M. Bravo Murillo pour décider le comte Raczynski à ne pas abandonner ses fonctions diplomatiques; le comte lui expose ses griefs; vues de la Reine mère d'après un de ses confidents. — Le comte Raczynski au marquis de Valdegamas, 20 juin : La demande de rappel; M. Martinez de la Rosa; le marquis de Miraflores; le projet de mariage du Président; Chico; confiance du ministre de l'intérieur. — Le marquis de Valdegamas au comte Raczynski, 10 juillet : Les démarches de Bravo Murillo pour décider le comte à rester à Madrid; la politique allemande de la Prusse; le gouvernement espagnol veut réparer ses torts, affaire de décoration. — M. de Ricquelme, sous-secrétaire d'État au ministère d'État, au comte Raczynski, 12 août : Offre de satisfactions personnelles. — Réponse du comte, 13 août. — L'incident terminé.

— Départ du comte, 28 août. — Le marquis de Valdegamas au comte Raczynski, 2 novembre : Les réformes ne pourront s'établir; — 20 décembre : Chute du minstère Bravo Murillo, le nouveau cabinet; — 27 décembre : La politique de la Reine mère.

« La nouvelle de la chute du ministère Narvaez [1] a produit parmi les habitants des provinces une très-grande joie, écrit le comte Raczynski le 20 janvier 1851; mais cette joie ne saurait être durable : elle est fondée sur l'espoir de la diminution des impôts; or les impôts ne peuvent être diminués. Les économies dont on a tant parlé ne pourront être sensibles, car, pour vivre, le nouveau ministère a besoin de ménager la chèvre et le chou : ceux qui absorbent les contributions et ceux qui les payent [2].

[1] Le cabinet du 14 janvier était ainsi composé :

Finances et Présidence du conseil : M. Bravo Murillo; — Ministère d'État (*Affaires étrangères*) : M. Bertran de Lis; — *Intérieur :* M. Fermin Alteta; — *Grâce et Justice :* M. Gonzales Romero; — *Guerre :* le comte de Mirasol; — *Marine :* l'amiral Bustillos; — *Travaux publics :* M. Negrete.

Le comte de Mirasol fut remplacé le 9 février suivant au ministère de la guerre, pour des raisons qui seront expliquées plus loin, par le général Lersundi.

M. Negrete conserva fort peu de temps son portefeuille que lui firent perdre ses incartades antiparlementaires. Il était ami intime de Valdegamas, mais personnage, du reste, assez obscur et ancien carliste.

M. Fermin Alteta quitta, peu de semaines après, le département de l'Intérieur où il fut remplacé par M. Bertran de Lis auquel succéda le marquis de Miraflorès au ministère des affaires étrangères.

[2] Bien que le manuscrit du comte n'en porte pas la mention expresse, ces pages sont, à n'en pas douter, extraites de ses dépêches à son gouvernement.

« Si le ministère parvient à établir un équilibre exact entre les charges et les recettes actuelles, il aura atteint un immense résultat auquel j'aurai de la peine à croire, lors même que cet équilibre serait constaté par le budget officiel.

« Déjà nous pouvons juger de la moralité du ministère : M. Salamanca a été élu député à Calatayud, en Aragon. Cette élection est due à l'éloignement de M. Sartorius, le grand électeur, et au concours des progressistes, qui ont obéi à l'influence des notabilités de ce parti : on s'explique cette résolution des progressistes quand on voit en France les hommes comme Berryer et Thiers voter avec Cavaignac pour sauver, disent-ils, leur pays.

« De tous les membres du cabinet, le plus attaché aux idées libérales est M. Bertran de Lis, ministre des affaires étrangères. Il passe pour un honnête homme et pour un homme d'esprit. Le ministre de grâce et justice, M. Gonzales Romero, est également honorable, mais il est ce qu'on nomme ici *regalista*, c'est-à-dire janséniste. La solution de l'importante question du Concordat est entre les mains de ces deux ministres. Le texte de ce document, approuvé par le Saint-Siége, est parvenu ici trois jours après la chute du ministère Narvaez. Bien qu'ils soient peu favorables à l'œuvre de leurs prédécesseurs, les deux hommes d'État que je viens de nommer ne pourront

probablement pas lui refuser leur adhésion et se séparer des intentions formelles de leurs collègues à cet égard. La rupture suivrait le refus, et d'ailleurs les plus hautes considérations politiques et morales se rattachent au principe de ce concordat. En repoussant le Concordat, le cabinet Bravo Murillo répudierait les tendances qui font sa force et introduirait la division parmi ses meilleurs défenseurs.

« Il est encore une autre question dans laquelle les vues de M. Bertran de Lis sont opposées à celles de ses collègues : je veux parler de la nouvelle loi sur la presse. Or, M. Bertran de Lis insiste sur la nécessité de déférer au jury les procès de presse, et déclare qu'il ne cédera pas sur cette question parce que, dans d'autres temps, il s'est hautement prononcé pour cette solution. Les ministres se sont décidés à lui faire le sacrifice de leurs convictions et à soutenir son projet devant les Cortès.

« Le cabinet a résolu des réductions dans le budget du ministère de la guerre; mais le ministre, comte de Mirasol, refuse de les accepter.

« Le projet de règlement de la dette sera présenté aux Cortès prochainement, et, dans tous les cas, avant le 15 février. M. Bravo Murillo l'a affirmé à M. Wertheim, lequel a fait preuve dans cette délicate affaire de beaucoup d'habileté et de zèle. Deux combinaisons seront soumises à la Chambre : d'après

l'une, le capital serait réduit et l'intérêt porté dès le principe à 3 pour 100; d'après l'autre, le capital serait maintenu et l'intérêt atteindrait successivement, en dix-neuf ans, le taux de 3 pour 100.

« En résumé, le ministère est faible, et on croit peu à sa solidité ; mais celui qui lui succédera aura difficilement plus de force. L'Espagne est un malade qui passe sans cesse de l'état de langueur à celui de fièvre. Le ministère a des velléités d'énergie, des velléités d'économie, des velléités de moralité ; mais, à mesure qu'il avance, chacune de ces velléités est arrêtée par un obstacle. Ce qui lui manque avant tout, c'est un programme et un homme d'État pour réaliser ce programme.

« Les hommes de la *Calle de las Rejas*[1] attendent que leur temps soit venu. Les *Polacos* attendent aussi. On appelle *Polacos* les enfants perdus du parti modéré qui suivent la bannière du comte de San Luis (M. Sartorius); ce sont eux qui ont le plus contribué à rendre odieux le ministère Narvaez ; ils obéissent aveuglément aux inspirations de leur chef ; l'opinion publique les accuse de grandes malversations et les qualifie d'esprits aventureux. Ces hommes à conscience large remplissent l'administration et les Cortès ; leurs vœux secrets sont pour le retour du duc de Valence ; ils n'atten-

[1] Le parti de la Reine mère.

dent qu'une occasion favorable pour jeter le masque.

« Parmi les députés dont l'autorité est considérable, le marquis de Valdegamas est le seul qui soutienne franchement le ministère Bravo Murillo ; mais lui aussi est inquiet de l'avenir ; il dit que le cabinet du 14 janvier change non-seulement d'aspect, mais encore de nature à mesure qu'il s'organise, ou, pour parler plus exactement, qu'il se désorganise en recherchant l'appui d'éléments hétérogènes. Chaque jour, l'opinion des hommes de bien s'éloigne de lui, et il n'obtiendra jamais, malgré cela, les sympathies des intrigants politiques ; bientôt il sera méconnaissable, s'il ne tombe avant ce moment. Je n'accuse pas M. Bravo Murillo, car la situation est difficile, inextricable.

« Selon moi, il devait, dès le principe, recourir à la dissolution de la Chambre ; mais pour cela il fallait de l'énergie ; on ne gouverne pas avec sa réputation de probité. La légation anglaise appuie M. Bravo Murillo de son influence dans l'espoir d'arriver à un cabinet Isturitz et pour éviter le retour de Narvaez. La Reine mère entretiendra ces espérances. »

« Le 9 février 1851.

« Le général Lersundi remplace au ministère de la guerre le comte de Mirasol, qui ne voulait pas accep-

ter les projets de réformes et d'économies de ses collègues sur son département. Le général Cordova a été nommé capitaine général de Madrid ; le général Prim, gouverneur de Porto-Rico. Ces deux nominations ont produit un effet moral détestable. Une conspiration a été dénoncée par des sous-officiers du régiment des grenadiers, qui ont été sollicités par quelques individus de s'associer à un soulèvement de la garnison. Les coupables ont été arrêtés pour être jugés. »

Ainsi donc, suivant l'expression du comte Raczynski, les généraux commencent, d'une part, à obliger le cabinet à leur donner des gages d'une confiance que celui-ci était loin d'éprouver pour eux, et, de l'autre, les factieux tentent d'entraîner l'armée à aider leurs coupables projets.

Le jour où paraissaient les nominations des généraux Lersundi et Prim, on inaugurait solennellement le chemin de fer de Madrid à Aranjuez :

« Chacun s'accorde à dire, écrit le comte, qu'il ne rapportera pas de quoi couvrir les frais d'exploitation, et cependant les actions se maintiennent au pair, grâce à M. Salamanca qui est le chef de cette entreprise, c'est-à-dire qu'elles se trouvent uniquement entre les mains des entrepreneurs et que personne n'en achète. »

Tel est le trait d'habileté financière par le récit

duquel le comte termine son exposé de la situation du ministère Bravo Murillo.

Pendant que celui-ci était aux prises avec d'insurmontables difficultés, le duc de Valence avait quitté l'Espagne en proie à un découragement profond et sous le coup d'une humiliation dont il espérait prendre un jour sa revanche. On apprenait, le 23 janvier, qu'il était à Biarritz, et qu'un Andalou, nommé Diaz Martinez, après avoir déclaré sa résolution de se battre avec le duc jusqu'à ce que mort s'ensuivît, était parti d'Alicante, accompagné de son témoin, le général Armero, pour donner suite à son dessein.

« A son arrivée à Paris, dit le comte Raczynski, le général Armero adressa, au nom de M. Diaz Martinez, un défi au duc de Valence. Celui-ci reçut sa lettre à Bayonne et n'imagina rien de mieux que de la transmettre au gouvernement espagnol, en déclarant qu'il n'accepterait pas le défi : il alléguait le grade qu'il occupait dans l'armée, sa qualité de président du conseil dans le dernier ministère, et enfin l'obligation où il croyait être de défendre les principes de gouvernement auxquels il était attaché.

« Cette étrange communication donna lieu à une délibération du cabinet, qui envoya aussitôt au général Armero l'ordre de rentrer en Espagne. De leur côté, les autorités françaises prévenues prirent des mesures pour empêcher le duel, et M. Diaz Martinez,

à peine arrivé à Bayonne avec son témoin, fut contraint de reprendre aussitôt en sa compagnie le chemin de Madrid.

« Une conduite si inattendue de la part du général Narvaez a produit le plus déplorable effet. Un des côtés les plus saillants de son caractère était jusqu'à présent une vaillance héroïque et une indomptable énergie; sa réputation, sous ce rapport, était inattaquable. Or, une attitude si peu digne de lui dans cette circonstance, la précipitation de son départ qui le faisait ressembler à une fuite, ont fourni à ses innombrables ennemis l'occasion de charger le général Narvaez d'inculpations graves, acceptées et propagées avec empressement par la multitude moutonnière. Je ne me ferai pas l'écho de ces bruits, mais je ne puis m'empêcher de constater tout ce que le duc de Valence a perdu dans l'opinion publique. Je m'étais depuis longtemps aperçu que son courage était aussi ébranlé que ses nerfs. Dans mon opinion, si son cœur a failli, il ne peut néanmoins manquer de recouvrer sa vaillance; aussi soutiendrai-je toujours que parmi tous ceux qui l'attaquent avec tant de fureur, il n'en est pas un qui soit capable de rivaliser avec lui de force, d'audace et d'habileté.

« En dépit de circonstances si peu favorables, le général Narvaez conserve l'espoir de revenir aux affaires; déjà il s'efforce de préparer son retour et il

recommande à ses amis politiques de se grouper autour du marquis Pidal. Bien que circonspecte, l'attitude de celui-ci permet cependant d'affirmer qu'il ne sépare pas encore sa fortune de celle du duc de Valence. De tous les embarras qui l'ont amené à quitter volontairement le pouvoir, ceux que lui causaient les intrigues de M. Sartorius, dont il désirait depuis longtemps se défaire, ont le plus contribué à pousser à une résolution si extrême un homme de la trempe du maréchal. Mais M. Pidal est trop attaché à l'école doctrinaire pour qu'il soit possible de faire fond sur ses promesses et sur son alliance, et je suis fort tenté de croire qu'il mettra ses engagements de côté toutes les fois que la chose lui sera profitable. En outre, le marquis Pidal ne consentira jamais à s'associer aux projets du duc relativement à la Reine mère, qu'il voudrait expulser, et aux généraux, qu'il voudrait envoyer aux îles Philippines. M. Pidal songe aussi à se rapprocher de M. Mon; mais ce dernier, sans compter qu'il ferait très-mal les affaires, a perdu tout prestige et ne saurait s'entendre avec le duc. Narvaez voudrait réduire ses ennemis à l'impuissance par une vengeance éclatante, il est violent par caractère; M. Pidal, au contraire, est d'un tempérament froid et prétend arrêter l'opposition de ses adversaires par des concessions libérales.

« Ainsi donc, la combinaison Narvaez, Mon et

Pidal, que quelques-uns semblent vouloir déjà préparer, serait une véritable contradiction et n'offrirait ni chances de durée, ni garanties d'union. »

Il fallait que la situation du ministère fût bien compromise dès son arrivée aux affaires pour qu'on se permît de parler si ouvertement de sa succession et que les ambitions ne fissent pas plus d'efforts pour dissimuler leur jeu. Chaque jour, en effet, naissaient de nouveaux embarras dont les adversaires du cabinet ne manquaient pas de s'autoriser pour déguiser de moins en moins leurs attaques. Les personnages politiques s'agitaient, pendant que la presse ne craignait pas de tenir au ministère un langage presque comminatoire.

« Je crois savoir de source certaine que M. Isturitz a demandé à venir ici en congé, écrit le comte Raczynski, en date du 26 février 1851. La Reine mère veut l'avoir sous la main, pour le cas où elle croirait le moment venu de former un ministère tout dévoué à sa politique. Je crois, en effet, que le ministère devra opter bientôt entre la dissolution des Cortès et sa propre retraite. Comment ne serait-il pas battu à propos des lois de finances, de la loi sur la presse ou du Concordat? Comment éviterait-il de subir un échec probable sur l'une au moins de ces questions? La majorité est non-seulement douteuse dans le Parlement, mais on peut affirmer qu'il y a

un petit nombre de députés seulement sur la voix desquels le cabinet peut compter en toute circonstance. Le jour où il faudra prendre un parti, la Reine mère ne manquera pas d'être consultée, et il est impossible de pressentir quels conseils elle donnera à la jeune Reine, car il est difficile de deviner cette princesse.

« Dans mes prévisions, il est une question dans laquelle M. Bravo Murillo ne pourra pas éluder la difficulté : je veux parler des économies sur le budget, économies qu'il lui sera impossible d'admettre telles que lui-même les a demandées au ministère dont il s'est séparé il y a trois mois ; il ne pourra même pas atteindre le chiffre auquel avait consenti le cabinet précédent. A ce sujet, ses adversaires s'expriment avec une très-grande vivacité ; ils disent : Les hommes de gouvernement ne s'engagent qu'à ce qu'ils peuvent faire ; or, on sait quelles économies M. Bravo Murillo a considérées comme possibles lorsqu'il est sorti du ministère ; on sait encore qu'il a promis de réaliser ces économies et de les augmenter de plusieurs autres. C'est là ce qu'on peut exiger de lui, car ce qu'il a cru possible lorsqu'il faisait partie du cabinet Narvaez, il ne peut pas aujourd'hui le juger impraticable, rien n'est survenu qui en ait augmenté la difficulté ; pour l'accomplissement de cette œuvre, il peut compter sur notre appui le plus sincère. »

« Le 28 février.

« On donne comme certain que M. Isturitz sera à Madrid le 14 mars, qu'il sera nommé président du conseil, que la Reine mère veut faire entrer M. Sartorius au ministère ; on ajoute que M. Isturitz ne peut se décider à accepter l'homme qui a le plus contribué à discréditer le cabinet Narvaez. Il n'est pas douteux néanmoins que M. Isturitz ne capitule sur ce point, si la Reine mère l'exige, car personne ici ne lui est plus dévoué.

« Malgré les affirmations si précises à cet égard, je ne crois pas à ces nouvelles, toutes vraisemblables qu'elles soient ; mais ce qui me paraît certain, c'est que nous sommes entrés dans une période d'influence sans partage de la *Calle de las Rejas*.

« Quoi qu'il en soit, les ministres actuels ne tiennent pas à leurs portefeuilles ; ils les abandonneront sans regret, à l'exception peut-être d'un ou deux. Jamais peut-être depuis les troubles qui la divisent, l'Espagne n'a eu de ministres plus honnêtes, mais aussi de moins capables de porter longtemps le poids des affaires.

« Quelques changements ont été apportés dans le personnel du corps diplomatique : M. Bertran de Lis m'a annoncé qu'en remplacement du général Armero,

le choix de la Reine s'est définitivement fixé, pour le poste de Berlin, sur le marquis de Benalua. Celui-ci m'a, de son côté, communiqué son intention de céder son poste à M. d'Ayllon, s'il veut renoncer à sa place de sous-secrétaire d'État. Bien que le choix du marquis de Benalua soit excellent, je désire vivement que M. d'Ayllon aille à Berlin ; je sais d'ailleurs qu'il ne souhaite rien autant.

« M. Alcala Galiano est nommé ministre à Lisbonne. C'est un ancien orateur des clubs démagogiques, du reste fort éloquent, fort instruit, mais rien moins qu'homme d'affaires et fort peu en état de remplir utilement un poste où se traitent tant de questions qui intéressent directement l'Espagne. Cette nomination est considérée à très-juste titre comme une faute grave et parfaitement inexplicable, car assurément M. Galiano ne partage pas les opinions du ministère.

« D'un autre côté, M. de Bourgoing, ambassadeur de France à Madrid, et le duc de Sotomayor, ambassadeur d'Espagne à Paris, sont tous les deux rappelés. Les uns attribuent ce double départ à l'intention du gouvernement espagnol de supprimer toutes les ambassades dans un but d'économie ; mais il y a au rappel du duc de Sotomayor une meilleure raison : il a jugé à propos de faire, à Paris, au duc de Valence une réception que le ministère a jugée trop solennelle. De plus, il court sur la conduite à Paris de l'ancien

président du conseil des bruits auxquels est mêlé le nom de l'ambassadeur. On paraît résolu à envoyer à Paris quelqu'un dont la fidélité ne fasse pas doute. Le marquis de Valdegamas sera probablement désigné pour ce poste de confiance. Ceci serait pour moi une indication de la résolution qu'aurait prise le cabinet de lutter énergiquement.

« On parle également de changements importants à la cour : la duchesse de Gor, grande maîtresse de la Reine, et le comte de Pino-Hermoso se retirent.

« Le Roi est à la chasse depuis le 16, et il ne reviendra qu'après le carnaval ; cette circonstance contribue à préoccuper davantage l'opinion publique et à lui faire accepter les bruits de toutes sortes. Néanmoins on s'amuse, on danse à la cour et on y a l'air parfaitement heureux. »

C'est avec raison que le ministre de Prusse se refusait à croire aux bruits cependant si affirmatifs qui couraient sur la retraite prochaine du cabinet Bravo Murillo. Le président du conseil, en effet, était entré, comme nous venons de le voir, dans la voie des concessions, et on sait que sur ce chemin il n'y a que le premier pas qui coûte; aussi, quinze jours après, la situation avait-elle complétement changé, et le comte Raczynski écrivait à la date du 17 mars :

« M. Isturitz a renoncé à venir en congé à Madrid ; sa présence n'y est plus nécessaire, car le ministère

agit maintenant exclusivement sous les inspirations de la Reine mère, dont les créatures et les partisans obtiennent successivement tous les emplois dont on peut disposer. Aussi le cabinet a-t-il déjà perdu les sympathies des hommes indépendants et des hommes de bien. Il transige avec les progressistes et cède à toutes les exigences parlementaires.

« On prête à M. Cortina, chef des progressistes, des paroles qui, si elles n'ont pas été prononcées, mériteraient de l'être ; la Reine mère lui aurait demandé ce qui lui adviendrait si les progressistes arrivaient au pouvoir ; M. Cortina aurait répondu : « Votre Majesté n'aurait plus qu'à faire comme moi, « s'en aller ; car ce serait alors le signal de la Révo- « lution, que ni Votre Majesté, ni moi ne saurions « arrêter. »

« Le Concordat est signé depuis hier, et il va recevoir la ratification du Pape. »

Nous savons déjà combien la cour d'Espagne désirait obtenir la reconnaissance de la Russie : un événement inattendu vint lui donner l'espérance de recevoir bientôt satisfaction sur ce point :

« Depuis quelques jours, écrit le 20 mars le ministre de Prusse, Madrid possède dans ses murs le comte Rzewuski, aide de camp de l'empereur de Russie, qui a été présenté hier à Leurs Majestés. J'ai dîné avec lui dans une maison tierce ; il m'a longuement

entretenu. Sa visite est-elle le présage d'une prochaine reconnaissance de la Reine par le Czar ? Chacun l'interprète à sa manière. Mais voici ce qu'il y a de certain :

« A peine arrivé à Madrid, le comte Rzewuski a été voir le général Zarco del Valle, qu'il avait vu à Saint-Pétersbourg en 1848, mais sans avoir jamais été en rapport avec lui. Il débuta par lui dire qu'il désirait être présenté à la cour, ayant bien soin d'ajouter qu'il était à Madrid en simple voyageur et qu'il avait obtenu de l'Empereur, après la lui avoir demandée, la permission de faire sa cour à Leurs Majestés. En me répétant ce qui précède, le général russe m'a dit qu'il savait que la reconnaissance est vivement désirée à Madrid, et qu'il présumait que son souverain viendrait à s'y décider.

« Quant au général Zarco del Valle, qui a déjà négocié cette grave affaire, bien qu'il se soit vivement ému de l'arrivée de ce personnage, il pense que ce dernier n'a été envoyé que pour examiner le terrain et dans le but de faire pressentir la reconnaissance, sans qu'il soit néanmoins possible de prévoir quand celle-ci aura lieu. »

« Le 25 mars.

« Le général comte Rzewuski a assisté aujourd'hui en uniforme, suivant le conseil que je lui ai donné à

cet égard et sur sa demande, à une revue de la garnison donnée en son honneur ; quatre à cinq mille hommes y ont pris part. Demain, il paraîtra au concert de la cour. Avant-hier, le marquis de Miraflores lui a donné un grand dîner, auquel le comte Esterhazy et moi nous étions conviés, et où se trouvaient M. Bertran de Lis et le duc de Rianzarès. Ce dernier s'est fait présenter au comte Rzewuski, mais celui-ci ne lui a pas adressé la parole, et, de part et d'autre, on en est resté là. Hier, le comte a dîné chez moi ; demain, ce sera chez le comte Esterhazy. Le Roi a été d'une extrême amabilité pour le général et lui a exprimé dans les termes les plus pressants son désir d'obtenir de l'Empereur la reconnaissance de la Reine. Il a dit : « L'Empereur, auquel l'Europe doit la paix « et la tranquillité dont elle jouit aujourd'hui, ren- « drait à l'Espagne le service le plus considérable en « reconnaissant la Reine, autour de laquelle vien- « draient alors se grouper ses derniers adversaires. « La reconnaissance de la Prusse et de l'Autriche « nous a été d'un grand secours à ce point de vue. « Du reste, je puis vous assurer que, quelque part « et sous quelque forme que se présente l'émeute, « nous sommes décidés à la combattre : pour moi, « je suis résolu à périr plutôt que de céder ! »

« La Reine n'a échangé que peu de mots avec le comte. L'empressement a été général, l'expression

du désir de la reconnaissance formelle. A cet égard, le général russe n'a pas cessé de me tenir le même langage : il prétend ignorer si l'Empereur songe à reconnaître la Reine, que la chose lui paraît cependant possible, mais qu'il ne sait pas si elle arrivera, ni à quel moment. Je lui ai dit et répété que, pour ma part, je souhaitais vivement la reconnaissance; mais je ne lui ai pas caché mon opinion sur la situation et les embarras de l'Espagne. En raison de l'alliance des trois cours et en vue des éventualités dont l'avenir est gros, il vaut mieux, lui ai-je dit, que nous soyons trois ici que deux; si un jour les événements amenaient notre départ, il vaudrait mieux encore partir trois plutôt que deux. Le général paraît croire à l'utilité de la présence d'un représentant russe.

« Jusqu'à présent, le comte Rzewuski, malgré les instances qui lui ont été faites de tous côtés pour l'y décider, ne s'est pas fait présenter à la Reine mère, objectant la brièveté de son séjour et la crainte un peu banale d'être importun. Enfin, il a cédé aux désirs que la Reine lui a fait exprimer à ce sujet, et il sera présenté demain.

« Pendant qu'il hésitait, il m'a demandé mon avis : mon opinion est qu'à moins d'un ordre formellement contraire, cette présentation ne peut être évitée. Il pourrait d'ailleurs arriver que cette princesse prêtât

l'oreille aux conseils de l'Angleterre, si elle croyait que l'empereur de Russie voulût l'humilier ; mais étant plus habile qu'accessible à la rancune ou à la reconnaissance, elle ne consultera que ses intérêts du moment tant qu'elle restera en Espagne et qu'elle y jouira d'un crédit puissant.

« Je me suis trouvé à un dîner où se rencontrèrent le comte Rzewuski et lord Howden, ministre d'Angleterre. Ils ne se sont pas approchés l'un de l'autre. Quant à l'ambassadeur de France, le comte Rzewuski a également dîné chez M. de Bourgoing, qu'il a connu à Saint-Pétersbourg ; mais les choses se sont bornées à cette simple marque de souvenir poli. »

Tous les détails qui précèdent sont de véritables indications pour l'intelligence de la politique russe et de la nature des rapports qu'elle entretenait avec les différentes puissances ; dès le premier instant, nous voyons les relations les plus confiantes et les plus cordiales s'établir entre les ministres de Prusse, d'Autriche, et l'envoyé du Czar, tandis que celui-ci témoigne un éloignement visible pour le représentant anglais et n'accorde à l'ambassadeur de France qu'un souvenir tout à fait personnel. Pour qui connaît avec quelle scrupuleuse exactitude l'empereur Nicolas entendait être obéi, la conduite du comte Rzewuski reflète de la manière la plus fidèle la pensée de son souverain. Mais l'envoyé russe rapportait-il au Czar

des renseignements de nature à lui inspirer une entière confiance sur la solidité du gouvernement espagnol? Il est permis d'en douter, puisque la conclusion de l'importante affaire pour laquelle il avait été envoyé à Madrid, — la reconnaissance de la reine Isabelle, — ne suivit pas le retour du comte Rzewuski.

Peu de jours après, le cabinet Bravo Murillo, ne trouvant pas dans les Cortès l'appui sur lequel il avait compté, et usant de son droit constitutionnel, proposait à la Reine de dissoudre le Parlement. Il était donc obligé d'en venir à la mesure par laquelle le comte Raczynski aurait voulu qu'il signalât son arrivée au pouvoir.

« Les Cortès viennent d'être dissoutes, écrit le diplomate prussien, en date du 7 avril. Nous saurons, dans deux mois, ce que décidera le bon sens populaire abandonné à ses propres inspirations. Ses choix se porteront-ils sur des hommes capables de prêter un appui patriotique et sincère aux ministres? Le corps électoral, dégagé des influences corruptrices et violentes du dernier cabinet, mettra-t-il le gouvernement en état d'être, si ce n'est bienfaisant, du moins possible? Je doute que le résultat soit en rapport avec les prévisions favorables de M. Bravo Murillo, qui est trop honnête homme pour se laisser aller aux pratiques dont ses prédécesseurs lui ont donné l'exemple en matière d'élections. Comment le

cabinet sortira-t-il de la campagne que préparent les progressistes ? Ceux-ci, en effet, organisent de tous côtés, sous la haute direction de MM. Mon, Pidal et Sartorius, des comités électoraux dont le ministère combattra difficilement l'activité et l'influence. »

Nous trouvons à partir du 13 avril 1851 une assez longue interruption, relativement aux affaires d'Espagne, dans les manuscrits laissés par le comte Raczynski; il obtenait alors un congé qu'il vint passer en Allemagne.

« Le 12 avril, écrit-il, j'ai présenté à la Reine M. de Zander, qui remplira les fonctions de chargé d'affaires en mon absence, et j'ai pris congé de Sa Majesté. J'ai rencontré au palais deux quakers que M. Otway, chargé d'affaires d'Angleterre, a présentés à la Reine. Ces deux personnages, porteurs d'une lettre de recommandation de M. de Humboldt, ont consenti difficilement à ôter leurs chapeaux ; ils tutoyaient tout le monde, et chacun les considérait avec une extrême curiosité, en se demandant quel motif avait pu décider M. de Humboldt à s'affubler de pareils protégés et M. Otway à se donner le ridicule de présenter deux êtres si étranges. »

Pendant son séjour en Allemagne, le comte Raczynski, constamment informé, ne perdait pas un seul instant de vue les graves questions qui agitaient l'Europe. Pour rester fidèle au plan que nous nous

sommes fixé et donner au tableau que nous avons essayé de tracer le plus de clarté qu'il est possible, nous renvoyons au chapitre suivant, dans lequel le lecteur trouvera ce qui a trait à la politique générale, tout ce que le ministre de Prusse écrivit pendant cet intervalle, et nous allons reprendre la suite des affaires d'Espagne au retour du comte à Madrid.

Le 19 août 1851, en débarquant à Barcelone, il écrivait au roi de Prusse :

« SIRE,

« Me voici de nouveau sur le sol brûlant de l'Espagne, où la politique me paraît plus brûlante encore que le soleil. J'ai hâte de faire connaître à Votre Majesté les nouvelles que j'ai recueillies. Tandis qu'on s'étonne de la durée du cabinet Bravo Murillo et de la marche pacifique des événements, le général Narvaez se prépare à quitter Paris pour se rendre auprès de sa mère, en Andalousie ; le marquis de Valdegamas attend avec impatience que le ministre l'autorise à viser son passe-port et insiste auprès du gouvernement pour recevoir sans retard des instructions dans ce sens.

« L'ordre matériel existe en Espagne, mais on affirme que sa solidité est plus que précaire.

« Dans une longue conversation que j'ai eue avec le duc de Valence, à mon passage à Paris, celui-ci s'est exprimé, au sujet de la Reine mère, dans des termes de nature à faire croire que leur réconciliation est à jamais impossible ; mais, à mes yeux, ses affirmations ne prouvent rien à cet égard et ne sauraient engager l'avenir. Il faut, au contraire, s'attendre à un rapprochement et à une transaction entre la Reine mère et le maréchal. Le duc m'a comblé de témoignages de confiance et d'estime : j'ai pu lui dire, sans m'écarter de la vérité, que je n'ai jamais cru que son éloignement de l'Espagne pût être de longue durée. Il m'a assuré qu'il n'a d'autre aspiration que le repos et d'autre intention que de soigner sa mère âgée. Je lui répliquai qu'il reviendrait nécessairement aux affaires.

« Guidé par MM. Orense et Madoz, le parti progressiste, devenu républicain, ramène Narvaez aux affaires et le rend indispensable. Cortina s'est détaché d'eux, car il s'est rendu compte, — chose qui s'est déjà vue, — que lui, libéral éclairé et ami de l'ordre, se trouve débordé ; étant ainsi dans l'impossibilité d'arrêter le mouvement, il se retire, laissant à d'autres le soin d'achever le mal qu'il a préparé. Il a fait paraître dans les journaux une profession de foi dont il est satisfait. C'est ce qu'on appelle de la conscience politique et de la loyauté.

« Plusieurs régiments ont été travaillés dans le but de ramener Narvaez par une révolution militaire, mais l'exemple de Saldanha répugne à la plupart des officiers qui jugent sa conduite déshonorante. Au reste, Narvaez ne sera pas dans le cas de recourir à son influence sur l'armée, qui lui est favorable et déteste le progressisme de toutes nuances. La Reine mère et la Reine régnante lui en épargneront la douleur, et il baisera bientôt avec respect les mains que lui tendront Leurs Majestés.

« Il y a ici cinq à six cents Français qui propagent, avec un nombre considérable d'Allemands, les doctrines socialistes. Leurs menées pourraient être très-encouragées par l'arrivée de l'escadre anglaise de Malte qu'on s'attend à voir apparaître ici ; les espérances et l'outrecuidance des révolutionnaires catalans y trouveraient également leur compte.

« Les réfugiés dont je viens de parler sont employés en grand nombre dans un immense établissement où se fabrique de la percale imprimée. Or le système protectionniste peut seul faire vivre cette industrie catalane. Le mètre de cette percale revient ici à trois pence, tandis qu'il n'en coûte qu'un seul au fabricant anglais. Il faut donc que les Espagnols payent trois fois plus cher leur propre produit pour que ce commerce prospère. Il en résulte que les fabricants, ayant tout bénéfice à introduire la marchandise

anglaise, font eux-mêmes de la contrebande sur la plus grande échelle. »

En rentrant à Madrid, le comte Raczynski trouvait le ministère appuyé et soutenu par une majorité importante dans les Cortès, et, malgré ce résultat inespéré, la situation de M. Bravo Murillo était toujours aussi incertaine.

Le 29 septembre, il dépeignait en ces termes au marquis de Valdegamas les divisions et les luttes intérieures de l'Espagne :

« Mon cher marquis, Ayllon ne m'a pas embrassé, comme vous le lui avez recommandé; mais je sais néanmoins à quoi m'en tenir sur vos sentiments à mon égard.

« Hier quelqu'un de très-sensé m'a dit que la majorité ministérielle va se désorganiser parce que Bravo Murillo n'a pu arriver à satisfaire les ambitions et les avidités de tous. Bien que le président du conseil travaille comme un forçat, les finances ne s'améliorent pas. Cependant, je crois que là n'est pas le danger : il faudrait que les Cortès eussent bien changé si leur attention et leur susceptibilité s'éveillaient sous ce rapport. La chute d'un ministère est, dans un pays parlementaire, toujours indépendante du bien ou du mal positifs que les ministres font au pays. Les ministres ne grimpent que pour tomber; il faut ajouter, du reste, qu'ils ne tombent pas de haut, et que, ne pouvant

pas se faire de mal, ils recommencent aussitôt de nouveau à grimper.

« Je dois dire que depuis mon retour ici la crainte des dangers que court le ministère et l'appréhension de voir l'ordre matériel troublé diminuent chaque jour. D'ailleurs, la lassitude et l'indifférence envahissent tout le monde, et je n'ai pu échapper moi-même à cette contagion.

« On annonce pour un temps prochain le retour de la Reine mère, dont personne ne parle en ce moment; mais il n'est pas douteux que les bruits de toutes sortes ne manqueront pas de circuler activement dès son arrivée. Quant à la jeune Reine, on ne s'exprime d'elle qu'avec éloges *in puncto puncti*.

« En ce qui vous concerne, on a jugé votre dépêche télégraphique relative à l'extermination de la bande de Lopez et au supplice de ce dernier comme prématurée : aujourd'hui que ces faits se trouvent confirmés, grand est l'embarras de tous ceux qui n'avaient pas craint de vous taxer de légèreté et de dire que vous ne pourriez pas rester à Paris. Vous savez peut-être qu'on assure que Miraflorès désire aller à Paris comme ambassadeur : peut-être n'y a-t-il là qu'une manœuvre de son ambition.

« Vous m'avez écrit, et on répète ici, que votre réconciliation avec Narvaez a été des plus cordiales. Vous conviendrez que cela ne diminue pas la confu-

sion générale; néanmoins je vous félicite d'être entraîné dans le tourbillon où vous luisez souvent et où votre éclat attire les regards. Vous avez beau dire, cela vous intéresse, et, si vous quittez Paris, vous penserez à faire autre chose, car votre âme est un volcan, et votre imagination ne connaîtra jamais le repos. D'ailleurs, vous seriez le seul à n'avoir pas d'amour-propre : vous n'êtes pas une huître, et qui sait même si les huîtres n'en ont pas?

« La santé d'Ayllon m'inquiète; je crains que le travail ne finisse par ruiner sa santé. Je le considérais comme laborieux, vrai, loyal, digne d'estime, doué de véritables aptitudes; mais aujourd'hui je trouve qu'il est plus que tout cela ; c'est un homme d'affaires fin et perspicace, il sait tout débrouiller avec calme et sang-froid. Quant à Miraflorès, il ne dépasse pas le niveau auquel nous l'avons toujours vu arrêté. »

Quelques semaines plus tard, les difficultés augmentaient de toutes parts, et le ministre de Prusse mandait de nouveau au marquis de Valdegamas à Paris :

« Madrid, le 9 novembre 1851.

« Mon très-cher marquis, je sais de source certaine que le retour prochain de Narvaez est annoncé. Néanmoins le personnage qui a reçu cette nou-

velle, et de qui je la tiens, peut ne pas avoir dit la vérité et avoir, pour agir ainsi, de très-bonnes raisons; je partage, quant à moi, votre opinion quand vous dites qu'il ferait mieux de ne pas venir encore.

« Je voudrais bien, quoique je n'ose m'y hasarder, vous communiquer ce que j'ai écrit à mon gouvernement à votre sujet et sur la crainte que vous inspirez à ceux qui redoutent de voir leurs projets d'ambition ruinés si vous arriviez à prendre une part plus directe et plus considérable dans les affaires de l'Espagne. Je présume que vous avez à cet égard reçu des indications analogues. Cette manifestation évidente d'une opposition très-vive contre vous est dans la logique de la situation, et j'ajoute que, loin de me surprendre, elle me plaît et me réjouit; j'y trouve la preuve que je vous ai bien jugé et que vous ne tarderez pas à devenir nécessaire : quand les loups portent plainte contre un chien, c'est que le chien est bon gardien.

« Et, à ce propos, permettez-moi de vous dire que, dans un temps, je vous croyais seulement intéressant et attachant, vous me charmiez et je me sentais instinctivement attiré vers vous. Mais je n'ai pas tardé à m'apercevoir qu'en dépit de votre prodigieuse imagination et de votre originalité dans les formes, votre bon cœur fait très-bon ménage avec votre prudence, vos principes avec les nécessités, et vos sou

daines inspirations avec votre sage persévérance. Je ne crains pas que vous deveniez la dupe de personne, que vous puissiez être trompé par des élans de générosité vrais ou simulés, joué par l'audace, l'astuce, les ambitions effrénées, les avidités insatiables.

« Je félicite la bonne cause que vous servez, et je vous félicite vous-même de ce que vous vous soyez décidé à renoncer aux succès de la tribune, car cela m'est une preuve de plus que les triomphes oratoires sont devenus de faibles moyens pour faire le bien, et que vous espérez faire mieux que d'impressionner le public en récoltant sur ce terrain de nouveaux lauriers.

« On dit généralement que la session présente dans les Cortès sera orageuse : cela prend, en effet, cette tournure, bien que la majorité ministérielle soit considérable; mais quelle est la solidité de cette garantie?

« Je serais curieux de savoir si M. Bertran de Lis est toujours aussi engoué du système parlementaire; quel que soit son sentiment à cet égard, je demeure convaincu qu'il lui restera fidèle, car c'est par le jeu de ce système qu'il pourra revenir aux affaires, et, en faveur de cette chance, il lui pardonnera toujours de le renverser : c'est là le secret de l'attachement au libéralisme de la plupart des hommes. »

Le maréchal Narvaez ne renonçait donc pas à jouer de nouveau en Espagne un rôle politique actif; on

savait comment il se servait du pouvoir, comment il se vengeait de ses adversaires ; on n'ignorait pas davantage l'influence qu'il avait conservée à la cour; aussi une profonde inquiétude s'empara-t-elle de tous lorsqu'éclata, le 19 novembre, la nouvelle de son arrivée à Madrid, depuis plusieurs mois tantôt annoncée, tantôt démentie :

« On a appris hier à un bal que la Reine mère donnait à l'occasion de la fête de la reine Isabelle, écrit le comte Raczynski le 20 novembre au marquis de Valdegamas, que le général Narvaez était arrivé dans la journée à Madrid, où il est descendu chez le riche banquier Sevillano, qui est depuis longtemps son agent d'affaires.

« Les Polacos prétendent être certains que le général a été rappelé par la Reine elle-même; ils croient aussi savoir que M. Bravo Murillo veut s'associer Narvaez et servir sous lui. Mais, en dépit de leurs affirmations, je suis sûr, au contraire, que la jeune Reine aussi bien que la Reine mère, le Roi et les ministres sont on ne peut plus contrariés de cet incident.

« La division est au sein de l'opposition. Celle-ci est furieuse contre le chef progressiste Olozaga, parce que ce dernier a mollement et maladroitement attaqué le ministère, alors qu'il aurait pu créer au gouvernement des embarras sérieux. J'ignore si M. Olozaga a

été gagné, mais ses amis politiques le soupçonnent, et ces messieurs se connaissent bien entre eux. Les récriminations n'ont pas manqué de se produire dans les journaux qui se sont faits les échos fidèles des mécontents des Cortès. »

Comme le pressentait le comte Raczynski, la présence de Narvaez à Madrid devait être accompagnée de nouvelles intrigues. Il en rendait compte le 7 décembre à Donoso Cortès :

« Le duc de Valence a proposé à lord Howden de passer quelques jours avec lui à Aranjuez ; celui-ci a refusé, je présume qu'il juge la manifestation trop éclatante. Le ministre d'Angleterre m'a confié que Narvaez fait des propositions très-acceptables, et qu'on pourrait facilement traiter avec lui ; en ce qui le concerne, il ne souhaite rien davantage. Je lui répondis qu'on ne pouvait compter ni sur Narvaez, ni sur la Reine mère, et que tous deux échappent quand on croit les tenir. Lord Howden pense tirer profit de son influence sur Narvaez et de l'estime dont il est l'objet à la cour; mais, dans une si périlleuse négociation, je ne doute pas qu'il ne devienne dupe.

« Les intrigues vont du reste leur train : hier un partisan de la Reine mère m'a assuré tenir du duc de Rianzarès que le temps n'est pas éloigné où Narvaez reviendra aux affaires; il y a peu de jours, ces deux personnages ont eu une longue entrevue, et ils se sont

quittés rayonnants de satisfaction. Le duc de Rianzarès donne chaque jour des marques de sa protection au général Prim et à Gonzalès Bravo ; mais celui-ci est néanmoins très-menacé de perdre son poste de ministre à Naples, où on n'aurait jamais dû l'envoyer.

« De tous les membres du corps diplomatique, lord Howden est le plus constamment mêlé aux mouvements qui agitent l'Espagne, tandis que la France est sans influence. L'Anglais travaille donc tout seul ; je n'ai, pour ma part, garde de l'imiter, je n'ai pas reçu d'instructions pour le faire ; aussi je me borne à observer, à juger, et à faire connaître à mon gouvernement ce qu'il lui importe de savoir. »

Les événements considérables dont l'Europe avait été le théâtre avaient profondément influé sur les dispositions des cercles politiques à Madrid ; l'année 1852 apportait donc des conditions nouvelles et laissait entrevoir la probabilité de modifications importantes dans l'esprit et les tendances générales :

« L'opinion publique à Madrid a subi une transformation incontestable, écrit au marquis de Valdegamas, le 10 janvier 1852, le comte Raczynski. Il n'y a personne qui ne reconnaisse que le système parlementaire est ruiné en France, et que, partout où il n'a pas succombé, il est tout au moins ébranlé et menacé, tandis qu'il y a peu de temps encore les plus perspicaces croyaient que là est la condition néces-

saire d'existence de tout gouvernement. En Espagne néanmoins, beaucoup de notabilités politiques persistent à servir un système dans lequel ils n'ont cependant plus de foi; de ce nombre est le marquis de Miraflorès; d'autres encore, tels que MM. Pidal, Mon, Pacheco, Martinez de la Rosa, le duc de Rivas, Rios Rozas, etc., y demeurent fidèles, parce qu'ils pensent que le jeu des institutions parlementaires les ramènera au pouvoir. M. Isturitz lui-même, — qui d'ailleurs retourne à Londres, — est désillusionné. Tous les personnages que je viens de nommer sont avant tout les serviteurs de leur propre ambition; le reste leur importe peu, pourvu qu'ils atteignent leur but. Mais à côté d'eux, il en est sur lesquels l'incertitude et le doute ne sont pas permis. MM. Bravo Murillo, le marquis de Viluma, le baron de Meer, le général Pezuela, M. d'Ayllon, M. Negrete, les généraux Cleonard, Pepe Concha, La Rocha, Roncali, l'amiral Bustillos sont des hommes qui méritent toute confiance et sont au-dessus de tout soupçon. Mais ils n'ont pas l'influence dont abusent si souvent Narvaez et la Reine mère; les ressources d'habileté et d'intrigues de cette princesse ne seront jamais pénétrées par l'esprit le plus délié.

« Quoi qu'il en soit, il est incontestable que la ten dance du gouvernement de la Reine est de s'éloigner de plus en plus du système parlementaire; tandis

qu'au contraire, en 1848, Cabrera et la plupart des chefs montemolinistes pactisaient avec les progressistes et s'associaient aux doctrinaires. Cette alliance a affaibli singulièrement le parti carliste. En même temps que se produit ce revirement, l'intelligence politique de la jeune Reine se développe d'une manière frappante, ses habitudes et ses idées deviennent sérieuses, et son esprit se dégage chaque jour davantage des influences perfides qui ont entouré son enfance et dominé les premières années de son règne. Sa cause ne s'appuie plus aujourd'hui sur les tendances révolutionnaires dont la Reine mère ne peut, au contraire, se séparer : par les conseils de cette princesse, le duc de Rianzarès témoigne de l'amitié aux hommes les plus dangereux ; son avidité de richesse, ses spéculations constantes, ses intrigues créent sans cesse des obstacles à la marche du gouvernement. Sans aucun doute, la Reine mère a un esprit très-fin, mais cet esprit n'est pas juste : elle m'a dit à moi-même qu'il faut laisser mourir la Révolution de sa belle mort, ce qui est une manière très-ingénieuse de la faire vivre, car laisser s'user la gangrène, n'est-ce pas faire mourir le malade? »

Pendant que les vues du ministère s'affirmaient chaque jour davantage, un événement terrible se produisit soudain : le 2 février, la Reine était frappée d'un coup de couteau par la main d'un prêtre nom-

mé Merino ; voici comment le comte Raczynski racontait les circonstances où le crime fut commis :

« Hier, à une heure et demie, en sortant de la chapelle du palais pour rentrer dans ses appartements[1], la Reine traversait la grande galerie qui fait le tour du château du côté de la cour intérieure. Elle marchait entre une double haie de hallebardiers, précédée et suivie des grands d'Espagne, des personnages de la cour et des dames de service, ayant auprès d'elle le Roi, la marquise de Povar qui tenait la petite Infante dans ses bras[2], la grande maîtresse, la majordome major, le cardinal-archevêque de Tolède et le nonce. Déjà le cortége atteignait l'entrée des appartements royaux, lorsque soudain il fut arrêté par la foule que contenaient à peine les hallebardiers ; des murmures s'élevèrent, en même temps qu'un prêtre, écartant avec violence ceux qui voulaient le retenir, se précipita jusqu'auprès de la Reine, s'agenouilla devant elle et, laissant tomber son manteau, lui porta vivement un coup de couteau dans le côté droit au-dessus de la hanche, et avec tant de force que la lame coupa une des baleines de son corset : « *Tenga, estas muerta*[3] ! »

[1] La Reine se rendait à la cérémonie de ses relevailles à l'église d'Atocha.

[2] L'Infante Isabelle, née le 20 décembre 1851, aujourd'hui princesse des Asturies et veuve de M. le comte de Girgenti.

[3] « Tiens, tu es morte ! »

s'écria-t-il. La Reine poussa un cri et dit : « *Mi hija* [1] ! » Puis, faisant un mouvement en arrière, elle devint très-pâle; cependant, soutenue par les personnes qui l'entouraient, elle put aller jusqu'à la grande salle de réception où elle perdit connaissance. On la transporta aussitôt dans ses appartements.

« Au moment où Sa Majesté a été frappée, la marquise, ne pouvant dominer son émotion et se défiant de ses forces, remit la petite Infante entre les bras d'un capitaine de hallebardiers. Tout le monde se précipita sur l'assassin pour le tuer sur-le-champ; mais le comte de Pino-Hermoso arrêta cette vengeance trop sommaire en déclarant qu'il fallait savoir si le meurtrier avait des complices et quels pouvaient être les instigateurs du crime.

« La blessure a près de deux pouces de profondeur, mais elle est presque verticale ; il n'y a pas de doute que si la Reine n'avait été revêtue de son manteau royal et que les épaisses broderies d'or qui représentent les tours de Castille n'eussent amorti la violence du coup, elle eût expiré sur-le-champ.

« Pendant ce temps, le corps diplomatique, un grand nombre de personnages de la cour, de fonctionnaires et de personnes de tout rang étaient réunis à l'église d'Atocha où la Reine devait se rendre pour

[1] « Ma fille ! »

la cérémonie de ses relevailles. Dès que la funeste nouvelle se répandit, les troupes établies sur tout le parcours du palais à cette église reçurent l'ordre de se replier sur le château, vers lequel affluait en même temps une foule immense, qui témoignait par toutes sortes de manifestations de sa consternation et de son attachement pour la Reine. Malgré le désordre, il n'y a eu aucun accident à déplorer.

« L'assassin, nommé Martin Merino, est un ancien moine connu par son exaltation démagogique. Il a autrefois déjà menacé les jours de Ferdinand VII. Frappé d'exil, il a passé bien des années en France et en Belgique ; il y a huit ans, il a été autorisé à rentrer en Espagne, où la protection de M. Olozaga lui fit obtenir un emploi de desservant à l'église de Saint-Sébastien ; mais son inconduite le fit priver bientôt de ses fonctions.

« Après avoir commis le crime, il a conservé tout son sang-froid. Il a été pendant quelques heures enfermé dans une salle du château, où beaucoup de personnes ont été le voir. L'audace la plus cynique était peinte sur son visage, et ses yeux bravaient effrontément tous les regards. Tous les ministres, et principalement le ministre de la justice, lui ont fait subir un interrogatoire qui a duré près d'une heure. On assure qu'il a dit que la Reine ne survivrait pas, qu'en sortant de chez lui il était résolu à la frapper, que si

sa tentative échouait, plus de cinquante hommes sont résolus à suivre son exemple, et que si l'Espagne renfermait douze hommes aussi déterminés que lui, on en aurait bientôt fini avec la tyrannie.

« La main du meurtrier était-elle dirigée par les sociétés secrètes? On est porté à le croire. Le nonce [1] m'a dit lui même qu'il a reçu de Séville une lettre anonyme dans laquelle on le prévient que le comité central de Séville a prononcé sa condamnation à mort et transmis à celui de Madrid l'ordre d'exécuter cette sentence. Néanmoins, on admet plus généralement que Merino a agi spontanément; rien n'indique le contraire d'une manière un peu probable, et il n'a sans doute d'autres complices que les hommes dont l'attitude, le langage, les excitations incessantes exaltent chaque jour les mauvaises passions.

« Au premier moment, les médecins ont cru que la blessure était mortelle; cependant il n'est survenu jusqu'à présent aucun symptôme alarmant dans l'état de la Reine. »

« Le 4 février.

« L'assassin a été aujourd'hui condamné à mort par le tribunal. Il est abattu, mais non repentant. La révision du procès sera achevée dans quarante-huit

[1] Mgr Brunelli, nonce du Saint Siége à Madrid.

heures, et il est probable que le coupable subira après-demain la peine du *garote*.

« D'après la constitution, il eut dû être jugé par le Sénat; mais on a cru pouvoir interpréter la loi différemment, en se fondant sur l'absence de toute disposition législative quant à la procédure à suivre en pareil cas; on a voulu, d'ailleurs, éviter une trop grande solennité des débats et en prévenir la longueur. On a eu également en vue d'arrêter les effets de la clémence de la Reine, qui a répété plus d'une fois qu'elle ne voulait pas qu'on fît de mal à son assassin. Ce matin à cinq heures les médecins ont été très-inquiets, mais l'état de la Reine s'est amélioré depuis; on ignore toutefois si aucun organe essentiel n'a été atteint, car la plaie s'est refermée aussitôt après que le coup a été porté. »

« Le 7 février.

« Merino a été exécuté aujourd'hui à une heure et demie, heure à laquelle, il y a cinq jours, il avait frappé la Reine. Plus de cinquante mille spectateurs assistaient au supplice au Campo de Guardias. Lord Howden, qui était de ce nombre, m'a dit que l'assassin a montré un incroyable courage. On ne peut faire preuve de plus de férocité et de cynisme, et bien cer-

tainement Merino n'était pas de la race des moutons qui porte son nom. Je ne crois pas qu'il ait agi sous l'influence directe d'une société secrète : il s'était tout simplement voué au diable, et, voulant cesser de vivre, il a pensé que c'était là un moyen de finir avec bruit. Loin de faire un effort sur lui-même, il n'a éprouvé qu'un sentiment de satisfaction [1].

« Après avoir été pendant trois jours dans l'incertitude la plus complète sur le sort de la Reine, on est maintenant parfaitement rassuré. »

Le triste événement dont nous venons de donner le récit avait causé partout en Europe une indicible émotion ; à Paris, on avait vivement ressenti les inquiétudes du peuple espagnol. Donoso Cortès, dont on sait le profond et sincère attachement pour la Reine, avait éprouvé une véritable et patriotique douleur à la nouvelle de l'attentat criminel dont sa souveraine avait été victime ; c'est au sujet de ses anxiétés et des marques de sympathie qu'il avait reçues de toutes parts qu'il écrivait au comte Raczynski :

[1] Merino fut conduit au lieu de son supplice monté sur un âne et la face tournée du côté de la croupe ; comme il restait encore dix minutes avant le moment de son exécution qui avait été fixée à la même heure que celle où il avait frappé la Reine, il demanda qu'on fît subir le *garote* à l'âne qui l'avait amené, pour voir, disait-il, la grimace qu'il allait faire. On se refusa, comme de raison, à se prêter à cette fantaisie cynique.

« Paris, le 10 février 1852.

« Mon cher comte, vous ne pouvez croire quels moments pénibles j'ai traversés depuis la nouvelle que le télégraphe m'a apportée jusqu'à l'instant où j'ai reçu votre lettre du 5, dans laquelle vous me mandez que Sa Majesté est entrée en convalescence. Vous ne sauriez davantage imaginer les preuves de sympathie et d'amitié que j'ai reçues de la part de toutes les personnes considérables et éminentes. Jamais on n'a vu pareille démonstration. Toutes les dames du faubourg Saint-Germain sont venues me voir ou m'ont écrit dans les termes d'une amabilité sans exemple.

« Je vous remercie infiniment de vos lettres, grâce auxquelles je suis au courant de tout; les visites ne cessent pas, et le courrier part aujourd'hui sans dépêches, faute de temps pour les écrire.

« Votre dévoué,

« VALDEGAMAS. »

La tentative criminelle de Merino avait causé une véritable panique, et les embarras du cabinet se compliquaient par là singulièrement.

« Après l'attentat, mandait le 22 février le comte Raczynski au marquis de Valdegamas, on pensait que

la chute de M. Bravo Murillo était prochaine et que sa retraite serait une conséquence probable de l'émotion qui a suivi le crime. On regardait l'arrivée aux affaires de M. Isturitz comme inévitable, et on ne doutait pas que, dans la disposition actuelle des esprits, ce malheur ne dût tourner au profit de l'opinion libérale. Mais il est maintenant certain que Bravo Murillo a triomphé de toutes les difficultés et déjoué toutes les intrigues. M. Isturitz repart donc pour Londres, après avoir échoué complétement dans sa tentative de renverser le ministre pour lui succéder.

« L'influence anglaise s'exerce sans partage en Espagne. La France laisse faire, et les représentants des puissances du Nord se tiennent à l'écart. Le ministre d'Angleterre pèse directement sur la marche du gouvernement; son attitude de plus en plus hautaine exaspère les Espagnols; l'orgueil le pousse à tout oser. Une personne très-haut placée a dit de lui : « Il est pire que Bulwer. » Comme lord Howden venait de quitter la Reine, elle a dit à quelqu'un qui me l'a répété : « *Es un buen pajaro*[1] ! » Il faudrait que la France fût représentée par un homme de force à tenir tête à lord Howden et à lui en imposer par sa personne et sa situation sociale; s'il joignait à ces avantages les qualités de Bresson, l'influence poli-

[1] « C'est un joli moineau! »

tique du ministre anglais serait alors neutralisée. »

Les ambitieux ne se découragent pas facilement et n'abandonnent jamais qu'une partie qu'ils considèrent comme perdue sans ressources :

« Je vous mandais il y a cinq jours le prochain départ d'Isturitz, écrivait le ministre de Prusse à Donoso Cortès le 27 février; or, voici qu'il remet son départ de jour en jour et qu'il recommence à intriguer avec plus de rage que jamais. La situation de Bravo Murillo est-elle ébranlée ou demeure-t-elle solide? Beaucoup ne savent qu'en penser. Je persiste à croire, pour ma part, que le cabinet résistera aux assauts furieux que lui livrent ses adversaires. Dans mon opinion, la menace la plus sérieuse dont il y ait lieu de se préoccuper, c'est l'esprit d'indiscipline et de mutinerie dont l'armée a donné des preuves au mois de janvier dernier, alors que de simples bruits de journaux ont mis en émoi toute la garnison : la presse hostile au ministère avait répandu la nouvelle qu'à l'occasion de ses couches, la Reine accordait aux soldats une diminution de temps de service. Cette mesure eût été une injustice, car elle ne pouvait être appliquée qu'aux dépens des hommes qui auraient été appelés à remplacer ceux qu'on aurait renvoyés dans leurs foyers. Aussi des attroupements militaires, des démonstrations populaires ne tardèrent pas à se produire. L'irritation était extrême

et ne se calma qu'après bien des désordres. Une juste répression a suivi l'événement, deux soldats furent fusillés et d'autres condamnés à différentes peines; mais le moindre incident peut provoquer de nouveaux actes d'insubordination. »

L'incertitude ne dura pas longtemps au sujet de la solidité du ministère dont l'active habileté sut déjouer les menées de ses ennemis; l'avenir semblait donc appartenir à M. Bravo Murillo, qui se hâta de préparer les projets de réforme qu'il avait conçus :

« Une loi sur la presse, beaucoup plus sévère que toutes celles qui ont jusqu'à présent régi la matière, va être promulguée, écrit le comte Raczynski, au ministre de la Reine à Paris, le 21 mars. Plus tard, viendra la dissolution des Cortès, et on ne négligera alors aucun moyen pour paralyser les intrigues et les manœuvres corruptrices dont le but est de faire élire les hommes qui ne songent qu'à faire leur fortune politique aux dépens de la prospérité de leur pays. La nouvelle Chambre, aussitôt constituée, s'occupera de reviser la Constitution. Cependant Narvaez et San-Luiz sont au moment d'aller passer quelques jours à Aranjuez. Au dernier conseil présidé par la Reine, les ministres crurent s'apercevoir de sa mauvaise humeur et de son mécontentement; elle leur déclara que la présence de Narvaez et de San-Luiz à Aranjuez lui serait désagréable. Bravo Murillo, se sen-

tant plus fort, n'a pas craint de lui dire : « Si Votre « Majesté veut nous garder, elle n'a qu'à faire peu de « cas de ces messieurs ; si, au contraire, Votre Majesté « veut leur témoigner sa confiance, nous sommes « prêts à nous retirer. »

La fermeté du président du conseil, son habileté, son zèle, son dévouement, son honnêteté, son amour du bien et sa volonté de l'appliquer en toutes circonstances rendirent au gouvernement de la Reine une autorité salutaire ; le calme renaissait dans les esprits, et il semblait qu'on pût avoir désormais confiance dans l'avenir, et cependant toutes les difficultés n'étaient pas vaincues.

« Bravo Murillo semble fort, mais vous savez qu'il faut toujours ici compter sur l'imprévu, mande le ministre de Prusse à son ami le marquis de Valdegamas, le 18 avril ; la hausse des fonds est assurément une preuve de la confiance générale dans la durée du ministère. On veut, dit-on, et je suis très-porté à le croire, contracter un emprunt pour couvrir la dette flottante qui coûte trop cher au Trésor, et on affirme que c'était là le but du voyage de M. Fould. Bravo Murillo fait relativement de la bonne administration ; il remplit les engagements du gouvernement ; il assure le maintien de l'ordre : tels sont les résultats considérables de son activité, mais les ombres ne manquent pas à ce tableau. Le ministère se lance

dans les entreprises de chemin de fer avec une véritable fureur, et il suffit pour en démontrer le danger de dire que le chef de ces entreprises est M. Salamanca, et qu'un *grand personnage* prend une part active à toutes ces spéculations. En eux-mêmes, tous ces projets de construction de chemins de fer sont excellents, et ils ne manqueront pas d'être la source d'avantages considérables. Mais on trouve que le gouvernement entreprend trop à la fois, qu'il est bien plus dominé par la pensée des bénéfices de Bourse que par la préoccupation du bien public, qu'enfin il règne dans l'exécution de ces plans un système de gaspillage et de prodigalité qui suffirait seul à en compromettre le succès. Malgré toutes ces critiques que je crois justes jusqu'à un certain point et qui sont dans toutes les bouches, je ne doute pas que Bravo Murillo ne réussisse à faire beaucoup de bien, si toutefois on lui en laisse le temps. Ce n'est qu'en faisant des concessions au *grand personnage* et aux individualités dont celui-ci aime à s'entourer que Bravo Murillo conserve l'appui sans lequel il tomberait.

« La loi répressive de la presse a fait son entrée dans le monde sans bruit : on tente une nouvelle expérience sur un terrain bien connu pour être détestable. On paraît toujours décidé à dissoudre la Chambre pour faire voter à celle qui lui succédera la révision de la Constitution ; mais il en sera de cette

révision comme de la loi sur la presse : si le gouvernement conserve sa force et son autorité, si on ne change pas à tout moment le président du Conseil, il n'y a pas d'éventualités fâcheuses à redouter; si le contraire arrive, le bien sera impraticable, quelle que soit la révision. »

Nous avons déjà vu l'extrême importance que le gouvernement de la Reine attachait à la reconnaissance de la Russie, et le lecteur est maintenant au courant des sentiments et des efforts du ministre de Prusse en ce qui touchait cette grave question. Le but auquel il pensait atteindre par là était d'entraîner l'Europe à une politique plus nettement conservatrice et à une alliance avec les trois puissances du Nord pour combattre énergiquement la démagogie. Un tel résultat eût amené la ruine de l'influence anglaise à Madrid.

Dans le dessein de favoriser cette politique, le comte Raczynski essaya de faire échanger entre les ministres de la Reine à Berlin et à Vienne leurs postes respectifs, M. d'Ayllon, qui occupait cette dernière légation, lui paraissant plus apte à conduire une si grave affaire et à obtenir l'appui du cabinet prussien dans une négociation aussi délicate. Après s'être assuré de l'adhésion de M. d'Ayllon, il se décida à parler de ce projet au marquis de Miraflorès :

« Le marquis a très-bien pris la chose, écrit le

comte Raczynski à M. d'Ayllon le 24 avril ; mais il a affirmé que ce changement ne vous serait pas agréable. Je lui ai demandé de vous en parler confidentiellement : Demandez-lui, ajoutai-je, si le véritable terrain sur lequel doive se traiter l'affaire de la reconnaissance n'est pas à Berlin. — Miraflorès voudrait que la négociation se passât entre lui et moi. — Ce qu'il faut, répondis-je, c'est agir sur M. de Manteuffel. Le ministre s'imagine toujours que Vienne est, sous le rapport de l'importance politique, tellement au-dessus de Berlin qu'il est inutile de se préoccuper de la Prusse. Vous, du moins, vous savez ce que nous valons, et vous jugerez comme moi que, dans bien des circonstances et sous plus d'un rapport, la comparaison reste à notre avantage.

« Fould part aujourd'hui ; il n'a pas pu s'entendre avec Bravo Murillo. »

Les appréciations inopportunes du ministre mécontentèrent profondément le ministre de Prusse, qui s'en exprimait dans ces termes au marquis de Valdegamas :

« Madrid, le 3 mai 1852.

« Il y a ici une chose qui me choque et me paraît tout à fait maladroite : dans maintes circonstances on

témoigne à la Prusse une indifférence absolument blessante. On nous traite en bagatelle. Cela m'ôte le désir de rester ici. L'autre jour, je suis allé à Aranjuez pour insister auprès de Miraflorès sur l'avantage qu'il y aurait à ce que d'Ayllon et Benalua échangent leurs postes. Je lui expliquai qu'Ayllon pourrait servir plus utilement la cause de la reconnaissance, et que je pourrais l'y aider. Savez-vous ce qu'il me répondit? « Nous voulons être très-bien avec la Prusse, « mais c'est à Vienne que se traitent les grandes affai- « res. » Je lui ai répliqué : « Cela dépend des circon- « stances : cela est souvent le cas, d'autres fois c'est « le contraire. »

« Je suis sûr que Miraflorès connaît la Prusse autant que l'Australie. Il y a des choses dont la grandeur étonne toujours, lors même que nous l'avons souvent admirée : de ce nombre sont le firmament et la naïveté de Miraflorès.

« Lord Howden, au moment de partir en congé, voyage dans le midi de l'Espagne. Il s'efface avec affectation pour témoigner de ses répugnances pour lord Derby.

« La cour est à Aranjuez et ne fait pas de bruit. On attend le retour des trois Concha. Vous savez mieux que moi toute l'ardeur de leur activité et les appréhensions qu'elle cause. Depuis les agitations militaires dans la garnison de Madrid aux premiers jours de

cette année, on redoute davantage les influences des généraux.

« Il court des bruits de modifications ministérielles, et on cite tantôt Miraflorès, tantôt Bertran de Lis, Gonzalès Romero ou Espeleta, comme étant à la veille de se retirer. Je crois que des changements ne sont pas éloignés, mais je ne doute pas néanmoins de la solidité de Bravo Murillo. »

Cependant un nouvel embarras allait s'ajouter à tous ceux contre lesquels le ministère avait jusqu'à ce moment lutté avec succès. Le conseil royal, contrairement à l'avis de sa propre commission, rejetait le projet ministériel relatif aux conditions dans lesquelles devaient se faire les nominations des sénateurs à vie et des sénateurs héréditaires. Cette question se rattachait d'ailleurs à celle des majorats. Narvaez avait essayé inutilement autrefois de faire accepter des vues semblables par le conseil royal. On se trouvait donc en présence d'un conflit :

« Bravo Murillo jouit de l'appui dont il a besoin pour conserver le pouvoir, écrit le comte au marquis de Valdegamas le 9 mai, et si le conseil royal témoigne si manifestement son hostilité contre le ministère, c'est que les *consejeros* s'ennuient de ne pas être ministres.

« Il est certain que Bravo Murillo a donné au gouvernement de la Reine une force et une autorité considérables ; mais n'est-il pas trop enclin aux concessions, et ces concessions lui sont-elles dictées par la prudence ou imposées par sa faiblesse? Je l'ai toujours vu triompher de ses adversaires par l'habileté, jamais par la conquête. Jamais il ne fait un pas en avant sans tâter le terrain pour se rendre compte s'il est solide. Quelques-uns disent qu'il se presse trop; je persiste à croire, pour ma part, qu'il ne se presse pas assez. Il est des situations où il ne faut laisser à personne le temps de juger qu'on marche trop vite. Néanmoins, je fais des vœux pour qu'il se maintienne au pouvoir, car ses tendances politiques sont conformes aux besoins de l'Espagne, il sait ménager les plus hautes influences ; d'ailleurs, on rencontre difficilement plus de netteté dans les vues, d'intelligence et d'application dans les affaires, en un mot, un ministre plus décidé aux mesures propres à introduire l'ordre dans les finances et dans l'administration. »

Trop de personnages étaient intéressés à combattre le ministère, pour que cette confiance dans sa durée pût se prolonger longtemps; peu de jours, en effet, après avoir écrit ces lignes à Donoso Cortès, les influences auxquelles il est fait plus haut allusion menaçaient la situation du cabinet, et le comte Rac-

zynski en rendait compte dans ces termes à son gouvernement :

« Le 4 mai.

« Le jour de naissance du Roi a été célébré hier à Aranjuez, par un *baisemain* auquel plus de mille personnes ont pris part. J'ai remarqué que l'entente la plus cordiale se peignait sur le visage de Leurs Majestés ; au contraire, l'attitude et la physionomie du président du Conseil exprimaient la mauvaise humeur et l'accablement. La Reine mère a combattu le projet Bravo Murillo, relatif au changement par décret de la loi électorale ; mais elle n'a pu, disent les mieux informés, dissuader le ministre. La Reine mère voudrait provoquer la chute du cabinet, mais la jeune Reine le soutient ; elle fait grand cas de Bravo Murillo et approuve sans réserve la conduite du ministre. Celui-ci voit les obstacles se multiplier autour de lui : ce sont, d'une part, les *modérés* sans place qui affluent, les candidats aux portefeuilles ; de l'autre, les généraux qu'une turbulence ambitieuse tourmente sans relâche. Les mesures importantes qui avaient été décidées se trouvent ainsi indéfiniment ajournées, et on se borne pour le moment à des destitutions.

« Le général Cordova a dû céder sa place d'in-

specteur général de l'infanterie au général Pavia, et plusieurs capitaines généraux de province viennent d'être remplacés; Narvaez, les deux Concha, Armero, naguère ministre de la marine, manifestent ouvertement leur hostilité. On parle d'une union qui s'établirait entre eux et Espartero, mais je crois que les choses n'en sont pas là, et je suis persuadé que le général Espartero est en ce moment résolu à se désintéresser des luttes politiques. Quoi qu'il en soit, on voudrait effrayer la cour par l'appréhension de soulèvements militaires et l'amener ainsi à sacrifier Bravo Murillo. »

En dépit de difficultés si considérables, certains croyaient encore à la solidité du cabinet, à l'exécution de son programme; Donoso Cortès lui-même affirmait qu'il fallait ne pas se préoccuper outre mesure de pareilles craintes :

« Je veux bien croire, lui répondait le 1er juin le comte Raczynski, que Bravo Murillo n'a renoncé à rien de ce qu'il croit nécessaire, et qu'il a la ferme résolution de sortir d'une situation où il a perdu la liberté de ses mouvements; mais je persiste à penser qu'il ne faut compter sur rien et tout redouter de l'influence contre laquelle il s'efforce de lutter. Quels que soient les services qu'il a rendus, le

bien qu'il a fait, la nécessité de le conserver; quelles que soient, en outre, les ressources de son esprit, il ne pourra pas longtemps satisfaire toutes les exigences; il tombera quand un autre promettra plus qu'il ne pourra tenir, et que Bravo Murillo ne pourra promettre de bonne foi. Il est, dès à présent, hors de doute que ses adversaires s'entendent entre eux, et que MM. Mon, Pidal et les généraux mécontents ont associé leurs espérances. Quant à moi, je suis blessé dans ma qualité de ministre de Prusse; le climat de Madrid en hiver m'est pénible; mes affaires de famille et d'intérêt réclament ma présence. Je me suis donc décidé à solliciter mon rappel, ou, si cette demande pouvait déplaire au Roi, un congé prolongé. C'est aujourd'hui que j'ai écrit pour la première fois dans ce sens à Berlin.

« On a souvent ici traité la Prusse en bagatelle; j'ai fait des remontrances amicales, j'ai servi avec zèle les intérêts espagnols, et j'aurais voulu faire naître une juste appréciation de notre importance; je n'ai pu y arriver. Je dois donc croire que ce résultat est mon ouvrage, et qu'un autre saura, mieux que moi, obtenir que mon pays ne soit pas moins considéré ici que les autres grandes puissances. Il y a dix ans que j'occupe dans la Péninsule des fonctions diplomatiques, et je ne regretterai jamais ce long séjour auquel je dois d'avoir connu un homme qui

est selon mon cœur et à qui j'ai voué une estime et une amitié qui ne cesseront qu'avec ma vie. »

Qu'il nous soit permis d'appeler l'attention du lecteur sur le sentiment de fierté patriotique qui dictait au comte son désir de se retirer : ses services, son zèle, sa fidélité, son indépendance, l'élévation de son caractère, la distinction de son esprit étaient hautement appréciés à Berlin, mais la délicatesse et l'honnêteté de sa conscience ne pouvaient s'accommoder des blessures faites à son légitime orgueil, et lui inspiraient la résolution d'abandonner spontanément des fonctions dont l'accomplissement ne lui donnait pas toutes les satisfactions auxquelles il croyait pouvoir prétendre. Un pareil scrupule lui fait trop d'honneur pour ne pas provoquer, en même temps qu'un vif sentiment d'admiration pour celui qu'il entraînait irrésistiblement, le regret de pouvoir trop rarement saluer de semblables sacrifices de générosité et de désintéressement.

Près de trois mois devaient encore s'écouler avant que le roi de Prusse se décidât à céder aux instances que lui adressait son ministre pour quitter le poste où sa confiance l'avait placé. Les dépêches et les lettres particulières du comte pendant ce temps contiennent trop d'indications précieuses et de renseignements inédits pour que nous omettions d'en

extraire tout ce qui peut intéresser le lecteur et aider à compléter le tableau de la situation des affaires en Espagne. Nous continuerons donc à observer les assauts des partis, le jeu et les manœuvres des influences jusqu'au jour où le diplomate prussien quitta définitivement la Péninsule pour rentrer en Allemagne.

Personne ne pouvait être plus sincèrement affecté des projets de retraite du comte Raczynski que son ami le marquis de Valdegamas; aussi la lettre qui lui fit connaître ses intentions lui causa-t-elle la plus pénible surprise. Nous avons déjà vu quel cas il faisait des services et des aptitudes du comte, nous savons à quel point les espérances, les devoirs, les sympathies, les appréciations de ces deux hommes éminents à tant d'égards se rencontraient; aussi Donoso Cortès pressait-il, avec toute l'insistance que lui permettait son amitié, le ministre de Prusse d'abandonner son projet.

« Paris, le 10 juin 1852.

« Mon cher comte, vos dernières lettres m'ont mis parfaitement au fait des affaires espagnoles, mais je demeure surpris de votre détermination. Je garde un dernier espoir : le Roi ne se décidera pas à

accepter la démission d'un de ses plus fidèles serviteurs, car aucune des raisons que vous avez données ne vaut.

« Si la Prusse est encore quelque peu libérale, elle l'a été dans le passé bien davantage ; si la politique générale de l'Europe ne suit pas la voie que nous souhaiterions l'un et l'autre, nous l'avons vue tous deux en bien plus mauvais chemin. Si les journaux ne parlent pas de la Prusse, je prends l'engagement de leur faire publier tout ce que vous voudrez ; si le climat de Madrid est froid, croyez-vous qu'il soit moins rigoureux dans les régions glaciales où vous voulez vous établir? Et qu'allez-vous faire de vos nuits? A quelque point de vue qu'on examine ce projet, il apparaît toujours comme un acte d'étourderie. J'espère donc que Dieu ne permettra pas qu'il se réalise, et que vous recevrez un congé.

« Rien ne s'est modifié ici dans la situation : l'Empire est ajourné pour le moment, en raison du déplaisir qu'il cause aux puissances ; mais ce retard ne change rien à la résolution bien arrêtée de le proclamer un peu plus tôt ou un peu plus tard.

« Bravo Murillo se maintient et il se maintiendra, n'en doutez pas ; je connais la pensée intime et véritable de vos voisins [1] ; ils veulent être au mieux avec

[1] Le palais de la Calle de Las Rejas, habité par la Reine mère, était en face de la demeure du comte Raczynski.

tout le monde, mais au fond ils désirent que Bravo Murillo mette ses projets à exécution, à condition toutefois de ne pas compromettre une certaine personne à qui il convient de passer pour libérale, bien qu'elle ne l'ait jamais été en réalité; elle l'est aujourd'hui moins que jamais, et cela parce que, sous un régime libéral, son mari ne pourrait jouer le rôle qu'il ambitionne : n'est-ce pas concluant? »

Mais la résolution du comte Raczynski était définitive, et les instances flatteuses qui lui furent adressées tant à Madrid que de Berlin ne purent l'en détourner.

Nous venons de voir comment les adversaires de M. Bravo Murillo avaient réussi à arrêter l'exécution des projets de réforme du ministre au moment où celui-ci se croyait près de les réaliser; la dépêche suivante, adressée le 12 juin par le comte Raczynski à son gouvernement, est une peinture complète de la situation dans laquelle se trouvait engagé le ministère et des influences qui mettaient son existence en danger :

« M. Mon passait autrefois pour un homme de bien, pour un grand financier et même pour un homme d'État; depuis trois ans, j'entends dire que son rôle est fini; maintenant, au contraire, il est sans cesse question de lui et de ses aspirations au pouvoir encouragées par la Reine mère, qui voit dans la menace de cette candidature un moyen de mieux

assujettir Bravo Murillo. Aussi M. Mon ne se fait-il pas faute de donner clairement à entendre qu'il a su contraindre le président du conseil à s'arrêter dans la voie de réaction où il marchait si hardiment. Avant-hier, il aborda un diplomate étranger en lui demandant avec un accent de maligne gaieté : « Que diront « les trois puissances du Nord quand elles sauront « que les coups d'État ont avorté ? » On lui répliqua : « Elles ne diront rien, car elles ont trop à « faire chacune chez elles, pour s'occuper de vos « propres affaires intérieures. — Soyez assuré, ajouta « aussitôt M. Mon, qu'il y aurait folie à songer encore « aux décrets : d'ailleurs, c'est dans le maintien inté- « gral de la constitution que le gouvernement de la « Reine doit chercher son appui le plus solide. Tout « le bien que vous voyez, c'est nous qui l'avons fait : « s'il y a amélioration dans le bien-être du peuple, « accroissement dans la richesse du pays, affermis- « sement de l'ordre matériel, progrès dans l'organi- « sation de l'armée, développement du crédit, recon- « stitution des finances, c'est à nous, c'est à moi que « tout cela est dû. Si la Reine est sur le trône, elle « y est grâce à la constitution et grâce à nous. »

« Un tel langage accuse chez celui qui l'a tenu une imperturbable confiance dans sa propre importance et dans le rôle éventuel qu'il se croit appelé à jouer.

« Sous l'empire de préoccupations semblables, le général O'Donnel a, de son côté, dit à un membre du corps diplomatique : « En France, on n'a pas pu « faire autrement que de mettre fin au système par- « lementaire par un coup d'État ; mais ici, cela « n'est ni désirable, ni possible. » Le diplomate répliqua : « Oui, cela a pu se faire en France parce « que la France a une armée disciplinée, qui obéit et « qui reste étrangère aux intrigues politiques. » Le général s'est gardé d'insister.

« L'agitation des partis est extrême : ce sont MM. Mon et Pidal, et tous les doctrinaires dont la Révolution, le régime parlementaire, la presse et leurs propres discours ont fait l'importance et la fortune ; ce sont les *Polacos*, sous la conduite de leur chef Sartorius ; les puritains, tels que Pacheco et Rios Rosas ; les partisans du général Narvaez et le groupe des généraux mécontents. Tous affirment que Bravo Murillo, privé du concours de la Reine mère dans ses projets de réforme, ne pourra toucher à l'arche sainte sans être foudroyé. Je ne crois pas néanmoins que le président du conseil soit définitivement vaincu, et bien que la situation soit telle qu'il soit impossible d'émettre une prévision probable sur l'avenir de l'Espagne, je demeure convaincu que M. Bravo Murillo n'hésitera pas à poursuivre patiemment l'œuvre qu'il a entreprise : ma convic-

tion est fondée sur ma foi dans son bon sens que les abstractions ne sauraient altérer, dans l'intelligence qu'il a des véritables intérêts de la Reine et de l'Espagne, de la nécessité d'écarter les causes d'agitation perpétuelle, qui sont un obstacle constant au repos et à la sécurité, conditions essentielles du développement de la prospérité et de la grandeur du pays. »

Cependant les ennemis du cabinet ne devaient pas réussir encore complétement, et tous les efforts fidèlement rapportés par le ministre de Prusse n'aboutirent, pour le moment, qu'à faire donner le ministère de la guerre au général Lara, en remplacement du général Espeleta, qui reçut le ministère de la marine. Le 16 juin, en rendant compte au roi de Prusse de cette modification ministérielle, le comte Raczynski ajoutait qu'elle n'avait d'ailleurs aucune portée politique ; la lettre qu'il adressait à son souverain contient des détails intéressants sur une demande de mariage formée par le prince président de la République française, pour obtenir la main d'une infante d'Espagne, fille de l'infant don François de Paule [1], et sur l'accueil fait par la famille royale à cette démarche :

[1] L'infante Amélie, sœur du roi don François d'Assise, mariée plus tard au prince Adalbert de Bavière.

« J'ai acquis la certitude que la proposition de mariage a été faite secrètement, il y a près de trois semaines, au nom du président de la République ; la Reine s'y est montrée extrêmement favorable, et le conseil des ministres a délibéré sur ce sujet. Il est très-explicable qu'un tel projet ait pu naître à l'Élysée et rencontrer ici des sympathies : la situation, les antécédents de don François de Paule et de la plupart de ses enfants lui donnent des chances sérieuses de succès, et il se pourrait faire que ce mariage convînt à la fois à la famille royale, aux intérêts présents du pays et aux vues du ministère actuel. L'exemple de l'Autriche en 1810 est d'ailleurs présent à l'esprit de tous ceux qui sont intéressés dans cette question. On assure que la Reine mère et le Roi sont favorables à ce projet, dont les conséquences ne peuvent faire moins que d'être considérables, tant au point de vue politique que social : une chance de plus pour l'établissement de l'Empire, un événement nuisible, au contraire, à la restauration de Henri V; en Espagne, un appui pour la cause de l'ordre ; en un mot, il est certain que la question est complexe.

« Le président du conseil est venu hier matin chez moi pour me dire qu'il avait appris avec chagrin mon désir de quitter Madrid, et qu'il me demandait personnellement et au nom du gouvernement de renoncer à cette résolution ; il exprima le désir de savoir si

j'avais quelque motif de mécontentement. Je lui répondis que sa démarche me flattait infiniment, qu'il était vrai que j'avais sollicité mon rappel ou la faveur d'un congé prolongé, et que je n'avais encore allégué d'autres motifs que le climat de Madrid, dont ma santé a beaucoup souffert, et les exigences de mes affaires personnelles ; mais qu'à la vérité, j'allais lui découvrir les autres raisons qui m'ont déterminé : je lui avouai le froissement que j'avais éprouvé en maintes circonstances des préférences témoignées à d'autres grandes puissances que la Prusse par le ministre des affaires étrangères, et que cela n'étant pas dans la nature des choses, j'avais été amené à penser qu'un autre serait mieux que moi en état de représenter mon gouvernement. J'entrai alors dans l'énumération de mes griefs : c'était d'abord les difficultés que nous avons rencontrées au sujet de la reconnaissance du pavillon allemand, au temps du ministère Pidal qui n'agréa notre réclamation que sur les instances de l'Autriche. Je lui rappelai que Votre Majesté avait accueilli avec une très-grande distinction, à Berlin, en 1848, le général Zarco del Valle et les officiers qui l'accompagnaient, et qu'Elle avait daigné leur accorder des décorations comme gage de sa bienveillance pour eux et de la sympathie que lui inspire l'Espagne. Je fis valoir encore que la Prusse avait mis à reconnaître la Reine un empresse-

ment plus sincère que l'Autriche, et que le gouvernement espagnol n'avait saisi aucune occasion de témoigner que ces égards et ces manifestations lui avaient été agréables. Le nonce, l'ambassadeur de France, les ministres d'Autriche et d'Angleterre, et, tout récemment encore, le ministre de Sardaigne [1], ont reçu la grand'croix de l'ordre de Charles III, tandis qu'on n'a pas songé à la Prusse depuis quatre ans que je suis ici. Enfin, j'allai jusqu'à lui dire que, lors des communications relatives à l'expédition de Cuba, les formes observées vis-à-vis du gouvernement autrichien étaient empreintes d'une courtoisie dont on n'avait pas accordé un degré semblable à la cour de Berlin; que je ne pouvais perdre le souvenir de certains discours aux Cortès [2]; qu'en ce qui touche la décoration, j'étais, dès à présent, très-résolu à n'accepter aucune distinction de ce genre. Le ministre m'a témoigné ses regrets et ajoutant que, puisque ma délicatesse repoussait une compensation personnelle, le gouvernement chercherait à réparer cette négligence vis-à-vis de Votre Majesté. M. Bravo Murillo s'est conduit à

[1] Mgr Brunelli, nonce du Saint-Siége; le général Aupic, ambassadeur de France; le comte Esterhazy, ministre d'Autriche; lord Howden, ministre d'Angleterre; le comte d'Antioche, ministre de Sardaigne.

[2] Le marquis de Miraflorès avait dit aux Cortès que la Prusse avait à Lisbonne un *chargé d'affaires* accrédité en même temps à Madrid.

mon égard avec une amabilité parfaite, et il m'a exprimé son déplaisir d'une manière qui me laissera toujours un souvenir agréable.

« La Prusse, m'a-t-il dit entre autres choses, est « une des cinq grandes puissances : qui pourrait l'ou« blier? »

« Quels que soient les ordres que me donnera Votre Majesté, j'espère que ma démarche, à laquelle une mûre réflexion m'a seule décidé, tournera au profit de la position à laquelle la Prusse a des droits incontestables, ici comme partout.

« En terminant, je prie Votre Majesté de me permettre de lui rapporter une appréciation intéressante au sujet de la solidité du cabinet et des projets de la Reine mère ; je la tiens d'un personnage considérable, qui est fort dans l'intimité de la Reine mère et du président du conseil :

« M. Bravo Murillo, m'a-t-il dit, se maintient et « se maintiendra, n'en doutez pas. La Reine mère « veut être bien avec tout le monde, et elle tient en « même temps à ne pas se brouiller avec les libéraux ; « au fond, elle souhaite que Bravo Murillo mène à « bien ses projets de réforme ; elle veillera cependant « à ce que cela ne nuise pas à sa réputation de libé« ralisme. Il lui convient de passer pour libérale, « bien qu'elle ne l'ait jamais été. Elle l'est aujour« d'hui moins que jamais, car un régime parlemen-

« taire favoriserait peu l'ambition politique du duc « de Rianzarès. »

« Malgré tout, je reste convaincu que la Reine mère est libérale par tempérament et par entraînement naturel. »

Le comte Raczynski avait voué au marquis de Valdegamas une amitié trop sincère pour ne pas lui exposer sans détour toutes les causes de froissement qui le décidaient à quitter Madrid. Il s'ouvrait donc en toute franchise à cet égard avec lui dans une lettre datée du 20 juin, dont nous extrayons les passages suivants :

« Mon très-cher ami, je joins ici ce que j'ai écrit au Roi relativement à Bravo Murillo. J'ai passé sous silence, dans ma dépêche, la conversation dans laquelle Miraflorès a bien voulu me dire que les grandes affaires se traitent à Vienne et non à Berlin ; cela blesserait trop. Je n'ai pas eu besoin d'ailleurs de la manifestation si amicale et si flatteuse de Bravo Murillo à mon égard pour faire grand cas de lui et pour former des vœux en sa faveur ; de même, je n'ai pas attendu les étourderies de Miraflorès pour me former sur sa valeur une idée juste et vraie : un jour, en présence de Riquelme, je racontais à Miraflorès que, lors de l'assassinat de Rossi, Martinez de la Rosa

m'avait dit qu'il n'avait été frappé que d'une chose, c'est que la cause de la liberté avait été par cet événement reculée de cent ans. « Les exagérations « dans les deux sens, m'a répondu Miraflores, sont « également nuisibles. » Il est certain que lui reste à mi-côte et ne monte jamais trop haut.

« Le projet de mariage du Président préoccupe vivement ici ; vous me connaissez assez pour deviner à qui je pense avec chagrin à propos de cette affaire ; cependant je dois avouer que j'en souhaite par instinct la conclusion, qui me paraît désirable pour la cause de l'ordre et en raison de l'appui qui en résulterait pour la politique conservatrice en Espagne. D'ailleurs, on affirme de bonne source que le mariage est décidé. C'est dans ces termes que la duchesse de Gor, grande maîtresse de la Reine, en a parlé au nonce, de qui je tiens ce renseignement ; or, j'ai dans le nonce une confiance sans bornes, et, d'autre part, la duchesse de Gor est une personne de mérite et incapable de débiter des fables.

« Pour vous prouver qu'en dépit de mes résolutions de retraite je ne suis pas de mauvaise humeur, je veux vous raconter ce qui m'a été dit hier au sujet de Chico. Il y a longtemps que cet homme est l'objet de la terreur et du mépris de tous. Tandis qu'il est employé par le gouvernement espagnol à dépister les voleurs et les brigands, et qu'il dirige la police secrète, il est

en même temps à la tête d'une bande de mauvais sujets exerçant toutes sortes d'industries. Il est tout cela à la fois. Le roi Ferdinand s'était servi de lui pour surveiller son frère don Carlos. Plus tard, Narvaez confia sa propre sûreté à une bande de *bravos*, dont Chico était le chef; il lui donna encore nombre de missions analogues. Depuis lors, il n'a pas cessé d'exercer le métier d'espion, de partager avec ses compagnons le fruit de leurs vols, de dépister d'autres brigands, de trahir quelques-uns des siens et même de les livrer aux tribunaux. Or, il y a une quinzaine de jours, quelqu'un vint demander à Chico de l'aider à retrouver une montre qui lui avait été volée à la Puerta del Sol. Chico se chargea de ce soin, et ne tarda pas à avoir la montre en sa possession. En la remettant à son propriétaire, il lui réclama trois onces pour son salaire; mais celui-ci n'en voulut donner qu'une. Ils ne purent s'entendre, et l'homme volé fut chez M. Ordoñez, gouverneur civil de Madrid, pour se plaindre de Chico. M. Ordoñez, qui attendait depuis longtemps avec impatience l'occasion de faire cesser le scandale d'une bande de voleurs formant une police secrète sous un chef qui était lui-même un brigand, fit aussitôt arrêter Chico et instruire son procès. La Reine mère s'est alors interposée en sa faveur, en disant que les déclarations de l'accusé pourraient porter atteinte à une mémoire dont l'honneur lui était

cher. Le gouverneur répondit qu'il fallait choisir entre lui et Chico. On présenta alors à la Reine mère des bijoux dont les uns lui avaient été volés et d'autres soustraits à la jeune Reine; tous avaient été trouvés au domicile de Chico. Des preuves aussi accablantes ont déterminé la Reine mère à ne pas insister. Une si haute intervention influera-t-elle sur le sort de cet adroit escroc? Quoi qu'il doive arriver, le trait est piquant et mérite d'être cité.

« Le ministre de l'intérieur a dit que les Chambres seront dissoutes au mois d'août, et qu'on est assuré d'obtenir des électeurs des Cortès qui voteront les réformes constitutionnelles projetées. Pour ma part, je ne crois pas au succès par de pareils moyens, et M. Bravo Murillo est un homme trop sensé pour courir à sa perte sans aucune chance d'y échapper. Le cabinet, s'il a la résolution ferme et arrêtée de modifier la Constitution, a en tête un projet qu'il ne confie pas au public; dans tous les cas, il est hors de doute qu'à l'ombre des frais bosquets de la Granja et au milieu des eaux si pures de ses fontaines, on veut planter autre chose que l'arbre stérile de la liberté! »

Le gouvernement espagnol ne pouvait faire moins que de sentir la justesse des observations que le comte Raczynski avait présentées au président du conseil. Il chercha donc à témoigner de son regret des indiffé-

rences du passé, en offrant au prince royal de Prusse la Toison d'or, et en insistant pour que le baron de Manteuffel et le ministre de Prusse à Madrid acceptassent la grand'croix de l'ordre de Charles III.

« M. de Riquelme[1] est venu m'entretenir à cet égard, écrit le comte Raczynski, et m'a montré les décrets; j'ai répondu qu'il faut attendre que M. de Manteuffel m'ait écrit, et que, jusque-là, nous considérerions la chose comme non avenue. »

Le comte Raczynski avait fait connaître au marquis de Valdegamas les démarches tentées pour lui faire accepter des satisfactions, et celui-ci attendait avec impatience la solution d'une affaire qui le préoccupait constamment. En répondant à la communication que son ami lui avait faite à cet égard, il faisait valoir de nouvelles raisons pour qu'il revînt sur sa détermination :

« Paris, le 10 juillet 1852.

« Mon très-cher comte, depuis votre lettre du 20, j'ai attendu par chaque courrier que vous me mandiez l'accueil que votre démission a reçu à Berlin; les

[1] M. de Riquelme était sous-secrétaire d'État au ministère d'État.

jours se sont passés sans que je sache encore quel sera votre sort, auquel je m'intéresse si vivement. Je crois que vous obtiendrez simplement un congé ; cette solution me serait agréable pour deux motifs : d'abord parce qu'elle me procurerait le plaisir de vous voir, et ensuite parce qu'elle vous donnerait le temps de réfléchir.

« La conduite de Bravo Murillo et celle de Miraflorès ne m'ont pas surpris ; en agissant ainsi, chacun est demeuré ce qu'il est, sauf vous cependant, car est-il possible que vous prêtiez de l'importance aux importunités du noble marquis ? D'ailleurs, vous perdez de vue que les ministres changent tous les ans, et que l'année prochaine des ministres absolument opposés à ceux d'aujourd'hui peuvent arriver aux affaires. Mais toutes ces considérations sont tardives et inutiles, et il ne m'importe plus maintenant que de savoir comment on envisage cette affaire à Berlin. Croyez, cher comte, que mon amitié pour vous est trop profonde pour que je puisse me résigner à l'idée d'une séparation éternelle. Le bon Dieu ne voudra pas qu'un tel chagrin m'arrive et que je sois frappé d'un semblable malheur.

« Au sujet du mariage dont vous m'entretenez, il n'y a rien encore que des velléités, et rien autre ; s'il y avait quelque chose de sérieux, je serais au courant. Vos appréciations au sujet de la Prusse sont

d'une évidente justesse : le protestantisme l'ayant entraînée dans le mauvais chemin, il est certain qu'au lieu de la jeter dans les bras de la Révolution, il convient de la gagner à la bonne cause en lui assurant la place qui lui appartient comme nation essentiellement militaire et guerrière. Dès lors qu'il est impossible de la supprimer, il ne faut pas l'humilier, mais aviser, au contraire, au moyen d'utiliser ses forces le jour où surgiront les grandes complications ; tout ceci est raisonnable, juste et réalisable. Je crois aussi, comme vous, qu'il n'y a pas et qu'il ne saurait exister *une Allemagne*, il faut qu'il y en ait deux : l'Allemagne septentrionale et protestante sous le sceptre de la Prusse, l'Allemagne méridionale et catholique sous la domination de l'Autriche. Toutes mes dépêches de Berlin ont été écrites dans ce sens, et les événements qui sont survenus depuis n'ont pas fait varier ma manière de voir.

« Rien de nouveau soit ici, soit à Madrid : les complications ne surviendront qu'en automne. »

Le cabinet espagnol pressait toujours le comte Raczynski de retirer sa démission, et comme il avait appris par la légation d'Espagne à Berlin que le Roi avait répondu qu'il laissait à son ministre le choix entre un congé et l'abandon définitif de son poste, M. de Riquelme lui mande aussitôt :

« Madrid, le 12 août 1852.

« Mon cher comte, soyez assez bon pour choisir de rester avec nous ; dites-moi si le changement du ministre des affaires étrangères et des instructions formelles de votre gouvernement ne seraient pas une compensation et un motif suffisants pour vous décider à terminer notre affaire du grand cordon.

« Un seul mot : *J'accepte,* et vous ferez un grand plaisir à votre dévoué serviteur et attaché ami.

« RIQUELME. »

Telles étaient les sympathies qu'inspirait le diplomate prussien et le prix qu'on attachait à son maintien à Madrid, qu'on lui offrait, comme dédommagement de ses griefs passés, la faculté de faire d'un mot tomber le ministre des affaires étrangères ! Mais, s'il est généreux de reconnaître et de réparer un tort, il n'est pas moins noble de résister à la stérile satisfaction d'une vengeance toujours mesquine ; aussi le comte répondait-il le lendemain au billet qu'on vient de lire par les lignes suivantes :

« Mon cher monsieur de Riquelme, soyez persuadé que je désire autant que vous en finir et que j'attache

un très-haut prix à la faveur royale dont vous m'avez parlé ; mais vous êtes trop de mes amis pour que j'agisse d'une manière qui prêterait à une interprétation défavorable. Après ce que vous a dit le comte Esterhazy de ma part, après ce que j'ai dit à M. Bravo Murillo et à vous-même, après ce que j'ai écrit à mon Roi et à M. de Manteuffel, je dois attendre que ce dernier m'ait donné des instructions. Croyez-moi, je vous estime sincèrement et je vous porte beaucoup d'amitié. Ne me taxez pas d'orgueil : ce que je désire, c'est de persister dans une conduite digne et de ne pas démériter de la bonne opinion que vous paraissez avoir de moi. J'aurai la réponse de M. de Manteuffel demain ou après-demain, et je ne perdrai pas un instant pour vous la communiquer.

« M. Bravo Murillo n'a pas accepté la Toison d'or, et ni la Reine ne l'a trouvé mauvais, ni les gens honorables n'ont donné à sa conduite une interprétation autre que celle qu'elle méritait. Les circonstances ne sont pas, à vrai dire, les mêmes ; mais, en fait d'honorabilité, chacun suit son tact et le sentiment de sa dignité.

« Croyez à ma sincère et bien vive amitié pour vous. »

La lettre qui précède contribue trop à faire connaître le caractère élevé de celui qui la signait pour

que nous ayons pu omettre de la citer tout entière ; le lecteur aura sans doute remarqué qu'elle ne contient pas un mot relatif à celui dont les étourderies l'avaient vivement blessé : le temps n'était pas encore arrivé où la suprême jouissance est de renverser les hommes en place.

Le gouvernement prussien ne pouvait manquer d'apprécier les procédés du cabinet espagnol, et les instructions de M. de Manteuffel portèrent, conformément aux ordres du roi de Prusse, que le comte devait accepter la distinction que lui offrait le gouvernement de la Reine : la solution était également honorable pour les deux parties.

Le 28 août, le comte Raczynski quittait Madrid en congé indéterminé ; mais, arrivé à Berlin, il renouvelait aussitôt ses instances pour faire agréer au Roi sa démission. Frédéric-Guillaume IV se décida à l'accepter lorsque le comte lui développa lui-même les raisons qui lui avaient dicté sa résolution ; nous avons sous les yeux le texte d'une dépêche du chargé d'affaires de Prusse à Madrid, où il rend compte à son gouvernement des regrets causés à la cour d'Espagne à la nouvelle que le comte Raczynski ne reviendrait plus occuper le poste qu'il avait rempli avec tant de distinction pendant plusieurs années ; les termes dans lesquels est rapportée l'impression du corps diplomatique et celle de la haute société de Madrid prouvent

combien on avait su apprécier le talent et le caractère du comte.

Le ministre de Prusse quittait l'Espagne au moment où M. Bravo Murillo allait tenter l'accomplissement de son programme de réformes ; on augurait mal des chances de cet essai, entrepris par un ministère honnête, mais manquant de la force et du prestige nécessaires pour mener à bien les grandes modifications politiques qu'il rêvait d'établir dans le pays. Ainsi se justifiait l'opinion formulée sur son compte dès son arrivée aux affaires par le comte Raczynski : « Jamais, écrivait-il alors, l'Espagne n'a eu de ministres plus honnêtes, mais aussi de moins propres à porter longtemps le poids des affaires. »

De son côté, Donoso Cortès ne prévoyait pas que le succès fût probable, comme cela résulte de la lettre suivante, qu'il adressait au comte Raczynski :

« Paris, le 2 novembre 1852.

« Mon très-cher comte, bien que je n'aie rien à vous dire, sinon que je vous aime beaucoup, je prends la plume parce que je ne puis m'accoutumer à rester longtemps sans vous écrire. J'ai appris que votre successeur à Madrid est déjà nommé ; bien que cela

dût arriver, j'en ai éprouvé une sensation très-amère[1].

« Tout est fixé ici : le mois prochain, l'empire héréditaire sera proclamé ; le nouvel Empereur aura la faculté d'exclure les lignes collatérales au moyen de l'adoption, si la succession directe fait défaut[2]. Quand un événement devient fatal et inévitable, il se produit un temps d'arrêt, et c'est là la cause de l'absence de nouvelles en ce moment; nous verrons plus tard.

« Nous ne tarderons pas à voir en Espagne des faits très-graves. Le ministère va convoquer les Cortès, et il présentera, le jour de l'ouverture, ses projets de modifications électorale et constitutionnelle ; vous devinez ce qui s'ensuivra : le gouvernement voudra établir seul les réformes, et il arrivera... ce que le bon Dieu voudra. L'avenir appartient à l'armée : si ses dispositions sont mauvaises, il faut s'attendre à de grands événements; si son esprit est bon, tout demeurera dans la tranquillité. Parlez-moi de l'Allemagne, et surtout de vous que j'aime avant tout. »

Le cabinet Bravo Murillo tomba peu après, parce

[1] Le comte Galen remplaça à Madrid le comte Raczynski comme ministre de Prusse.

[2] Cette clause constitutionnelle fut ensuite abandonnée.

qu'il perdit tout à coup l'appui sur lequel il comptait absolument, celui de la Reine mère.

Le marquis de Valdegamas expliquait ainsi à son ami les causes de la faiblesse et de la chute du ministère :

« Paris, le 21 déembre 1852.

« Mon cher comte, bien que vous ayez abandonné les affaires, vous ne vous en désintéressez pas à ce point que vous ne puissiez désirer connaître mon opinion sur les graves événements qui viennent de se produire en Espagne ; je vais donc vous la résumer en deux mots : le ministère Bravo Murillo a commis deux grandes fautes : la première est de ne s'être pas assuré le concours d'un général, et la seconde de n'avoir pas cherché son appui dans le véritable peuple. Sans généraux qui le fassent respecter et en face des bourgeois soulevés, il s'est trouvé sans autre appui que celui de la Reine. C'est alors que votre voisine a abandonné le cabinet, parce qu'elle a vu les choses tourner mal, et que, d'ailleurs, elle craignait de se compromettre avec les parlementaires. Le ministère qui lui a succédé est également capable de tout, parce qu'il n'appartient à aucun parti et qu'il n'a aucune opinion commune, ses membres ayant été pris dans

toutes les opinions : Roncali a toujours été absolutiste ; Llorente n'a jamais cessé d'être parlementaire, parce que nulle part ailleurs il n'aurait pu avoir de valeur. Les autres ne sont rien du tout; ce qui peut donc nous guider, c'est l'opinion de votre voisine, qui en réalité a formé le nouveau ministère. Sa manière de voir a toujours été certaine pour moi ; elle désire la mort du parlementarisme, mais à la condition que cette mort soit nécessaire et qu'elle puisse en même temps paraître en éprouver du regret. Si Bravo Murillo avait cherché à s'appuyer sur un appui fort, elle l'aurait laissé agir ; mais le jour où sa perte lui a semblé certaine, elle a elle-même précipité sa ruine, afin de n'y être pas en même temps entraînée.

« La même chose se passera aujourd'hui : le cabinet fera des concessions apparentes aux parlementaires, et le jour où il dévoilera son véritable programme, elle lui donnera son concours, s'il est fort ; s'il est faible, au contraire, elle le fera tomber pour s'en faire à elle-même un mérite.

« J'avais déjà tout préparé pour mon voyage en Espagne ; en présence de ces éventualités, j'ai suspendu mon départ. J'ignore quelle destinée m'attend : s'ils croient utile de me conserver, ils me garderont ; s'ils jugent le contraire, ils me retireront mes fonctions. Jamais on ne peut calculer ce qu'il faut espérer ou

craindre des hommes qui n'agissent pas avec des principes fixes, mais conformément à des intérêts qui changent à tout instant. »

Le ministre d'Espagne revenait encore sur ces appréciations au sujet de la Reine mère dans la lettre suivante :

« Paris, le 27 décembre 1832.

« Mon cher comte, la situation des affaires en Espagne est très-nette : la personne que vous savez gâte toutes choses par trop d'habileté. Le changement de ministère lui paraît un grand coup ; elle espère par là obtenir que les nouveaux ministres, qui sont moins populaires que leurs prédécesseurs, pourront faire aboutir ses projets. Elle ne songe pas que le cabinet n'est pas animé des mêmes vues politiques que le précédent, que pour calmer l'opposition il faut se résoudre à des concessions et laisser aux journaux une certaine liberté ; enfin, que cette liberté assurera aux parlementaires le succès dans les élections, ce qui amènera ce résultat qu'elle voudrait cependant éviter : c'est-à-dire qu'il faudra choisir entre la soumission de la couronne ou un coup d'État ; de toute manière, le ministère actuel sera mille fois plus faible que le pré-

cédent quand il s'agira de marcher au but qu'elle poursuit. En dépit de toute son habileté, cette personne ne voit rien de tout cela; d'où je conclus que tout est perdu, et que sa propre chute est certaine. Tel est l'état des affaires.

« En ce qui concerne la France, vous avez la clef qui vous fera connaître tous les secrets : par elle vous savez le présent et vous pourrez connaître l'avenir; je ne vous en parle donc pas. Bien que vous ne m'écriviez pas souvent, je vous aime toujours.

« Tout à vous, etc.

« Valdegamas. »

Si nous jetons maintenant un coup d'œil en arrière et que nous récapitulions les événements dont les documents précédents ont tracé une esquisse si nette, nous pouvons répéter avec raison les mots de la première dépêche du comte Raczynski à son gouvernement après son arrivée à Madrid : « Ici les idées tournent dans un cercle vicieux sans pouvoir en sortir. » Les forces et la vitalité de ce pays si riche, si largement doté par Dieu, s'épuisaient dans ces luttes stériles où s'édifiaient la fortune de quelques individus au détriment de celle de l'Espagne, de la dignité de la couronne et de l'avenir de la monarchie. Le lecteur formera sans doute avec nous ce vœu que

les mauvais jours qui ont régné sur cette noble nation, si sympathique à la France par les grands souvenirs de notre histoire et par des intérêts communs, soient à jamais écartés d'elle, et que la Providence, — « qui tient, suivant un mot de Donoso Cortès, si visiblement dans ses mains les rênes du gouvernement du monde », — l'aide à marcher sans secousses dans la voie où elle l'a enfin conduite [1].

[1] Le ministère Bravo Murillo fut remplacé le 14 décembre 1852 par un cabinet ainsi composé :

État et Présidence du Conseil : général don Federico Roncali, comte d'Alcoy. — *Intérieur :* M. Llorente. — *Grâce et Justice :* M. Vahey. — *Finances :* G. de Aristizabal. — *Guerre :* général de Lara. — *Marine (et Travaux publics par intérim) :* général comte de Mirasol.

II

POLITIQUE GÉNÉRALE

(1851. — 1852.)

Le comte Raczynski au marquis de Valdegamas, 1er mai 1851 : Conversations avec le prince de Metternich et le roi Léopold de Belgique. — Le marquis de Valdegamas au comte Raczynski, 9 mai : Le conflit entre le Prince Président et l'Assemblée; — 21 mai : Sur le même sujet. — Le comte Raczynski au marquis de Valdegamas, 1er juin : Inauguration du monument de Frédéric le Grand à Berlin, réaction conservatrice en Prusse; la France; Narvaez et Palmerston; le prince Schwartzenberg. — Le marquis de Valdegamas au comte Raczynski, 22 juin : L'alliance du Nord; Miraflorès; voyage de Narvaez à Londres. — Le comte Raczynski au marquis de Valdegamas, 5 août : Le prince de Metternich invité à rentrer à Vienne. — Le marquis de Valdegamas au comte Raczynski, 1er septembre : La révolution en Espagne, en Allemagne; le parti légitimiste en France; — 16 septembre : Narvaez sollicite l'autorisation de rentrer en Espagne. — Le comte Raczynski au marquis de Valdegamas, 29 septembre : Conduite de lord Palmerston vis-à-vis du gouvernement napolitain; l'Italie. — Le marquis de Valdegamas au comte Raczynski, 11 octobre : Une calomnie imaginée par les ennemis du ministre d'Espagne à Paris; l'amour-propre; réconciliation avec Narvaez; probabilité d'un coup d'État à Paris; — 17 octobre : Les partis en France; ce qu'aurait dû faire le Président; la crise ; — 2 novembre : La négociation avec Narvaez; le grand parti de l'ordre et le Président de la République française. — Le comte Raczynski au marquis de Valdegamas, 12 novembre : Le grand parti de l'ordre et le prince Louis-Napoléon; le prince Carini ministre de Naples à Londres; récit d'une mission auprès de Charles X, confiée par Louis Philippe à lord Howden

en août 1830. — Le marquis de Valdegamas au comte Raczynski, 14 octobre : La nomination du prince Carini; le *temps* de Donoso Cortès ; départ de Narvaez pour l'Espagne ; — 18 novembre : Une défaite du grand parti de l'ordre en France; le Président; — 25 novembre : Conseils qu'il a donnés à Madrid au sujet de Narvaez; le conflit entre le prince Louis-Napoléon et l'Assemblée; — 1er décembre : Le Président fera le coup d'État, le Parlement est mort; Narvaez; — 3 décembre : Le coup d'État du Prince Président. — Dépêche du comte Raczynski à son gouvernement, 5 décembre : Impressions à Madrid à la nouvelle du coup d'État de Paris. — Le marquis de Valdegamas au comte Raczynski, 7 décembre : Mouvements dans les départements en France; les prévisions du corps diplomatique à Paris; — 10 décembre : Intrigues de Narvaez à Londres; triomphe du Prince Président. — Le comte Raczynski au marquis de Valdegamas, 15 décembre : Le pouvoir du Prince Président; opinion de Narvaez sur la conduite qu'il devrait tenir; l'impression de l'Europe. — Le marquis de Valdegamas au comte Raczynski, 24 décembre : La ligne tortueuse et le droit chemin; le marquis de Miraflorès n'a pas admis les prévisions de Donoso Cortès au sujet des événements en France; la chute de lord Palmerston.

1852. — Le comte Raczynski au marquis de Valdegamas, 2 janvier : La chute de lord Palmerston, la politique anglaise. — Le marquis de Valdegamas au comte Raczynski, 10 janvier : Causes de la chute de lord Palmerston, sa politique par rapport au coup d'État du Prince Président, la puissance anglaise, les Bourbons; — 24 janvier : Le décret de confiscation des biens de la maison d'Orléans. — Le comte Raczynski au marquis de Valdegamas, 30 janvier : Le décret de confiscation des biens de la maison d'Orléans. — Le marquis de Valdegamas au comte Raczynski, 31 janvier : La faute. — Le comte Raczynski au marquis de Valdegamas, 16 février : Nouvelles réflexions au sujet du décret de confiscation. — Le marquis de Valdegamas au comte Raczynski, 18 février : L'Angleterre fera naître des divisions; — 24 février : Le conflit des ambitions provoquera la guerre. — Le comte Raczynski au marquis de Valdegamas, 3 mars : Conversation avec M. Bertran de Lis sur les habitudes des partis parlementaires. — Le marquis de Valdegamas au comte Raczynski, 10 mars : Les sympathies des divers cabinets, la politique anglaise; — 10 avril : La question des agrandissements de territoire. — Le comte Raczynski au marquis

de Valdegamas, 21 avril : La mort du prince Schwartzenberg; ses conséquences pour la politique autrichienne. — Le marquis de Valdegamas au comte Raczynski, 3 mai : L'alliance du Nord, l'Empire français; — 24 mai : La destinée du Prince Président; les rapports des trois cours du Nord, les intentions de retraite du comte Raczynski, le sentiment de Donoso Cortès à l'égard de la Prusse. — Le comte Raczynski au marquis de Valdegamas, 3 juin : Les négociations entre les trois cours du Nord; du partage entre la Prusse et l'Autriche de l'influence en Allemagne; — 9 novembre : Le nouvel Empire français.

1853. — Le comte Raczynski au marquis de Valdegamas : Le mariage de l'Empereur avec mademoiselle de Montijo; la situation de la France, la politique future de Napoléon III. — Le comte Raczynski au marquis de Valdegamas, 2 février : Les rapports des puissances avec la France, la question d'Orient, l'avenir. — Le comte Raczynski au comte d'Antioche; 22 juillet : La question d'Orient, les dispositions de la Prusse à l'égard de Napoléon III, les nécessités de la politique de la Prusse; le Roi et M. de Manteuffel.

1856. — Le comte Raczynski au comte d'Antioche, 7 juillet : Portrait de Napoléon III, quelles aventures il médite.

Pour nous conformer au plan que nous nous sommes tracé, nous allons reprendre à l'avénement du ministère Bravo Murillo, c'est-à-dire au 14 janvier 1851, la politique générale que nous avons laissée de côté pour nous attacher aux affaires d'Espagne. Nous puiserons dans les manuscrits du comte Raczynski de curieuses révélations, des détails intéressants sur l'état de l'Allemagne, sur la situation de la France, sur l'ensemble des questions qui se traitaient en Europe, et nous placerons sous les yeux du

lecteur d'étonnantes prévisions que la suite des événements a le plus souvent justifiées.

Nous avons déjà dit que le 15 avril 1851 le ministre de Prusse quittait Madrid pour venir passer en Allemagne un congé de quelques mois. En se rendant à Berlin, il s'arrêta à Bruxelles, où il eut avec le roi Léopold d'une part, et le prince de Metternich de l'autre, d'intéressantes conversations dont il faisait aussitôt connaître les points saillants à son ami le marquis de Valdegamas :

« Bruxelles, le 1er mai 1851.

« Je viens d'avoir avec le prince de Metternich une longue conversation au sujet des affaires d'Allemagne ; le prince désapprouve la prétention du cabinet autrichien de vouloir faire comprendre les provinces non allemandes dans la Confédération. Il a fait à ce sujet la comparaison suivante :

« Que dirait-on de Rothschild, s'il entrait avec tous « ses fonds dans une spéculation conduite par une « réunion de capitalistes? Ne fermerait-il pas ainsi « l'oreille aux conseils de la prudence et de la sagesse « d'après lesquels il ne devrait engager qu'une partie « seulement de ses capitaux? De même l'Autriche, « comme puissance européenne, doit conserver la

« liberté de ses mouvements et ménager l'indépen-
« dance de son action. »

« L'entretien a roulé également sur la phase de transformation que subit la société. « La société, a « dit le prince, est, dans son état actuel, semblable à « un édifice qu'on vient de construire et où aucun « ouvrage intérieur n'a encore été fait : c'est donc une « maison qu'il s'agit de meubler. »

« A Bruxelles, j'ai eu également l'honneur d'être reçu par le roi Léopold, dont les observations politiques, toujours fines et piquantes, m'ont vivement intéressé : « En coquetant avec le parti révolution-« naire, le roi de Prusse, a-t-il dit, s'est exposé aux « dangers les plus sérieux ; je voudrais aujourd'hui lui « voir donner aux cadres de l'armée une organisation « qui lui permette de doubler, de tripler et quadru-« pler l'effectif des troupes prussiennes ; en ce qui me « concerne, vous pouvez être certain que l'armée « belge ne sera pas diminuée, quels que puissent être « d'ailleurs les efforts des hommes de mouvement. »

« Tels sont, mon cher marquis, les points saillants des deux conversations que je voulais vous faire connaître sans retard. »

Si Valdegamas est un Jérémie, disait M. Guizot, c'est un Jérémie de bonne humeur. Mais le diplomate espagnol ne voyait pas toujours trop en noir ; les dé-

ductions qu'il tirait de ses observations ne devaient pas tarder à se réaliser, et, particulièrement en ce qui touchait la France, il apercevait nettement les conséquences de la situation, comme en témoignent les deux lettres qui suivent[1] :

« Paris, le 9 mai 1851.

« Mon cher comte, je suis heureux que vous ayez vu le roi des Belges ainsi que le prince de Metternich dont vous avez été enchanté : n'est-il pas vrai qu'il est le bon sens personnifié?

« En Portugal, l'insurrection a triomphé et Saldanha a le dessus. L'Espagne est toujours malade : on ne s'occupe pas seulement d'acheter des électeurs, mais encore des députés; c'est une guerre aux portefeuilles et rien autre chose. Je crois que les Chambres ne contiendront pas de majorité et que l'anarchie est inévitable. En France, l'explosion aura lieu en juillet, et il sortira alors quelque dictateur de la poussière d'une bataille. La situation est tendue

[1] Bien que dans quelques-unes des lettres que nous avons classées dans cette dernière partie, Donoso Cortès touche aux affaires espagnoles, nous les avons données tout entières afin de leur conserver leur physionomie intacte.

au point qu'il n'est pas possible que la crise tarde davantage.

« Vous verrez plus tard un coup d'État et une bataille dans la capitale entre l'armée du Président et celle de l'Assemblée commandée par Changarnier. Vous verrez ensuite l'Assemblée embrasser les bottes du vainqueur. Je ne crains pas aujourd'hui le socialisme : son règne viendra plus tard.

« Adieu, mon cher comte; vous savez combien vous aime votre meilleur ami.

« VALDEGAMAS. »

« Paris, le 29 mai 1851.

« Mon cher comte, les choses marchent, comme vous le dites, fort mal en Espagne; je crois, pour le moment néanmoins, au maintien du ministère, bien qu'il ne soit pas en état de gouverner. Quoi qu'il arrive, Narvaez ne reviendra pas aux affaires tant que l'anarchie qui est au sommet n'éclatera pas dans la rue. Dans cette éventualité seulement, et celle-ci n'est pas prochaine, Narvaez pourrait reprendre le pouvoir et, s'il change de conduite et d'entourage, résister alors pendant quelque temps.

« La situation ne s'améliore pas en France ; il n'y à pas à redouter en ce moment de soulèvements républicains, ils se produiront inévitablement en 1852. S'il arrive d'ici là quelque chose, ce sera un coup d'État ; dans le cas où celui-ci réussira, la dictature appartiendra au Président ; s'il échoue, elle passera aux mains du général que désignera l'Assemblée, et ce sera Changarnier. Si, au contraire, il n'y a pas de tentative de coup d'État, les choses marcheront sans modification jusqu'en 1852, et c'est alors que viendront le coup d'État socialiste et la conflagration générale en Europe.

« J'espère qu'en ce temps la grande alliance pour laquelle sont tous nos vœux se sera consolidée, sinon le monde est perdu.

« Toujours votre meilleur ami.

« VALDEGAMAS. »

Après avoir consacré quelques semaines à ses affaires en Gallicie et dans le grand-duché de Posen, le comte Raczynski arrivait à Berlin et il mandait aussitôt au marquis de Valdegamas les impressions qu'il avait recueillies et les appréciations que celles-ci faisaient naître chez lui au sujet de la situation de l'Allemagne.

« Berlin, le 1er juin 1851.

« J'ai reçu le meilleur accueil de M. de Manteuffel. Le prince de Prusse[1], auquel j'ai fait également ma cour, m'a paru très-engagé dans la voie libérale où nous sommes entrés et fort attaché à la pensée de ne poursuivre la fin de la confusion générale que par la voie légale. C'est après mille pérégrinations que je suis arrivé hier à Berlin pour assister à la fête de l'inauguration du monument de Frédéric le Grand. La fête était superbe, et le monument est ce que j'ai vu de plus beau en ce genre, tant au point de vue de l'art que sous le rapport des dimensions et de la richesse des ornements. Le Roi se plaça debout devant la statue que cachait une grande toile, et M. de Manteuffel lui adressa un discours ; au milieu d'un grand espace que bordaient les troupes, les hauts fonctionnaires, les vétérans et les généraux, on n'apercevait que le Roi en tête de son cortége, M. de Manteuffel, et, un peu à côté, Rauch le sculpteur, accompagné de M. d'Olfers et de l'architecte Strack. Rauch était vêtu de noir et enveloppé dans un manteau court et à manches, semblable à ceux avec lesquels les artistes

[1] L'Empereur actuel.

de notre époque représentent les grands artistes du moyen âge et de l'époque des Médicis. L'émotion fut générale lorsque, sur un signal, la toile qui enveloppait la statue tomba soudain et que cette incomparable œuvre artistique parut à tous les yeux. C'était un spectacle saisissant.

« Somme toute, la concorde et l'ordre renaissent en Allemagne sous l'influence de Schwartzenberg et de Manteuffel. Hier j'ai dîné à Sansouci — (je ne puis me décider à écrire *Sans-Souci*), — et j'ai été ravi de l'amabilité de mon Roi et de ma Reine; j'ai emporté de ma conversation avec Leurs Majestés la certitude que nous marchons résolûment dans une voie sage et prudente : toutes les nominations, toutes les destitutions prouvent qu'on est décidé à ne se confier qu'aux hommes dont les convictions ont de l'analogie avec les miennes que je crois bonnes. Certains pensent que les Chambres ne seront plus réunies, mais les choses n'en sont pas encore là.

« Quant à la nation la plus éclairée du monde, on la laissera faire, et on profitera des leçons qu'elle ne manquera pas de recevoir. Je ne croirai jamais en France à une république sérieuse ou à une monarchie qui n'ait rien de républicain, rien de parlementaire.

« Si la république est possible en France, — ce que je ne crois pas, — je serai charmé qu'elle fasse le bonheur des Français; si elle n'est pas possible, elle

finira comme elle pourra, probablement par un désordre épouvantable, lequel à son tour conduira à l'Empire ou à la Royauté appuyée sur un pouvoir ferme, et non fondée sur les utopies, les *mezzi-termini* et les subtilités.

« J'admire Berryer, il me paraît le Guizot de la légitimité ; mais quant à Changarnier, je ne devine pas quelle peut être sa pensée secrète, et je me persuade que Bugeaud eût mieux compris la situation de la France. Changarnier ne ment pas, mais il reste sphynx ; je ne lui en fais pas reproches, mais je persiste à trouver plus de sincérité dans Cavaignac.

« Narvaez est allé solliciter à Londres l'influence anglaise ; s'il recouvre le pouvoir, ce serait un funeste événement. N'est-ce pas cependant le cas de dire : A corsaire, corsaire et demi? Je le crois, en effet, plus capable d'enjôler Palmerston que de se laisser enjôler par lui ; Palmerston n'a d'autre but que de faire les affaires de son pays, tandis que l'ambition et l'intérêt sont les mobiles qui guident exclusivement Narvaez ; aussi c'est pour l'Espagne et non pour Narvaez que je crains.

« Quant au prince Schwartzenberg, on sait à Saint-Pétersbourg et à Varsovie apprécier ce qu'il vaut : c'est en politique un roué comme Palmerston, et, tout en reconnaissant les services qu'il a rendus, on juge qu'il compromet gravement les intérêts de l'Autriche.

« Entre l'empereur Nicolas et mon Roi, je crains qu'il n'y ait jamais eu de véritable sympathie; mais les deux cabinets s'entendent néanmoins et s'entendront, je l'espère, chaque jour davantage. A Saint-Pétersbourg, on s'intéresse à la Prusse, et d'ailleurs on ne peut se passer de nous, car nous n'avons pas d'autre allié naturel que l'Empereur, et quel allié plus sage, plus généreux, plus désireux du bien pourrions-nous souhaiter ? »

Pendant que se resserraient les liens qui unissaient entre elles les trois cours du Nord, lord Palmerston cherchait une compensation à cet échec dans un nouveau moyen d'assurer en Espagne l'influence anglaise; il acceptait donc les avances du maréchal Narvaez et pensait rencontrer en lui un instrument utile à ses desseins. Mais cette nouvelle intrigue, dont nous allons suivre le développement, ne manqua pas d'être aussitôt pénétrée, comme cela résulte de la lettre suivante que Donoso Cortès adressait à son ami :

« Paris, le 22 juin 1851.

« Mon cher comte, je regrette vivement que vous n'ayez pu entretenir davantage le Roi des affaires publiques, bien que je pense comme vous qu'un bon conseil en ce moment ne vaudrait pas comme dans

une autre circonstance. Je crois que l'alliance entre les trois *dames septentrionales* est maintenant définitive; si quelque incident ne vient pas troubler cette harmonie, il y a encore de l'espoir.

« Tout est ici dans l'état où vous avez trouvé Paris; chacun est également effrayé et impuissant; néanmoins ce serait une insigne folie que de se persuader que le dénoûment viendra sans lutte, tout au plus peut-on admettre que celle-ci tardera un peu.

« Vous vous étonnez que Miraflorès soit ministre d'État; mais à qui fallait-il donc confier ces fonctions? Il s'agit non pas de gouverner, mais de vivre péniblement et tant bien que mal.

« Mais voici bien une nouvelle surprenante : Narvaez, délogé par moi de toutes ses positions, a, comme un habile général, porté la question sur un autre terrain. Il est allé à Londres et a fait la paix avec Palmerston. Il pense en vérité être par là vainqueur à jamais!

« Mon livre a été publié à Madrid [1]: tous les libéraux sont furieux, et ils ne manqueraient pas de me perdre, si la chose était en leur pouvoir. Il a paru également ici et a fait grand bruit.

« La vie que je mène est décidément trop fatigante pour moi. J'aspire à un repos dont j'ai grand besoin.

[1] *Essai sur le catholicisme, le libéralisme et le socialisme.*

Bien qu'on ne songe pas à me rappeler, je voudrais ne pas passer ici une année entière : je redoute les soirées de l'hiver. Je crois que je finirai par me retirer au fond d'une province afin que personne ne s'occupe plus de moi, et moi de rien ni de personne. Dans ce monde tout est vanité. Je comprends aujourd'hui moins que jamais l'ambition, et je commence à croire que la gloire n'est que néant.

« Tout à vous de cœur.

« VALDEGAMAS. »

Le comte Raczynski était en route pour regagner son poste à Madrid, lorsqu'une circonstance particulière lui fit connaître la résolution où était le cabinet autrichien de marquer nettement son retour à une politique qui lui avait valu pendant tant d'années une haute et décisive influence en Europe. Il écrivait donc aussitôt au ministre d'Espagne à Paris :

« Bruxelles, le 5 août 1851.

« Mon cher marquis, vous allez me savoir gré de ce que je vais vous mander : j'ai fait hier le voyage de Cologne à Bruxelles avec M. Klindworth, que M. Guizot a employé jadis à une foule de négociations secrètes et qui est aujourd'hui au service du roi de

Wurtemberg. Or, voici la grave nouvelle qu'il m'a apprise : Le prince de Metternich a été engagé par l'Empereur, et en dernier lieu par sa mère l'archiduchesse Sophie, à retourner à Vienne. Encouragé par leurs instances, le prince a écrit au prince Schwartzenberg pour savoir de lui si le ministère verrait son retour avec plaisir. Les ministres, réunis en conseil, l'y ont engagé de la manière la plus empressée et lui ont exprimé le désir qu'il leur donnât les conseils de sa haute expérience. L'ancien chancelier partira donc le 19 pour Vienne. M. Klindworth m'a affirmé que la chute de Bach ne tardera pas à suivre celle de Bruck; il m'a dépeint Kübeck comme le seul homme à la fois éminent, méritant la confiance et très-populaire. Il m'a également assuré que le prince Schwartzenberg ne sera pas longtemps possible aux affaires et qu'il a toujours été jugé peu favorablement par Metternich.

« Telle est en substance la conversation de mon compagnon de route, dont vous connaissez, comme moi, les accointances multiples. »

A la fin du mois d'août, le comte reprenait à Madrid la direction de sa légation; à partir de ce moment, nous nous trouvons en présence de documents plus nombreux et d'une correspondance plus active, grâce à laquelle nous pourrons suivre dans ses détails,

et presque jour par jour, le développement des événements.

Le ministre de Prusse avait rapporté de son voyage des espérances sérieuses au sujet du retour de l'ordre et de l'apaisement en Allemagne; en réponse à ce que son ami lui avait mandé à cet égard, Donoso Cortès écrivait :

« Paris, le 1er septembre 1851.

« Mon cher comte, je célèbre votre arrivée, et il me plaît que vous m'aimiez.

« Je pense, comme vous, que le ministère, tout en se berçant des plus belles illusions, ne restera pas debout plus d'un mois après l'ouverture des Chambres. Si Narvaez connaissait bien ses intérêts et s'il savait mettre d'accord avec eux sa conduite, il remonterait au pouvoir; mais dans les circonstances présentes, il est probable que Pezuela arrivera aux affaires. C'est du moins mon opinion. Mais, avec ou sans Pezuela, avec ou sans Narvaez, le triomphe de la révolution, c'est-à-dire l'établissement de la République, n'est pas douteux en Espagne si l'année prochaine le socialisme a le dessus en France.

« Bien que vous soyez meilleur juge que moi, je ne crois pas comme vous que la révolution ait gagné beaucoup de terrain en Allemagne, je crois tout le contraire ; mais cependant j'admets que dans le cas où elle viendrait à éclater en France, elle aurait au delà du Rhin un contre-coup violent ; les gouvernements ne réprimeraient ces assauts qu'avec peine. Je crains que vous ne connaissiez pas les couches sociales véritablement révolutionnaires. Votre milieu est trop éloigné et différent d'elles; aussi je pense que vos idées sur ce point sont peut-être incomplètes. Pour résumer d'un mot ma conviction, et quoi qu'il m'en coûte de le penser et de le dire, je crois que l'avenir appartient à la Révolution et que la Russie fera beaucoup si elle arrive à défendre ses frontières contre cette redoutable invasion.

« Ici les événements se développent.

« Le parti légitimiste a cessé de vivre du jour où il a adopté ce qu'on est convenu d'appeler les conquêtes de 1789. Le parti orléaniste disparaîtra après l'incroyable candidature de Trouville. Il ne reste donc plus en présence que Louis Bonaparte et la Révolution. Je crois que le premier aura le plaisir d'être réélu et le malheur d'être décapité. Après cela, je ne vois plus rien et personne, sinon Raczynski fouillant vainement avec une longue-vue l'horizon du côté du Nord, tandis que moi-même, ne sachant plus où re-

poser mon regard, je ferme les yeux afin de ne plus voir.

« Tout à vous de cœur.

« VALDEGAMAS. »

Le maréchal Narvaez était venu à Paris où il sollicitait l'autorisation de rentrer en Espagne ; mais le président du conseil avait défendu au ministre de la Reine de délivrer le passe-port demandé par le duc de Valence ; de l'avis de Donoso Cortès, il était désirable que le maréchal rentrât en Espagne, où il le croyait appelé à rendre de grands services à la cause de l'ordre. Dans une situation si délicate, les circonstances servirent à souhait le marquis de Valdegamas en le tirant des embarras dont il rendait ainsi compte au ministre de Prusse :

« Paris, le 16 septembre 1851.

« Mon cher ami, l'affaire de Narvaez me cause d'insupportables ennuis. Je vous dirai confidentiellement qu'il m'a demandé un passe-port. Conformément aux instructions que j'avais et contrairement à mon propre avis, j'ai dû le lui refuser et en référer à mon gouvernement. Ne pouvant donner tort à ce

dernier pour me disculper moi-même, j'ai pris immédiatement cette résolution, fort peu spontanée du reste. A ce moment, ma bonne fortune a voulu que l'ordre m'arrivât de remettre le passeport. J'ai eu alors avec Narvaez une conférence après laquelle nous nous sommes séparés comme des amis. La délicatesse ne m'a naturellement pas permis de lui dire que mon avis était de lui donner le passe-port; je défendais donc le gouvernement et non moi-même, et je crois que de tout cela il est advenu un bon résultat. Narvaez dit maintenant qu'il ajournera son départ pour l'Espagne si le cabinet hésite sur la convenance ou l'opportunité de sa rentrée; mais celui-ci ayant déclaré qu'il ne voit aucun inconvénient à son retour, je présume qu'à la fin du mois le maréchal partira pour Madrid. Vous voyez que, Dieu merci et en conformant sa conduite à sa conscience, on se tire d'embarras.

« L'entrée d'Armero est un grand succès pour le ministère, car c'est un soldat qui ne redoute personne. Aussi Narvaez fera-t-il bien d'agir avec prudence. La véritable menace pour le cabinet est dans le Parlement, origine de tous les maux.

« Quand je vous ai écrit ma dernière lettre, j'étais de l'humeur la plus gaie; car si je vous ai dit que la révolution triompherait en Allemagne, c'était pour vous plaisanter; il me plaît infiniment, en effet, de

voir votre découragement quand un espoir que vous chérissez vous échappe : un enfant auquel on retirerait ses bonbons ne serait pas plus triste. Il y a au fond de votre nature quelque chose d'enfantin qui me charme d'autant plus qu'il est peu d'hommes dont on puisse faire le même éloge.

« Ne me parlez pas de la candidature de Trouville, car la voix, la plume et les sentiments se révoltent à cette pensée. Je vous parlerai un autre jour des affaires françaises ; il n'y a aujourd'hui rien d'intéressant à dire à ce sujet.

« Pour finir, je reviens à Narvaez. Je suis de ceux qui pensent qu'il n'est pas à propos pour lui de rentrer en Espagne, et que, s'il y retourne, il se perdra. C'est là mon intime conviction ; dans certaines circonstances, il pourrait nous rendre de grands services, et cet appui nous échappera si la Providence permet qu'il aille se noyer dans de nouvelles intrigues.

« Mille fois merci pour la preuve d'amitié que vous m'avez donnée en parlant de moi au Roi et à la Reine mère. Je crois à l'amitié du premier, j'ai toujours compté sur celle de la Reine mère, et je ne suis pas moins assuré de la vôtre qui me plaît également.

« Tout à vous.

« VALDEGAMAS. »

Mais, au milieu de si graves complications, ce n'était là qu'un incident dont la valeur est seulement de mettre en lumière les caractères des personnages qui y furent mêlés. Nous savons déjà avec quelle activité l'influence anglaise cherchait à s'établir en Espagne, où elle ne rencontrait qu'un fort médiocre accueil; aussi l'indignation fut-elle générale le jour où lord Palmerston infligea publiquement au gouvernement du roi de Naples un blâme que beaucoup ne craignirent pas de qualifier d'impertinent.

« On est fort ému ici, écrivait à Donoso Cortès le comte Raczynski en date du 29 septembre 1851, de la perfidie dont lord Palmerston a fait preuve vis-à-vis du roi de Naples. Sans compter, en effet, ce qu'une manière semblable de stigmatiser un gouvernement a d'odieux et d'inusité, personne ne doute qu'il ne puisse être facilement démontré que les faits allégués sont ou faux ou dénaturés. Il est tout aussi certain que lord Palmerston cherche à faire naître partout des complications, tandis que le roi de Naples lutte courageusement contre la démagogie. Il est facile de dire que le roi de Naples s'y prend mal, qu'il va trop loin, qu'il prend des mesures fâcheuses; d'ailleurs, le ministre anglais n'épargne pas davantage son blâme au gouvernement espagnol, et il ne cesse de lui adresser des notes et de lui témoigner ses exigences. Il se mêle de morigéner le cabinet de la Reine, de récla-

mer la liberté des cultes pour l'île de Cuba, l'émancipation des nègres; il n'y a que lui qui s'entende en administration, en commerce, en industrie, mais il n'a garde de prêter son concours à ceux auxquels il prodigue ses conseils. Les croisières anglaises qui doivent empêcher les incursions des pirates contre Cuba ne seront, de l'avis de tous, qu'un moyen d'exercer le droit de visite et de ruiner le commerce.

« Je partage pleinement votre avis au sujet de l'Italie, où règne une agitation dont on peut tout redouter; sa tranquillité dépend des événements en France, et il est hors de doute qu'un mouvement démagogique à Paris trouverait un écho certain dans la Lombardie que l'Autriche contient avec peine au moyen d'une armée de cent mille hommes; en Hongrie, c'est par un semblable déploiement de forces militaires qu'elle assure l'obéissance. Il en résulte pour l'empire un affaiblissement incontestable et une dépense de forces ruineuse. Ajoutez à cela que, si l'Autriche est aujourd'hui vigoureusement conduite, elle est très-mal administrée, et vous arriverez à reconnaître qu'en présence d'un pareil état de choses, c'était de la part du prince Schwartzenberg une pensée malheureuse que de vouloir humilier la Prusse et diminuer sa légitime part d'influence. Il ne pouvait ainsi qu'augmenter le nombre de ses propres embarras et développer un

conflit que la sagesse de l'empereur de Russie a arrêté fort à temps. »

Un homme que l'élévation de son caractère, la pureté de son patriotisme, l'intégrité et la constance de ses opinions plaçaient si fort au-dessus du plus grand nombre, ne pouvait manquer d'exciter l'envie. Les ennemis de Donoso Cortès saisirent une occasion en apparence bien futile de l'accuser d'imposture : la nouvelle d'une défaite des insurgés à Cuba étant parvenue au ministre d'Espagne, il s'empressait de la communiquer à son gouvernement ; au premier moment, cette nouvelle ne se confirma pas ; on ne craignit pas de dire qu'il l'avait imaginée. Une pareille imputation ne pouvait faire moins que de l'affecter vivement, comme le prouve la lettre qu'il adressait aussitôt au comte Raczynski :

« Paris, le 11 octobre 1851.

« Mon cher comte,

« La nouvelle que j'ai envoyée par le télégraphe n'a pas seulement été jugée prématurée, mais on m'en a regardé comme l'inventeur. Vous savez l'histoire de la dépêche : le ministre de France à Was-

hington avait donné cette nouvelle à son gouvernement, et, de mon côté, je l'ai communiquée telle que je l'ai reçue. Je ne pouvais être plus affirmatif, ni fournir un renseignement plus officiel. Trouvez-vous que j'aie agi légèrement?

« Cet incident me confirme dans la pensée que la fortune réserve ses faveurs aux hommes sans honneur, et non à ceux qui obéissent à leur conscience. C'est là pour les hommes de bien un motif de plus de s'éloigner des affaires, et je l'aurais déjà fait si les difficultés avec les États-Unis ne m'eussent retenu, car je sens que je suis le seul qui soit en état d'y mettre fin. D'ailleurs, ma résolution est arrêtée : je ne veux être au service ni des assemblées, ni des journaux; on n'admet dans ce service que les hommes sans convictions.

« Mais vous n'avez donc pas d'amour-propre, me direz-vous? Oui, monsieur, j'en ai! mais c'est cependant comme si j'en étais dépourvu, car je m'efforce de le dominer avec le secours de la foi : le chrétien a de l'amour-propre tout comme celui qui ne l'est pas, à cette différence près que l'un l'a sous les pieds et l'autre dans la tête. Cela ne veut pas dire que je réussisse toujours à le vaincre, *tant s'en faut;* mais je lutte pour le dominer, et je serai vainqueur si je suis vraiment chrétien.

« Je me réjouirais fort si Miraflorès était envoyé à

Paris et qu'on me rappelât pour lui donner mon poste; cette combinaison m'éviterait d'avoir à exécuter une résolution qui me coûte; mais une pareille éventualité n'est pas probable, à peine est-elle possible.

« Ma réconciliation avec Narvaez a, en effet, été des plus cordiales, et ma négociation si délicate a fini de la manière la plus satisfaisante : si Narvaez rentre, le gouvernement est déchargé de toute responsabilité; mais il reste, et le cabinet échappe à tout danger. Croyez-vous que tout autre eût si bien réussi? Le secret du succès est cependant simple : il se réduit à avoir de l'esprit, du cœur et de l'honneur par-dessus le marché.

« Vous avez formulé une vérité incontestable en affirmant qu'il n'y aura pas de salut pour l'Europe tant que la France elle-même ne se sauvera pas, soit par ses propres efforts, soit par l'aide des autres nations. Je pense la même chose, car on peut dire que les destinées de l'Europe sont celles de la France.

« Les difficultés commencent à naître; je crois à un coup d'État, et, s'il a lieu, il se répétera partout pour rétablir partout l'ordre par la force. Mais si le coup d'État venait à échouer, l'Europe entrerait dans une période de confusion telle que le diable lui-même ne serait pas de force à prévoir ce qui en résulterait. Je ne parle pas de l'Espagne, car elle subirait le sort commun.

« Ayllon, comme vous le dites très-bien, peut être comparé à une mine inépuisable : sans lui, Bertran de Lis et Miraflorès eussent été arrêtés à chaque instant; c'est un homme d'affaires accompli.

« J'ignore si on aura ou non besoin de moi, mais je suis résolu à ne pas me mêler aux discussions du Parlement; je regarderais le temps que j'y consacrerais comme perdu; entre la Chambre et moi, il y a incompatibilité, et j'éprouve des agacements à entendre parler de débats parlementaires.

« VALDEGAMAS. »

Nous avons déjà vu qu'aux yeux des deux diplomates la lutte était désormais circonscrite en France entre le Président et l'Assemblée : le conflit entre ces deux pouvoirs était manifeste, et le marquis de Valdegamas exposait ainsi à son ami les motifs pour lesquels les autres partis avaient perdu toutes chances de vaincre :

« Paris, le 17 octobre 1851.

« Mon cher comte, le lendemain du jour où je vous ai écrit, j'ai reçu votre lettre du 9, qui m'apportait les nouvelles relatives à la crise ministérielle; je vous en

remercie, et je vous prie de vouloir bien me mander toujours ce qui peut m'intéresser. Je vous parlerai en échange de l'état de la France, et je livrerai à vos méditations mes appréciations.

« Quand vous avez traversé Paris, vous avez trouvé la France divisée en partis nombreux : légitimistes, orléanistes, bonapartistes, républicains modérés ou socialistes. Tous ces partis ont disparu les uns après les autres, et parmi les partis monarchiques, les légitimistes sont ceux qui ont perdu le plus complétement leur influence; depuis qu'ils ont déclaré accepter les glorieuses conquêtes de 1789, ils n'existent plus et ne savent quelle direction suivre en tant que parti : *n'en parlons plus*. Enfin on en est récemment arrivé au point de pouvoir dire qu'entre le Président et la révolution il n'y a rien de commun.

« Cette formule précise l'origine et le principe de la crise dont vous me parlez et dont s'occupent tous les journaux ; il est à craindre qu'à la suite de cet antagonisme, le Président n'ait le sort de tous les partis monarchiques, et que la révolution demeure seule maîtresse d'un terrain que nul ennemi ne lui disputera.

« Au moment suprême le Président s'est trompé ; il a sagement et judicieusement agi en reconnaissant le suffrage universel, le seul titre de légitimité aujour d'hui admis en France, tandis qu'il commet une véri-

table faute, d'abord en demandant le pouvoir, et ensuite en le recherchant par des voies légales ; il aurait dû saisir ce pouvoir par un coup d'État en dispersant l'Assemblée, puis se faire absoudre par le suffrage universel afin de recevoir de lui un blanc-seing qui lui permît de prendre telle résolution que la situation comporterait.

« Au lieu de cela, il laisse la France sans gouvernement ; il gaspille le temps à écrire des messages à l'Assemblée ; en ne sachant pas se résoudre à faire contre celle-ci un coup d'État, il s'est perdu ; l'Assemblée, de son côté, se perdra en ne se décidant pas à faire le coup d'État contre le Président.

« L'erreur capitale de tous, en France, est de demeurer convaincu qu'il est possible de sortir de cette situation par la voie pacifique et légale, tandis qu'au contraire c'est par la force seule qu'on pourrait la faire cesser. Le plus fort sera celui qui frappera le premier, et je crois que ce ne sera ni l'Assemblée, ni le Président, mais bien la révolution.

« Le drame a commencé, et d'un seul bond nous arrivons au dernier acte.

« Tout à vous, etc.

« VALDEGAMAS. »

La vivacité avec laquelle il avait été attaqué au sujet de ses négociations avec le maréchal Narvaez

avait laissé à Donoso Cortès un souvenir si pénible, qu'il revenait encore sur ce sujet dans la lettre suivante; il la terminait en renfermant dans une formule curieuse les chances de l'avenir politique de la France :

« Paris, 2 novembre 1851.

« Mon cher comte, la réconciliation a été sincère, mais cela n'exclut pas ce que vous dites à ce sujet; l'homme est capable de faire avec sincérité les choses les plus contradictoires selon les circonstances. De mon côté, en ma qualité d'homme de principes, je n'attache de prix qu'à ceux-ci, et je fais peu de cas des personnes. J'ai estimé que le cabinet de Madrid ne devait pas prendre sur lui la lourde responsabilité de s'opposer arbitrairement à son retour en Espagne, et j'ai pensé également qu'il était de mon devoir d'écarter le péril que son retour eût fait courir au ministère. J'ai pu arriver à concilier deux choses si difficiles à faire accorder entre elles. Ce qui n'empêche pas que beaucoup ne m'appellent traître. Que vous en semble? Au fond, je suis ami de cet homme et désireux de le voir rentrer aux affaires, à condition qu'il se conforme à mes principes ; de toute autre manière, non. Tout ce qui sort de ma bouche vous paraît le

langage d'un saint, et cependant je ne me fais aucune illusion : l'avénement de Narvaez au pouvoir peut survenir si cela lui convient ; mais, dans ce cas, je ne lui promettrais certainement mon concours qu'en échange de garanties.

« Ne me croyez pas enfant, comme j'ai découvert dernièrement que vous l'êtes vous-même ; peut-être vous imaginez-vous que chacun est ainsi : l'homme, il est vrai, doit avoir quelque chose de la tourterelle, mais il doit tenir aussi du serpent : il doit être tourterelle, s'il s'agit de sa propre conduite ; il doit devenir serpent, quand il faut démasquer les intrigues d'autrui.

« Je vous le répète : tout est irrévocablement rompu entre le Parlement et moi.

« Je crois qu'Isturitz sera ministre, grâce à l'appui de la Reine mère ; son ministère ne différera pas de ceux qui l'auront précédé, et il fera à Madrid ce qu'il a fait à Londres, c'est-à-dire rien. Le portrait que vous faites de Miraflorès est parfait ; vous êtes un enfant admirable. Si vous voyiez les dépêches qu'il écrit !

« Je vais vous donner la clef de la situation politique en France : toute défaite du grand parti de l'ordre, quel que soit le vainqueur, est un succès pour la cause de l'ordre véritable ; toute victoire au contraire du grand parti de l'ordre est un succès au profit de l'anarchie : d'où je conclus qu'il faut vous déclarer

pour le Président et contre le grand parti de l'ordre; si ce dernier triomphe, la vraie monarchie n'aura jamais son jour; si la victoire reste soit au Président, soit à Changarnier, soit au socialisme, soit au diable, la vraie monarchie devient possible, mais après que ce pays aura subi la dictature militaire ou le despotisme révolutionnaire.

« Tout à vous, etc.

« VALDEGAMAS. »

Le comte Raczynski était fort tenté d'admettre cette manière de voir de son éminent correspondant; mais il n'apercevait pas encore aussi nettement que lui les destinées qui attendaient le Président, comme le prouve la lettre qui va suivre; bien qu'elle contienne le récit d'une conversation dont le sujet n'ait pas rapport aux événements de ce temps, nous avons pensé que le lecteur ne repoussera pas une digression très-intéressante :

« Madrid, le 12 novembre 1851.

« Je suis de votre avis lorsque vous dites qu'en France le désordre le plus complet règne au sein du parti de l'ordre ; il est, en effet, un assemblage de nuances, de doctrines, de préoccupations, de préju-

gés, d'aberrations ; il est la confusion même. Changarnier ou le Président se chargeront certainement de démontrer son impuissance. Cet événement rendra alors possible le rétablissement de la monarchie. Quant au Président, il se peut faire qu'il parvienne à dompter momentanément le socialisme ; mais je doute qu'il puisse, — en raison de son origine, de son entourage et de son essence —, maîtriser définitivement la Révolution. Le Président est tout au plus une comète ; je suis même disposé à croire qu'il n'est pas du tout un corps céleste. Il faut donc attendre avant d'être certain que là puisse être la solution véritable. Pour ma part, au Président je préfère Changarnier, car l'honorabilité de son caractère et la portée de son intelligence donnent l'assurance probable qu'il travaillera à la restauration de Henri V, dont l'avénement pourrait seul clore l'ère de toutes les péripéties révolutionnaires.

« Les derniers incidents ont amené le roi de Naples à remplacer par le prince Carini [1] le prince Castelcicala qui n'est, paraît-il, pas de taille à lutter contre lord Palmerston. Nous perdons un collègue aimable et spirituel, et je fais des vœux pour qu'il puisse, par son tact, son savoir-faire et son zèle, ramener au gouvernement napolitain les sympathies de ceux que

[1] Le prince Carini, à ce moment ministre de Naples à Madrid.

leurs passions ou leur intérêt ne lient pas à la politique égoïste et malfaisante de lord Palmerston ; mais pourra-t-il améliorer la situation de son gouvernement vis-à-vis du cabinet anglais ? Ce qui est surprenant, c'est que le prince Carini n'a reçu aucune instruction de son gouvernement, qui néanmoins le presse vivement de rejoindre son nouveau poste à Londres ; aussi son embarras est-il extrême et ne sait-il ce qu'il doit faire ou dire. Lord Howden se divertit fort de cette étrange situation ; j'apprécie beaucoup la bonne grâce et l'esprit de ce dernier ; hier il m'a raconté, au sujet des événements qui ont accompagné la Révolution de 1830 à Paris, une anecdote très-curieuse et que je ne résiste pas au plaisir de vous narrer à mon tour :

« Quand Charles X fut contraint de se retirer, lord Stuart, ambassadeur d'Angleterre à Paris, proposa à lord Howden, — alors secrétaire de l'ambassade et connu sous le nom de colonel Caradoc, — de se charger de porter au Roi un message du duc d'Orléans. Le colonel, après quelques hésitations, se rendit au Palais-Royal, et Louis-Philippe lui remit un petit billet, qui fut cousu dans le collet de son habit ; il ne renfermait que ces mots : « Croyez, Sire, à tout ce que le colonel Cara-« doc vous dira de ma part. » Il était chargé de demander au Roi de lui confier le duc de Bordeaux et de ramener à Paris le jeune prince, dont le duc d'Orléans s'engageait à servir les intérêts et à faire proclamer les

droits. Le colonel anglais partit, et bien qu'il ne fût pas muni d'un passe-port et que les ordres aux barrières fussent très-sévères, il réussit à sortir par la barrière de l'Étoile, où il était fort connu. Il courut, sans être inquiété, la poste jusqu'à deux heures environ de l'endroit où Charles X et sa suite s'étaient arrêtés pour passer la nuit ; puis, continuant sa route à pied et à travers champs, il atteignit bientôt son but. Il pénétra aussitôt auprès du Roi, qui le reçut avec son affabilité ordinaire et lui demanda avec empressement ce qu'il y avait de nouveau. Sur sa prière, le colonel tira de sa poche les journaux de la veille et du jour même, et fit au malheureux monarque la lecture des débats des Chambres qui avaient précédé le vote de la déchéance et pendant lesquels on avait déversé sur lui les plus grossières et les plus injustes inculpations. Il conclut en faisant part au Roi des propositions de Louis-Philippe. Le Roi se montra disposé à les accepter, mais la duchesse de Berry s'y opposa avec force, disant qu'elle ne croirait jamais l'enfant en sûreté quand il serait loin d'elle. La surprise du colonel fut grande de ne pas apercevoir les commissaires du gouvernement auprès de Charles X, le général Maison et M. Odilon Barrot, pendant les quelques heures qu'il passa auprès du Roi, et il fut tout aussi étonné, à son retour à Paris, de voir que le duc d'Orléans parût ignorer l'échec de la négociation. Le télé-

graphe était cependant à la disposition du général. Quand M. Caradoc eut parlé et qu'il eut rendu compte de l'insuccès de sa mission, Louis-Philippe lui dit avec solennité : « Eh bien ! puisqu'il le faut, je me dévoue ! » Le duc de Chartres, qui savait de quelle communication M. Caradoc avait été chargé et dont les relations intimes avec le diplomate anglais se sont continuées après l'événement, avait contribué à lui faire confier ce message difficile, trouvant « qu'on ne pouvait faire « un meilleur choix et qu'il ne connaissait personne « de plus brave et de plus intelligent » .

« Quand, l'année dernière, lord Howden fut envoyé à Madrid, il alla faire à Claremont sa visite d'adieu. La santé de Louis-Philippe était déjà détestable ; il reçut fort mal le noble lord, parut très-irrité et lui dit qu'il allait à Madrid pour travailler à faire exclure son fils de la succession au trône d'Espagne. La Reine, dont le caractère est naturellement bienveillant, suivit le visiteur quand il se retira et le combla de témoignages d'amabilité et d'affection, dans le but d'affaiblir dans son esprit l'impression des paroles du Roi. »

Nous ne voudrions pas tirer du récit de lord Howden toutes les conclusions qu'il indique, mais nous pouvons nous demander si les événements subséquents ont démontré la sincérité du dévouement de M. le duc d'Orléans.

Cependant les approches de la crise depuis longtemps pressentie par les deux diplomates jetaient quelquefois Donoso Cortès dans le découragement et la tristesse. C'est sous cette impression qu'il écrivait au ministre de Prusse :

« Paris, le 14 novembre 1851.

« Mon cher comte, merci pour les deux documents relatifs, l'un à Carini, l'autre à moi-même. Merci surtout pour vos félicitations au sujet de ma grand'-croix [1] et de mon élection sénatoriale. Je suis certain que nuls compliments ne sont aussi sincères que les vôtres, et vous ne pouvez douter que je n'en recevrai de personne qui me causent un plaisir égal.

« La nomination de Carini est antérieure à la fameuse lettre de lord Palmerston : le gouvernement napolitain abdiquerait toute dignité si, après une pareille lettre, il envoyait un ministre à Londres ; il est donc probable qu'il ajournera le départ de Carini.

« Vous vous trompez en disant que *mon temps viendra :* mon temps ne viendra jamais, et cela m'importe si peu que je m'en réjouis. Il est probable que

[1] Le marquis de Valdegamas venait de recevoir de la Reine la grand'croix de l'ordre de Charles III.

l'ordre ne se rétablira jamais ; mais s'il venait à se rétablir, ce ne serait qu'après de grandes secousses et sous l'influence d'une violente réaction. Dans ce cas, ce n'est pas à moi que le pouvoir viendrait, mais à d'autres, que ni vous ni moi ne connaissons, et que nous ne saurions connaître à l'avance.

« Du reste, la France et l'Angleterre suivent une ligne de conduite que je trouve très-naturelle. Je ne cache à personne ma manière de voir, et, par suite de cette franchise, on m'estime.

« L'homme[1] s'est déjà lassé de sa sincérité première, et il est entré dans la phase d'une nouvelle sorte de sincérité. Il va partir pour Madrid, bien qu'il ait donné sa parole de ne pas s'y rendre. Tant que nous sommes restés seuls face à face l'un de l'autre, j'ai fait de lui ce que j'ai voulu ; mais le passage à Paris de Bermudez de Castro a tout gâté, et il se prépare à aller assister aux couches de la Reine. Il est impossible de compter sur cet homme ; il sera toujours ce qu'il a été, ni plus, ni moins.

« Tout ceci est confidentiel ; bien que tout Madrid doive le savoir sous peu, il ne convient pas que vous disiez que vous en êtes informé.

« Tout à vous,

« VALDEGAMAS. »

[1] Le maréchal Narvaez.

Mais cette lassitude, propre aux cœurs qui aiment et espèrent avec ardeur, ne pouvait durer. Peu de jours après, le pouvoir du Président semblait affermi par un succès à la Chambre ; le diplomate espagnol regardait avec raison le vote des députés comme l'aveu même de leur défaite et de leur impuissance ; il le considérait comme le présage d'une déroute plus complète, et, dès le lendemain, il mandait au ministre de Prusse à Madrid cette nouvelle dont il augurait tant pour l'avenir :

« Paris, le 18 novembre 1851.

« Mon cher ami, je n'ai pas besoin de lire ce que vous avez écrit de moi à votre gouvernement pour le deviner et le savoir par cœur, et, par suite, pour vous en remercier. Vous vous trompez si vous croyez que mon temps approche ; il est, au contraire, encore bien loin, et il est très-probable qu'il n'arrivera jamais. Il n'est pas impossible qu'on vienne m'offrir le pouvoir, on me l'a déjà offert bien souvent : la difficulté, ou pour mieux dire l'impossibilité, c'est que j'accepte, qu'on soit disposé à suivre mon système, et que moi-même je trouve une épée qui me prête secours. La réalisation de telles éventualités est aussi invraisem-

blable qu'il est difficile de toucher le ciel avec la main. D'ailleurs, personne ne m'a fait de propositions.

« Réjouissez-vous : le grand parti de l'ordre a succombé hier. Le Président a eu cent voix de majorité, et le parti bourgeois et doctrinaire est mort. J'ignore ce qui s'ensuivra, mais je sais que le diable a emporté le gouvernement parlementaire : faites-lui donc dire une messe de *requiem*. Il n'y a plus d'autres régimes en présence que celui du sabre et celui de la Révolution ; dans ces conditions, une restauration de bon aloi devient possible. La France est encore destinée à sauver le monde.

« Ne croyez pas qu'il faille préférer Changarnier au Président. Il est possible, probable même, que Changarnier rappelle Henri V ; mais ne sera-ce pas Henri V parlementaire? car Changarnier devra subir les conditions des doctrinaires qui le soutiennent.

« Il est très-vrai que le Président est mal entouré ; mais, parmi les personnes qui l'entourent, il est quelqu'un, que vous ne sauriez deviner, qui a pris de l'influence à l'Élysée, et dont les conseils ont une grave autorité.

« Je regrette que dans la haute société on fasse cas de lord Howden, mais je me réjouis qu'on sache apprécier l'enfant, et je voudrais qu'on suive ses avis. Narvaez sera modéré au début, mais ses passions fini-

ront par l'emporter sur sa modération, comme cela est toujours arrivé. Vous verrez qu'il se perdra, et nous avec lui.

« VALDEGAMAS. »

Les chances de conciliation entre le Président et l'Assemblée étaient complétement évanouies; Donoso Cortès attendait d'un instant à l'autre l'explosion d'une lutte violente. Une seule pensée pouvait distraire son attention du spectacle de ce conflit : c'était son désir d'amener le maréchal Narvaez à s'associer à ses projets de gouvernement en Espagne.

« Mon cher ami, écrivait-il, le 25 novembre 1851, au comte Raczynski, je ne m'étonne pas de la colère de la cour en apprenant non-seulement ce que j'ai proposé, mais encore ce que j'ai conseillé au sujet de Narvaez. J'ai engagé le gouvernement à traiter avec le maréchal afin de l'appeler aux affaires le jour où les ministres actuels ne pourront plus demeurer au pouvoir; j'ai dit qu'on devait en même temps lui imposer des conditions avantageuses au bien de l'État et exiger de lui des garanties certaines et solides. Je voudrais faire tourner le prestige de cet homme au

profit de nos idées, de celles dont il s'est déclaré le partisan dans ses conversations avec moi. Il est évident qu'après avoir, en dernier lieu, manqué à son engagement, Narvaez a prouvé qu'il ne mérite plus la confiance de personne, et moi-même je ne voudrais pas me fier à lui : que la cour fasse cas ou non de mes avis, cela m'est fort indifférent, pourvu que je trouve toujours dans ma conscience le témoignage qu'en toutes choses j'ai souhaité ce qui est le plus profitable à ma patrie et à la monarchie.

« La situation empire chaque jour; aussi ne me semble-t-il pas impossible qu'au moment le plus imprévu la guerre ne vienne à éclater entre le Président et l'Assemblée. Il est difficile de dire à l'avance quel sera le résultat de la lutte : l'armée décidera de la victoire, et chacun de son côté croit pouvoir compter sur son concours; mais l'armée elle-même est divisée, comme l'est la France, et si le travail de décomposition générale continue ses progrès, il n'y aura, à proprement parler, bientôt plus d'armée en France. Cependant, j'ai des motifs de penser qu'aujourd'hui les chances de probabilité sont pour le triomphe du Président; mais si le conflit engendrait une lutte qui durât quelques mois, — ce que je ne crois pas, — le succès ne sera ni pour le Président, ni pour l'Assemblée, mais pour la révolution, à laquelle d'ailleurs la victoire définitive appartiendra de toutes manières.

« Isturitz sera ici à la fin de cette semaine ; il n'y a pas de doute qu'il ne soit le futur ministre.

« Tout à vous de cœur.

« VALDEGAMAS. »

Alors qu'un grand nombre doutaient encore, le ministre d'Espagne regardait le Président comme définitivement maître du terrain : il était donc dans le vrai lorsqu'il écrivait :

« Paris, le 1er décembre 1851.

« Mon cher comte, tout se passe ici comme je le prévoyais : le Parlement est mort, ses chefs terrifiés, et quelques-uns se sont déjà pourvus de leur passeport, le Président est maître de la situation, il fera le coup d'Etat le jour qu'il choisira lui-même, et il le fera bientôt. Attendez-vous à quelque chose de grave sous peu. La situation peut naturellement changer d'un jour à l'autre, mais elle est telle que je vous la décris, et il n'est pas probable qu'elle subisse de modifications.

« Je n'ai le temps de rien : vous ne sauriez croire à quel point je suis accablé de travail.

« Isturitz est arrivé aujourd'hui ; il part jeudi pour Madrid.

« Narvaez se fera conspirateur. Quelques-uns prétendent que je n'aurais pas dû garder l'attitude que j'ai eue vis-à-vis de lui. Il est facile d'accuser après coup ; mais vous, homme de conscience, dites-moi s'il n'était pas juste et sage de tenter un effort suprême pour convertir cet homme qui aurait pu être si utile, et qui est si dangereux. La preuve de son incorrigibilité est acquise aujourd'hui : je craignais ce résultat, mais j'ai voulu avoir un témoignage irrécusable afin de savoir ce qu'il faut en penser irrévocablement.

« Je vous mande tout ceci confidentiellement.

« VALDEGAMAS. »

Le lendemain même du jour où ces lignes avaient été tracées, le Président, avec une promptitude inouïe, accomplissait heureusement le coup d'État hardi auquel il dut la réputation d'habileté et la crainte dont il fut entouré dans la suite. Donoso Cortès mandait aussitôt cette importante nouvelle au diplomate prussien.

« Paris, le 3 décembre 1851.

« Mon cher ami, vous savez déjà combien mes prévisions étaient fondées et mes informations exactes.

Le coup a été frappé, et c'est le coup le plus habile que l'histoire ait eu encore à enregistrer : un homme, qui passait il y a peu de temps pour un aventurier, a mis hier sous les verroux les plus grands personnages politiques et militaires de la France.

« Il y a eu aujourd'hui un commencement d'insurrection dans le faubourg Saint-Antoine, mais il a été aussitôt réprimé. Je vous le signale, mais il n'en reste pas moins que cet homme a brisé tous les obstacles qui se sont dressés contre lui, et qu'à l'heure où j'écris il est le *maître* de la France.

« Voilà ce que peut celui qui sait ce qu'il veut, quand il se trouve en présence d'autres qui ignorent même ce qu'ils désirent.

« Je n'ai pas le temps de vous écrire plus longuement.

« Tout à vous.

« VALDEGAMAS. »

Les appréciations émises dans les cercles politiques étrangers sur le grand acte qui venait de s'accomplir portaient exclusivement sur ses conséquences au point de vue de la préservation sociale, et on considérait seulement que la France, au lieu d'être un champ de bataille, allait devenir un État fort et puissant avec lequel l'Europe aurait à compter. La question de moralité était donc complétement mise de côté ; on ne

se préoccupait que du danger qui venait d'être écarté si soudainement. C'est donc sous ce rapport que le ministre de Prusse envisageait les faits lorsqu'il adressait à son gouvernement la dépêche du 5 décembre dont nous extrayons le passage suivant :

« Les nouvelles de Paris n'étaient pas inattendues, cependant elles ont produit ici une sensation difficile à décrire. Les lettres qu'on a reçues avant l'événement dépeignaient déjà le système parlementaire comme expirant en France. Toutefois on n'est pas encore rassuré sur les conséquences du grand coup tenté par le Président, mais il est certain que le fier parti parlementaire est dispersé, et que le chaos se débrouille de plus en plus. »

De son côté, le ministre d'Espagne à Paris écrivait au comte Raczynski :

« Paris, le 7 décembre 1851.

« Mon cher comte, il n'y a plus rien à craindre des insurgés ; il y a eu plus de mille victimes ; on n'a pas fait de quartier. Le soulèvement n'a pas été socialiste, mais *bourgeois ;* les barricades étaient occupées par

des gens en bottines vernies : journalistes, épiciers et légitimistes ; les uns et les autres, fous et révolutionnaires à un égal degré, ont fourni à l'insurrection un contingent considérable. L'œuvre de Dieu s'accomplit de la manière que j'avais prévue alors que personne ne partageait mon opinion.

« J'avais dit *à qui de droit* que de tout ce *gâchis* devait résulter la *débâcle* parlementaire et bourgeoise ; que Louis-Napoléon est à l'heure actuelle l'instrument de la Providence, et que, dans cette entreprise, il devait être invincible. Une nouvelle époque commence : jusqu'ici tous ont travaillé pour *lui;* dès à présent, il va travailler pour les autres : *laissez passer la justice de Dieu.*

« Tous mes collègues ont jugé la question comme tout le monde, c'est-à-dire à l'envers ; je cherchais à corriger leur manière de voir, et maintenant ils me donnent raison. Ma méthode pour bien juger les choses est fort simple : j'élève les yeux vers Dieu, et en lui je vois ce que je cherche vainement dans les événements considérés en eux-mêmes. Cette méthode est infaillible, et, de plus, elle est à la portée de tout le monde.

« Tout à vous.

« VALDEGAMAS. »

Cependant lord Palmerston n'abandonnait pas le

projet dont nous avons parlé déjà d'asseoir solidement la domination anglaise en Espagne en devenant l'allié de Narvaez ; les intrigues qui se nouaient activement dans ce but préoccupaient vivement Donoso Cortès ; malgré la gravité du fait décisif qui venait de se passer sous ses yeux, son attention se trouvait donc attirée du côté où il apercevait pour son pays un danger redoutable, et il exposait ainsi ses craintes au comte Raczynski :

« Paris, le 10 décembre 1851.

« Mon cher comte, j'ai reçu votre lettre du 3 [1], comme toutes celles que vous écrivez, remplie de faits et d'observations. Narvaez, en effet, s'est toujours exprimé dans le sens que nous connaissons, et je présume qu'il agissait ainsi de bonne foi : son intérêt personnel l'éloigne de la bonne voie, mais je croyais lui avoir démontré que, dans le cas présent, son intérêt est du côté des bons principes. Je le pensais pénétré de cette vérité, et cette raison m'avait persuadé que j'étais parvenu à lui faire partager ma conviction. Mon opinion était d'autant mieux fondée

[1] La lettre à laquelle le marquis de Valdegamas fait ici allusion, ainsi que plusieurs autres, nous manque.

que je suis sincèrement persuadé qu'il servirait son propre intérêt en se ralliant à nos principes. Les derniers événements qui se sont produits à Madrid prouvent que j'avais raison ; à l'heure qu'il est, il regrette sans doute déjà de n'avoir pas suivi mes conseils, mais il est à présent trop tard pour y revenir, et, d'ailleurs, je n'ai pas confiance en lui.

« Je sais de bonne source qu'il cherche maintenant son appui en Angleterre ; je l'ai appris avant son départ, et j'ai prévenu mon gouvernement de ses relations avec lord Howden. Ce que vous me mandez vient corroborer les nouvelles que je vous ai données.

« Vous dites, et avec raison, que vous n'avez pas confiance dans la vertu, et moi, je réponds à cela que vous verrez combien ce mépris vous coûtera cher ; la vertu a plus de force qu'on ne le suppose, et ses contempteurs sont plus faibles qu'on ne le présume.

« Ce que vous m'écrivez au sujet du pauvre Miraflorès me fait bien de la peine : jamais homme n'a mérité plus de compassion. Dans quelque pays que ce fût, la note que vous avez remise eût suffi pour faire tomber un ministre.

« Vous vous plaisez à former des ministères à votre fantaisie, comme qui dirait des châteaux en Espagne. Pour ce qui me concerne, il est très-difficile qu'on

vienne m'offrir le ministère dans les circonstances présentes, et il est tout à fait impossible que j'accepte, encore qu'on me l'offre. Je suis trop carré, trop absolu, trop dogmatique pour convenir à personne et pour que personne puisse me convenir. Je sais, aussi bien que qui que ce soit, la nécessité impérieuse de transiger, de louvoyer, de faire la part des obstacles; mais je méprise tout ceci comme un autre méprise la vertu.

« Adieu, mon cher comte, le triomphe du Président me paraît assuré pour le moment; il y a eu dans les départements des mouvements socialistes d'un véritable caractère de sauvagerie, mais ils ne s'étendront pas. Le grand danger est, d'un côté, l'insouciance des hommes notables, et, de l'autre, le débarquement des princes d'Orléans; c'est là ce que je redoute. Alors éclaterait la guerre civile sur tous les points du territoire de la république. En tout état de cause, si le Président venait à succomber aujourd'hui, la révolution seule recueillerait sa succession.

« Le 2 décembre est l'anniversaire de la bataille d'Austerlitz et du couronnement de l'Empereur.

« Tout à vous de cœur.

« VALDEGAMAS. »

C'est à la dernière partie de cette lettre que le diplomate allemand répondait le 15 décembre :

« Certainement l'événement qui vient d'éclater en France est un événement heureux. On raconte que M. Thiers a mal à la langue : c'est une malice du sort. Narvaez me disait hier que Louis-Napoléon devrait ne pas abuser de sa victoire, se renfermer dans les bornes de la modération, contenir les mutins et respecter les institutions. Mais, à mon sens, pour peu que Louis-Napoléon suive une ligne de conduite conforme au souhait exprimé par Narvaez, sa chute n'en sera que plus certaine; l'illégitimité de son pouvoir est plutôt un vice qu'un danger; s'il ne fait la guerre, sa durée ne peut être longue ; s'il se voue aux pratiques et au culte du libéralisme, du système parlementaire, du juste milieu, il ne tardera pas à être renversé, et la révolution qui le brisera nous rapprochera de la véritable restauration. Cela n'exclut pas une ou plusieurs dictatures plus violentes que celles de Louis-Napoléon, ni la possibilité d'autres phases succédant à celle qui se développe sous nos yeux. Je persiste à croire que le jour viendra où la France tendra les mains vers Henri V, mais je suis loin de prévoir à quel moment : qui pourrait aujourd'hui se rendre compte de la durée du pouvoir du Président?

« La révolution n'a pas été appuyée par le peuple à Paris, mais par les classes moyennes et la bourgeoisie, toujours attachée aux idées d'opposition. Aujourd'hui, elle est réduite au silence ; mais pour assurer les ré-

sultats de cette victoire et mettre la population honnête et laborieuse à l'abri des écarts des turbulents et des factieux, il faut que la tribune soit muette, que la presse soit mise hors d'état de se livrer à de dangereuses excitations, et que la fidélité de l'armée soit la garantie de ces sages mesures. A ces conditions, la France sera un État fort, sensé et honnête ; elle rencontrera au dehors les sympathies qu'elle mérite. D'ailleurs, l'Europe marque déjà son approbation à celui qui a pris une initiative si hardie et au système dont il est la personnification. Quant à la véritable restauration, mon instinct me dit : Le moment n'est pas venu ; il ne viendra que lorsque toutes les mains seront tendues vers celui qui doit clore toutes les révolutions. Alors l'apaisement se fera solide, durable et vrai, et la plus cruelle sujétion ne s'appellera plus liberté. »

Toutes les lettres qui précèdent témoignent de la précision et de la vérité des informations du ministre d'Espagne à Paris ; il avait vu venir l'événement qui mit fin à un conflit d'où pouvait sortir une lutte terrible, et il avait mis un soin particulier à prévenir son gouvernement d'une issue qu'il regardait comme fatale. Mais on n'avait pas compris à Madrid combien ses appréciations étaient justes, et l'inutilité de ses efforts pour éclairer le marquis de Miraflorès lui cau-

sait d'amers regrets. C'est à ce sujet qu'il écrivait au comte Raczynski :

« Paris, le 24 décembre 1851.

« Mon cher ami, vous me dites très-spirituellement que vous vous égarez toujours dans le même chemin; la cause en est qu'un homme accoutumé à marcher droit ne saurait se diriger dans une voie tortueuse; moi-même je me perds sur cette route, encore que je connaisse le secret pour m'orienter; mais je me résigne à me perdre, parce qu'il me répugne de me servir d'un secret qui consiste à suivre une ligne sinueuse. Voilà le véritable obstacle qui s'oppose à la réalisation des châteaux en Espagne que vous construisez pour moi; croyez bien, du reste, que, si mon tour devait jamais arriver, il serait déjà venu, tandis qu'il ne doit véritablement jamais venir.

« Je puis vous assurer, et Ayllon pourrait vous le confirmer, que nul gouvernement n'a été mieux informé que le mien des événements que je prévoyais ici, de l'ordre dans lequel ils devaient se suivre, de la logique et des nécessités qui les engendraient. Temps perdu que tout cela! Miraflorès ne comprenait rien, et il ne comprendra pas davantage dans l'avenir.

Si vous lisiez les instructions qu'il m'envoie! Mais, fort heureusement, j'agis comme bon me semble. Cependant cet état de choses pourrait devenir tel que mon devoir m'oblige à donner ma démission.

« Les affaires suivent ici un développement excellent, mais je prévois des complications extérieures. En ce qui me concerne, je prépare le terrain et je fais tous mes efforts pour leur faire suivre la bonne voie; mais dans certaines éventualités je me verrais contraint de donner ma démission; n'est-il pas triste, grand Dieu! de voir le moyen d'atteindre le salut, d'être à même de pouvoir tout sauver, et de devoir se condamner à l'inaction? Voilà cependant ma situation.

« Vous dites que l'heure du triomphe des honnêtes gens n'a pas encore sonné; cela est certain, mais, en croyant travailler pour soi-même, les vainqueurs du jour ne sont que des instruments que la Providence emploie pour préparer dans l'avenir la voie aux honnêtes gens. Combien la Providence est admirable!...

« Grande nouvelle :

« Lord Palmerston est tombé : la pression de l'Europe oblige ses collègues à l'éloigner d'eux. Cette nouvelle est confidentielle; ne la communiquez à personne. Ici personne ne la connaît, sinon celui de qui je la tiens, qui la sait de bonne source. C'est là un

événement plus considérable encore que ceux qui viennent de se passer en France.

« VALDEGAMAS. »

La chute de lord Palmerston était certainement un fait important, mais le ministre de Prusse à Madrid avait mille fois raison en disant qu'il ne fallait pas se faire illusion, et bien comprendre que la question n'avait fait que changer de forme. Il expliquait donc ainsi au marquis de Valdegamas les raisons de la persévérance de la politique anglaise en dépit des modifications de personnes :

« Madrid, le 2 janvier 1852.

« On se réjouit beaucoup à Madrid de la chute de lord Palmerston ; je conçois ce sentiment de joie et je le partage. Lord Palmerston, en effet, est l'expression inflexible et vraie de la politique et des intérêts anglais ; sans lui, on en serait encore à disputer sur ce que vaut cette politique ; on doit donc lui savoir gré d'avoir provoqué une appréciation conforme à la vérité. Si la leçon nous a coûté cher, elle est néanmoins bonne. Or, je crains que sa chute ne fasse diversion à l'aversion qu'inspire la politique anglaise ;

s'il était demeuré plus longtemps au pouvoir, le Président eût nécessairement été amené à devenir l'adversaire de cette implacable ennemie du commerce et de l'indépendance politique de tous les États. Je crains donc que le Président ne se rapproche du cabinet anglais. L'Angleterre, au lieu d'afficher son cynisme révolutionnaire, va faire maintenant de la diplomatie : au lieu de nous forcer à l'union en nous bravant tous, elle cherchera à rompre l'alliance des trois cours du Nord, et elle offrira son appui tantôt aux uns, tantôt aux autres ; elle prodiguera les amendes honorables, les manifestations conciliatrices. Grâce à lord Palmerston, l'Angleterre n'avait plus d'amis ; elle cherchera à s'en faire de nouveaux.

« On dit souvent que l'intérêt de l'Angleterre n'est pas de favoriser le trouble, parce que ce trouble pourrait avoir un contre-coup terrible chez elle ; mais, dans mon opinion, elle est condamnée à agir ainsi : la production industrielle est arrivée à un tel degré, en effet, dans le Royaume-Uni, que celui-ci ne pourrait soutenir la concurrence de ses rivaux s'il ne combattait chez eux les sources de la prospérité, qui sont l'ordre, la paix et la sécurité de l'avenir. Depuis M. Canning, telle a été la politique constante de l'Angleterre. Cette puissance se flatte de pouvoir imposer des bornes à la désorganisation et maintenir les divers pays dans une situation commerciale suffi-

sante pour assurer le débouché de ses propres produits, mais trop faible pour lutter contre l'industrie anglaise.

« L'opinion des Peel, des Aberdeen et des Wellington est assurément la même à cet égard que celle de lord Palmerston. On peut donc dire que ce n'est pas la question, mais la forme seulement qui a changé. »

La retraite de lord Palmerston avait pour cause, aux yeux de Donoso Cortès, l'approbation qu'il avait ouvertement donnée au coup d'État du Président; cet événement avait paru, selon lui, un échec à la politique constante de l'Angleterre, et les Anglais n'avaient pu voir sans dépit le ministère s'associer à une mesure qu'ils réprouvaient. Malgré ces apparences, ils avaient commis une véritable faute, en ne comprenant pas qu'en s'associant à Louis-Napoléon, le chef du ministère servait les intérêts mêmes de la politique traditionnelle de son pays, et qu'il préparait ainsi les voies à une alliance qui ne devait pas tarder à se réaliser. Les événements donnèrent, nous ne le savons que trop, raison aux appréciations émises dans la lettre suivante du marquis de Valdegamas au comte Raczynski :

« Paris, le 10 janvier 1852.

« Mon cher comte, les dîners, les fêtes, les cérémonies et les affaires de la légation m'ont empêché de vous écrire, comme je l'aurais souhaité.

« Vous avez été prophète : dans votre lettre du 20, vous me disiez que lord Palmerston ne pouvait longtemps encore résister, et à ce moment même le diable l'emportait; pourquoi l'emportait-il serait chose longue à raconter. A Paris personne ne s'explique les motifs de sa conduite; pour moi, je les pénètre nettement et je les ai fait connaître à mon gouvernement; je les ai également développés ici à quelques personnes qui toutes ont reconnu la justesse de mon raisonnement.

« Voici, en résumé, comment je comprends les choses : il est certain que Palmerston a donné une approbation ouverte au coup d'État; il n'est pas moins certain que le Président regardait son amitié comme un secours précieux; il n'est pas douteux que son adhésion au coup d'État d'un côté, et de l'autre la satisfaction impérieusement exigée par l'Autriche, ont amené sa chute. L'exactitude de ces faits une fois constatée, le problème à résoudre se formule ainsi : expliquer comment Palmerston a pu appuyer la

destruction de la Révolution en France, étant lui-même le promoteur et le soutien de toutes les Révolutions. Mais voici la réponse : le coup d'État devait être et a été la réconciliation de la France avec les nations continentales ; cette réconciliation devait entraîner et elle a en réalité entraîné la ruine de la politique Palmerston et l'isolement de l'Angleterre. Il était donc nécessaire d'éviter que ces conséquences ne vinssent à se produire, et il était urgent de les prévenir à tout prix. C'est alors que Palmerston s'est dit à part lui : Le moyen d'arrêter de pareilles suites, c'est de donner, moi avant personne, mon approbation aux faits qui ont surgi ; prouver au Président que je suis son seul ami loyalement dévoué, et ensuite conclure avec lui cet arrangement : Je vous laisse tuer la Révolution en France, parce que je ne puis m'y opposer; mais, en échange de la faculté que je vous abandonne, vous vous engagerez à ne pas aller plus loin, et vous ne vous réconcilierez pas avec l'Europe, dont l'amitié vous est inutile, en quelque circonstance que ce soit, dès lors que je suis votre allié. En retour, vous m'abandonnerez la faculté d'agir comme auparavant. Je souffre que vous frappiez en France la cause de la Révolution, à laquelle je suis attaché; mais vous me laisserez la liberté d'agiter et de bouleverser les nations : tant que nous serons unis, nous n'avons rien à craindre; marchons donc en avant !

« Telle est, mon cher comte, l'explication exacte de ce qui vient de se passer. J'ajoute maintenant que si l'Angleterre ne fût pas devenue folle, elle aurait conservé Palmerston aux affaires, et elle l'aurait remercié d'avoir tenu une telle conduite. S'il fût demeuré au pouvoir, nous étions perdus ; je ne doute pas d'ailleurs que le Président ne tînt son amitié en grande estime, et qu'il l'eût préférée à celle de l'Europe ; mais l'homme propose et Dieu dispose.

« Il peut donc s'ensuivre que l'Angleterre et la France ne soient jamais alliées. Mais un grand péril va naître : l'Angleterre *brouillera les cartes*. Si un ministère conservateur entre aux affaires et que lord Aberdeen en fasse partie, il dira à l'Europe : Si vous laissez au Président sa liberté d'action, il ira jusqu'au Rhin ; unissez-vous à moi pour rétablir les Bourbons. Cela arrivera ; je le prévois aussi clairement que je distingue le papier sur lequel j'écris. Eh bien ! moi, je vous dis que l'Europe est perdue si elle tombe dans ce piége.

« Il existe un intérêt suprême, un intérêt sacré, le plus grand et le plus sacré de tous : celui d'anéantir l'Angleterre, et jamais occasion si favorable ne se présentera. Si l'Europe la rejette, elle est perdue, parce que l'Angleterre a été et sera toujours identifiée avec la Révolution, dont l'instigatrice éternelle ne cessera jamais d'être autre que l'Angleterre. C'est une erreur

de croire que Palmerston soit dans ce pays le seul ami de la Révolution ; les Anglais le sont autant que lui en leur qualité d'Anglais ; entre Palmerston et Aberdeen, il n'y a d'autre différence que la forme ; aussi la politique de Palmerston n'a-t-elle pas été une politique personnelle, mais nationale, et ceux qui pensent le contraire sont des enfants.

« J'ai passé bien des veilles absorbé par cette préoccupation ; croyez-moi donc, je ne me trompe pas, là est le péril, et il se passera peu de mois avant que vous soyez à même de le constater. Il faut donc à tout prix l'éviter, et c'est dans ce but que je déploie tous les efforts de mon activité.

« J'ai fait contre l'Angleterre le serment d'Annibal. La France n'est rien ; les conquêtes impériales sont un rêve, et encore qu'elles dussent se transformer en réalités, cela ne changerait rien à la chose. Pour moi, qu'une nation étende ses frontières ou perde une partie de son territoire, peu m'importe ; ce qui me préoccupe, c'est que la Révolution soit écrasée.

« Quant aux Bourbons, ils viendront d'eux-mêmes et à l'heure marquée par la Providence pour leur retour. S'ils arrivaient aujourd'hui, ils dérangeraient toutes choses, car ils voudraient n'être que des rois constitutionnels. Si les cours du Nord ne partagent pas cette manière de voir, si elles se laissent séduire

par l'Angleterre, qui n'est qu'une personnification diabolique, nous sommes perdus sans rémission.

« Tout à vous.

« VALDEGAMAS. »

L'alliance qui devait unir pendant les années suivantes les gouvernements français et anglais ne conduisit pas, il est vrai, à toutes les conséquences entrevues par le diplomate espagnol, mais du moins elle contribua à entraîner plus tard le cabinet impérial aux entreprises et aux aventures qui, en bouleversant l'Europe, amenèrent son affaiblissement progressif et enfin sa chute. Mais, si on avait approuvé le coup hardi qui réduisait la Révolution à l'impuissance, on ne put s'expliquer comment le Président se décida à confisquer arbitrairement les biens de la maison d'Orléans; à cette nouvelle, l'indignation devint générale; on crut qu'une action contraire à la justice pouvait encore causer la ruine de celui qui l'avait commise. C'est sous cette impression que le marquis de Valdegamas écrivait au comte Raczynski :

« Paris, le 24 janvier 1852.

« Je viens de lire et de brûler la copie de ce que vous avez écrit à votre gouvernement, en date du 2; nous sommes parfaitement d'accord.

« Quand je vous ai dit qu'il est nécessaire de détruire l'Angleterre, il y avait exagération dans l'expression. La disparition de l'Angleterre romprait l'équilibre du monde, et le but que nous devons poursuivre consiste précisément à prévenir la rupture de cet équilibre par la disparition totale ou par la domination absolue de cette puissance.

« Je ne m'étonne pas que vous n'ayez pas prévu l'amitié de Louis-Napoléon et de lord Palmerston ; elle était très-étroite, et Palmerston avait en cela un but précis : Palmerston approuva le coup d'État pour conserver la France sous sa tutelle et, au prix de son appui, acheter la faculté de révolutionner l'Europe ; peu lui importent les événements qui peuvent se produire en France, pourvu que celle-ci ne se réconcilie pas avec les nations continentales ; il est donc permis de dire qu'en agissant ainsi, il a mieux compris les intérêts anglais que l'Angleterre elle-même.

« Mais tout ceci est déjà de l'histoire ancienne ; le Président a perdu la tête et nous entraîne maintenant à la ruine ; le décret qui retire ses biens à la famille d'Orléans amènera probablement une chute inévitable. L'indignation a été ici à son comble.

« L'attribution aux classes pauvres des biens saisis a particulièrement impressionné : *c'est du socialisme nettement caractérisé*. Quand l'Assemblée fut envahie le 15 mai, Barbès monta à la tribune et ne prononça

que ces paroles significatives : *Un milliard sur les riches !* — Louis-Napoléon a dit : *Trois cents millions sur les princes !* — Louis-Napoléon et Barbès se sont donc rencontrés dans une même pensée, et, une fois engagé sur ce chemin, le premier ne s'y arrêtera pas.

« Cet homme a perdu la situation la plus magnifique de toutes celles dont l'histoire nous offre l'exemple. Pour affermir son pouvoir, il lui suffisait d'oublier les injures et de respecter la justice ; mais attaquer la propriété en ce moment, alors que son unique titre à gouverner est de nous avoir débarrassés des voleurs, est un acte de folie qui confond l'intelligence humaine. Il a signé son arrêt de mort. La France lui pardonne tout, mais ne l'absoudra pas de cette faute. Nous allons voir les puissances du Nord, qui avaient tendu la main à Napoléon dictateur, la retirer à Napoléon *socialiste :* l'Angleterre nouera des intrigues auxquelles répondront les protestations des nations intéressées par des liens de famille à la spoliation des princes ; et à la suite de tout ceci, une succession d'événements que vous n'avez jamais encore imaginés. Henri V sera roi de France ; le Président prendra des mesures plus socialistes encore ; quand le péril augmentera pour lui, il voudra à tout prix gagner les masses, il jettera dans le bouleversement cette malheureuse nation, frustrée dans ses espérances.

« Tout ceci est fatal, à moins que la restauration

ne survienne par un coup de main, très-difficile, du reste, à tenter.

« Ne m'écrivez que par le courrier sur les affaires de France, mais usez de tel moyen que vous voudrez, s'il s'agit de l'Espagne.

« Tous les faits visés dans les considérants destinés à justifier le dépouillement des princes sont faux ou controuvés.

« VALDEGAMAS. »

A Madrid, une véritable stupeur avait suivi la nouvelle de la confiscation :

« Ces mesures forment le thème d'entretiens passionnés, écrit le 30 janvier le comte Raczynski à Donoso Cortès ; la cour est vivement impressionnée, et la chose a paru tout d'abord tellement inqualifiable que beaucoup de personnes, dans les cercles politiques, se refusaient à croire à cette déplorable nouvelle. Plus on découvre de subterfuges dans la manière de répartir les biens confisqués et dans les considérants destinés à entraîner l'approbation des masses, et plus grandit l'indignation. L'ambassadeur de France est assailli de manifestations importunes, et il ne sait quelle contenance tenir dans une situation si embarrassante. »

La justesse de ces appréciations se trouve bien confirmée par ces quelques lignes du marquis de Valdegamas :

« Paris, le 31 janvier 1852.

« Je prends la plume pour vous dire que je ne connais personne doué comme vous d'une intelligence aussi pénétrante. Personne n'est animé contre cette famille d'une passion semblable à la vôtre, et cependant votre perspicacité est telle que j'ai deviné à travers vos termes mesurés *la faute*. Ma dernière lettre vous aura confirmé dans votre manière de voir. J'aurais aujourd'hui autre chose à ajouter et de nouvelles iniquités à citer ; mais, pour ces détails et pour ces preuves, nous ne pourrions en causer qu'en tête-à-tête : oui, l'Angleterre triomphera, et je commence à croire que ses succès s'étendront partout par suite du manque *d'entente,* et vous savez ce qui doit y contribuer davantage.

« Tout à vous.

« VALDEGAMAS. »

La réflexion modifia cependant chez le comte Raczynski son premier sentiment sur l'incident qui avait ému véritablement toute l'Europe ; il pensait donc,

après examen, que les intérêts personnels du Président n'étaient pas compromis et menacés, comme il l'avait jugé au premier abord ; il en expliquait ainsi les motifs, le 16 février, au ministre d'Espagne à Paris :

« J'ai d'abord cru instinctivement que le décret de confiscation était une faute au point de vue des intérêts personnels du Président ; aujourd'hui je ne le crois plus. Le coup était hardi, imprévu, nouveau ; rien ne peut exprimer la surprise qu'il m'a causée. Mais, après mûre réflexion, je ne vois plus dans cette mesure qu'un fait insignifiant : que le Président se proclame Empereur, et il ne sera plus question de cet incident. Qu'il se fasse, dis-je, Empereur ! il a pour lui la force ; on m'objectera que le nom ne fait rien à la chose, et que la chose existe. Je crois, au contraire, que l'importance de cette mesure est incontestable : les classes laborieuses demandent un maître, et elles ne croiront l'avoir que si ce maître s'appelle Empereur; l'armée demande un chef dont l'autorité s'exerce avec vigueur, et elle ne sera persuadée que ce chef est le sien que lorsqu'il se nommera Empereur. Quant à l'avenir, je redoute que Louis-Napoléon ne se fasse Anglais dans la pensée de servir son propre intérêt et ses vues d'agrandissement de la France.

« Vous dites que les hommes d'État manquent à

notre époque ; pour moi, j'estime que la situation est tellement difficile que les plus hautes capacités peuvent à peine lutter contre elle. J'ai une haute opinion de Manteuffel, et je crois que la conduite du cabinet de Saint-Pétersbourg est sage ; je crois aussi que l'Angleterre a fait tout ce qui était à propos pour se conformer à sa politique traditionnelle, et l'habileté dont le Président a témoigné jusqu'ici est incontestable ; plus tard, nous verrons s'il continuera à en donner de nouvelles preuves. En Autriche, le prince Schwartzenberg multiplie ses efforts pour faire sortir la Prusse de l'alliance du Nord ; mais j'espère qu'il ne parviendra pas à nous faire faire fausse route, et qu'un jour la France s'unira aux trois cours pour combattre la démagogie.

« En 1848, tout paraissait perdu ; mais aujourd'hui il ne faut pas désespérer du salut de la société ; depuis cette fatale année, que de difficultés vaincues, que de triomphes remportés !

« Je ne concevrais pas qu'on ne vous aimât point ; il ne m'est donc pas difficile de comprendre que vous charmez, que vous inspirez des sympathies, de la confiance et de l'estime. Ce que je sais surtout, c'est que je vous suis sincèrement attaché. »

Donoso Cortès ne partageait qu'incomplétement les espérances que lui confiait son ami, et il redoutait

que les ambitions ne vinssent à créer des divisions au profit de la Révolution ; il prévoyait l'adresse avec laquelle l'Angleterre saurait susciter de fatales rivalités. Il mandait donc au comte Raczynski :

« Paris, le 18 février 1852.

« Mon cher ami, bien que je sois fort loin de Madrid, mon instinct me dit ce que vous disent à vous-même la raison et le témoignage de vos yeux : les choses vont de mal en pis, la réaction libérale est inévitable, le triomphe de la politique anglaise certain, l'aspect du palais funèbre et présageant les catastrophes, le ministère moribond, tandis que la persévérance et le sang-froid de son chef excitent l'admiration; chaque jour, sous l'action des haines et des intrigues coupables, le moment de la décomposition approche à grands pas.

« Vous dites que la faute commise n'est pas de nature à provoquer la chute de cet édifice ; mais elle entraîne, du moins à mon avis, un ébranlement profond. L'établissement de l'influence des *pirates* est le signe précurseur du mal le plus redoutable. A l'époque où je commençais à l'affirmer, le doute était possible ; mais aujourd'hui, en présence des résultats qui se manifestent de toutes parts, l'hésitation n'est plus permise.

« La situation générale de l'Europe m'apparaît pire que jamais : sous peu vous ne sauriez le juger autrement que moi-même. L'Europe meurt, faute d'un véritable homme d'État ; tout pouvait être sauvé, et néanmoins tout sera perdu. L'entente d'où devait venir le salut n'est pas ce qu'elle devait être ; vous verrez comment les *pirates* sauront faire naître les difficultés propres à désunir, et les nôtres oublier alors la question révolutionnaire, la seule assez forte pour nous contraindre à l'union.

« Si quelque chose pouvait me plaire et me donner quelque consolation, ce serait la bienveillance dont ou m'entoure ici ; en réalité, elle est inouïe et imméritée. Mais néanmoins, tout cela ne peut amoindrir et encore moins chasser ma tristesse, et mes désirs de retraite occupent de nouveau mon esprit.

« Tout à vous.

« VALDEGAMAS. »

Le ministre d'Espagne développait avec plus de précision sa pensée dans la lettre qui suit :

« Paris, le 24 février 1852.

« Mon très-cher comte, mille remercîments pour tout ce que vous me mandez au sujet des affaires es-

pagnoles : vos lettres sont les plus intéressantes de toutes celles que je reçois.

« Vous ne savez que penser de l'état de l'Europe? Je vais vous dire en deux mots quelle est à ce sujet mon opinion. Si j'arrive à bien m'exprimer, ces deux mots auront plus d'importance qu'un volume.

« La guerre est nécessaire; elle sortira de cette situation, malgré la volonté et les efforts des hommes. L'issue dépend de la manière dont sera posée la question ; or celle-ci peut se présenter de deux façons différentes, l'une favorable à l'Angleterre, la seconde favorable à nous tous. La première consiste à éloigner les préoccupations d'ordre politique pour amener le conflit des ambitions, ce qui veut dire mettre sur le tapis les questions de prépondérance et d'agrandissement territorial; si cette éventualité venait à se réaliser, l'Angleterre aurait gagné la partie contre l'Europe entière.

« Si, au contraire, le problème à résoudre se résumait dans la lutte entre la Révolution et l'indépendance continentale, ce serait alors l'Europe qui gagnerait la partie engagée contre l'Angleterre.

« Mais sous quelle forme se poseront les termes de la question? De quelle manière se présentent-ils en ce moment? C'est ce que je ne prétends pas discuter aujourd'hui ; je suis néanmoins en mesure de vous affirmer qu'on dispose toutes choses pour préparer le

triomphe de l'Angleterre et la perte de l'Europe.

« Jamais je n'ai souhaité aussi vivement qu'aujourd'hui d'être ministre : si, en effet, j'étais ministre, l'Espagne prendrait l'initiative pour fixer les termes du problème à résoudre, et l'Angleterre n'oublierait pas alors mon nom. Toutefois, dans la sphère de mes fonctions, je ne laisse pas agir cette redoutable puissance sans l'inquiéter; mais de ceci je ne puis pas parler.

« Trouvez-vous que j'ai été assez précis et assez franc?

« Tout à vous.

« VALDEGAMAS. »

Nous avons déjà vu dans de précédentes lettres la résolution qu'avait prise le diplomate espagnol de s'éloigner des débats parlementaires dont il avait par sa propre expérience mesuré la force; les succès qu'il avait obtenus à la tribune, le retentissement de sa parole en Espagne et en Europe, l'avaient persuadé que les discours peuvent produire des résultats d'un jour, mais non fonder pour l'avenir; son patriotisme dédaignait donc des avantages dont son pays ne pouvait, à ses yeux, tirer de profits durables; aussi approuvait-il sans réserve la pensée exprimée par le comte Raczynski au sujet de l'efficacité du régime parlementaire dans une conversation avec

M. Bertran de Lis dont le ministre de Prusse lui retraçait le 3 mars les principaux traits :

« M. Bertran de Lis m'a entretenu hier de la nouvelle constitution de la Prusse, et nous n'avons pas tardé à échanger nos appréciations sur les habitudes des partis parlementaires. Je lui ai dit : « Les scru-
« pules parlementaires, l'adhésion persistante au pro-
« gramme d'un chef de file qui a déjà conduit au mal,
« le souvenir d'une phrase échappée dix ans aupara-
« vant, l'honneur qu'on attache à monter et à des-
« cendre toujours avec les mêmes hommes, tout cela
« est du ressort de l'honneur et de la vertu parle-
« mentaires; mais ce n'est ni l'honneur d'un brave
« homme, ni la vertu d'un chrétien. Je n'admets que
« deux buts et deux mobiles, l'amour du bien et la
« fidélité à son souverain ; être fidèle au Roi et vou-
« loir le bien, voilà tout l'honneur et toute la vertu
« politique ; ils doivent primer toute autre considé-
« ration. Si, à côté de cela et par-dessus le marché,
« vous pouvez encore rester d'accord avec votre passé
« et ceux auxquels vous unissent d'anciennes liaisons
« politiques ou amitiés privées, ce n'en sera que
« mieux. »

« Quant à la confiscation des biens des princes d'Orléans, l'empereur Nicolas ne s'en est si fort ému que parce qu'il a envisagé la question dans un mo-

ment de préoccupation au point de vue dont sa noble nature ne saurait se séparer. Si la résolution du Président à cet égard est une faute, ce dont je ne suis pas sûr, il en a certainement commis une plus grande en écrivant à Edgard Ney la lettre que vous connaissez. D'ailleurs, quand une mesure politique ne réussit pas, vite la gent raisonneuse de crier : Quelle faute ! quelle bêtise ! quel aveuglement ! Napoléon s'est perdu par sa faute, Louis XVI était un prince sans valeur, Charles X un monarque sans portée, Louis-Philippe a perdu la tête, Metternich s'était survécu, et, si Louis-Napoléon se casse le cou, ce sera pour avoir confisqué les biens de la maison d'Orléans et décrété la réduction des rentes ! Tout cela peut être vrai, mais au même degré que lorsque Rothschild spécule à la hausse et que les fonds baissent. Peu de gens sont en droit de critiquer les hommes qui ont de grandes tâches à remplir. Je ne trouve maladroits ni Louis-Napoléon, ni Palmerston, ni Schwartzenberg, ni Manteuffel, ni le roi de Naples, ni la Reine mère, ni Narvaez, ni Bravo Murillo ; mais il en est parmi ces personnages que je trouvais mauvais.

« J'admire sans réserve le comte de Chambord et l'empereur Nicolas : ils sont sages, purs, bons, dignes et grands, et ce qui me fait les aimer davantage, c'est qu'ils ne sont des énigmes ni pour leurs amis, ni pour leurs ennemis. »

Mais le marquis de Valdegamas persistait à affirmer ses sombres prévisions pour l'avenir; vivant à Paris dans un centre de politique active, il suivait de près le travail qui préparait les événements importants dont l'Europe ne devait pas tarder à être le théâtre, et il développait ainsi dans la lettre suivante les motifs de la persistance de ses appréciations :

« Paris, le 10 mars 1852.

« Mon cher comte, l'effet produit au dehors par les décrets a été détestable; l'empereur Nicolas s'est écrié après les avoir lus : « Ceci est une mauvaise « action qui lui coûtera cher! » — Mais le pire résultat est d'avoir fait naître l'idée de l'instabilité de ce gouvernement; la stagnation presque absolue des transactions commerciales s'en est suivie, et une ombre d'influence paraît aujourd'hui revenir à une famille qui en avait perdu jusqu'à l'apparence. Malgré tout, le gouvernement du Président est en ce moment invincible. Cela est une vérité certaine, mais le doute de sa stabililité, l'absence de confiance dans l'avenir sont le danger. J'en arrive à ce qui est plus grave encore : vous vous trompez absolument dans l'idée que vous vous êtes formée de l'état de l'Europe :

l'Autriche a des tendances françaises, et toutes les sympathies de la Prusse sont anglaises, bien que vous ne le croyiez pas. Il en résulte que ces deux puissances demeureront immobiles, comme si elles avaient cessé d'exister. A Saint-Pétersbourg, Nesselrode incline vis-à-vis de Louis-Napoléon à une défiance respectueuse; la pensée qui l'absorbe est la crainte que le prince ne veuille déchirer les traités pour étendre les frontières de la France. L'Empereur, au contraire, qui est l'unique homme d'État qui soit en Europe, penche à se rapprocher de Louis-Napoléon, et il ne se préoccupe que de la révolution. Il en résulte dans la politique de l'Europe des oscillations funestes et une inaction forcée. L'influence du Nord n'existe donc plus.

« En attendant, l'Angleterre a remplacé son ministère conservateur; elle apaise la Prusse et cherche à se l'attirer; chaque jour elle gagne du terrain et ne tardera pas à dominer l'Espagne; elle compte avec la Belgique, avec la Suisse, avec le Piémont, et sans hésiter, sans perdre de temps, elle prend partout l'initiative des batailles diplomatiques, se réservant de provoquer d'autres batailles quand il lui plaira. Le triomphe est donc pour elle sans conteste, et si Napoléon faisait ce que vous souhaitez, c'est-à-dire s'il se proclamait Empereur, le triomphe de la politique anglaise ne tarderait pas deux mois :

vous verriez immédiatement la Prusse sur la ligne du Rhin et Nesselrode imposant ses vues au Czar et prêtant à la Prusse le secours de la Russie. Telle est la situation véritable et les faits qui en découleront.

« L'Europe est aveugle et par conséquent perdue, tandis que l'Angleterre, avec une clairvoyance très-nette de ses intérêts, a obtenu que l'Europe fût divisée par les questions territoriales. Louis-Napoleon n'a pas été adroit : il aurait dû convoquer en congrès toutes les puissances continentales pour discuter exclusivement les moyens de combattre la révolution et déclarer que lui, tout le premier, reconnaissait la nécessité de maintenir les traités.

« Vous me répondrez : L'alliance du Nord se resserrera au premier mouvement révolutionnaire; et moi, je vous dis à mon tour : Ce mouvement ne se produira pas. L'Angleterre ne saurait commettre une si lourde faute; elle va faire de l'ordre partout, sauf à faire partout du désordre, quand elle aura obtenu le triomphe de sa politique.

« Tout cela est triste, mais vrai; vous êtes la seule personne avec laquelle je m'exprime de la sorte.

« Après avoir écrit tout ce qui précède, je reçois votre lettre du 3 qui vaut un empire : ce que vous avez dit à Bertran de Lis est admirable; ce que

vous écrivez de la situation de l'Espagne est aussi exact pour le fond que superbe dans la forme; dans cette remarquable lettre aucune illusion ne perce, on s'y trouve en présence des faits, et des faits seulement; c'est ainsi que j'aime à entendre parler. Tant que vous penserez que l'Espagne est perdue et que tout est menacé du même sort, nous serons toujours d'accord.

« Je vous remercie infiniment du motif qui vous a décidé à envoyer ma lettre à Berlin : l'amitié et le bien public sont toujours vos mobiles, et c'est pour cela que je vous aime tant!

« Je ne doute pas que vos dépêches ne soient lues avec plaisir à Berlin; mais je crois qu'il vous arrive, comme à moi, que tous me lisent avec plaisir, mais sans fruit. La Prusse est tout à fait aux mains de l'Angleterre, et l'Espagne subira bientôt le même sort.

« Pour finir, je vais vous annoncer une nouvelle catastrophe : si les choses continuent à marcher de même, le Président se fera révolutionnaire.

« VALDEGAMAS. »

Le Président ne manqua de faire l'évolution pressentie par Donoso Cortès, et nous avons vu se traduire dans des faits qui pèsent sur toute l'Europe la politique annoncée par le ministre d'Espagne. Il avait

donc raison de dire que la guerre ne manquerait pas de suivre la proclamation de l'Empire; l'ambition, les désirs égoïstes et personnels devaient effacer partout, selon lui, les préoccupations de paix et d'apaisement. C'était encore la pensée principale de la lettre qu'il adressait sur ce grave sujet au comte Raczynski :

« Paris, le 10 avril 1852.

« Mon cher comte, puisque je n'ai pas la liberté de vous écrire aussi souvent que je le voudrais, je veux aujourd'hui être si précis et si net que mes informations vous dégageront des incertitudes où vous laisse la contradiction de toutes les nouvelles en circulation.

« Sans que ni vous ni moi nous puissions l'empêcher, la question des agrandissements de territoire divise profondément les esprits, et cette préoccupation est arrivée à faire perdre de vue la crainte de la révolution contre laquelle tous auraient dû se liguer. Ce résultat est la conséquence de l'habileté de l'Angleterre d'abord, des visées souveraines du Président ensuite, et enfin des maladresses commises par les puissances du Nord.

« La situation s'étant ainsi modifiée, l'alliance ne repose pas sur la nécessité de se défendre contre la Révolution, dont lord Derby n'est pas disposé, du reste, à favoriser les manœuvres en ce moment ; mais elle se constitue en prévision d'une tentative d'extension territoriale de la part du Président. Au point où en sont les choses, je sais de bonne source qu'il aurait dans une pareille éventualité toute l'Europe contre lui et l'Angleterre en tête de cette manifestation unanime ; j'en excepterai cependant l'Autriche, qui lui sera sympathique ; je dis qu'elle sera, non pas qu'elle le soit, car le prince Schwartzenberg est mort : aussi peut-être est-elle déjà à l'heure présente au nombre des adversaires du Président.

« L'explosion de la guerre se présenterait donc ainsi dans des conditions favorables à l'Angleterre, désastreuses au contraire pour la France. Le Président, seul et sans alliés, serait contraint de recourir à la propagande révolutionnaire, et nous assisterions à cet étrange spectacle : tous les amis de l'ordre groupés autour de l'Angleterre.

« Tout ceci est manifeste comme la lumière qui nous éclaire. Je conclus donc en disant : Dans de semblables conditions, je ne veux pas de la guerre, et je tremble lorsque je vois cet homme faire un pas qui peut la provoquer : la proclamation de l'Empire peut être, il est vrai, de nature à la provoquer ; je redoute

donc l'Empire avec d'autant plus de raison que je regarde sa venue comme certaine et prompte.

« Si l'Empire n'amène pas la guerre, il rendra du moins plus étroite l'alliance des puissances continentales avec l'Angleterre, qui ne manquera pas d'exploiter cet événement avec son habileté accoutumée. D'ailleurs, je regarde comme évident que l'Empereur sera obligé, de gré ou de force, de tenter des conquêtes; ceci admis, l'Angleterre aura par le canon l'influence et la force la plus considérable que puissent acquérir les hommes.

« Voilà la vérité, repoussez donc tout le reste.

« Nous n'avons pas vu et nous ne verrons pas la mort véritable du parlementarisme.

« VALDEGAMAS. »

Sur ces entrefaites survint un événement considérable dont les conséquences pouvaient influer d'une manière décisive sur la conduite politique de l'Autriche : le prince Schwartzenberg mourait presque soudainement. On a pu voir déjà de quelle manière le comte Raczynski appréciait les desseins du ministre autrichien par rapport à la Prusse; aussi regarda-t-il sa disparition comme un fait favorable à la conclusion entre les deux grandes puissances allemandes d'une entente sage et conforme à

leurs intérêts respectifs. Le 21 avril il écrivait à ce sujet au marquis de Valdegamas :

« La mort du prince Schwartzenberg, à laquelle personne ne pouvait s'attendre, me paraît un fait décisif. On a beau dire que la politique autrichienne ne variera pas, je ne doute pas qu'elle ne se modifie profondément à la suite du changement du ministère. Celui-ci voulait, avec un déplorable entêtement, annuler la Prusse et absorber seul l'Allemagne entière. En d'autres temps, il aurait pu songer à atteindre ce but au moyen d'une guerre heureuse; dans la situation présente, un pareil dessein était irréalisable : annoncer hautement à la face de l'Europe la résolution d'entrer dans la Confédération germanique avec tous les États de l'Empire ne serait rien moins qu'outrager le bon sens des hommes d'État de tous les autres pays. Cela aurait la même valeur que la proposition faite par un Portugais à son pays de conquérir l'Espagne. C'est fort bien comme saillie ou bon mot, mais détestable comme projet sérieux. Le prince Schwartzenberg comptait sans la Hongrie, sans la Lombardie, sans la Révolution et sans l'empereur Nicolas. Quant à son successeur, si ce doit être, comme on le prétend, M. Buch, j'en augurerais fort mal pour l'Autriche; si au contraire c'était M. Kübeck et si l'influence du prince de Metternich devenait prépon-

dérante, je pense que rien ne pourrait être plus favorable au bien de la monarchie et du pays.

« Votre lettre du 10 m'a donné beaucoup à penser : vos raisonnements sont logiques, et basés sur la connaissance que vous avez des hommes, des antécédents, des intérêts particuliers et des faits ; pour moi, j'estime qu'il faut compter sur l'imprévu et sur la Providence qui n'a pas cessé depuis quatre ans de protéger visiblement la société contre les assauts de la démagogie. Vous ne mettez pas en ligne de compte, par exemple, deux hypothèses que je regarde comme très-admissibles : c'est que l'empereur Nicolas saura maintenir l'alliance des trois cours et empêcher que les questions d'agrandissement territorial ne fassent perdre de vue la lutte contre la révolution.

« Quant au Président, je ne regarde pas comme impossible qu'il ne finisse par servir les intérêts révolutionnaires ; je suis certain qu'il se proclamera Empereur, et il est probable qu'il sera entraîné à faire la guerre ; je ne serais pas étonné qu'il s'unît à l'Angleterre et que nous-même nous fussions amenés à faire un jour la guerre contre lui. Comme je vous l'ai mandé de Varsovie en juin dernier, j'ai bien compris que l'empereur Nicolas penche fortement du côté de la Prusse, et j'attribue ce résultat à l'influence de Manteuffel. Croyez-moi, c'est un homme que la Providence nous a donné dans un moment de bonne hu-

meur. Je l'adore, bien que je le connaisse à peine et que personnellement je n'attende rien de lui. Je le mets bien au-dessus de Hardenberg et de Stein. L'alliance dont l'empereur Nicolas est le plus ferme soutien me semble le seul moyen d'opposer une digue aux débordements dont la société est menacée. Si je pouvais contribuer à vous faire entrer dans cette alliance, j'en serais fier et heureux. Je sais bien que le moment n'est pas encore venu, mais je ne suis pas impatient. Le prince Schwartzenberg était un obstacle à ce dessein; aujourd'hui nous pouvons y travailler. Vous y coopérerez efficacement en rappelant à votre gouvernement que la Prusse n'est pas un mollusque acéphale, une molécule microscopique sur le continent européen; en le faisant, vous rendrez service à l'Espagne et à nous. Nous mettrons, tant que je serai ici, plus de zèle à vous servir dans toutes les occasions qu'aucune autre puissance. Je vous demande en échange de reconnaître que je veux le bien avec passion, et que je ne suis pas un comédien et un finaud comme j'en connais plus d'un. »

Mais si Donoso Cortès partageait pleinement la manière de voir du comte Raczynski sur l'opportunité et l'utilité de cette grande alliance, il ne croyait pas que son effet moral pût arrêter les complications qu'il prévoyait dans l'avenir. D'ailleurs, cette alliance ve-

nait de courir un grand danger que la mort du prince Schwartzenberg avait seule conjuré ; le marquis de Valdegamas, en examinant la situation que cet événement subit avait créée, expliquait à son ami les motifs qui retardaient la proclamation de l'Empire français :

« Paris, le 3 mai 1852.

« Mon très-cher ami, j'ai reçu votre lettre du 21; je vois que mes raisons ont fait impression sur vous. Il est bon de placer sa confiance dans la Providence qui a déjà infligé à la démagogie de si rudes défaites. Sur ce point nous sommes donc parfaitement d'accord : j'ignore à quel moment, par quels instruments la Providence nous sauvera; mais c'est d'elle que j'attends fermement le salut, encore que ce soit à force de miracles. Si je m'en rapporte aux lumières humaines, l'avenir m'apparaît, comme je vous l'ai déjà dit, sous les couleurs les plus sombres.

« Je présume que vous aurez lu dans le *Times* le résumé d'une communication identique adressée par la Russie et par la Prusse au prince Schwartzenberg. Le texte confirme tout ce que je vous ai déjà dit au sujet de la politique des trois puissances du Nord.

Après la mort du prince, il n'est pas permis de douter que l'Autriche n'agisse en tout d'accord avec les autres; mais celles-ci suivent une voie mauvaise et s'engagent, sans s'en apercevoir, sur la même route que l'Angleterre. Si la guerre a lieu, l'Angleterre sera la maîtresse du monde que cette puissance ne manquera pas de révolutionner et de bouleverser.

« Quant à la France, je crois que l'Empire ne tardera pas à être proclamé très-promptement; je crois aussi qu'en dépit de la communication russo-prussienne, il sera héréditaire. Les puissances ne feront aucune manifestation; mais tôt ou tard l'Empereur songera à étendre ses frontières, et ce jour-là éclatera la guerre qui doit donner à l'Angleterre la victoire définitive aux dépens de la France et de l'Europe entière. Bien qu'elle ne paraisse pas probable aujourd'hui, l'alliance entre la France et l'Angleterre peut devenir demain une réalité, et, dans ce cas, les puissances du Nord demeureront immobiles, car, si elles suivaient une ligne de conduite différente, elles seraient vaincues.

« Je fais grand cas du comte d'Antioche; il est venu me voir à son passage à Paris; il m'avait promis de m'écrire quand il aurait regagné son poste, mais je n'ai jusqu'à présent rien reçu de lui. »

Une nouvelle lettre suivait de près celle qu'on vient

de lire, et nous appelons sur elle toute l'attention du lecteur : le diplomate espagnol avait si bien compris et jugé le caractère et les tendances de l'homme auquel la France venait de confier ses destinées qu'il voyait en quelque sorte le sort qui attendait dans l'avenir le prince Louis-Napoléon :

« Paris, le 24 mai 1852.

« Je vous remercie de ce que vous me communiquez au sujet du projet de coup d'État. D'après ce que vous me mandez et ce que d'autres m'ont écrit, j'en conclus que la situation est mauvaise, que les personnes et les choses sont autant d'obstacles auxquels Bravo Murillo se heurtera à chaque pas, enfin que le projet avortera, non pas qu'on ne fasse rien en réalité, mais parce qu'on fera peu et qu'on n'agira pas dans la mesure du nécessaire.

« Ici les choses demeurent dans le *statu quo*. Le prince retarde la proclamation de l'Empire parce qu'il est arrêté par les mauvaises dispositions que témoigne l'Europe ; mais il est décidé néanmoins, et à tout prix, à être Empereur, ce qui arrivera probablement dans le courant de l'été. En France cet événement sera très-bien accueilli, tandis qu'il sera mal

vu de l'Europe. Mais néanmoins la guerre n'éclatera pas, hormis le cas où cet homme franchirait ses propres frontières, et je crois qu'il ne les franchira pas; il est entre les mains de sa destinée, qui est cependant de les franchir un jour, de faire appel à la Révolution et de succomber misérablement dans un autre Waterloo, ou pour mieux rendre ma pensée, dans une nouvelle bataille de Novarre. Je vous ai déjà dit ce qui suivra sa chute : la domination anglaise et le triomphe définitif de la Révolution, à moins que Dieu, qui nous a habitués aux miracles, n'y mette fin d'une façon ou d'une autre, mais miraculeusement.

« Vous connaissez déjà l'interpellation de lord Palmerston et la réponse de Disraeli; tous deux se valent. Je ne conçois pas l'aveuglement de l'Europe.

« Les relations entre les trois grandes puissances sont aujourd'hui aussi cordiales que possible, grâce aux visites de l'empereur Nicolas. Néanmoins, il ne faut pas se faire illusion : les querelles de l'Autriche et de la Prusse ont pour principe la diversité incontestable de leurs intérêts et la nature même des choses; elles sont à la fois naturelles, nécessaires et inextinguibles; tout au plus peut-on espérer une trêve temporaire dans le cas d'un conflit européen, et cette trêve est acquise quant à présent.

« Votre intention de vous éloigner des affaires est,

— pardonnez-moi de vous le dire, — une véritable étourderie. Vous servez mieux que personne votre pays et votre Roi ; voulez-vous en avoir la preuve? Sans vous, j'aurais attaqué la Prusse dans le Parlement, parce que je ne suis ami ni de la Prusse, ni de sa politique, ni de son agrandissement, ni même de son existence ; je la crois depuis sa naissance vouée au démon, et je demeure convaincu que, par une fatalité de son histoire, elle lui est vouée pour toujours. Mais je vous suis si profondément attaché et je vous aime tant que je n'ai jamais parlé de votre souverain, sinon pour l'appeler *l'Auguste de l'Allemagne*. C'est là un exemple saisissant des impressions indépendantes et justes que les relations personnelles font naître chez les hommes publics.

« Ce que vous a dit Miraflorès est une plaisanterie inouïe. Un homme comme vous ne doit pas prendre garde à ces enfantillages.

« VALDEGAMAS. »

Mais cette entente cordiale et sincère pouvait, dans l'opinion du comte Raczynski, être troublée par des préoccupations d'intérêts différents ou des vues incompatibles d'ambition que la Prusse et l'Autriche n'avaient pas abandonnées.

« Je conseillerai toujours à tous ceux qui veulent le

bien, écrit-il le 3 juin au marquis de Valdegamas, de suivre l'impulsion et les conseils de l'empereur Nicolas. En outre de la confiance que m'inspirent la grandeur d'âme et la sûreté de jugement de ce prince, je regarde l'union des deux cours comme conforme aux intérêts de la Russie; celle-ci ne peut vouloir l'abaissement et l'affaiblissement de la Prusse. L'Empereur est, par la force des choses et par les plus chers souvenirs et affections de sa jeunesse, beaucoup plus à nous qu'il n'est Autrichien; s'il n'en est pas ainsi dans la suite, ce sera notre faute.

« On cherche aujourd'hui à opérer un rapprochement entre la Prusse et l'Autriche en conciliant leurs intérêts, tandis qu'il faudrait les satisfaire réciproquement en les séparant : au lieu d'une Confédération, il en faudrait deux : celle du nord industrielle et protestante, celle du midi agricole et catholique; la première sous le protectorat fortement constitué de la Prusse; la seconde sous celui de l'Autriche; toutes deux s'étendant jusqu'au Rhin, afin que vis-à-vis de la France elles aient besoin l'une de l'autre et soient solidaires. Un traité de commerce garantirait les intérêts réciproques et permettrait aux deux Confédérations d'exister l'une à côté de l'autre sans se nuire.

« Si l'Autriche pouvait, malgré les éléments hétérogènes qui composent l'Empire, les embarras finan-

ciers et les antipathies nationales qui l'agitent, songer à annuler la Prusse, je comprendrais qu'elle y tendît; mais ce serait commettre une grande faute, faire abstraction des intérêts de la Russie et des dangers qui menacent la société. La Prusse est indispensable à l'équilibre politique de l'Europe : vouloir l'affaiblir et l'assujettir n'est ni sage, ni même possible. Elle est trop vivace, et d'ailleurs elle est en mesure de soulever les mauvaises passions. Il faut donc se garder de la contraindre à user de cette dernière ressource; en causant ainsi sa propre ruine, elle amènerait encore celle de la société.

« C'est là une grande question et le sujet d'un thème inépuisable; je n'ai fait que l'indiquer. Vous êtes bien capable d'en découvrir et d'en éclairer toutes les faces. »

Quelque temps après, le comte Raczynski abandonnait ses fonctions diplomatiques à Madrid pour rentrer en Allemagne. Il y était à peine que l'Empire était proclamé en France comme il n'avait cessé de le prévoir :

« Voyons d'abord le nouvel Empire, écrivait-il de Berlin à Donoso Cortès le 9 novembre; on croyait que l'année 1852 serait signalée par quelque grande catastrophe : guerre générale, nouveaux bouleverse-

ments en France, je ne sais quoi encore. Au lieu de tout cela, la cause du gouvernement par la force, et au mépris des bavards, des doctrinaires, s'est encore raffermie. Il faut que l'horreur des petits ambitieux, brouillons et utopistes soit bien grande pour que l'amour-propre français s'accommode de ce nouveau régime dont le seul mérite est de donner à la France un maître. Les droits sacrés, la noble et irréprochable conduite du prince légitime sont sans force pour les cœurs les plus honnêtes, tant le besoin de repos est général. On veut un maître pour échapper à des milliers de petits tyrans qui menacent, au gré de leurs caprices, la fortune, la vie, l'honneur de la partie la plus saine de la nation.

« Louis-Napoléon a sauvé la France et il a rendu des services immenses à toutes les nations et à tous les gouvernements ; mais les éléments de son pouvoir ne me paraissent pas de bon aloi. Il se verra entraîné à des empiétements sur ses voisins. Son entourage l'y poussera, sa nature aventurière prendra le dessus ; de sauveur il deviendra envahisseur et ravageur. C'est lorsque ce moment viendra que commencera pour le prince la mission de guérir toutes les plaies et de clore la série des péripéties révolutionnaires en France. Un jour il sera désiré par son peuple, par tous les souverains, par toutes les nations.

« Le nouvel Empereur ne tardera pas à avoir des

velléités napoléoniennes. Je ne sais où il commencera, en Belgique, en Suisse ou en Piémont; mais il ne se tiendra pas tranquille. Il ne débutera pas brusquement, mais avec des prétextes plausibles et force manifestations pacifiques. Nous nous ruinerons à armer, à nous préparer à la guerre. Cela durera quelque temps.

« Nous autres ici, nous nous croyons toujours destinés à nous mettre à la tête de l'Allemagne, et, comme nous sommes persuadés que l'Allemagne est libérale, nous continuons à exploiter ce sentiment. Cependant j'ai confiance dans M. de Manteuffel.

« J'ai dîné il y a deux jours à Charlottenbourg. Le Roi m'a longtemps entretenu dans un aparté. Il m'a dit, entre autres choses, que les Polonais font des machinations à Posen et en Gallicie. On croit que Louis-Napoléon favorise cette effervescence. »

On ne pouvait émettre de plus sages appréciations en même temps que de plus justes prévisions au sujet des faits considérables qui venaient de se produire en France et des conséquences qui en devaient résulter. La lettre suivante adressée à Donoso Cortès au sujet du mariage de l'Empereur avec mademoiselle de Montijo ne sera pas moins intéressante :

« Vous ne pouvez vous faire une idée de l'impres-

sion forte, mais vague, que cette nouvelle a causée ici : fait-il bien? fait-il mal? Je n'en sais rien. Après Strasbourg, après Boulogne, il était réputé fou à lier ; après le 2 décembre, il était un grand homme, le sauveur de la société, la terreur des méchants. Voilà qu'il cède à la passion, après avoir désiré épouser une infante et souhaité un mariage royal ! Selon tous les calculs de probabilité, l'impératrice Eugénie fera faire des folies à son mari ; mais qu'y a-t-il de plus fructueux en France que les folies? Plus on s'écarte de la sagesse de Louis XVIII, des Talleyrand et des Guizot, plus on a de chances de réussir ; il n'y a personne qui ne vaille mieux qu'un philosophe ou qu'un professeur.

« Quoi qu'il en soit, les folies ont fait la fortune de Napoléon III. Ici, on ne blâme pas le mariage. L'impression générale est qu'on doit s'attendre à tout.

« Vous avez vu dans des ballets les esprits infernaux et les furies tourner, sauter, gesticuler, grimacer, se tordre, rire, grincer des dents ; vous avez vu des maisons de fous où tel se croit Dieu, tel autre empereur ; vous avez vu des maisons de jeu où les uns se ruinent en un jour, tandis que les autres font rapidement des fortunes immenses ; eh bien, il y a de tout cela dans la situation de la France. Balzac n'a rien imaginé de si exagéré que la réalité dans ce pays.

Cependant je souhaite la continuation de l'Empire, tant qu'il réprimera les mauvaises passions et qu'il ne les encouragera pas chez nous. Mais je redoute que Napoléon III ne commence bientôt à exploiter les nationalités : celle d'Italie, de la Pologne, de la Hongrie ; je crains qu'il ne finisse par s'entendre avec les Anglais. Je crains l'influence de l'impératrice Eugénie sur son mari, et je suis préoccupé de la pensée qu'elle ne cède à la tendance constante de sa jeunesse : faire de l'effet, étonner par ses caprices et sa bizarrerie.

« En définitive, on ne nous laissera pas en repos : on nous forcera à la guerre. »

Le diplomate allemand disait donc juste quand il pressentait que l'empereur Napoléon prêterait son concours à la politique des nationalités, et que de grandes guerres signaleraient le règne qui venait de commencer. Une cruelle expérience nous a appris ce que vaut cette harmonie géographique tant vantée ; à ceux qui ont oublié que la guerre est, comme la maladie, un fléau de Dieu, les événements ont rappelé que les gouvernements ne peuvent vivre longtemps lorsqu'ils s'appuient exclusivement sur les succès militaires, et que la véritable force, le prestige durable, ne sauraient exister en dehors d'une politique conforme aux intérêts et aux be-

soins véritables du pays. Le sang français ne doit couler que pour défendre une cause française et nationale.

Aux yeux de Donoso Cortès, les difficultés que le gouvernement impérial ne devait pas tarder à rencontrer étaient inévitables : il n'y avait rien de solide, selon lui, dans la situation présente, et tout conspirait à troubler la paix du monde : c'est sous l'impression de ces tristes prévisions qu'il écrivait au comte Raczynski, et peu de semaines avant sa mort, cette dernière lettre :

« Paris, le 2 février 1853.

« Mon cher comte, je ne vous ai pas écrit pour deux raisons : la première, c'est que l'enfer a déchaîné cette année sur Paris toutes les fêtes imaginables au point de faire de moi un véritable martyr ; la seconde, à laquelle vous n'avez pas songé, c'est que je ne sais comment vous écrire, puisque je n'ai ni courrier, ni voie sûre pour vous faire parvenir mes lettres : réfléchissez à ce dernier motif, et vous ne serez plus étonné de mon silence.

« Entre nous, une seule opinion est permise au sujet de l'asile hospitalier que l'Angleterre donne à

tous les bandits du continent; mais, quoi que puissent faire les puissances à cet égard, soit isolément, soit collectivement, jamais l'Angleterre ne fera de concessions sur ce point, n'en doutez pas.

« A la suite des agitations qui se sont produites à Milan et à Vienne, les relations de la France avec les autres nations continentales se sont améliorées, sans présenter encore ce caractère de solidité et de fermeté que nous souhaitons. Voici d'ailleurs en quoi consiste la difficulté : quels que soient les efforts des puissances, elles n'arriveront jamais à empêcher qu'on ne croie ici à la possibilité d'un refroidissement, et quoi que fasse la France de son côté, les puissances ne pourront s'empêcher de craindre qu'un jour l'Empereur ne redevienne prince révolutionnaire. Cette défiance réciproque fait que l'accord de la France et des puissances ne peut subsister que jusqu'à un certain point : elles peuvent être amies aujourd'hui, mais à la façon des gens qui peuvent se brouiller demain, et qui dès aujourd'hui se préparent à cette éventualité.

« La question d'Orient est celle qui préoccupe le plus le gouvernement, et comme, dans un cas qui peut se présenter bientôt, ou plus tard seulement, l'allié naturel de la France est l'Angleterre, il s'ensuit que la première ne fera rien ou bien peu de ce qui pourrait indisposer la seconde contre elle.

« En résumé, les affaires vont mal, elles suivent une voie pire qu'auparavant, elles ne vont pas suivant nos désirs, et je crains qu'elles ne s'en éloignent pour jamais. Le monde marchera comme jusqu'à présent, en se heurtant aux obstacles, sans que nous voyions jamais ni sa chute, ni sa délivrance.

« En ce qui touche mon pays, tout y est dans le plus grand désordre ; la politique est réduite aux intrigues que vous connaissez, et il ne peut sortir de ces intrigues qu'une catastrophe sanglante.

« Le ministère présentera un projet de réforme sans portée, et le gouvernement parlementaire se maintiendra, sans modifications, dans son importante santé.

« VALDEGAMAS. »

Le premier acte considérable dans lequel se manifesta la politique extérieure de l'Empire fut la guerre d'Orient, dont les résultats créèrent à Louis-Napoléon une situation certainement prépondérante en Europe ; les victoires de nos armées lui valurent une incontestable autorité. Des faits récents nous ont démontré le peu de solidité de l'œuvre impériale, dont les profits véritables devaient être pour l'Angleterre seule. Nous trouvons dans diverses lettres écrites par le comte de Raczynski pendant l'année 1853 des appréciations auxquelles le temps n'a rien

ôté de leur actualité; ce qui nous permet de dire que l'éternelle question d'Orient ne s'est pas, depuis cette époque, beaucoup rapprochée de sa solution définitive. Nous terminerons ce travail en citant quelques-unes des lettres dont nous venons de parler et où nous rencontrons une peinture curieuse et fidèle des hommes et des choses [1].

« La question orientale, écrit le comte le 22 juillet 1853, peut se définir ainsi : les Anglais veulent ce que les Russes ne veulent pas; les Russes veulent ce que les Anglais ne veulent pas; tous les autres ne veulent ni ce que veulent les Russes, ni ce que veulent les Anglais : pour résoudre ce grave problème, il faudrait mettre tout le monde d'accord.

« J'examine quelle conduite il faut suivre au point de vue de la sagesse, des nécessités et de l'utilité. Je mets donc de côté la question de la justice basée sur les traités et sur les lois internationales; celles-ci pourraient peut-être s'expliquer en faveur des Turcs. Je ne m'occupe pas davantage du code libéral d'après lequel il est monstrueux qu'un million de Turcs asservisse quatorze millions d'individus appartenant à diverses nationalités; de ce principe il découlerait

[1] Le comte Raczynski adressait les lettres qui vont suivre au comte d'Antioche, son ancien collègue à Madrid.

une conclusion contraire aux Turcs. Je ne m'occupe pas des considérations religieuses et des intérêts du christianisme ; ceci nous conduirait également à des conclusions favorables aux Russes. Tout ceci écarté, je suis amené à dire :

« La Russie est irrésistiblement poussée, de même que l'Angleterre, à s'agrandir. Dans l'intérêt de l'Europe, il vaut donc mieux que la Russie s'agrandisse du côté de l'Orient que de tout autre.

« A défaut de l'influence russe, l'influence anglaise régnera à Constantinople, car il est évident que la Turquie ne peut se soutenir seule. Croyez-vous que la Russie doive, si elle peut l'empêcher, consentir à ce que les Dardanelles deviennent, comme Lisbonne, une station anglaise ?

« La Turquie, en tant que puissance, s'écroule et ne peut être sauvée. J'aime mieux qu'elle soit partagée entre la Russie, l'Autriche et la Grèce que de la voir, à l'état de cadavre, dominée par l'Angleterre, à la manière portugaise, et la Grèce placée fatalement dès lors dans une situation semblable.

« Toute grande puissance est un danger pour les autres nations ; la Russie est donc un danger, mais au moins on peut la combattre. L'Angleterre, au contraire, ne pourra être combattue qu'à dater du jour où la flotte russe aura acquis la force et le développement qui lui manquent pour pouvoir peser dans la

balance ; ce qui ne pourra arriver si la Russie n'est en possession de la libre navigation dans la mer Noire et le passage des Dardanelles.

« Par la même raison, je préférerais voir les Russes se rapprocher de l'isthme de Suez, exercer un protectorat actif sur la Grèce, conjointement avec l'Autriche, et tirer leurs matelots de l'Archipel.

« La France s'apercevra un jour qu'elle protége mal et sans aucun motif politique les Lieux saints, que cela ne mène à rien, et qu'en outre, elle fait les affaires de l'Angleterre qui ne cessera d'être son ennemie naturelle.

« Pour nous autres Prussiens, nous avons plus de bonnes raisons de ne pas nous séparer de la Russie et de l'Autriche que pour nous fier à Louis-Napoléon et à lord Palmerston ; la bonne intelligence de ceux-ci ressemble fort à un assaut de rouerie dont aucun des deux ne saurait être la dupe. Je ne me dissimule pas les dangers d'une guerre avec la France, d'autant plus que la Russie sera occupée en Orient, les Autrichiens en Italie et en Hongrie, et que la France et l'Angleterre déchaîneront contre nous la démagogie. Mais comment éviter de courir les chances d'une lutte qu'il faudra subir un jour ?

« Pour le moment, il est certain que les trois cabinets sont d'accord, et qu'il n'y aura pas de défection, tant qu'il s'agira de résister à la France unie

a l'Angleterre : l'une voulant les limites naturelles, l'autre le triomphe de la démagogie et notre ruine à tous. On aurait tort d'accuser l'empereur Nicolas de trop presser le dénoûment de la question orientale, car il ne pouvait choisir un meilleur moment; jamais, en effet, il ne pourra compter d'une manière plus certaine sur le concours de l'Autriche et de la Prusse.

« Je ne crois pas que le Czar veuille coûte que coûte Constantinople, mais il est résolu à conquérir sur la Porte une autorité et une influence incontestées. Je ne pense pas non plus que l'Autriche accepte les Principautés; je concevrais plutôt, si le partage devient indispensable, qu'on lui imposât la Serbie et la Bosnie, et que la Grèce prît part au démembrement.

« On dit encore que les cours du Nord, à l'exception cependant de la Prusse, n'ont pas évité avec assez de soin tout ce qui pourrait éveiller la susceptibilité et la défiance de l'empereur Louis-Napoléon. Je l'ai, pour ma part, toujours déploré; c'était pousser le gouvernement français dans les bras de l'Angleterre; mais ne devait-on pas faire la part des circonstances et ne pas perdre de vue que nous avons besoin les uns des autres ?

« La Prusse ne mérite pas du moins ce reproche. Remarquez que tandis que les quatre plus grandes

puissances ont toutes les conditions nécessaires à leur existence, la Prusse seule n'est pas constituée : séparée en deux, il lui faudra nécessairement combler le vide qui divise les deux parties ; tant que ce vide subsistera, la situation de la Prusse sera précaire. Elle est admirablement administrée; mais elle se croit forcée de caresser et de favoriser les tendances libérales, de chercher à prendre la tête de la partie soi-disant intelligente de l'Allemagne et du protestantisme. Le secret de sa force réside à mon sens dans cette vérité qu'elle est indispensable à tout le monde. Malgré de grandes difficultés, le Roi nous a tiré d'embarras considérables ; il maintient la prospérité du pays ; beaucoup de circonstances donnent à penser qu'il suit un plan arrêté ; il sait se dominer ; rarement il cède à la colère, à l'impatience ; il a de la sensibilité et se montre affectueux. Le plus grand mérite de ce prince distingué sous tant de rapports est de conserver M. de Mauteuffel, bien que celui-ci ne lui soit pas sympathique. Dans les derniers jours de mars de cette année, le président du conseil, fatigué des entraves qu'on lui oppose sans cesse et des obstacles qu'il rencontre dans le parti de la *Gazette de la Croix*, exprima au Roi le désir de se retirer ; mais le prince se refusa à se séparer de lui. « C'est vous, dit-il avec « émotion, qui avez sauvé la monarchie, et vous « voulez me quitter dans un moment où vos services

« me sont plus nécessaires que jamais ! Je suis votre « Roi, je vous ordonne de rester ! »

Trois ans après, les représentants des puissances réunis à Paris signaient un traité par lequel elles prétendaient mettre fin aux difficultés qui avaient amené la guerre de Crimée. L'empereur Napoléon semblait devenu l'arbitre de l'Europe terrifiée ; il était l'objet de l'admiration d'un grand nombre, la confiance était générale dans sa fortune, on craignait jusqu'à ses projets, et la nouvelle dynastie paraissait assise sur des fondements presque inébranlables.

C'est à cette époque, — le 7 juillet 1856, — que le comte Raczynski, après un court séjour à Paris, faisait de la situation de l'Empire, du caractère de l'Empereur, l'intéressante peinture qui suit :

« Louis-Napoléon est un homme certainement extraordinaire. Il s'est fait le pivot sur lequel tourne toute la machine politique de l'Europe. Il est parfaitement inexplicable. Il y a autant de terrible que de plaisant chez ce régulateur des destinées du monde. Déjà l'abbé de Pradt s'était servi à propos de l'oncle d'une épithète qui n'était pas mal imaginée : il l'avait appelé Jupiter Scapin. Il est vrai de dire que cette idée n'était venue à l'abbé qu'après la Bérésina, et que, sans être Jupiter le moins du monde, l'abbé était

plus Scapin que son maître ; quant au neveu, c'est l'inverse : il a commencé par où l'autre a fini. Quelque chose qu'il fasse, quels que soient les ovations, les baptêmes, les fêtes, les milliards dépensés, l'ébahissement de la foule, les triomphes de l'armée, la peur qu'il inspire à juste titre aux souverains et aux peuples, ce n'est à mes yeux qu'un homme audacieux, madré et heureux ; sans grandeur, sans sagesse et sans conscience ; pas méchant, pas du tout bas, mais jamais vrai, ne sachant recruter ni son entourage, ni ses instruments. Je nie qu'il ait de grandes vues politiques, que ce soit un grand homme d'État ; son règne est un curieux épisode de la transformation de la société. Sans doute, la réalité est subordonnée à des éventualités, mais je nie qu'il les prévoie. Il n'a jamais rêvé et entrepris que des folies, mais ces folies ont tourné heureusement pour lui, et même une fois pour la société. Qui ne se souvient de sa situation au mois d'avril de l'année passée et du jugement qui était porté sur lui à cette époque ?... Ne contribuons pas, pour notre part, à ce qu'une vie aventureuse et coupable soit couronnée d'une considération imméritée. Parce que les succès de Crimée lui ont procuré une position si haute, est-ce qu'il n'en est pas moins, par son alliance avec l'Angleterre, cause que la flotte turque à Sinope et la flotte russe à Sébastopol ont été détruites au profit de la prépondérance maritime

de l'Angletere? L'éclat est pour lui, la gloire pour l'armée française, mais les profits durables sont pour l'Angleterre. Les humiliations de cette dernière n'y changent rien. Tant qu'il vit, le cabinet anglais est tenu à user de ménagements envers lui, parce qu'il ose tout; mais, sa personne de moins, qui disputera aux Anglais, la Turquie, la Méditerranée, l'isthme de Suez, la suprématie incontestable sur mer? Et nous savons comment ils en usent!

« En France, on commence à s'apercevoir que le régime actuel n'a ni base, ni avenir. L'Empereur est aujourd'hui moins bien informé de tout ce qui se passe, parce qu'il est moins accessible. Il se permet des incartades, ce qu'il ne faisait pas dans le principe. C'est lui qui mène tout, et ses agents n'apprennent souvent ses projets que sous la forme de résolutions; aussi arrive-t-il que les mesures que commande un ministre ne cadrent pas avec celles qui émanent d'un de ses collègues. Il ne songe pas à se faire une fortune indépendante pour le cas d'un revers, et, pour son compte, ne connaît pas le prix de l'argent. Il n'a pas de viles passions, mais c'est un homme fantasque, morose, un gros joueur, aventureux, rempli d'amour-propre, avide de grandeur, mais incapable d'élévation, poussant en avant sans calculer les obstacles.

« Il se garde d'augmenter les impôts, il aime mieux

avoir recours aux emprunts, si favorables à l'agiotage et à la spéculation ; bien que les levées d'hommes qui ont eu lieu pendant la campagne de Crimée aient fait beaucoup de mécontents, cependant les paysans français se séparent plus facilement de leurs fils que de leurs écus ; Louis-Napoléon, qui en est très-persuadé, a été jusqu'ici très-circonspect sous ce rapport.

« Personne en France, excepté les rouges, ne désire sa chute, parce qu'on le préfère à la Révolution ; mais à quoi sert de souhaiter qu'il reste, si lui-même, entraîné par sa nature, court à sa perte ?

« Les plus confiants espèrent que la débâcle peut encore tarder longtemps. Nous avons vu en France depuis soixante-cinq ans bien des situations précaires, mais jamais on ne s'est fait si peu d'illusions sur leur peu de durée qu'aujourd'hui.

« Quelles nouvelles aventures médite maintenant Louis-Napoléon ? Je redoute toujours une agression contre l'Allemagne, et je regarde cette guerre comme une éventualité à laquelle nous ne saurions tôt ou tard échapper ; il lui faut, en effet, des aventures, et celle-là me paraît une introduction nécessaire à toutes les autres, ou une conséquence fatale de celles qui ont précédé.

« L'Europe s'étonnera un jour que la France ait pu prendre cet homme au sérieux ; la France s'en étonnera elle-même, ce qui ne l'empêchera pas de

subir encore de nouvelles péripéties et de nous y entraîner. »

Nous avons vu s'effondrer ce régime si acclamé auparavant et se vérifier cruellement les craintes exprimées pour l'avenir. Nous ferons remarquer que l'impartialité du comte Raczynski est certaine, car s'il n'éprouvait pas de sympathies pour l'Empire, du moins souhaitait-il sa durée parce qu'il le considérait comme une garantie énergique de l'ordre et un ennemi implacable de la Révolution ; au point de vue allemand, on redoutait les projets de l'Empereur, et on regardait une guerre avec l'Allemagne comme inséparable du programme de la politique impériale. Nous savons ce que nous a coûté cette longue prévoyance dont les conséquences pèsent durement sur notre pays.

En commençant, nous avions annoncé l'intention de nous borner aux quatre années de la mission du comte Raczynski à Madrid. On ne nous saura pas mauvais gré d'avoir osé, en terminant, franchir ces limites ; l'Empire a été comme la conclusion du travail des années dont nous nous sommes occupé; placer sous les yeux du lecteur les appréciations du comte au sujet du nouveau gouvernement de la France et alors qu'il s'était déjà fait connaître par ses résultats, nous a paru une suite naturelle et logique aux obser-

vations précédentes sur la politique générale. Assez de temps s'est écoulé pour qu'il soit permis à l'histoire de prononcer un jugement sur cette époque féconde en grands événements et sur l'homme qui était la clef de voûte de cette politique et de ce système.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

I

AFFAIRES D'ESPAGNE

(27 juin 1848. — 14 janvier 1851.)

II

POLITIQUE GÉNÉRALE

(15 février 1848. — 14 janvier 1851.)

CHAPITRE II

I

AFFAIRES D'ESPAGNE

(14 janvier 1851. — 24 décembre 1852.)

II

POLITIQUE GÉNÉRALE

(1851. — 1853.)

PARIS. TYPOGRAPHIE E. PLON ET Cie, RUE GARANCIÈRE, 8.



